

صكدا من الامل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15927 - 7 F

JEUDI 11 AVRIL 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Morosité à l'italienne

Les rigueurs imposées par Maastricht ont mis fin aux « souplesses » du modèle italien et ont appauvri une population désorientée.

## Débat ouvert en Iran

La société iranienne évolue doucement. Les Iraniens sont de plus en plus libres de critiquer les excès du régime islamiste.

## Les chantiers d'Alain Juppé

Le premier ministre s'efforce de démontrer son aptitude à réformer le service national, la fiscalité et l'administration avec les partenaires sociaux et les parlementaires.

## Les deux vies de Kim Young-sam



Le président sud-coréen est-il un « converti » ou un funambule de la politique ? Après avoir été mêlé aux régimes militaires et à leurs scandales, il a démocratisé son pays.

## Les foyers d'immigrés en question

Dans un rapport, le député RPR Henri Cuy préconise la destruction de vingt foyers de travailleurs immigrés et dénonce la situation de « non-droit » de ces lieux d'hébergement.

## Les parents aident leurs enfants

La difficulté des jeunes à trouver un emploi explique une bonne partie des 100 milliards de francs qui leur sont transmis annuellement, soit la moitié du montant annuel des héritages et donations.

## Un géant bancaire suisse en pointillé

Le Crédit suisse a confirmé avoir proposé une fusion à l'Union de banques suisses. Le rapprochement donnerait naissance à la plus grande banque d'Europe.

## La télécopie en 3 D

Un professeur américain a mis au point un « télécopieur en trois dimensions ». Les objets « envoyés » sont exactement reconstitués à distance en résine.

## Les milieux d'affaires sont réservés sur les bénéfices du séjour de Li Peng

Manifestation à Paris pour les droits de l'homme en Chine

LES MILIEUX d'affaires français restaient prudents, mercredi 10 avril, dans l'attente des fameux « grands contrats » dont le premier ministre chinois, Li Peng, devait annoncer la signature, après un entretien avec Alain Juppé. Si une demi-douzaine de ces contrats devaient être conclus, le volume total des commandes pourrait ne pas être aussi élevé qu'on l'a dit dans les milieux officiels. La France a pourtant fait savoir, par la voix d'Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, qu'elle attendait « des résultats concrets » de la visite de M. Li. Celle-ci a mobilisé nombre d'organisations de défense des droits de l'homme qui entendaient manifester dans la soirée de mercredi place du Trocadéro. Deux cent neuf parlementaires ont, de leur côté, signé un Appel pour le Tibet très critique à l'encontre de Pékin.

Lire pages 4 et 32 et le point de vue de Jean-Philippe Béja page 12



## Une journée de grève à France Télécom

Mobilisation contre le changement de statut

JEUDI 11 AVRIL, les principales organisations syndicales de France Télécom appellent les personnels à faire grève contre le projet gouvernemental de transformation de l'exploitant public en société anonyme et contre sa privatisation partielle. Les syndicats espèrent une participation du personnel comprise entre 50 % et 60 %, inférieure à ce qu'elle fut en mai 1995 (65 %) et en octobre 1993 (75 %). Le gouvernement est déterminé à conduire sa réforme cette année mais pourrait en modifier le calendrier en fonction du niveau de mobilisation lors de ce mouvement. Face à la répétition du discours sur la nécessité du changement depuis maintenant près de dix ans, le personnel apparaît résigné. Le premier ministre, Alain Juppé, a cherché à le rassurer en s'engageant sur le maintien d'une participation majoritaire de l'Etat (51 %) dans le futur capital de France Télécom, ainsi que sur la préservation du statut de fonctionnaire pour le personnel actuel.

Nombre d'agents avouent avoir du mal à croire à la pérennité de tels engagements. Les salariés de France Télécom semblent cependant davantage préoccupés par l'évolution de leur travail au quotidien que par l'évolution juridique de leur entreprise. L'entrée en vigueur d'un programme de réorganisation en profondeur des services - caractérisé par un éclatement des structures actuelles en fonction des clientèles sur lequel ils indiquent avoir peu d'informations - les inquiète. La pyramide des âges vieillissante (une moyenne de plus de quarante-deux ans) et les interrogations sur le reclassement de certaines catégories de salariés aggravent le malaise interne. Pour réussir sa mutation avant l'arrivée de la concurrence, le 1<sup>er</sup> janvier 1998, l'opérateur public aura également besoin de modifier sa politique de management et, surtout, de remotiver ses effectifs.

Lire page 14

## Le crime d'une chaîne de télévision japonaise

TOKYO de notre correspondant Les manquements à la plus élémentaire déontologie professionnelle de l'une des deux premières chaînes privées de télévision, Tokyo Broadcasting System (TBS), l'ont conduite à se faire de facto complice de l'assassinat d'une famille par la secte Aum shiriki, responsable de l'attentat au sarin dans le métro de Tokyo. Le président de TBS, Hiroshi Iizuka, a annoncé mardi 9 avril qu'il démissionnait de ses fonctions pour assumer la responsabilité dans une affaire qui entame la crédibilité de sa chaîne et de la presse audiovisuelle japonaise. Depuis octobre 1995, à la suite de révélations d'une chaîne concurrente, la direction de TBS niait avoir autorisé, le 26 octobre 1989, trois dirigeants de la secte à visionner avant sa diffusion un entretien avec l'avocat des familles victimes de la secte, Tsutsumi Sakamoto. Dix jours plus tard, l'avocat, sa femme et leur bébé d'un an étaient étran-

glés dans leur appartement par des membres d'Aum. L'enquête sur leur disparition s'enlisa et les corps des victimes ne furent découverts que pendant l'été 1995. Ce n'est que le 25 mars - alors que six jours auparavant, un des directeurs de la chaîne avait encore nié les faits devant une commission parlementaire - que le président de TBS reconnaissait que l'entretien avait bel et bien été montré à la secte. Un aveu fort tardif. La justice allait bientôt produire quelques preuves, comme les notes détaillées des propos de M. Sakamoto au cours de l'entretien, rédigées par le « numéro deux » de la secte Aum, Kiyohide Hayakawa, dont le procès est en cours. Jugeant que cet entretien était trop compromettant (M. Sakamoto s'en prenait au « charlatanisme » du gourou de Aum), la secte fit pression sur la direction de la chaîne pour qu'elle ne le diffuse pas. TBS obtempéra. Plus gravement, elle ne mentionna pas son existence à la police, qui enquêtait sur la disparition de la famille Sakamoto, et encore moins le fait que des

membres de la secte l'avaient visionné. Une autre attitude aurait pourtant pu mettre les enquêteurs sur la piste de Aum. Un mois après la disparition des Sakamoto, TBS diffusait en revanche un entretien exclusif avec le gourou de la secte, Shoko Asahara. Le comportement de la direction de TBS a suscité l'indignation des médias écrits et des chaînes concurrentes, qui, au demeurant, n'ont guère de leçon à donner en la matière. Toutes ont rivalisé dans le sensationnalisme à l'occasion de la couverture de l'affaire Aum, comme dans d'autres. Selon une enquête du quotidien Yomiuri auprès des parlementaires, si 90 % estiment que la télévision est le média le plus influent, seulement 25 % pensent qu'il est fiable. Des voix s'élèvent pour demander la création d'une instance indépendante veillant au respect de la déontologie des médias ; d'autres soulignent le risque d'une intervention politique que comporte une telle orientation.

Philippe Pons

## Les drogues, la loi et le malaise social

LES FRANÇAIS sont-ils drogués ? Qu'il s'agisse de substances licites ou illicites, les chiffres de la consommation de produits psychotropes dans l'Hexagone font frémir : 11 % des adultes prennent régulièrement des tranquillisants, des somnifères ou des antidépresseurs et 33 % occasionnellement ; environ cinq millions d'alcooliques sont recensés sur le territoire ; plus d'un tiers de la popula-

tion s'adonne au tabac ; le nombre des consommateurs réguliers de cannabis frôlerait le million, et cinq millions de personnes en fumeraient de temps à autre ; les toxicomanes dépendants de l'héroïne et/ou de la cocaïne seraient 250 000 ; l'ecstasy ferait de plus en plus d'adeptes parmi les jeunes. Ces consommations sont aujourd'hui révélatrices d'un malaise. Elles ne s'inscrivent plus,

loin s'en faut, dans l'ordre du plaisir ou de la recherche spirituelle, mais elles viennent combler des vides existentiels et répondre à une sorte de « désespoir matérialiste ». Il s'agit, dans une société en crise, de « tenir » face aux agressions de la vie quotidienne, aux difficultés familiales et professionnelles. Les drogues, légales ou non, constituent désormais pour beaucoup de Français une réponse exclusive au malheur. La

molécule chimique comme provision contre le mal-être et freine l'afflux des idées noires. Elle devient béquille, instrument de survie.

Sans nier l'efficacité des nouvelles molécules capables d'apaiser les souffrances mentales, il est permis de s'inquiéter du record français en matière de prescription de médicaments en général et de psychotropes en particulier. La réponse des pouvoirs publics au rapport alarmant du psychiatre Edouard Zartian, qui dénonçait cette pratique hexagonale du « tout-médicament », laisse pantois : « Mieux observer, mieux in-

former. » A en croire les autorités sanitaires, personne dans ce pays n'est responsable de la surconsommation médicamenteuse. Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, s'est gardé de désigner un quelconque « bouc émissaire » pour justifier les mesures prises en application du rapport Zartian : la création d'un observatoire national et d'un réseau d'experts.

Drapé dans l'alibi du « phénomène de société qui nous concerne tous », M. Gayraud n'a engagé aucune réflexion sur l'éventualité d'une modification du remboursement de ces spécialités.

Laurence Folléa

Lire la suite page 13

## Les rois de la pâte à modeler



WALLACE ET GROMIT

C'EST un vieux garçon parfaitement british, attaché au five o'clock tea, aux petits gateaux et au fromage de Cheddar. Wallace, puis- qu'il s'agit de Wallace, serait tout à fait sans intérêt s'il n'avait pour unique passion d'inventer des trucs absolument inédits. Gromit, c'est l'autre, son inséparable compagnon. Un chien laconique mais qui n'en pense pas moins sur Wallace, qui le navre, et sur le monde en général. Particularité : ils sont « mabouls » et en pâte à modeler (en plastique, exactement), genre d'animation déstabilisante de prime abord, mais génialement réalisée par Nick Park, qui, à treize ans (il en a trente-huit aujourd'hui), réalisa son premier film dans le grenier de ses parents en inventant des personnages à partir des bobines de fil que sa mère laissait traîner partout. Deux Oscars viendront saluer son talent. Wallace et Gromit sont devenus des stars. Culte, comme on dit... Parmi les nombreuses sorties de la semaine, Le Complexe de Toulon, de Jean-Claude Biette, comédie-champagne à l'humour doux-amer d'un ancien assistant de Pascal, par ailleurs critique aux Cahiers du cinéma. Et Désiré, à propos duquel Jean-Paul Belmondo a lancé une polémique virulente en dénonçant la mauvaise distribution des films français.

Lire pages 26 à 29 et notre éditorial page 13

International	2	Agenda	23
France	6	Abonnements	23
Société	8	Météorologie	23
Carnet	10	Mots croisés	23
Horizons	11	Annuaire classés	24
Entreprises	14	Culture	25
Finances/marchés	18	Communication	30
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	31

JEAN-MARIE COLOMBANI

DE LA FRANCE EN GÉNÉRAL ET DE SES DIRIGEANTS EN PARTICULIER

PLON

"Succulent"

"Jean-Marie Colombani donne une leçon de journalisme aux politiques... une leçon de politique aux journalistes."

JEAN D'ORMESSON de l'Académie française.

LE MONDE

"Quand le patron du « Monde » se lance dans le portrait facétieux. Succulent."

FRANZ-OLIVIER GIESBERT. LE FIGARO

PLON

Ingénieur Commercial Informatique Industrielle

Ingénieur Commercial

ES ET SANTÉ

APV

3 INGENIEURS



**ÉLECTIONS** Pour le moment peu animée, la campagne électorale italienne en vue du scrutin du 21 avril se déroule sur un fond de morosité. La volonté des gouvernements de

tenter de respecter les critères de Maastricht et la lutte contre l'économie parallèle ont définitivement clos les années du « miracle ». • LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN, Bill Clinton, en

déclarant qu'il n'était nullement inquiet d'une éventuelle victoire du Parti démocratique de la gauche (PDS), l'héritier du Parti communiste, aux élections, a définitivement rom-

pu avec la « mise à l'index » par Washington du parti communiste italien • DANS LE NORD DU PAYS, si l'économie a connu trois années particulièrement fastes, les cartes poli-

tiques sont brouillées et les nouveaux partis – en particulier la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et Forza Italia de Silvio Berlusconi – ont déçu des électeurs désorientés.

## Les Italiens regrettent les facilités perdues du « miracle économique »

La lutte contre la surimposition est au centre de la campagne en vue du scrutin du 21 avril. Les rigueurs imposées par le traité de Maastricht ont mis fin aux « souplesses » du modèle transalpin et ont appauvri une population désorientée

**ROME**  
de nos correspondants  
« Bel Paese », « Dolce vita » : les clichés à la vie dure. Car n'en déplaise à la publicité qui continue, à l'étranger, à donner de l'Italie une image sur papier glacé, la réalité est bien différente. Dans la vie de tous les jours, les autochtones ne sont pas tous chaussés de Tod's et cravatés de Marinella, et ne passent pas leur temps, au volant de leur Alfa, à appeler leurs compagnons sur des mini-téléphones cellulaires luisants comme des bijoux pour qu'ils préparent une « pasta » Barilla, sous l'œil bienveillant de Gérard Depardieu, héros d'un des derniers spots télévisés de la firme.

Lorsqu'il descend de sa voiture de sport imaginaire, cet Italien de roman-photo trouve au contraire une atmosphère pesante. Et dans les journaux, la chronique mondiale dédiée aux anciens « condottieri » du miracle économique italien des années 80 a laissé depuis longtemps la place aux récits des méfaits des usuriers, la gangrène de l'Italie des années 90. Comme le résume le politologue florentin Franco Cazzola : « Les Italiens sont des ex-nouveaux riches, qui doivent se rendre compte qu'ils en ont fini avec les privilèges et qu'ils vont réintégrer la normalité. »

Cette normalité, quelle est-elle ? 700 000 postes de travail perdus en trois ans, ce qui se traduit par 2,7 millions de chômeurs recensés en janvier ; soit un taux national de 12,20 % avec, dans le Sud, des pointes à 30 %, et même 56 %, dans le cas des jeunes. Le Censis, la bible

de la sociologie italienne, explique, dans une étude au titre révélateur – « Le Marécage Italien » – que, si l'entreprise privée va bien, pour les jeunes salariés entrer dans le monde du travail devient une odyssée sans fin. Rien d'étonnant dès lors, dans cette Italie endettée, aux disparités sociales accrues, à ce que prolifèrent les usuriers, les *strozzi* (étrangleurs). Ainsi, il y a dix ans, 80 000 familles étaient touchées par l'usure : elles sont 600 000 aujourd'hui.

### UN PAYS ANXIEUX

Que s'est-il passé ? Jusqu'ici, les Italiens s'en sortaient grâce à une certaine « élasticité » du système. Le travail au noir, surtout dans le Sud, relativisait les pourcentages du chômage ; la retraite facile faisait, dans le service public, d'heureux « baby-retraités », parfois de moins de quarante ans. Pour ne rien dire de cette myriade de faux invalides (7 millions de pensions versées pour 4 millions d'invalides recensés), bien contents de vivre sur quelques subsides d'Etat, fussent-ils dus au clientélisme ou au laxisme ambiant. Un phénomène paradoxallement « salutaire », comme l'explique le professeur d'économie Guido Rey : « Le secteur public avait fini par favoriser le travail au noir, non seulement en raison de la pression fiscale élevée, mais aussi de son inefficacité, qui a provoqué une forte croissance des services privés, pour pallier ses propres carences. »

Et puis, peu à peu, ce système s'est détraqué. La rigueur exigée



par Maastricht et les efforts pour réduire le déficit et resserrer le budget ont pris en tenaille le contribuable. Les gouvernements successifs ont mis un début d'ordre dans les retraites (réformées en 1995) et gratifié au maximum les dépenses de l'assistance médicale et sociale. A présent, avec une inflation plus ou moins maîtrisée que suivent d'assez loin les augmentations salariales, il suffit d'une maladie de longue durée pour basculer dans la pauvreté. Si, actuellement, 2,5 millions de familles sont considérées comme « pauvres », elles seront 3 millions en l'an 2000. La conséquence, comme le dit le sociologue

Giampaolo Fabris, est que « l'Italie est devenue un pays anxieux face à l'avenir, où l'on se contente du statu quo, en redimensionnant ses espérances ». D'autant que, fait nouveau, le risque de pauvreté est devenu réel, même pour les classes moyennes.

### « RÉVISIONNISCME FISCAL »

Le cas le plus flagrant est celui des travailleurs indépendants, commerçants et artisans, jadis grands adeptes de l'évasion fiscale, qui se retrouvent avec des impôts sur le revenu qui ont doublé. Conséquence : le pourcentage de familles qui ont renoncé à épargner

est monté de 31 % à 49 % en trois ans.

Et certains de regretter l'élasticité d'avant, tel l'économiste Sergio Ricossa, qui ironise : « Heureusement que nous n'avons pas de baguette magique pour éliminer totalement l'évasion fiscale : ce serait pire pour l'Italie ! Le chômage augmenterait, beaucoup de petites entreprises fermentaient : finalement, le fisc y perdrait. » Il n'en fallait pas plus pour que ce « révisionnisme fiscal », motivé certes, mais prêtant facilement le flanc à la démagogie, inspire la même campagne électorale.

Un seul mot d'ordre : faire plaisir d'abord aux travailleurs indépendants (30 % de la population active) et à ces commerçants qui, pour protester contre leur sort, avaient lancé, le 25 mars, une spectaculaire journée « rideaux de fer fermés ». Mais que les autres contribuables se rassurent, il y en aura pour tout le monde. Gianfranco Fini, le chef d'Alliance nationale, propose d'élimer tout bonnement le prélèvement à la source sur les salaires et les retraites. Le pôle de centre droit propose également de baisser l'impôt sur le revenu, de réduire de cent à huit les différentes taxes à payer. Prise de court, la gauche essaye de suivre avec prudence et évite de promettre une réduction de la charge fiscale pour au moins les deux prochaines années, se contentant de proposer d'harmoniser et de simplifier les impôts.

Marie-Claude Decamps et Salvatore Aloise

### Polémiques

lors du débat des ténors

Le premier grand débat à la télévision de la campagne pour les élections du 21 avril a confronté, mardi 9 avril, les cinq principaux dirigeants politiques de la Péninsule : l'ancien président du conseil Silvio Berlusconi, son allié post-fasciste Gianfranco Fini pour le Pôle des libertés (droite), le président du conseil, Lamberto Dini, et le leader du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PCI), Massimo D'Alema, pour l'Alliance de centre gauche, l'Olivier, ainsi que le chef de la Ligue du Nord (féderaliste), Umberto Bossi.

Le débat a été dominé par un vif échange entre Silvio Berlusconi, vantant ses réalisations et sa personne, et Massimo D'Alema, qui a battu en brèche les « scénarios fabuleux » de son adversaire. Si Gianfranco Fini est apparu pugnace, Lamberto Dini a laissé les « politiciens » polémiquer, ne prenant la parole que pour défendre le bilan de son gouvernement. Umberto Bossi a montré, avec force gestes de lassitude et de dérision, qu'il considérait droite et gauche comme représentant toutes deux « Rome la voleuse » contre les intérêts de la « Padanie », la plaine du Pô, dont il réclame la large autonomie. (APR)

## Quand Bill Clinton adoube Massimo d'Alema...

**ROME**  
correspondance  
Massimo d'Alema peut se déclarer satisfait. Le secrétaire général du Parti démocratique de la gauche (PDS), héritier du Parti communiste italien (PCI), avait été accusé d'avoir créé, avec les forces centristes, le rassemblement de l'Olivier, uniquement pour pouvoir mieux camoufler son parti. Le choix comme premier ministre de cette coalition de centre gauche d'un professeur catholique, Romano Prodi, avait été aussi interprété comme un miroir aux alouettes. Il lui est aujourd'hui facile de rétorquer que ces critiques n'étaient que de la propagande électorale. En se fondant notamment sur deux nouvelles venues... des Etats-Unis.

Les dirigeants du PDS ont particulièrement tenu à souligner la première : Massi-

mo d'Alema a été invité à la convention du Parti démocrate, qui se tiendra à Chicago au mois d'août prochain. Une invitation tout ce qu'il y a de normale de la part d'un parti progressiste américain à l'un de ses homologues européens, dit-on à « Botteghe Oscure », le siège du parti. Il s'agit néanmoins d'une première pour un homme politique qui avait jusqu'ici plutôt fréquenté les capitales des pays de l'Est du temps des festivals de la jeunesse communiste.

Autre soutien, celui accordé par Bill Clinton en personne. Le président américain a en effet déclaré, lors d'une conférence de presse tenue, le 1<sup>er</sup> avril, au terme de la visite à Washington du président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, que les Etats-Unis n'étaient « nullement préoccupés » et n'avaient « aucun motif d'être in-

quiets » en cas d'une éventuelle victoire électorale du rassemblement de centre gauche.

### UNE RÉPONSE RÉVÉLATRICE

Cette déclaration, apparemment anodine, vient en fait clore une époque. Malgré son ouverture, son « eurocommunisme », le PCI avait toujours été mis au ban du « monde libre » par les responsables américains. Clara Booth Luce, l'ambassadrice des Etats-Unis en Italie dans les années 50, n'avait-elle pas demandé sa mise hors la loi ? En 1978, lors de la formation du gouvernement de solidarité nationale qui avait le soutien du PCI, les Etats-Unis mirent expressément leur veto sur la participation directe de ministres communistes au gouvernement.

Comme le faisait remarquer, le 3 avril,

l'éditorialiste de *La Stampa*, Sergio Romano, la réponse de Bill Clinton, lors de la conférence de presse, est pourtant révélatrice du traitement qui a été réservé à l'Italie, pourtant pays allié pendant des décennies, par les hautes sphères du pouvoir aux Etats-Unis. « A propos de l'Italie, avait dit le président américain, je ne puis que répéter ce que j'ai dit à plusieurs occasions pour la Russie. » (Bill Clinton avait déclaré quelques instants auparavant qu'il ne craignait pas une victoire des communistes russes lors de l'élection présidentielle de juin.) Comme si le fait d'avoir eu le plus puissant Parti communiste d'Occident, ironise-t-on à Rome, avait fait de l'Italie une sorte de Russie occidentale...

Massimo d'Alema a encore reçu une bonne nouvelle la semaine dernière. Venant de Rome, celle-ci. Les évêques italiens

ont en effet déclaré que l'Eglise ne pouvait qu'être neutre vis-à-vis des deux rassemblements qui se disputent les faveurs des électeurs. Silvio Berlusconi reste donc pratiquement le seul à agiter le spectre du communisme – style guerre froide – en évoquant le PDS. D'autant que ce parti, né au lendemain de la chute du mur de Berlin et au prix d'une longue déchirure, a sur son flanc gauche, les nostalgiques du Parti de la refondation communiste (PRC). Crédules de près de 9 % d'intentions de vote dans les sondages, ces derniers sont bien présents dans la campagne et ont passé un accord uniquement et strictement électoral avec l'Olivier. Aux dernières nouvelles, Fausto Bertinotti, le secrétaire général du PRC, n'a pas été invité, lui, à Chicago...

S. A.

## Les désillusions politiques du Nord, région la plus riche d'Europe

**MILAN**  
de notre envoyée spéciale  
L'Italie du Nord est en plein blues pré-électorale. Riche et travaillieuse Italie, d'où sont parties toutes les impulsions qui ont bouleversé depuis 1990 la vie du pays et qui n'en a récolté aucun des fruits espérés : la poussée fédéraliste de la Ligue du Nord, les grandes enquêtes anticorruption, l'entrée en politique d'un chef d'entreprise, Silvio Berlusconi, rien de tout cela n'a débouché sur un meilleur fonctionnement de l'Etat et plus généralement du « système-pays ».

A la faveur de la dévaluation de la lire, l'économie de l'Italie du Nord a connu trois années triomphales : plein-emploi, investissement, exportation. Quelle autre région d'Europe peut en dire autant ? Mais politiquement, elle a perdu tous ses repères, les anciens comme les nouveaux. Orphelines, les trois Vénéties, ce vaste quart nord-est démocrate-chrétien où s'est diffusé depuis trente ans, de ville en ville, le modèle de développement des districts industriels : la démocratie chrétienne a disparu. Orpheline, Milan, la prospère « capitale morale » qui a découvert, au fil des enquêtes « Mani pulite », l'étendue de sa corruption : le Parti socialiste a disparu. Orphelin, le cœur rouge du Piémont industriel : le Parti communiste a

disparu. En 1994, plutôt que de choisir entre les « kennedys » du PDS (parti démocratique de la gauche) et les « stalinien » de Rifondazione comunista, les ouvriers de Mirafiori (le quartier des usines Fiat à Turin) avaient préféré voter à droite. « Ça n'arrivera pas cette fois », assurent les syndicats.

### LA « POUSSÉE DU MARCHÉ »

Il est vrai que les « nouveaux » partis qui avaient séduit il y a deux ans l'électorat du Nord sont déjà moribonds ou prématurément vieillissants. Le centre, qui avait recueilli une part non négligeable de l'héritage démocrate-chrétien dans le Nord-Est quand il était regroupé dans le « pacte Segni », a éclaté en une nébuleuse d'écloques sans consistance. La Ligue du Nord n'a aucune chance de retrouver ses quelque 120 députés, pour plusieurs raisons : bon nombre de ses électeurs ne lui auront pas pardonné d'avoir rompu, en novembre 1994, son alliance avec la droite ; sa principale expérience de gouvernement local, la mairie de Milan, est unanimement jugée extrémiste et grandiloquente d'Umberto Bossi sur la « Nation du Nord » rebaptisée récemment « Padanie » (de la vallée du Pô) ne convainquent pas grand monde, sauf dans quelques vallées

montagnardes de Lombardie « au fond plus suisses qu'italiennes de mentalité », selon le sociologue Giuseppe Roma.

Forza Italia a perdu l'attrait de la nouveauté. Les performances à la tête du pays, entre avril et novembre 1994, de son leader, Silvio Berlusconi, n'ont pas été mirobolantes. Même dans le « cœur de cible » de Forza Italia – les commerçants et artisans et les petits patrons de l'industrie –, seuls les plus indulgents estiment qu'il n'a pas eu le temps de faire ses preuves ; beaucoup lui reprochent d'avoir utilisé le pouvoir pour protéger ses intérêts ; d'autres se défilent de son allié Gianfranco Fini, soit par antipathie foncier, soit parce qu'il représente un modèle étatiste et centralisateur qu'ils détestent ; d'autres sont tout de même gênés par ses dérapages avec la justice : son procès pour corruption de fonctionnaire et fraude fiscale en tant que patron de la Fininvest est en cours. Nonobstant tout cela, Guido Arto, un industriel du textile milanais qui fut vice-président de la Confindustria et milite aujourd'hui pour le centre-gauche, constate : « J'ai téléphoné à des dizaines de mes collègues du secteur textile-habille-

ment. L'écrasante majorité m'ont dit qu'ils voteraient à droite. » Mais, à Turin, le président de l'union des petites industries, Luigi Tessera, est

moins catégorique : « Il nous faut quelqu'un qui protège le système à créer de la richesse. Qui ? J'hésite... » L'une des plus convaincantes analyses de l'articulation entre économie, société et politique dans l'Italie du Nord est fournie par Arnaldo Bagnasco, professeur de sociologie de l'université de Turin. Pour lui, les trois formes de capitalisme de l'Italie d'aujourd'hui – les petites et moyennes entreprises, les grands groupes industriels et le tertiaire « post-industriel » – réagissent différemment à la « poussée du marché » qui est une tendance mondiale. Et expriment des besoins politiques différents. « Ce sont les petites entreprises qui ont le mieux réagi. Leur dynamisme est fondé sur les traditions artisanales et commerciales prédominantes, les réseaux familiaux, les banques locales : autant de biens collectifs à la disposition de tous. » Mais cette Italie hyperperformante – où les taux d'exportation industrielle par habitant dépassent ceux de l'électronique japonaise – longtemps bénéficiaire de la stabilité politique du système local (démocrate-chrétien ou communiste), a été soumise depuis quinze ans à un quasi-doublement des taux d'imposition, sans que les infrastructures et services de l'Etat le justifient. La Ligue du Nord a fait ses premiers scores en Vénétie sur des thèmes de

révolte fiscale ensuite récupérés par Forza Italia. Toutefois, pour Arnaldo Bagnasco, les intérêts des petits patrons des districts industriels ne les poussent pas vers l'ultralibéralisme, plutôt vers un fédéralisme permettant un meilleur usage d'une intervention publique dont ils connaissent l'utilité.

### CONTRADICTION MAJEURE

Le grand capitalisme traditionnel, symbolisé par Fiat, se doit, lui, de planifier ses investissements et ses stratégies à long terme. Il est enraciné, a des immobilisations importantes et des dizaines de milliers de salariés. Il a besoin d'un Etat régulateur et de syndicats responsables. C'est pourquoi, paradoxalement, le grand patronat industriel italien penche, comme ses salariés, vers le centre-gauche (et aussi vers la construction européenne). « Silvio Berlusconi dans ses attaques contre les « pouvoirs forts » met dans le même sac Fiat, les syndicats et le gouvernement Dini », constate Pietro Marcora, secrétaire de la CGIL du Piémont.

Le troisième capitalisme, c'est celui de Forza Italia, des secteurs post-industriels comme la communication, les loisirs, la finance internationale, qui ont vu naître les grandes fortunes des deux dernières décennies. Peu d'attaches locales ou

nationales, une régulation uniquement fondée sur le marché : en politique, l'ultralibéralisme. Mais là intervient la contradiction majeure, souligne Arnaldo Bagnasco : comment une force aussi fluide peut-elle durablement s'entendre avec l'Alliance nationale, qui s'enracine dans les milieux populaires, chez les petits fonctionnaires et les petits commerçants, menacés par le marché et la mondialisation ? Pour l'intellectuel turinois, « le projet de capitalisme tempéré d'initiative publique » de Romano Prodi et du centre-gauche n'est donc pas sans atouts, même dans le Nord déboussolé.

Aux législatives des 27-28 mars 1994, un Silvio Berlusconi incarnant le « leadership du Nord productif », avait « amené Milan à Rome », selon l'expression des politologues Ivo Diamanti et Renato Mannheimer. Deux ans plus tard, il n'est pas rare d'entendre des Italiens du Nord, rieurs, retourner la métaphore : la Ligue et Forza Italia, Umberto Bossi et Silvio Berlusconi, sont accusés de s'être « romanisés » ou – pire – d'avoir « romanisé » le Nord. Tout un symbole : les deux alliés de naguère, brouillés à mort, s'affrontent dans la première circonscription de Milan.

Sophie Gherardi



صدا من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1995 / 3

## L'embargo sur les bovins britanniques réexaminé par les Européens

Un plan d'urgence en France pour la filière viande

## L'Office mondial des épizooties prépare une carte mondiale de la maladie de la « vache folle »

Les Américains abattent le bétail originaire de Grande-Bretagne

Une liste des pays touchés ou non par la maladie de la « vache folle » doit être établie par l'Office mondial des épizooties, qui espère disposer, d'ici

un an, d'une carte mondiale de son extension. De nouvelles réunions d'experts auront lieu mercredi 10 avril en Europe (lire ci-contre). Aux

Etats-Unis, alors que des abattages de précaution ont été ordonnés, il va être mis en place un système de surveillance épidémiologique.

Les « Fleda » par...  
L'embargo sur les bovins britanniques est brouillé et les vœux partis - en particulier les vœux de Silvio Berlusconi - ont des électeurs désorientés.

## miracle économique

Le 21 avril, il ont appauvri une population désorientée

Polémiques

lors du débat des ténors

Le premier grand débat télévisé de la campagne électorale, mardi 9 avril, a été consacré à l'embargo sur les bovins britanniques. Les cinq principaux dirigeants politiques de la péninsule ont débattu de la mesure. Le président du conseil, Massimo D'Alema, a soutenu l'embargo, mais a insisté sur la nécessité d'une surveillance stricte de la filière. Le chef de la Ligue du Nord à l'Est, Umberto Bossi, a déclaré que l'embargo était une mesure de précaution, mais qu'il était nécessaire de garantir la sécurité alimentaire. Le chef de la Ligue du Sud, Francesco Rutelli, a soutenu l'embargo, mais a insisté sur la nécessité d'une surveillance stricte de la filière. Le chef de la Ligue du Centre, Romano Prodi, a soutenu l'embargo, mais a insisté sur la nécessité d'une surveillance stricte de la filière. Le chef de la Ligue du Nord-Ouest, Lamberto Dini, a soutenu l'embargo, mais a insisté sur la nécessité d'une surveillance stricte de la filière.

LA CRISE née de l'hypothèse d'une transmission à l'espèce humaine de l'agent responsable de la maladie de la « vache folle » est difficile à gérer à l'échelon européen. Alors que le Comité vétérinaire permanent de l'Union se réunissait mercredi 10 avril, à Bruxelles, pour examiner l'embargo sur les exportations bovines britanniques, les représentants des ministères de la santé se retrouvaient le même jour à Luxembourg. Cette rencontre, demandée avec insistance par la France, avait suscité des réactions à Bruxelles, où la Commission estimait suffisants les travaux des ministres de l'Agriculture et de la Santé.

sur la levée de l'interdiction d'exporter frappant les gélatines utilisées pour la fabrication de produits alimentaires et cosmétiques. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait estimé la semaine dernière à Genève que le lait, les produits laitiers et la gelatine, même provenant de pays où des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ont été diagnostiqués, ne présentaient aucun danger pour la santé humaine. Mais plusieurs Etats membres étaient hostiles à tout assouplissement de l'embargo.

COMITÉ VÉTÉRINAIRE FIN AVRIL. Entré en vigueur le 27 mars, cet embargo touche toutes les exportations britanniques de bovins vivants, de viande et de produits fabriqués avec des tissus ou des abats bovins susceptibles d'être dans la chaîne alimentaire ou à usage médical, cosmétique et pharmaceutique.

Une nouvelle réunion du Comité vétérinaire est prévue à la fin du mois d'avril. Londres doit présenter d'ici-là un programme d'abattage sélectif obligatoire des animaux ou des troupeaux pouvant avoir été contaminés. Si les Britanniques se sont engagés à retirer du marché tous leurs bovins âgés de plus de trente mois, soit plus de quatre millions d'animaux, ils refusent l'abattage systématique des troupeaux ayant connu des cas d'ESB, mesure mise en œuvre en France.

Jean-Yves Nau

L'INQUIETUDE devant l'ampleur des répercussions de l'épidémie de la « vache folle » pousse les gouvernements, dans le monde entier, à essayer d'obtenir le plus rapidement possible des données officielles permettant de tracer une carte des pays touchés et de ceux qui sont indemnes de la maladie. C'est l'Office international des épizooties (OIE) qui en a la charge. Créé en 1924, cet organisme intergouvernemental - qui a son siège à Paris et auquel adhèrent 143 pays - gère la réglementation concernant les échanges internationaux d'animaux et de produits d'origine animale.

Si elle semble pour l'instant limitée au continent européen, l'épidémie de « vache folle » inquiète les milieux professionnels américains. Aux Etats-Unis, dans vingt et un Etats fédéraux, des ordres ont été donnés, mardi 10 avril, pour commencer l'abattage de bovins d'origine britannique par crainte de l'apparition de la maladie et des conséquences économiques qui en résulteraient.

Les carcasses de 113 bovins britanniques recensés aux Etats-Unis seront incinérées et leurs cervelles examinées pour détecter d'éventuelles lésions neurodégénératives caractéristiques de la maladie. « Nous voulons que ces lésions de bétail soient éliminées. Les enjeux sont trop importants », explique Gary Weber, expert vétérinaire du groupe industriel Association nationale des éleveurs de bovins

(National Cattlemen's Beef Association). Redoutant une possible émergence de l'épidémie bovine sur leur sol, mais soucieux dans le même temps de profiter de l'avantage considérable que constitue un cheptel vierge de toute contamination, les éleveurs américains viennent de demander à l'OIE d'établir une liste mondiale des pays indemnes de BSE. « Pour pouvoir être officiellement déclarés indemnes de ces maladies, les pays éleveurs du continent américain doivent prendre l'engagement de déclarer obligatoirement les cas observés. Or il y a peu de pays, y compris sur le continent américain, qui respectent aujourd'hui cette mesure », a expliqué au Monde le docteur Blancou, directeur général de l'OIE.

« Parallèlement, souligne-t-il, ces pays doivent installer un réseau de surveillance nationale ainsi qu'un système de diagnostic de laboratoire permettant de confirmer la nature des affections animales. Ces mesures pourraient conduire à voir apparaître des cas de BSE dans des pays actuellement considérés comme indemnes. Jusqu'à présent, sur le continent américain, seul un cas de BSE a été décrit. Il s'agissait d'une vache originaire du Royaume-Uni et ce cas n'a pas été considéré comme autochtone. »

Compte tenu des difficultés techniques, la liste de l'OIE ne sera pas disponible avant un an. Dans l'attente, aucun pays ne peut se

déclarer officiellement indemne de la maladie de la « vache folle », les « auto-déclarations » nationales ayant beaucoup moins de valeur, en la matière, dans les transactions commerciales internationales. Rédigées par la commission du « code zoosanitaire international », les dernières conclusions et recommandations de l'OIE concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) datent de janvier 1995. Ce document, officiellement reconnu par les gouvernements, rappelle qu'« il apparaît de toute évidence que ce sont les aliments contaminés qui sont à l'origine de la maladie ». « Nos connaissances actuelles nous permettent d'affirmer qu'il est improbable que des animaux non exposés à des aliments contaminés développent la maladie », peut-on lire dans ce document.

MESURES PSYCHOLOGIQUES. « Le risque qu'un animal développe la maladie dépend de sa propre exposition à l'agent et non de la situation passée ou présente de son troupeau vis-à-vis de la maladie », affirme-t-il. « Un veau issu d'une vache atteinte n'a pas une probabilité plus élevée de développer la maladie qu'un veau issu d'une vache qui n'est pas morte de cette maladie. »

En d'autres termes, rien, pour l'OIE, ne justifie d'un point de vue scientifique la politique d'abattage systématique de troupeaux pratiquée, à la différence de la Grande-

Bretagne, par certains pays touchés comme la France et l'Irlande ; pas plus que ne serait justifié de ne pas commercialiser le lait provenant des vaches suspectes. Il ne s'agit là, selon cet office, que de mesures d'ordre psychologique et économique « pour rassurer les consommateurs nationaux ou les partenaires commerciaux ».

Les experts de l'office avaient énoncé dès 1995 des mesures à prendre pour « éliminer tout risque, fût-il théorique, de contamination pour l'homme et les animaux ». Ils avaient détaillé les restrictions alimentaires concernant les abats (encéphale, moelle épinière, amygdales, thymus, rate et intestins). Mais, à la différence de l'Office mondial de la santé (OMS), qui estime que ces mesures doivent être mises en œuvre dès lors que des cas de BSE apparaissent, l'OIE jugeait qu'elles ne devaient s'appliquer que « là où la maladie sévit avec une incidence élevée et là où l'examen des facteurs de risque laisse penser qu'un nombre non négligeable de cas pourrait apparaître ».

« Ce code international n'a pas été modifié depuis 1995, dans la mesure où aucun événement nouveau d'ordre vétérinaire n'est apparu. Nous allons toutefois prochainement convoquer un groupe d'experts pour savoir si des mesures nouvelles se justifient », a indiqué le docteur Jean Blancou.

J.-Y. N.

## Au Salvador, l'insécurité grandissante menace le développement économique

SAN SALVADOR

de notre correspondant

Quatre années après la fin d'une guerre civile qui fit plus de 75 000 morts, le Salvador déploie beaucoup d'efforts pour attirer les investisseurs étrangers. Le pays le plus industrialisé et le plus dynamique d'Amérique centrale peut se targuer d'un taux de croissance économique de 6 % l'an passé, d'une inflation maîtrisée, d'un déficit budgétaire quasi nul et d'une restructuration de l'appareil d'Etat menée au pas de charge (15 000 des 95 000 fonctionnaires ont été licenciés depuis l'été 1995). Des capitaux sud-coréens, taiwanais et nord-américains sont arrivés, surtout dans les nouvelles zones franches, où s'implantent des usines de confection et d'assemblage (maquilas) : la main-d'œuvre salvadorienne, bon marché, est réputée consciencieuse. Les Français ont, quant à eux, de bonnes chances de réaliser, avec des entreprises locales, le premier métré de San Salvador, cette capitale cernée de volcans endormis où fleurissent maintenant des centres commerciaux et des fast-foods. Mais les investisseurs ne se bousculent pas, effrayés par une insécurité qui, ces dernières années, au prorata de la population, a largement dépassé les tristes records colombiens.

UNE LOI D'URGENCE

L'Assemblée législative du Salvador a adopté, jeudi 27 mars, une loi provisoire d'urgence contre la délinquance, pour tenter de limiter la hausse vertigineuse de la criminalité dans le pays. Ce texte permettra notamment d'accélérer les procédures d'instruction de la justice « dans le respect des droits de l'homme et de la Constitution ». Dans ce petit pays d'à peine 6 millions d'habitants, plus de 14 000 homicides ont été commis en 1995. D'après les chiffres officiels, environ 15 000 personnes ont été blessées lors d'agressions devenues le grand fléau, de jour comme de nuit, dans la rue, sur les routes ou dans les habitations non gardées. Le vol est le mobile le plus courant : la pauvreté touche la moitié de la population, selon des estimations gouvernementales.

Le taux officiel de chômage est de 12 %, mais les syndicats estiment qu'il n'est que de 40 % de la population active est, au mieux, en situation de sous-emploi. Héritage d'une « culture de la violence » acquise au cours des douze années de

guerre civile, la criminalité est souvent le fait de bandes constituées, dans les campagnes, par d'anciens guérilleros déboulés ou par des démobilisés de l'armée dont les effectifs sont passés, ces dernières années, de 62 000 à 31 000 hommes. Ou, formés, dans les grandes villes, sur le modèle des « gangs » des Etats-Unis, d'anciens membres de nombreux Salvadoriens, une fois la paix signée, en janvier 1992.

Aux règlements de comptes privés s'ajoutent ceux qui ont un caractère nettement politique : quarante responsables ou militants du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont été tués depuis que les armes ont été déposées. Plusieurs d'entre eux ont été victimes d'attentats durant la campagne pour les élections générales de 1994, comme Francisco Velásquez, qui brigua un siège de député. Le dernier assassinat en date, celui de Ramon Salazar, membre de la direction du FMLN, remonte au 15 décembre 1995.

Aux termes des accords de paix, les corps de sécurité dépendant de l'armée et les organisations paramilitaires ont été dissous. Sous contrôle civil, la nouvelle police est composée pour 20 % d'anciens guérilleros, 20 % de membres de l'ancienne police et 60 % de recrues formées à la hâte (en six mois) sous supervision étrangère, américaine et française notamment. Ces gardiens de la paix, encore trop peu nombreux (moins de 10 000 actuellement), restent inexpérimentés. Cent vingt ont été tués en service au cours des deux dernières années. Ils parviennent rarement à élucider crimes et délits, dans un pays où prévaut toujours la plus grande méfiance vis-à-vis de tout uniforme.

ATTRIBUTIONS DE TERRAIRES

Ils sont en outre accusés de faillir au respect des droits de l'homme et de nombreuses plaintes sont déposées à leur encontre. Un policier agissant au sein de l'« Ombre noire », un escadron de la mort de la gauche, a été démasqué récemment, a été démasqué et arrêté par ses collègues. Le FMLN, mais aussi la Mission des Nations unies au Salvador (Minusa), dont le mandat se termine fin avril, a demandé l'épuration de la nouvelle police et de l'appareil judiciaire. Une quarantaine de juges ont déjà été écartés pour « incompétence », l'euphémisme local pour corruption.



Le président Armando Calderon Fournier (droite) avec le président de la Cour suprême de justice de Colombie, Alvaro Benediti Vargas, qui fut président de la Chambre des représentants en 1994 et 1995. Le parlementaire libéral, qui devrait se rendre dans les prochains jours, sera le cinquième membre du Congrès colombien arrêté en moins d'un an. Neuf autres sont actuellement en attente d'une décision judiciaire. Tous sont soupçonnés d'enrichissement illicite, dans le cadre du scandale sur le financement de la campagne électorale du président colombien Ernesto Samper, en 1994, grâce à l'argent du cartel de la drogue de Cali. Alvaro Benediti est accusé d'avoir reçu, au bénéfice de la campagne libérale, deux chèques pour un montant total de 250 000 francs, versés par des entreprises liées au narcotrafic.

Le président Armando Calderon Fournier (droite) avec le président de la Cour suprême de justice de Colombie, Alvaro Benediti Vargas, qui fut président de la Chambre des représentants en 1994 et 1995. Le parlementaire libéral, qui devrait se rendre dans les prochains jours, sera le cinquième membre du Congrès colombien arrêté en moins d'un an. Neuf autres sont actuellement en attente d'une décision judiciaire. Tous sont soupçonnés d'enrichissement illicite, dans le cadre du scandale sur le financement de la campagne électorale du président colombien Ernesto Samper, en 1994, grâce à l'argent du cartel de la drogue de Cali. Alvaro Benediti est accusé d'avoir reçu, au bénéfice de la campagne libérale, deux chèques pour un montant total de 250 000 francs, versés par des entreprises liées au narcotrafic.

Depuis la première force d'opposition au Parlement, le FMLN s'est divisé en deux grands courants : les sociaux-démocrates et les orthodoxes. Tous deux réclament une réforme électorale : des listes « crédibles » avant les législatives pour l'an prochain, et la refonte des cartes d'électeurs, afin de réduire les possibilités de fraude. Le candi-

communauté internationale. Des parcelles de terre, de 1,5 à 4 hectares, suivant la qualité du sol, ont été attribuées à quelque 35 000 personnes démobilisées de chaque camp, mais environ 3 000 autres restent à satisfaire. « Ce sont les cas politiquement les plus délicats, dans d'anciennes zones très conflictuelles : les propriétaires refusent de vendre à l'Etat, ou alors les titres de propriété sont contestés », constate le député du FMLN, Maria Marta Valladares (l'ancienne commandante Nidia Diaz). Son parti dénonce les difficultés d'accès des démobilisés aux crédits promis ainsi qu'au fonds d'indemnisation des victimes de guerre.

LEGISLATIVES EN 1997

Devenu la première force d'opposition au Parlement, le FMLN s'est divisé en deux grands courants : les sociaux-démocrates et les orthodoxes. Tous deux réclament une réforme électorale : des listes « crédibles » avant les législatives pour l'an prochain, et la refonte des cartes d'électeurs, afin de réduire les possibilités de fraude. Le candi-

dat Calderon avait promis tout cela, mais une puissante tendance au sein de son parti s'oppose à ces mesures.

Le jugement le plus sévère sur le bilan de l'après-guerre civile émane des Jésuites, qui dénoncent l'espace autoritaire du pouvoir, le manque de moyens d'expression d'une population toujours intimidée, et la scandaleuse concentration des richesses aux mains d'une minorité. Autrement dit, ce qui fut en partie cause du conflit civil.

« Nous venons seulement de commencer à nous donner les moyens d'un Etat de droit et nous devons déjà affronter le défi économique de la mondialisation des marchés. Un espace de dialogue avec toutes les composantes de la société sur les stratégies à adopter reste à ouvrir », estime Oscar Bonilla, l'ancien représentant du FMLN en France, devenu social-démocrate. Dans ce tourbillon, anciens guérilleros, de base et hommes de troupe démobilisés cherchent encore leurs marques.

Martine Jacot

## Les zapatistes contre le « cauchemar néolibéral »

MEXICO

de notre correspondant

La « Rencontre continentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme », organisée à l'initiative des rebelles zapatistes du Chiapas, a clos ses travaux, dimanche 7 avril, sur un appel du sous-commandant Marcos à la mobilisation pour la création d'un « monde nouveau » face au « cauchemar » néolibéral. A défaut de propositions concrètes, le chef rebelle a expliqué que « le zapatisme était un effort, une invitation, un désir de lutter pour tout changer, y compris nous-mêmes ».

Près de trois cents personnes s'étaient donné rendez-vous dans le village de La Realidad, où l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a établi son quartier général en février 1995. Venu essentiellement des Etats-Unis, du Canada et du Mexique, la plupart des participants représentaient des organisations de la gauche marginale. A l'exception de l'acteur américain d'origine mexicaine Edward Olmos, aucune des personnalités invitées n'a fait le voyage.

NOUVEAU RENCONTRE FIN JUILLET

Le linguiste américain Noam Chomsky, ainsi que les écrivains uruguayens Eduardo Galeano et Mario Benedetti, régulièrement cités par le sous-commandant Marcos dans ses communiqués politiques, s'étaient fait excuser. Un des principaux représentants de la théologie de la libération, le Brésilien Leonardo Boff, de passage à Mexico, n'a pas jugé utile de se déplacer. Tous restent cependant invités à la grande « rencontre intercontinentale » qui aura lieu, au même endroit, entre le 27 juillet et le 3 août, en présence, cette fois, des délégués européens. Le célèbre publicitaire de Benetton, l'italien Oliviero Toscani, a pour sa part déjà refusé l'invitation à venir photographier « les hommes, les femmes et les enfants de l'EZLN » que lui avait lancée par le chef zapatiste.

Anne Proenza

Bertrand de la Grange

## riche d'Europe

Le taux officiel de chômage est de 12 %, mais les syndicats estiment qu'il n'est que de 40 % de la population active est, au mieux, en situation de sous-emploi. Héritage d'une « culture de la violence » acquise au cours des douze années de



## 209 parlementaires français invitent la Chine à « décoloniser » le « territoire occupé » du Tibet

La visite à Paris du premier ministre Li Peng suscite réserves et protestations

Le premier ministre chinois Li Peng est arrivé, mardi 9 avril, à Paris. Il a été accueilli, à Orly, par le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, puis a

gagné l'hôtel de Marigny, résidence d'ordinaire réservée aux chefs d'État étrangers. Il y demeurera jusqu'à son départ, samedi, pour Toulouse,

où il visitera la chaîne d'assemblage des Airbus. Réserves et protestations marquent ce voyage officiel.

PEU DE TEMPS avant l'atterrissage, mardi 9 avril à 17 heures, à Orly, du premier ministre chinois Li Peng, reçu pour quatre jours en visite officielle en France, deux cent neuf parlementaires français – soit près de un sur quatre – rendaient public, par la voix de deux d'entre eux, à l'Assemblée nationale, un *Appel pour le Tibet*, officiellement « région autonome » de la République populaire de Chine, mais en vérité, selon les signataires, « territoire occupé » depuis « l'invasion » de 1950 par l'Armée nationale populaire, victorieuse de la guerre civile.

Pour Louis de Broissia, député RPR de Côte-d'Or, qui présentait le texte à la presse, il s'agit là d'une « initiative assez inhabituelle, les parlementaires n'ayant pas pour mission de mener la diplomatie du pays », mais qui manifeste, explique Claude Huxet, sénateur centriste de Meurthe-et-Moselle, la volonté des signataires d'« exprimer des sentiments déjà très présents dans l'opinion, et d'éveiller les consciences de ceux qui sont encore insensibles à la situation d'un Tibet sous la botte ».

Les 209 parlementaires, qui représentent tous les partis et toutes les régions de l'Hexagone, proposent notamment que le mandat du comité ad hoc de l'ONU soit étendu « à la décolonisation du Tibet », reconnaissent « le dalaï lama, le gouvernement et le Parlement tibétains en exil (en Inde) comme les vrais représentants du peuple tibétain », et « demandent que leur soit attribué le statut d'observateurs à l'Assemblée générale de l'ONU ».

**DES MARCHÉS CONTRE DES ÂMES**  
Les parlementaires ont aussi annoncé une opération spectaculaire : le parrainage du « plus jeune prisonnier politique du monde » : Gendun Choekyi Nyima, 7 ans, qui a disparu, avec ses parents, depuis dix mois qu'il a été reconnu par les autorités bouddhistes tibétaines comme réincarnation du 10<sup>e</sup> Panchen lama. « Face à ce kidnapping opéré par un État membre de l'ONU, nous ne nous laisserons pas d'écarter, par tous les canaux, des nouvelles et la libération de notre fils », a dit M. de Broissia.

Les signataires de l'Appel pour le

Tibet, très au contact de leurs homologues européens, ne désespèrent pas que « 3 000 signatures » soient recueillies parmi les parlementaires des quinze États membres de l'UE. M. de Broissia a rappelé que Jacques Chirac, en sa précédente qualité de maire de Paris, a reçu plusieurs fois le dalaï lama, et qu'il « n'y a aucune raison de penser que ses vues ont changé dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités présidentielles ». « On ne peut traquer des marchés contre des âmes », tel est le slogan utilisé par les deux groupes parlementaires d'amitié avec le Tibet.

Plusieurs organisations ont aussi mis à profit la journée de mardi pour faire connaître leur point de vue sur la situation des droits de l'homme en Chine. Reporters sans frontières (RSF) rappelle ainsi que dix-sept journalistes sont dans les prisons communistes et y ont « déjà passé cent seize ans de détention ». Reçu à l'Élysée par Jean-David Lévy, conseiller diplomatique du chef de l'État, RSF demande que la situation de ces prisonniers de conscience soit évoquée lors de

l'entretien de jeudi entre MM. Chirac et Li Peng, les quelques trente organisations réunies sous l'égide d'un comité « Li Peng, on n'oublie pas Tiananmen » pour « accueillir » le premier ministre chinois qui signa, au printemps de 1989, la mise en œuvre de la loi martiale, prélude au « massacre de Pékin », se déclarent « scandalisés » par l'interdiction qui leur est faite par la préfecture de police de défiler jusqu'« aux abords de l'ambassade de Chine ». Les protestataires, qui devaient se rassembler, mercredi, à 18 heures, place du Trocadéro, ne seront autorisés qu'à se rendre place d'Iéna, soit à « environ 500 mètres » de la chancellerie.

Au même moment, Li Peng s'entretient avec Alain Juppé, avant que ne soient solennellement signés les grands contrats économiques – une demi-douzaine pour un montant, dit-on officieusement, de 1 à 2 milliards de dollars –, qui sont au cœur de la visite controversée du premier ministre chinois. (Lire page 32.)

Jean-Pierre Clerc

## Le pays du Milieu, un marché à haut risque

Confrontées à un droit commercial embryonnaire, des firmes américaines ont des dizaines de millions de dollars d'impayés

PÉKIN

de notre correspondant

Au cœur du quartier de la Porte de la construction nationale, le plus cher du Pékin néo-capitaliste en termes d'immobilier, une grande publicité au néon affiche, dans la nuit, la marque américaine d'ordinateurs Compaq. A l'observer, on ne peut que songer que la Chine a acheté, en 1995, un million d'ordinateurs personnels – 55 % de plus que l'année précédente – et que la croissance dans ce domaine devrait continuer au même rythme jusqu'à la fin du siècle. Cela dans un pays qui a vu les premières calculatrices électroniques apparaître aux caisses des grands magasins il y a seulement quinze ans ; les caissières vérifiaient alors sur le brouillon les calculs de cet étrange instrument ! Marché de cette fin de siècle, la Chine l'est donc, à première vue, pour les producteurs de matériel informatique étranger.

Mais c'est un marché à haut risque. Ladite firme Compaq, selon une enquête publiée par l'édition asiatique du *Wall Street Journal*, a accumulé une somme coquette, pouvant s'élever jusqu'à 100 millions de dollars, d'impayés par le biais de crédits difficilement recouvrables à ses distributeurs. L'un d'entre eux lui aurait laissé une « ardoise » de 32 millions de dollars. Tout le marché de l'informatique, du matériel au logiciel, semble ainsi livré à une loi de la jungle où se côtoient aigrefins et pirates.

L'avionneur McDonnell Douglas se plaint, lui aussi, d'avoir accumulé 100 millions de dollars de dettes auprès de ses fournisseurs à cause du retard apporté par la Chine dans sa formalisation des accords parafinancés en septembre pour l'acquisition de vingt appareils MD-90. La firme américaine impute la responsabilité de ces déboires à la détérioration des relations politiques sino-américaines.

Ces deux exemples valent d'être médités au moment où le premier ministre, Li Peng, devait annoncer, lors de sa visite en France, un certain nombre d'intentions d'achat de technologie française ou européenne, dont des avions Airbus (lire page 32.)

Aux yeux des économistes et des banquiers, la Chine a tout l'air d'être un pays miraculeux. Du point de vue des directeurs financiers de fournisseurs étrangers, il en va autrement. Les premiers font valoir, outre un taux de croissance constant estimé entre 10 et 15 % en moyenne annuelle au

cours des dix dernières années, une gestion de moins en moins malsaine, ces derniers temps, conséquences de cette mutation. L'inflation, faute d'être maîtrisée, est ramenée à des proportions supportables. Si l'on déduit la part de forfanterie politique, disent des experts, elle devrait, pour le moment, se situer entre 10 et 15 % par an.

Les réserves en devises de la Chine, selon des chiffres qui ne diffèrent pas fondamentalement des estimations du FMI, s'élèvent à près de 85 milliards de dollars. Sa dette extérieure, à un peu moins de 100 milliards de dollars, soit 15,5 % du PIB. Le taux de service de cette dette, à 12,7 % en 1995, soit moins que les 14 % de 1992. La masse monétaire, qui augmentait de 50 % par an il y a deux ans, est retombée à une croissance annuelle de 30 %. L'endettement ralentit, la Chine exporte plus qu'elle n'importe.

**INVESTISSEURS « PLUMÉS »**

Même s'il est le premier emprunteur de crédits nouveaux auprès de la Banque mondiale depuis quatre ans, ce pays ressemble fort à un paradis pour économistes. Tout cela devrait justifier que, par le biais, en France, de la Coface et des homologues de cette institution d'assurances à l'exportation en Allemagne, en Grande-Bretagne ou au Japon, la Chine soit le pays où le contribuable place le plus d'espoir dans le monde. Si les chiffres disent la vérité, il faudrait un coup terrible du sort pour que ledit contribuable s'en morde les doigts.

Mais le décalage entre les théories et les réalités sur le terrain se mesure à l'aune des dettes redoutables à Compaq en Chine même, et de celles contractées par McDonnell Douglas auprès de ses équipementiers. La Chine n'est pas encore un pays « normal ». Y prévalent souvent d'autres logiques que celles qui régissent les économies sophistiquées du monde capitaliste. Nombre d'investisseurs s'y sont fait « plumer » pour des querelles impossibles à trancher devant des tribunaux assourdis à la loi politique, c'est-à-dire souvent clanique – même si, par endroits, le droit commercial fait des progrès. A long terme, la Chine, qui a pris un bon départ après quatre décennies d'errements, ne peut que devenir un champ ouvert au capitalisme normalisé. Dans l'intervalle, tout y est possible.

Francis Deron

## Tractations à la Commission des droits de l'homme des Nations unies

GENÈVE

de notre correspondante

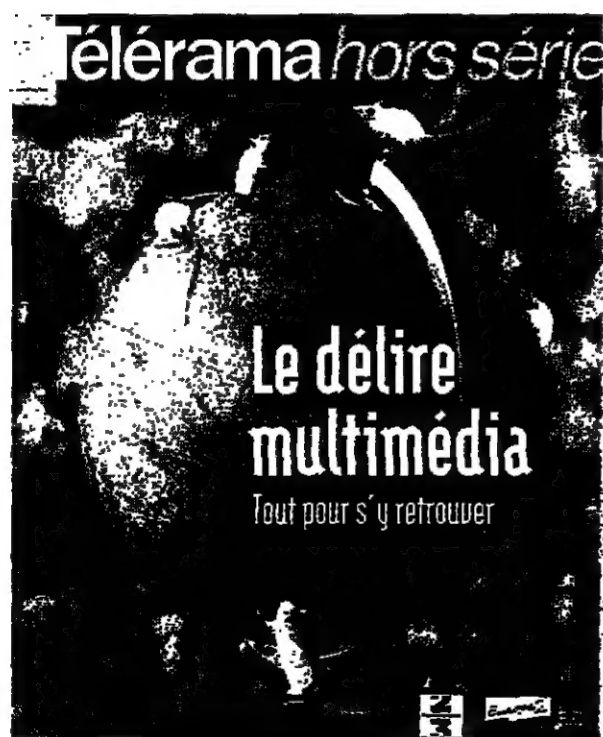
A Genève, il semble acquis que le texte qui tend à faire condamner la Chine par la Commission des droits de l'homme des Nations unies sera édulcoré. Cette prudence s'expliquerait par le souci de voir adoptée cette résolution en dépit des pressions de Pékin et du sentiment anti-occidental que manifestent maintes ambassades du tiers-monde. Or le dernier texte – confidentiel – de l'Union européenne (UE) qui circule parmi les co-parrains potentiels du projet ne fait guère preuve d'indulgence.

Les auteurs du texte estiment que la Chine a progressé mais ils se préoccupent de l'indiscutable persistance des violations des droits et libertés dans ce pays, particulièrement au Tibet. Ils prennent au sérieux le contenu de rapports thématiques de l'ONU qui portent sur les exécutions sommaires, l'intolérance religieuse et les disparitions forcées dans le monde, et qui n'épargnent pas la Chine. Le projet de résolution de l'UE évoque aussi le traitement réservé aux dissidents politiques non violents et déplore les graves restrictions qui pèsent sur les libertés de parole, de réunion et d'association.

Ce projet invite encore la Chine à rendre la justice de manière équitable. Il lui demande aussi d'assurer la protection des enfants, conformément à la convention de l'ONU. Il souhaite enfin qu'elle accepte de coopérer avec les rapporteurs spéciaux de l'ONU. Il n'est pas certain que ce texte sera adopté tel quel : certains pays sollicités pour être co-signataires du texte – dont le Japon – souhaitent en effet qu'il soit renoué, c'est-à-dire adouci.

Cependant, des nouvelles alarmantes sur le Tibet continuent de parvenir à Genève. Les arrestations arbitraires seraient toujours nombreuses, au dire de témoins qui s'expriment dans les couloirs de la Commission des droits de l'homme. Ainsi, mardi 9 avril, des organisations non gouvernementales (ONG) ont présenté un ancien détenu politique tibétain, Gendun Rinchen, qui a prélevé avoir réussi à s'évader après deux cent quarante jours passés au secret à la prison de Sie-Chu, près de Lhassa. Il a affirmé avoir subi des traitements très durs, pour ainsi dire inhumains, tandis que nombre de ses codétenus étaient systématiquement torturés. Une douzaine sont morts des suites de ces sévices.

Isabelle Vickniac



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la chose sans jamais oser le demander.

Dans le hors-série multimedia, Télérama a sélectionné les meilleurs CD-Rom dans chaque domaine et vous aide à faire vos premiers pas sur Internet. Il présente les artistes dont l'imagination et l'imagination sont nourries et stimulées par ces nouveaux outils et s'interroge avec les philosophes et les poètes sur les enjeux de cette culture pluri-média. Un guide complet pour s'y retrouver dans le délire multimedia : les dernières inventions, le matériel, les adresses. 48 F. chez votre marchand de journaux.

**Télérama**  
Prenez votre culture en main.



صوت الامم

## Le pays du Milieu, un marché à haut risque

Confrontées à un droit commercial embryonnaire, des firmes américaines ont des dizaines de millions de dollars d'impôts

PARIS. Les entreprises américaines qui ont investi dans le pays du Milieu, le Liban, se trouvent confrontées à un droit commercial embryonnaire, des firmes américaines ont des dizaines de millions de dollars d'impôts. Les entreprises américaines qui ont investi dans le pays du Milieu, le Liban, se trouvent confrontées à un droit commercial embryonnaire, des firmes américaines ont des dizaines de millions de dollars d'impôts.

## Les Etats-Unis décident d'évacuer leurs ressortissants de la capitale libérienne

Un cessez-le-feu aurait été conclu entre les factions rivales

Washington a décidé, mardi 9 avril, en raison de conditions instables qui prévalent, d'évacuer les ressortissants américains, retenus dans la

capitale libérienne, depuis la reprise des combats, samedi. Les militaires américains devraient aussi évacuer les autres étrangers présents à Monro-

via, où, selon Reuter et la BBC, un cessez-le-feu aurait été conclu, dans la nuit de mardi à mercredi, entre les factions rivales en conflit.

LES ETATS-UNIS ont décidé d'évacuer leurs ressortissants de Monrovia en raison de conditions instables qui prévalent dans la capitale du Libéria, où les combattants de diverses factions de l'ethnie krahn, solidaires du « général » Roosevelt Johnson, affrontent, depuis quatre jours, leurs rivaux du Mouvement uni de libération-branches mandingue (ULM) d'Alhaji Kromah et du Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor. Les combattants krahn déclarent en outre que 600 civils, dont une soixantaine d'étrangers, la décision américaine a été rendue publique, mardi 9 avril, à Washington, par le porte-parole du département d'Etat.

Les combats ont continué, mardi, à 3 kilomètres du centre de la capitale, aux alentours du camp Barclay, où sont retenus les otages, au nombre desquels figurent une quarantaine de Libanais et une vingtaine de soldats nigériens de la Force interafricaine d'interposition (Ecomog). Des tireurs embusqués d'ethnie krahn sèment la terreur dans le quartier résidentiel de Mamba Point, où sont réfugiés la plupart des étrangers. En début de soirée, Washington a commencé à mettre en place la logistique nécessaire à cette deuxième opération d'évacuation des étrangers du Libéria, après celle d'août 1990 qui avait vu le départ de plus de 5 000 personnes. Six hommes des forces spéciales sont

arrivés à Monrovia, suivis de 18 commandos Seals, ceux-là même qui avaient débarqué, en 1992, sur les plages de Sonale. Vingt-six civils évacués de Monrovia sont arrivés, mardi, à Dakar, au Sénégal, à bord d'un Hercules C-130 en provenance de Freetown, capitale de la Sierra Leone. Dakar devrait servir de base arrière à l'évacuation qui, selon des sources des Nations unies à Monrovia, concernerait 1 200 personnes. L'ambassade américaine abrite 320 personnes, dont 110 citoyens américains. Les 210 autres sont notamment originaires du Canada, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Russie, d'Italie, de Grèce, d'Irlande, d'Egypte, du Liban et du Libéria. Parmi les quinze mille personnes

réfugiées à Mamba Point, une dizaine ont été admises dans l'hôpital de fortune installé par Médecins sans frontières (MSF). Une vingtaine d'autres sont traitées par MSF dans les locaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Toutes ont été blessées par balles. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé le rétablissement de l'ordre public à Monrovia, ainsi que la libération des otages, faute de quoi les responsables politiques locaux perdront « l'appui de la communauté internationale ». Selon l'agence britannique Reuter et la BBC, les factions rivales en conflit auraient conclu un accord de cessez-le-feu, mardi dans la soirée. La trêve serait entrée en vigueur à minuit. (AFP, AR, Reuter).

## La Maison Blanche reconnaît avoir eu connaissance de livraisons d'armes iraniennes à la Bosnie

WASHINGTON. Le porte-parole de la Maison Blanche, Michael McCurry, a admis, mardi 9 avril, que l'administration américaine était au courant de l'existence d'une filière d'armes iraniennes au bénéfice de la Bosnie et que les Etats-Unis ne s'y étaient pas opposés, en dépit de l'embargo des Nations unies. Le 5 avril, le Los Angeles Times avait affirmé que le président Clinton avait approuvé de telles livraisons (Le Monde daté 7-8 avril). Lorsque le président croate Franjo Tudjman avait demandé, début 1994, à deux hauts diplomates américains comment réagissait Washington si des armes d'origine iranienne transitaient par la Croatie pour être acheminées vers la Bosnie-Herzégovine, les deux hommes, après avoir interrogé leurs supérieurs, avaient répondu ne pas avoir d'« instructions ». Ce qui, en langage diplomatique, signifiait que les Etats-Unis ne protesteraient pas. (Corresp.)

## Le nouveau président béninois crée un poste de premier ministre

COTONOU. Mathieu Kérékou a formé, mardi 9 avril, son gouvernement, composé de dix-huit membres, en confirmant la création d'un poste de premier ministre, qui n'est pas prévu par une Constitution de type présidentiel. Ce poste revient à Adrien Houngbédj, âgé de cinquante-quatre ans, qui avait obtenu près de 20 % au premier tour de l'élection présidentielle et s'était rallié au général Kérékou au second tour. Il avait été condamné à mort, en 1975, sous le régime « militaire-marxiste » du général Kérékou (1972-1990). M. Kérékou se réserve le contrôle de la défense et Séverin Adjovi, à ce titre, n'est que « ministre délégué à la présidence ». Le ministère des finances est attribué à Moïse Mensah, ancien ami et collaborateur du président sortant, Nicéphore Soglo. Les affaires étrangères reviennent à Pierre Osho, un fidèle du nouveau chef de l'Etat. (AFP)

AFRIQUE  
■ AFRIQUE DU SUD : quatre-vingt-dix personnes ont été tuées au KwaZulu-Natal, pendant les trois jours du week-end de Pâques, selon un bilan publié, mardi 9 avril, par la police. Celle-ci n'a donné aucune indication sur la nature des différents incidents enregistrés. (AFP)

AMÉRIQUES  
■ ETATS-UNIS : le président Clinton a signé, mardi 9 avril, un projet de loi voté par le Congrès qui accordera au prochain président, issu de l'élection de novembre, des pouvoirs accrus en matière de politique budgétaire. (AFP)  
■ PÉROU : les autorités ont prorogé, mardi 9 avril, pour deux mois l'état d'urgence en vigueur dans 17 provinces du pays, pour la plupart situées dans la cordillère des Andes, où subsistent les derniers bastions des rebelles maoïstes du Sentier lumineux. (Reuter)

EUROPE  
■ TCHÉCOSLOVAQUIE. Un millier de chercheurs sont réunis à Vienne jusqu'au 12 avril pour évaluer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, dix ans après l'explosion du réacteur n° 4. Cette conférence, organisée conjointement par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a été marquée dès l'ouverture, le 9 avril, par un appel à l'aide des représentants de la Biélorussie et de l'Ukraine. Le président biélorusse a souligné que son pays affecté plus de 20 % du budget aux réparations des conséquences de l'accident. Quant au premier ministre ukrainien, il a répété que la centrale nucléaire ne serait fermée avant l'an 2000 que si son pays recevait une aide financière suffisante. (AFP Reuter)  
■ CROATIE : le chef de la maintenance de l'aéroport de Dubrovnik, Niko Jedic, s'est suicidé, samedi 6 avril, juste après la cérémonie de levée des corps des victimes de l'accident d'avion du secrétaire d'Etat américain au commerce, Ron Brown. Après une expertise, les enquêteurs confirment, mardi, le bon fonctionnement des appareils de navigation radio de cet aéroport. (AR)  
■ ROUMANIE : le gouvernement a proposé, mardi 9 avril, que les élections locales aient lieu le 26 mai, et les législatives et présidentielle le 29 septembre. Ces dates doivent encore recevoir l'aval du Parlement. (AFP)

■ SLOVAQUIE : le président Michal Kovac a décidé de renvoyer, mardi 9 avril, au Parlement un amendement sur la lutte « anti-subversion » adopté fin mars et déposé par l'opposition comme « un retour aux temps du communisme ». (Le Monde du 30 mars) (AFP)  
■ YUGOSLAVIE : la Grande-Bretagne a reconnu la République fédérale de Yougoslavie (RFY, réduite à la Serbie et au Monténégro), mardi 9 avril. Suite à la reconnaissance par Belgrade de la Macédoine, l'ensemble des Etats de l'Union européenne devraient rétablir leurs relations diplomatiques avec les autorités yougoslaves. (AFP Reuter)

PROCHE-ORIENT  
■ ISRAËL : le premier ministre Shimon Peres a assuré, dans un entretien publié le 9 avril par le Jerusalem Post, que le président syrien Hafez el-Assad lui a donné un accord de principe pour un sommet israélo-syrien. Le ministre syrien de l'information a indiqué cependant qu'une telle rencontre est tributaire du retrait israélien du Golan. (AFP)

ECONOMIE  
■ ALLEMAGNE : le syndicat de la métallurgie allemande IG Metall (environ 3 millions de membres) a brandi, mardi 9 avril, la menace de grèves pour s'opposer aux menaces qui pèsent, selon lui, sur les prestations maladie. Dans son édition de mardi, le quotidien Bild, se fondant sur un document interne, fait état d'un projet des Unions chrétiennes du chancelier Helmut Kohl visant à réduire, voire à supprimer certaines prestations. (AFP)  
■ JAPON : l'excédent courant a reculé de 38,8 % en février par rapport à son niveau de février 1995, pour revenir à 745,9 milliards de yens (34,5 milliards de francs), a annoncé mercredi 10 avril le ministère des finances. En janvier, le Japon avait enregistré un déficit courant de 1,9 milliard de yens, le premier en cinq ans. (AFP)  
■ MAROC : le prince héritier Sidi Mohamed s'est prononcé, mardi 9 avril, en clôture d'un colloque à Paris, contre un « partenariat au rabais » entre son pays et l'Union européenne qui creuserait encore plus l'écart économique. Le prince héritier, qui devait déjeuner mercredi 10 à l'Elysée, a plaidé en faveur d'un « partenariat de référence » euro-marocain au sud de la Méditerranée. (AFP)  
■ UKRAÏNE : le Fonds monétaire international (FMI) négocie un nouveau crédit stand-by de près de 900 millions de dollars (4,5 milliards de francs) avec l'Ukraine pour remplacer et accroître le solde d'un précédent crédit de 1,6 milliard de dollars venu à expiration le 6 avril, a indiqué, mardi 9 avril, un porte-parole du FMI. Selon le Financial Times, le FMI a annulé le crédit stand-by en cours, l'Ukraine ayant dépassé les objectifs de dépenses publiques sur lesquels le pays s'était engagé auprès du Fonds. (AFP)

## Des médecins cubains pour soigner les ruraux sud-africains

JOHANNESBURG

Stéthoscope autour du cou, blouse blanche de rigueur, le docteur Roberto Rojas se perd un peu dans les couloirs de l'hôpital public de Bethal. Mais quatre jours après son arrivée dans cet établissement de la province du Mpumalanga il salue les infirmières par leurs prénoms et connaît presque tout de ses patients. « Celui-là souffre de tuberculose. C'est le cas le plus fréquent avec les maladies sexuellement transmissibles et le sida », commente le médecin, nourri par onze ans de pratique, notamment en Zambie. Le docteur Rojas fait partie de la centaine de médecins cubains engagés par le gouvernement pour soulager la pénurie de personnels dans les hôpitaux publics des zones rurales.

Le choix de médecins cubains se justifie par l'existence, à Cuba, d'un système de santé décentralisé similaire à celui que souhaitent mettre en place les autorités sud-africaines. Ce choix s'explique surtout par l'amitié politique née au temps de la lutte contre l'apartheid entre le Congrès national-africain (ANC) de Nelson Mandela et le régime de Fidel Castro. Accueillis en héros, ces médecins pourraient être rejoints par six cents autres, d'ici à la fin de l'année, afin d'occuper une partie des deux mille postes vacants dans les hôpitaux ruraux.

Pendant longtemps, l'hôpital de Bethal, qui compte deux cent trente lits et couvre une population d'environ cent mille habitants, a fonctionné selon un système de vacations assurées par des médecins du secteur privé. L'établissement dispose d'une équipe de médecins à plein temps depuis quelques mois seulement : encore cette équipe est-elle entiè-

rement composée de médecins étrangers : quatre Cubains, deux Egyptiens, un Bulgare, un Polonais, un Nigérien et un Ougandais.

A l'échelle nationale, le constat est le même. Environ quatre mille au total (soit 15 % des praticiens exerçant en Afrique du Sud), les médecins étrangers forment le gros du corps médical dans la plupart des hôpitaux ruraux que les médecins locaux désertent, préférant exercer en ville dans le secteur privé, ou partir à l'étranger. Plus de 60 % des vingt-six mille praticiens que compte l'Afrique du Sud sont des médecins libéraux et cent vingt-cinq quittent le pays chaque année, selon les estimations, jugées minimalistes, du ministère de la santé.

### QUESTION D'ARGENT

« C'est tout simplement une question d'argent. Il faut réduire l'écart des salaires entre les secteurs public et privé », estime le docteur Gabriel Uylirwoth, Ougandais, de l'hôpital de Bethal. Un médecin exerçant dans un hôpital public bénéficie d'un salaire mensuel d'environ 5 000 francs, les premières années. Dans le secteur libéral, il peut gagner plus du double.

Au salaire peu attractif s'ajoutent dans les campagnes des conditions de vie moins faciles qu'en ville avec la difficulté, par exemple, de trouver un emploi pour le conjoint ou une école pour les enfants. Beaucoup de zones rurales, habitées essentiellement par les Noirs, ont souvent été négligées par le pouvoir blanc au temps de l'apartheid.

Les conditions de travail y sont rebutantes pour les médecins à cause du manque d'équipement de certains établissements et de leur sous-effectif. « D'après mon contrat, quarante heures supplémentaires me sont payées par mois, raconte le docteur Kamel. Mais il

m'arrive d'en faire plus de cent. Il y a une trop grande disproportion entre ce que l'on donne et ce que l'on reçoit ».

Le gouvernement reconnaît la nécessité de revaloriser le statut des médecins exerçant dans les hôpitaux publics en zone rurale. « Notre priorité est d'améliorer les conditions de travail dans ces hôpitaux afin de les rendre plus attractives pour les médecins sud-africains », a déclaré le ministre de la santé, le docteur Zuma. Le gouvernement a promis des hausses de salaires substantielles et engagé un plan de construction de deux mille centres de santé supplémentaires dans les zones rurales. Ces centres devraient être partout gratuits à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

L'objectif est de rendre accessibles les structures de soins publiques au plus grand nombre de ruraux qui n'ont pas les moyens de se faire soigner dans le secteur privé. Objectif d'autant plus pressant que cette population se trouve touchée par la recrudescence de la tuberculose – cent mille cas par an – et la montée du sida : l'Afrique du Sud compte près de deux millions de séropositifs.

Le gouvernement considère le recours aux médecins étrangers comme une mesure d'urgence. C'est pourquoi les médecins cubains disposent d'un contrat d'une durée maximale de trois ans. Mais ces derniers, à l'image du docteur Rojas, ne semblent guère s'en soucier. Même de courte durée, leur séjour en Afrique du Sud est une véritable oublie financière pour eux. Leur rémunération, équivalente à celle de leurs confrères locaux, est bien supérieure au salaire de misère auquel ils peuvent prétendre à Cuba.

Frédéric Chambon

## Les Iraniens sont plus libres de critiquer les excès du régime islamiste

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale  
Août 1995 : un cocktail Molotov est lancé par des hezbollahis contre la librairie Morgh-Amin à Téhéran, pour avoir mis en vente un roman – jugé anti-islamique –, Les lundis, les dieux rient, d'un jeune auteur iranien inconnu, alors même que l'ouvrage avait été autorisé par le ministère de la culture et de l'orientation islamique. L'ouvrage a ensuite été interdit et, dans la foulée, un sévère coup d'arrêt a été donné par la censure à l'édition romanesque, au grand désespoir des écrivains et des éditeurs.

Un mois plus tôt, à l'université d'Ispahan, puis en octobre, à celle de Téhéran, des dizaines de jeunes ont empêché par la violence le philosophe Abdolkarim Sorouch de prendre la parole, parce qu'il plaçait pour des réformes politiques et réclamait une diminution du rôle du clergé dans la gestion des affaires du pays. En janvier 1996, Abbas Maroufi, éditeur du mensuel Gardoun, était condamné à treize-cinq coups de fouet et six mois de prison pour avoir osé établir un parallèle entre le régime du chah et le gouvernement actuel. Cette affaire a provoqué un tollé de la part des journalistes, qui se sont portés volontaires pour être flagellés. Maroufi attend le résultat de son appel.

En février, une bande d'extrémistes, qui se sont érigés en commandeurs du bien et censeurs du mal, a attaqué une mosquée où était organisé un service à la mémoire d'un poète de gauche bien connu, Slayash Kasraie, décédé à Vienne. Des hommes de lettres furent battus et le service interrom-

pu par des actes de violence. Alors, la République islamique d'Iran telle qu'en elle-même ? Oui mais... Le fait qu'un philosophe comme Sorouch, qui fut un fervent partisan de la République islamique, ose parler ouvertement de la nécessité de séparer la politique du religieux, ou qu'un autre professeur d'université, Habibollah Beyman, prêche à son auditoire le respect de la liberté et accuse le clergé de ne pas avoir tenu ses promesses révolutionnaires, atteste que les choses bougent. Comme en témoigne aussi la violence de la réaction des vigiles de l'ordre révolutionnaire.

## Tentative vouée à l'échec, pronostiquent de nombreux intellectuels et des jeunes, pour qui le système ne peut pas être réformé

Le fait aussi que le ministre de la culture et de l'orientation islamique, Hossein Mir Salim, déclare, devant les journalistes, qu'« il est malheureux que l'interprétation de certains propos [du philosophe Sorouch] ait parfois entraîné des problèmes », prouve que les excès

commencent à poser des problèmes, y compris pour les conservateurs dont M. Mir Salim fait partie. Dix-sept ans après la révolution, ceux qui l'ont faite se sont « installés » et commencent à raisonner en termes d'Etat.

Un débat est ouvert, dont les protagonistes les plus actifs sont néanmoins pour l'heure les intellectuels, qui, dans les pages des journaux et de périodiques de plus en plus nombreux, tentent, malgré les risques et les attaques des rigoristes islamistes, de trouver une réponse aux problèmes de l'Iran d'aujourd'hui. « Des difficultés économiques, idéologiques, des questions qui se sont posées pendant ces dix-sept années, mettent en difficulté surtout la base du mouvement révolutionnaire », de 1979, explique Mourad Saghaifi, rédacteur en chef d'une revue trimestrielle, Gof-O-Gu, créée il y a près de trois ans.

Et si une revue comme celle-ci « survit », explique M. Saghaifi, c'est en grande partie « grâce au mouvement islamique, qui devient de plus en plus critique », et dont on peut constater l'évolution dans des quotidiens comme Salam (l'organe des anciens radicaux islamistes dont un groupe d'étudiants s'était emparé de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran en 1979), ou des revues comme Kian, ou d'autres encore à tendance islamique. « Il y a aussi un autre phénomène. L'Etat s'est constitué petit à petit et ce processus n'est pas fini (...). Il y a une rationalisation qui se fait, une réflexion sur la démocratie en Iran. Même au ministère de la culture, il y a des gens qui écrivent et qui posent le problème ».

« Lorsque des conseillers du pré-

Mouna Naïm

## Practitions à la Commission des droits de l'homme des Nations unies

PARIS. Les Etats-Unis ont annoncé, mardi 9 avril, qu'ils ont accepté de participer à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Cette décision a été prise après une longue négociation avec les autres membres de la commission. Les Etats-Unis ont accepté de participer à la commission pour une durée de deux ans. Cette décision a été prise après une longue négociation avec les autres membres de la commission.

1996 : 10e édition, 3 volumes

## Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos  
- 990 F -

Editions Jean-François Doumic  
T\* (1) 42 46 58 10



**GOVERNEMENT** Alain Juppé mise sur la concertation pour faire progresser les réformes initiées par Jacques Chirac ou remises à l'ordre du jour par lui-même. Après

l'installation de la commission La Martinière, chargée de la fiscalité, mardi 9 avril, les débats continuent sur le service national, devant la mission d'information parlementaire

présidée par Philippe Séguin. La modernisation de l'Etat a fait l'objet de discussions, mardi, entre Dominique Perben et les syndicats. ● LA TRANSFORMATION du service national se

heurt, notamment, aux limites des moyens que les ministères concernés peuvent consacrer à un service civil. ● LA MODERNISATION de l'administration est soutenue par les

syndicats modérés, tandis que Force ouvrière et la CGT soupçonnent le gouvernement de vouloir mettre en cause les rémunérations et le statut des fonctionnaires.

## Alain Juppé s'efforce de démontrer son aptitude à réformer

Service national, fiscalité, administration : le premier ministre compte sur la concertation, avec les partenaires sociaux et avec les parlementaires, pour faire avancer les chantiers ouverts par Jacques Chirac ou par lui-même

CHAT ÉCHAUDÉ craint l'eau froide ! Au terme proche d'une première année de gouvernement marquée par plus de bas que de hauts, Alain Juppé souhaite redresser la barre et donner une autre image de lui-même que celle véhiculée des mois durant. Cette volonté semble porter ses fruits car un sondage de l'IFOP pour L'Express fait grimper de 6 points la cote d'avenir du premier ministre à 42 %, contre 57 % d'absence de confiance (enquête réalisée les 3 et 4 avril auprès de 966 personnes).

Alors que la campagne présidentielle de Jacques Chirac annonçait, une fois la victoire acquise, une « inversion de priorités » et un abandon de « la pensée unique », la conduite des affaires intérieures, depuis plus de dix mois, n'a pas répondu à ces espoirs. La lutte prioritaire contre le chômage a marqué le pas devant la lutte indispensable contre les déficits. L'association des citoyens et de leurs représen-



tants - les parlementaires - aux orientations impliquant l'avenir du pays s'est vite effacée devant l'opacité régnant dans le système de décision.

Aujourd'hui, il n'est plus question, pour le chef du gouvernement, de recommencer l'expérience malheureuse de la présentation « clés en main » de la réforme du financement de la protection sociale qui a conduit à l'éclatement du malaise social latent.

Trois réformes sont sur le métier : celle du service national, accompagnant la restructuration des industries d'armement ; celle de la fiscalité ; celle de l'Etat.

● **Service national.** Cette réforme est entièrement pilotée par le chef de l'Etat. S'agissant d'un des domaines réservés du président de la République, le premier ministre n'est pas le maître d'œuvre de ce chantier, qui n'avait l'objet que de quelques allusions durant la campagne présidentielle.

● **Fiscalité.** Cette réforme en cours est revenue sur le tapis, mardi 9 avril, par la mise en place d'un groupe de travail présidé par Dominique de La Martinière (Le Monde du 10 avril). Contrairement à la précédente, elle avait été longuement annoncée par le candidat Chirac. Elle était d'autant plus attendue que le précédent premier ministre, Edouard Balladur, et son ministre du budget, Nicolas Sarkozy, avaient commandé un rapport sur la question, soigneusement rangé au fond d'un tiroir. Ministre de l'économie du premier gouvernement Juppé, Alain Madelin s'était empressé de le sortir de sa confidentialité, en juillet 1995, pour justifier la nécessité d'une rapide réforme. Ce document ne mettait-il pas en évidence l'injustice du système fiscal, en soulignant que la TVA pèse davantage sur les revenus les plus modestes ?

Ironie de l'histoire, cette mise à plat du système de prélèvements avait été rédigée par Bernard Ducas, assisté notamment de Robert Baconnier, deux des cinq « sages » formant aujourd'hui la commission La Martinière. Le diagnostic était établi, ils auront beaucoup moins de temps qu'en 1993, puisque M. Juppé attend leur rapport « pour la fin du mois de mai 1996 ». La lettre de mission remise à M. de La Martinière précise que ce groupe de travail devra proposer, aux ministres de l'économie et du budget, « les axes stratégiques et les étapes successives » qui pourraient être retenus dans « un projet de loi définissant des orientations fiscales sur cinq ans ». Il peut paraître surprenant qu'une commission d'experts doive définir des axes stratégiques qui sont, précisément, du ressort du politique.

● **Administration.** L'élaboration de cette réforme est effectuée par le ministre de la fonction publique, Dominique Perben. Là encore, MM. Chirac et Juppé se sont inspirés, dans un premier temps, d'un rapport commandé par M. Balladur - le rapport Picq - et resté, lui aussi, sous le coude. Cette fois-ci, la concertation s'organise à partir d'un document de travail proposant un plan triennal pour rapprocher l'administration du citoyen (Le Monde du 8 mars).

A la fin de ce mois, M. Perben aura achevé son tour de table avec les syndicats, les élus et les associations. Il remettra un rapport et des orientations à M. Juppé afin que celui-ci puisse l'insérer dans un projet politique, en donnant, au passage, les instructions nécessaires aux ministères concernés.

Ce souci affiché de ne pas bousculer le rythme des réformes intervient après une période où elles avaient pu paraître absentes des desseins gouvernementaux. Leur arrivée sur le « marché parlementaire » risque, malgré l'instauration de la session unique, de provoquer, à terme, un embouteillage législatif, car le calendrier est déjà chargé (Le Monde du 2 mars). Il paraît difficile, notamment, de programmer dans la même période, à l'automne, le travail parlementaire sur le budget de la Sécurité sociale, sur celui de l'Etat et sur la réforme du service national.

Olivier Biffaud

## FO refuse la présence d'usagers dans les instances de décision administratives

LA RÉFORME DE L'ÉTAT a désormais ses partisans chez les représentants des fonctionnaires. Les réticences qu'avait suscitées, parmi les syndicats modérés, un certain déficit de concertation (Le Monde du 5 janvier) ont disparu depuis que le ministre en charge de ce dossier, Dominique Perben, manifeste le souci de consulter les représentants du personnel. Les échanges auxquels a donné lieu la commission de modernisation des services publics, mardi 9 avril, en ont administré la preuve.

Les syndicats se divisent, schématiquement, en deux camps. L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) et la CFTD jugent la réforme de l'Etat nécessaire au bon fonctionnement de l'administration. Elles la considèrent comme la suite de la politique de « renouvellement des services publics » engagée par Michel Rocard. En revanche, Force ouvrière et la CGT voient dans le projet du gouvernement Juppé une manipulation destinée à diminuer les effectifs des fonctionnaires et à revenir sur leur statut.

Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général adjoint de l'UNSA, a ainsi approuvé « l'économie générale du projet », tout en regrettant que, « depuis une semaine », Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, évoque « la suppression de trente mille emplois de fonctionnaires en 1997 ». M. Gualazzi a demandé s'il

faut croire le ministre du budget ou celui de la fonction publique, qui lui aurait promis de mener la réforme de l'Etat « à moyens constants ».

Les syndicats sont divisés, aussi, sur la place à donner aux usagers. Le document de « réflexion préparatoire à la réforme de l'Etat », mis au point par le gouvernement, se propose de les mettre « au cœur du service public », ce qu'approuvent l'UNSA et la CFTD. Le ministère préconise, notamment, d'alléger les contraintes administratives ou de réduire le nombre d'autorisations préalables. M. Perben se demandant s'il faut aller plus loin, Roland Gaillard, secrétaire général de la fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière, a rappelé qu'il s'oppose à toute « co-gestion ». Il refuse donc que les usagers puissent intervenir dans les instances de décision des services publics.

● **ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MÉTIER.**

Jean-Claude Delarue, président de l'Association des usagers de l'administration et membre de la commission au titre des personnalités qualifiées, estime que le projet de réforme de l'Etat comporte des points positifs, mais il a demandé que le médiateur de la République puisse imposer ses décisions aux administrations et que les victimes d'erreurs administratives soient indemnisées. M. Delarue a commenté positivement le passage qui préconise

l'« émergence d'un nouveau métier », celui de « facilitateur administratif », agent polyvalent. M. Gaillard a répliqué que le développement de la polyvalence masque l'intention de supprimer des effectifs.

La question des corps de fonctionnaires a fait l'objet d'un second débat. Actuellement, bien qu'ils fassent le même métier, les agents relèvent de corps différents et disposent de primes variant selon le ministère - voire la direction ministérielle - auquel ils appartiennent. Le gouvernement se propose de réduire le nombre des corps (Le Monde du 8 mars). M. Gaillard s'est déclaré favorable à leur fusion, « à condition que l'alignement se fasse sur le régime le plus favorable ». Le ministre n'a pas répondu, et l'on peut se douter que Bercy sera vigilant sur ce dossier, qui pourrait faire l'objet d'une négociation avec les syndicats de fonctionnaires.

A l'inverse de FO, l'UNSA s'est dite favorable à l'existence de corps nationaux, gérés de façon déconcentrée, ce qui permettrait d'éviter la réapparition chronique d'emplois précaires. La commission n'a pas eu le temps d'évoquer la question des rémunérations, au grand regret de la CGC, qui réclame l'instauration de primes au mérite.

Raïelle Rivaïs

## Le développement des formes civiles du service national apparaît limité

CHAQUE AUDITION, devant la mission d'information créée par l'Assemblée nationale et présidée par Philippe Séguin, complique un peu plus la tâche qui attend les parlementaires, puis le gouvernement, pour tracer les contours précis de la réforme du service national. On l'avait constaté, les 2 et 3 avril, avec les interventions des principaux responsables militaires (Le Monde du 5 avril). Cela s'est confirmé, mardi 9 avril, avec les auditions du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, et de son col-

lègue de la coopération, Jacques Godfrain.

En faisant le choix, le 22 février, d'une armée professionnelle, le président de la République avait précisé que, s'il était maintenu, le nouveau service national, obligatoire ou volontaire, ne serait plus qu'un accessoire militaire et s'attacherait, au contraire, au maintien de la sécurité des personnes et des biens, au renforcement de la solidarité nationale, au développement de l'action humanitaire, en France ou à l'étranger. MM. Debré

et Godfrain étaient donc très attendus. Le premier accueil déjà, au titre du service national dans la police, quelque 9 000 appelés, qui ont le statut de policiers auxiliaires, auxquels s'ajoutent 3 700 appelés au sein de la sécurité civile. Le second ne gère directement que 700 appelés incorporés au titre de la coopération, mais dispose d'une vision panoramique de l'ensemble des formes de coopération qui permettent d'incorporer, sous la responsabilité des ministères des affaires étrangères ou de l'économie

et des finances, quelque 5 200 appelés.

Hélas pour les parlementaires, qui espéraient trouver là de sérieux gisements pour développer de nouvelles formes de service national, les deux ministres se sont surtout employés à en démontrer les limites. M. Debré a écarté l'hypothèse d'un service obligatoire de six mois qui présenterait, compte tenu du temps de formation minimum, « plus d'inconvénients que d'avantages ». Reste l'hypothèse d'un service volontaire. Dans ce

cas, la police nationale, a-t-il précisé, aurait la capacité d'accueillir 8 000 appelés volontaires pour un service long (douze mois) et 7 000 appelés supplémentaires pour assurer des « tâches plus simples », durant un service de six mois. A quoi il a ajouté un engagement de 6 000 hommes supplémentaires dans la sécurité civile.

Soit une grosse vingtaine de milliers d'appelés (au lieu des 12 700 actuels), à qui il faudrait, pour favoriser le volontariat, offrir des « incitations », financières ou

de recrutement définitif, évaluées à une centaine de millions de francs par an. Mais, a ajouté M. Debré, cela coûterait beaucoup plus cher (de l'ordre de 1,2 milliard de francs) de recruter des policiers professionnels « si on n'avait pas les policiers auxiliaires ». Enfin, le ministre de l'Intérieur a insisté sur le risque d'une baisse de la qualité des recrutements : « Personne ne comprendrait qu'en voulant améliorer la professionnalisation de la défense, on diminue celle de la police ».

M. Godfrain a douché - plus encore - les espoirs que certains plaçaient dans le développement de la coopération, sur la foi des premières déclarations du ministre de la défense, Charles Millon, qui avait évoqué le chiffre de 20 000 appelés dans ce secteur. Non seulement il s'en est tenu aux 700 appelés dont son ministère - et pour lesquels « on peut imaginer un doublement à terme » - mais surtout il a rappelé que la politique de coopération, dans les pays africains notamment, est une politique de « substitution », destinée à former des cadres africains, en lieu et place des cadres coopérants français. « Si ça continue, on va proposer la suppression pure et simple du service national », glissait M. Séguin, au terme de ces auditions. C'était une boutade, mais qui en dit long sur le casse-tête auquel sont confrontés les parlementaires.

Michel Noblecourt

Gérard Courtois

### Le « pantouflage » sous surveillance

Une « instruction » précisant aux cadres des armées les conditions d'application du décret de janvier 1996 qui leur interdit, pendant les cinq premières années de leur retour à la vie civile, de travailler pour une entreprise avec laquelle ils ont été en rapport durant leur activité militaire a été publiée au Journal officiel du 6 avril. Guy Foguier, préfet de police de Paris de 1983 à 1986 et secrétaire général de la défense nationale de 1988 à 1993, a été nommé le 3 avril à la présidence de la commission chargée de donner un avis au ministre de la défense sur les demandes de « pantouflage ». La loi de juin 1994 sur le contrôle du passage des agents de l'Etat dans le secteur privé est ainsi appliquée aux militaires.

SI LIONEL JOSPIN souhaite une « clarification doctrinale » sur le service national, en réponse à la réforme de Jacques Chirac, le Parti socialiste prend son temps. Au départ, la conclusion du débat était prévue fin avril, avant d'être remise à une réunion du conseil national le 11 mai, puis renvoyée à une date ultérieure. Mardi 9 avril, Paul Quilès, délégué national à la défense, a envoyé aux fédérations un document de treize pages, « éléments pour un débat sur le service national », adopté par le bureau national, afin de « faciliter » la discussion.

Entre les défenseurs de la conscription et les avocats d'une armée professionnelle, plusieurs conceptions coexistent au PS. Le 2 mars, devant le conseil national, M. Jospin s'était déclaré « person-

nnellement favorable à un service volontaire, ouvert aux hommes et aux femmes, plutôt qu'à un service obligatoire ». Le sujet a été abordé trois fois au bureau national, et le texte de M. Quilès tient compte de cette pluralité d'approches.

Pour le député du Tarn, « aucune menace militaire immédiate ne met en cause l'intégrité territoriale de notre pays », mais il discerne des « éléments susceptibles de menacer la stabilité internationale ». L'ancien ministre de la défense critique la « projection à l'extérieur » des forces armées envisagée par M. Chirac, comme la réintégration par la France du comité militaire de l'OTAN. « La défense de notre territoire et du territoire européen, observe-t-il, reste l'objectif principal de notre système de défense. »

Reclamant encore des « états généraux rassemblant toutes les forces vives », M. Quilès énumère les sept principes du bureau national pour guider la réflexion. D'abord, « le service militaire actuel est inadapte dans sa durée comme dans ses formes ». Ensuite, « le lien entre l'armée et la nation doit être préservé ». « Le nouveau service national doit être, à la fois, d'une durée brève et d'une universalité effective pour tous les jeunes hommes » et permettre une sélection des volontaires pour des périodes plus longues ou pour ceux qui choisissent une carrière militaire. Enfin, « l'armée ne doit pas être organisée sur une base exclusivement professionnelle : elle doit comprendre des militaires et des conscrits », et « les formes civiles de service national doivent comprendre

des missions d'intérêt social ou de formation ». Le volontariat féminin « doit être maintenu ».

Deux options sont mises en débat. La première est un service d'éducation à la défense : entre dix-huit et vingt-sept ans, les jeunes gens font obligatoirement un mois et demi à deux mois de formation de base aux problèmes et aux techniques de la défense, en conservant la possibilité d'un service national volontaire. Deuxième option : maintien du service national actuel, militaire et civil, mais « véritablement obligatoire » et d'une durée limitée à quatre mois, pour les jeunes gens entre dix-huit et vingt-sept ans. M. Jospin ne s'est prononcé pour aucune de ces deux options.



صكنا من الامل

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1996 / 7

des ministères, concourent à un service de l'État et sont soutenus par les syndicats modérés, tandis que le gouvernement de gauche cause les rémunérations des fonctionnaires.

## itude à réformer

La concertation, par Jacques Chirac ou par lui-même

« L'État est un être vivant », dit-on souvent. Mais il ne l'est pas. C'est une machine à vapeur, une machine à vapeur qui ne peut fonctionner que si elle est entretenue. Or, l'État français, tel qu'il est aujourd'hui, est une machine à vapeur qui ne peut fonctionner que si elle est entretenue. Or, l'État français, tel qu'il est aujourd'hui, est une machine à vapeur qui ne peut fonctionner que si elle est entretenue. Or, l'État français, tel qu'il est aujourd'hui, est une machine à vapeur qui ne peut fonctionner que si elle est entretenue.

Renforcer l'équilibre des prélèvements

## mal apparaît limité

Le mal apparaît limité

## Force ouvrière est de plus en plus isolée au sein de l'assurance-maladie

Le ministre des affaires sociales appelle les médecins à cesser leurs « combats à retardement »

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a approuvé, mardi 9 avril, les projets d'ordonnance sur la gestion des caisses et sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville. La CGT et FO ont voté contre, et la question du maintien de FO à la tête de la

**FORCE OUVRIÈRE** peut-elle continuer de présider la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) tout en s'opposant à la réforme de la Sécurité sociale ? La question devient pressante après le rejet par les administrateurs FO, mardi 9 avril, des projets d'ordonnance sur la gestion des caisses de Sécurité sociale et sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville. Dans les deux cas, FO et la CGT ont voté contre le texte, alors que le CNPF, la CGPME, la CFTC, la CFE-CGC et la Mutualité française se prononçaient en faveur de la réforme - non sans émettre, il est vrai, quelques réserves.

Pour l'heure, la centrale de Marc Blondel n'a pas l'intention d'abandonner la présidence de la CNAMTS, qu'elle détient depuis 1967, même si la question a été ouvertement posée, le 1<sup>er</sup> avril, lors de la dernière commission exécutive de FO. « Il n'est absolument pas question pour moi de démissionner », déclare au Monde le président de la CNAMTS, Jean-Claude Maillet, tout en reconnaissant qu'avec le renforcement du rôle du patronat, de la Mutualité et des personnalités qualifiées à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, il lui sera

« difficile de trouver un accord de gestion ». Pour FO, l'ordonnance réformant la gestion des caisses - notamment les conventions d'objectifs et de gestion Etat-caisses nationales - « ne laisse aucune latitude de négociation » aux syndicats et marque « la fin de la convention médicale entre les caisses et les médecins ». Le syndicat dénonce aussi la fin du partenariat et « la mise en place d'un tripartisme (...) politique-ment inacceptable ». Le vice-président de la CNAMTS, Georges Jolles (CNPF), n'a pas caché que le président, en dépit de son hostilité aux ordonnances, doit être « l'expression de la majorité », manière à peine voilée de rappeler à M. Maillet qu'il serait très mal inspiré d'entraver la politique de maîtrise des dépenses de santé.

**RÉSERVES PATRONALES**

Le patronat a émis toutefois quelques critiques. Il juge que le nombre des personnalités qualifiées au sein des caisses entraînera une gestion « réellement paritaire » avec les syndicats, et que le siège supplémentaire accordé à la Mutualité ne peut « se justifier que dans la mesure où les autres intervenants » du secteur de la couver-

ture complémentaire, comme les assureurs, « seraient également représentés ». Il s'inquiète du renforcement du pouvoir des directeurs de caisse « au détriment des administrateurs ».

Au moment où FO s'enferme avec la CGT dans un front du refus, les syndicats médicaux, ses alliés traditionnels, radicalisent leur position. Michel Chassagny, président de l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF), qui regroupe les généralistes adhérents à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), a adressé une lettre à tous ses membres pour confirmer le mot d'ordre de grève lancé par la CSMF pour le 24 avril.

« Pas un cabinet ne doit rester ouvert », écrit M. Chassagny. La poignée infirmière par les « docteurs » Juppé, Barrot et Gayraud aux médecins libéraux est de nature à tuer la médecine libérale. La CSMF, le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF) devaient se retrouver, jeudi 11 avril, pour élaborer une « riposte commune », selon le président du SML, Diorino Cabrera. Sceptique sur l'efficacité d'une seule journée de grève, il privilégie « un mouvement de plusieurs semaines » ou une « campagne d'in-

## Le prix des terres agricoles continue de baisser

LE PRIX des terres agricoles a légèrement baissé en 1995 (-0,7 % en francs courants) par rapport à 1994. Cette diminution s'inscrit dans un mouvement observé depuis plusieurs décennies : le prix était deux fois et demi plus élevé en 1974. La Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (FNSAER), qui donne ces indications, précise que la situation est paradoxale : en effet, cette évolution se poursuit alors que les revenus des paysans augmentent et que, depuis deux ans, le coût de l'argent est orienté à la baisse.

La hausse du volume des transactions (plus 5 % l'an dernier) aurait également dû stimuler les prix. La FNSAER, qui relève une augmentation des surfaces détenues par les fermiers déjà en place (plus 18 % par rapport à 1994), souligne que la réforme de la politique agricole commune (PAC) de mai 1992 incite les agriculteurs à s'agrandir, les aides directes dans le secteur des grandes cultures étant fonction de la surface. Le prix des terres est le plus faible dans les régions situées autour d'une ligne Nantes-Besançon, ainsi que dans les zones d'élevage à base d'herbe.

**DÉPÊCHES**

■ **EXTRÊME DROITE** : le délégué général du Front national, Bruno Mégret, tend la main à Alain Madelin, candidat malheureux à la présidence de l'UDF. Dans un entretien au quotidien *La Croix* du 10 avril, M. Mégret, qui compte attirer vers son parti les déçus de la majorité, estime en effet qu'il y a au sein du RPR et de l'UDF une droite conservatrice et anticatolique, que peut incarner Alain Madelin, et qui a naturellement vocation à s'entendre avec la droite nationale, « autrement dit l'extrême droite ».

■ **GAULLISME** : « Jean-Pierre Chevènement est un esprit politique solidement armé », estime Charles Pasqua dans une tribune publiée le 6 avril par *Libération*. L'ancien ministre de l'Intérieur, qui souligne que les gaullistes partagent avec le chef de file du Mouvement des citoyens « une même idée de la France », conseille « à tous ceux qui ont pris les opposants au traité de Maastricht pour des ignares » la lecture du dernier ouvrage de M. Chevènement, intitulé *France-Allemagne : parlons franc* (Le Monde du 29 mars) : « Ils y trouveront une leçon d'Europe, magistrale », ajoute M. Pasqua.

■ **CONJONCTURE** : l'indice de confiance des ménages reste stable en mars, pour le troisième mois consécutif. D'après la dernière enquête mensuelle de l'INSEE, les ménages, qui demeurent inquiets dans l'ensemble, anticipent une diminution de leur capacité à épargner dans les mois à venir, en raison de l'entrée en vigueur du remboursement de la dette sociale. Prévoyant une légère accélération des prix, les ménages semblent décidés à privilégier les achats importants.

■ **RECHERCHE** : les syndicats de chercheurs ont boycotté, mardi 9 avril, une réunion du Comité technique paritaire ministériel (CTPM) de l'enseignement supérieur et de la recherche, consacrée au projet de réforme de l'Etat. Cette action avait pour but de protester non pas « sur le fond de la réforme de l'Etat », mais sur la détérioration de la situation dans la recherche publique confrontée aux « suppressions d'emploi et à la diminution des crédits ». L'intersyndicale (CFDT, FEN, FSU, CGT, FO, SNCS) des personnels de recherche a lancé un appel à une nouvelle « grande manifestation nationale le 2 mai ».

■ **LÉGISLATIVE PARTIELLE** : les électeurs de la 9<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais sont invités à voter, le 12 mai, à l'élection du successeur de Jacques Mellick, député (PS) démissionnaire (*Le Monde* du 4 mars), indique un décret paru au Journal officiel daté 8-9-10 avril. Un second tour de scrutin pourrait avoir lieu le 19 mai.

## Le Conseil constitutionnel censure partiellement le statut de la Polynésie

LA SPÉCIFICITÉ des territoires d'outre-mer ne saurait les dispenser de respecter les règles fondatrices de la République française. Le Conseil constitutionnel vient de le rappeler séchement en rendant publique, mercredi 10 avril, sa décision sur le statut de la Polynésie française. Son rappel à l'ordre s'adresse clairement à Gaston Flosse, président (RPR) du gouvernement territorial, qui rêvait d'une large autonomie, alors qu'une partie des parlementaires de la majorité avait déjà modéré les ambitions de leur collègue polynésien. Les cinq dispositions que le Conseil a déclarées contraires à la Constitution, comme certaines des sept pour lesquelles il a émis des réserves, portent sur des principes essentiels.

Le droit de propriété est garanti par la déclaration de droits de l'homme. Or le Conseil a estimé que ce serait lui porter atteinte « gravement » que d'accorder au conseil des ministres du territoire la possibilité de contrôler certains transferts de propriété immobilière, et, en conséquence, de

faire jouer un droit de préemption quand il les interdit. Cette même déclaration de 1789 interdit des atteintes « substantielles » aux droits au recours devant les tribunaux. Les gardiens de la Constitution ont estimé que cela aurait été le cas si, comme le prévoyait le statut, certains recours pour excès de pouvoir contre des décisions des autorités territoriales, devaient être déposés dans un délai de quatre mois.

**PRÉSERVER LES LIBERTÉS**

La préservation des libertés a toujours été le souci premier du Conseil constitutionnel, or il a estimé que trois dispositions qui lui étaient soumises y portaient atteinte. D'abord, il était prévu que l'Etat ne gardait compétence qu'en matière de « garanties fondamentales des libertés publiques ». Pour le Conseil, le mot « fondamentales » est de trop, car aucune de ces garanties ne saurait dépendre « des décisions des collectivités territoriales ».

Pour la même raison, il n'a pas accepté que les

autorités locales puissent fixer les règles pénales pour la constatation des infractions à leurs propres règlements. Enfin, il ne pouvait admettre que ce soit le conseil des ministres du territoire, qui désigne les services chargés de recueillir les déclarations d'association, dont la liberté est un des principes fondamentaux de la République.

Le Conseil a tenu à préciser, aussi, que la reconnaissance de la possibilité d'utiliser les langues tahitiennes et polynésiennes ne saurait aller contre le principe inscrit dans la Constitution que le français « est la langue de la République ». Cela veut dire, précise le Conseil, que les services publics, les entreprises privées exerçant une mission, et leurs usagers, devront continuer à utiliser le français. De même les élèves ne pourront être contraints de suivre les cours de langues locales dont l'organisation est rendue obligatoire. Cette précision sera certainement examinée de près en Corse.

Thierry Bréhier

RÉGIONS

## Le quartier parisien du Sentier s'inquiète des risques d'incendie

L'INCENDIE qui a fait cinq morts, dont deux enfants, le 6 avril, dans un immeuble situé 13, rue du Faubourg-Saint-Martin, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, pose, une nouvelle fois, le problème de la sécurité dans le quartier du Sentier. Le sinistre, manifestement d'origine accidentelle, s'est déclaré dans un atelier de confection au deuxième étage de l'immeuble. Cela fait des décennies que les confectionneurs ont pris possession du quartier du Sentier en transformant de vieux appartements en ateliers. Des centaines d'employés coupent et cousent des tissus entreposés à quelques mètres. Les camions qui livrent gênent la circulation.

Situé entre la rue Montmartre, le boulevard de Sébastopol, les Grands Boulevards et la rue Réaumur, le Sentier appartient au 2<sup>e</sup> arrondissement, mais ses activités débordent de plus en plus vers ceux limitrophes (3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>). Selon la préfecture de police, quelque trois mille entreprises - leur nombre varie en fonction des saisons et de la santé de l'industrie du prêt-à-porter - y emploient environ quarante mille personnes. Une bonne partie d'entre elles ignore tout du code du travail et des règles françaises du commerce. C'était d'ailleurs le cas de l'atelier où s'est déclaré l'incendie du 6 avril : il n'était pas inscrit au registre du commerce.

Les locaux sont, eux aussi, en contrevallation avec les règles de sécurité. Installés dans des appartements plus ou moins vétustes, des dizaines de machines à coudre sont connectées sur des installations électriques quelquefois anciennes. Les tissus, colles et plastiques utilisés sont, en outre, de formidables

conducteurs pour la flamme qui se propage dans les structures en bois de ces immeubles.

Les pompiers, les riverains et les élus réclament un peu plus de sévérité dans le contrôle des activités de ce quartier. Les pompiers font valoir que les appartements doivent être équipés de systèmes de sécurité correspondants à l'activité qui s'y déroule ou, sinon, que cette activité y soit interdite.

« A TIRE CLANDESTINE »

En janvier 1995, à la suite d'un incendie qui avait détruit un entrepôt de tissus au 318, rue Saint-Martin, Philippe Masson, préfet de police, avait demandé l'actualisation de l'ordonnance de police du 27 mars 1906 sur les mesures préventives et les secours contre l'incendie, ainsi

qu'un recensement et un contrôle des « activités susceptibles de présenter un risque ».

Ces mesures sont apparemment insuffisantes aux yeux des associations et des élus, qui se font interpellés par les habitants, exaspés par le bruit nocturne des machines à coudre ou les embarras de la circulation. Tony Dreyfus, maire (PS) du 10<sup>e</sup> arrondissement, a écrit à Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, pour lui demander une réunion afin de « recenser les immeubles dont la vétusté met en cause la sécurité des personnes et d'identifier certaines activités exercées "à titre clandestin", dont vos services ou les élus peuvent avoir eu connaissance ».

Trois associations - l'Association des usagers de l'Administration et des services publics (ADUA), Bien

Thierry Bréhier

## Le FLNC-canal historique s'apprête à reconduire sa trêve

BASTIA de notre correspondant

Le FLNC-canal historique, qui respecte une trêve de trois mois depuis le 12 janvier, a fait connaître ses intentions, mardi 9 avril. Selon une procédure inusitée, qui illustre le changement de climat dans la mouvance nationaliste corse (*Le Monde* du 9 avril), un communiqué a été diffusé et authentifié de façon classique et, simultanément, pour la première fois, François Santoni, secrétaire général de la Cimcolta, victime légale du mouvement clandestin, a réuni une conférence de presse pour donner lecture de ce communiqué, reçu, a-t-il expliqué, du FLNC-canal historique.

Il ressort de ce communiqué que le FLNC-canal historique devrait annoncer avant vendredi - soit trois mois jour pour jour après son annonce - la prolongation de la trêve. « Nous réitérons solennellement notre volonté de poursuivre dans la voie de l'apaisement », affirme l'organisation clandestine, en rappelant notamment sa décision d'octobre 1995 « d'un cessez-le-feu sans conditions » dans le but d'arrêter la spirale meurtrière qui a saisi les nationalistes.

Cette initiative n'a, semble-t-il, pas permis de mettre fin aux règlements de comptes puisque deux militants, l'un d'A Cimcolta, l'autre de l'ANC, ont été tués récemment. A ce propos, le FLNC-canal historique déclare : « Même si les assassins, apprentis foyers de la paix, ne sont

qu'une poignée, ils sont parvenus à semer le trouble, en utilisant systématiquement la terreur et le double langage. (...) Notre démarche consiste à combattre nos adversaires politiques, quels qu'ils soient, sur le terrain politique. » Le FLNC-canal historique devrait bientôt préciser les conditions posées à la reconduction de la trêve. De son côté, le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré devait recevoir mercredi les parlementaires corses, les présidents des deux conseils généraux et le président du conseil exécutif de l'île, et, vendredi, les chefs des groupes politiques (y compris les nationalistes) de l'Assemblée de Corse.

Michel Codacci-Pignelli

## 2000 erreurs judiciaires par an. Le diagnostic sans concession de Patrick Devedjian.

Patrick Devedjian

Flammarion



**IMMIGRATION** Henri Cuq, député (RPR) des Yvelines, vient de remettre au premier ministre un rapport sur la situation des foyers de travailleurs immigrés. Le parlemen-

taire propose un « traitement radical » pour réorganiser un système vieux de trente ans. LE DÉPUTÉ dénonce la suroccupation, les « trafics en tout genre » et l'économie

parallèle qui s'y sont développés. Vingt foyers, jugés « en situation critique », devraient être rasés dans les cinq ans, estime-t-il. Les autres devraient être intégrés au parc so-

cial HLM et transformés en « résidences sociales ». ALAIN JUPPÉ a reçu, mardi 9 avril, l'abbé Pierre et Mgr Lustiger pour examiner la situa-

tion des Africains sans papiers expulsés de l'église Saint-Ambroise. Le premier ministre a souhaité que la loi soit appliquée « avec humanité », promettant un examen au cas par cas par l'administration.

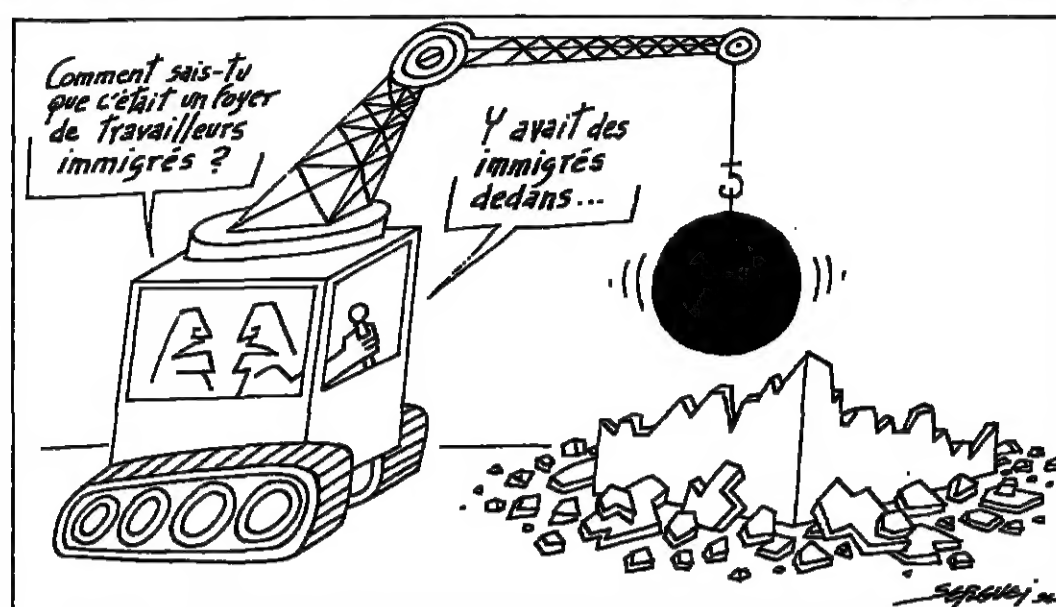
## Un rapport préconise la destruction de foyers de travailleurs immigrés

Vingt centres « en situation critique » devraient être supprimés, estime le député RPR Henri Cuq, dans une étude remise au premier ministre. Le parlementaire dénonce la situation de « non-droit » de ces lieux d'hébergement qui accueillent environ 150 000 personnes

« LA SITUATION des foyers de travailleurs immigrés pose de réels problèmes, sans commune mesure avec leur importance numérique, 140 000 lits répartis entre 700 établissements. » En commençant sa lettre de mission par ce constat, le premier ministre, Alain Juppé, indiquait clairement, le 29 août dernier, la voie à suivre. Nul doute qu'il a dû être comblé par le rapport de soixante-dix pages remis il y a quelques jours par le député (RPR) des Yvelines Henri Cuq.

Sous le titre « Situation et devenir des foyers de travailleurs immigrés », ce document propose en effet un « traitement radical » pour remédier à une situation vieille de trente ans. Retour des foyers dans le droit commun, réorganisation des sociétés gérantes, réduction drastique des subventions publiques, mais aussi contrôles rigoureux des activités, du nombre et de la situation administrative des habitants : le parlementaire propose de bouleverser les pratiques actuellement en vigueur. Mieux, il encourage l'Etat, afin de bien marquer sa détermination, à détruire, dans les cinq ans, vingt foyers « en situation critique », seule possibilité, selon lui, de mettre un terme à une situation jugée particulièrement alarmante.

Henri Cuq n'a en effet pas de mots assez durs pour décrire ce système conçu dans les années 60 pour accueillir les étrangers venus travailler pendant quelque temps en France. Trente ans plus tard, nombre d'entre eux y vivent encore, installés définitivement dans cet univers du provisoire. « Non seulement il n'a pas constitué un creuset d'intégration par l'habitat, mais il a au contraire maintenu dans un isolement identitaire et culturel ses bénéficiaires », écrit-il. Et le député de dénoncer ces « foyers d'Africains noirs qui combinent, à des degrés divers mais toujours à grande échelle, suroccupation, trafics en tout genre, ac-



vités économiques parallèles, drogue, prostitution, problèmes de santé publique (développement du sida, recrudescence de la tuberculose) ».

« Se reconstituent, par ethnies, les villages communautaires, dans des conditions ahurissantes »

Entassement ? Henri Cuq joint à son rapport un tableau relevant des taux de suroccupation allant jusqu'à 300 %, par exemple au foyer Terre-au-Curé, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Economie parallèle ? Il signale les activités des tailleurs, des bijoutiers, ou encore la restauration collective,

comme dans ce foyer parisien où 3 000 repas sont servis chaque jour sans contrôle sanitaire ni déclaration au fisc. Ancien commissaire de police, Henri Cuq ne fournit en revanche aucun exemple pour étayer les graves accusations de trafic de drogue ou de prostitution. Quoi qu'il en soit, conclut-il, « il s'agit de zones de non-droit où se reconstituent, par ethnies, les villages communautaires africains, mais dans des conditions ahurissantes ».

Pour Henri Cuq, le modèle républicain d'intégration est bafoiné non seulement par les résidents, mais également par les gestionnaires, qui ont « abdiqué une part de leur pouvoir en reconnaissant le système tribal africain où les anciens exercent leur autorité sur la communauté ». Un système où l'on vit « à très bon compte », assure-t-il. Repas à 7,50 francs, lit à 450 francs par mois, vêtements confectionnés hors circuit commercial : avec 1 500 francs, un résident peut tenir un mois. « En

regard d'un revenu mensuel de 4 900 francs net (SMIC), il y a possibilité de dégager une épargne de 3 400 francs, transférée au pays d'origine, ce qui ne peut que favoriser un flux d'immigration clandestine », ajoute le député.

Certes, Henri Cuq pointe d'autres carences, comme la baisse régulière des subventions, qu'elles proviennent du Fonds d'action sociale (FAS) ou de la part du « 1 % logement » réservée aux immigrés (lire ci-dessous). Il note également la nécessité de prendre en compte le vieillissement de la population, en particulier d'origine maghrébine, certains foyers étant occupés à 30 % par des retraités. Mais ces considérations, tout comme la réalité des réseaux de solidarité dans les foyers, grâce auxquels le nombre d'Africains sans abri reste aujourd'hui négligeable (Le Monde du 5 avril), sont de peu de poids face à ce que le député pointe comme un danger suprême : le communautarisme.

A ce grand mal, Henri Cuq pro-

pose de répondre par de grands remèdes. Les foyers « sans problèmes » pourront être assimilés au parc social classique. Ils adopteront le statut de « résidence sociale » - procédure largement adoptée par l'organisme public de gestion des foyers, la Sonacotra - et devront préciser s'ils visent des publics installés à titre permanent ou provisoire. Cette mue s'accompagnera d'une « remise en ordre des foyers », afin d'« en finir avec la rente de situation dont bénéficient les résidents par rapport à des locaux sociaux ».

Cette réorganisation s'accompa-

places maximum, les étrangers les plus solvables étant rélogés dans le parc traditionnel. Henri Cuq chiffre ce programme à 700 millions de francs. Une seconde enveloppe de « 500 à 700 millions » devrait en outre être trouvée, sur dix ans, pour la remise à niveau des autres foyers dégradés.

Le député propose de financer cet effort par le redéploiement des aides existantes. Les associations « trop petites » seraient appelées à fusionner, la Sonacotra à abandonner les foyers non rentables et les offices HLM à prendre en gestion directe certains secteurs. Mais

### La liste des lieux menacés

Henri Cuq propose la destruction de vingt foyers et leur remplacement par des petites structures comportant au maximum cinquante lits. Le député (RPR) des Yvelines a classé ces lieux par ordre de priorité : Pinel (Saint-Denis), Fillettes (Aubervilliers), Trois-Territoires (Vincennes), Alençon (Courbevoie), Bara (Montreuil), Rochebrune (Montreuil), République (Epinay), Alouettes (Alfortville), David-d'Angers (Paris-19<sup>e</sup>), Rousseau (Ivry), Alsace-Lorraine (Drancy), Calmette (Aulnay-sous-Bois), Tillier (Paris-12<sup>e</sup>), République (Epinay), Route-du-Port 1 (Gennevilliers), Inkermann (Lyon), Léon-Blum (Villeneuve), Rhin-Danube (Lyon), Flonchon (Lyon), Orléans (Saint-Jean-le-Blanc).

En grande majorité, ces foyers accueillent exclusivement des résidents venus d'Afrique noire. Les foyers Calmette à Aulnay-sous-Bois et Orléans à Saint-Jean-le-Blanc sont majoritairement occupés par des habitants maghrébins.

guera du « démantèlement » des « systèmes d'économie parallèle ». Henri Cuq propose d'exclure des foyers toutes les activités artisanales, commerciales et de restauration illécites, « quitte à les réhabiliter comme filière d'intégration professionnelle ». Il recommande d'« expulser systématiquement » les résidents en situation irrégulière, il encourage l'Etat à procéder à un « accroissement des places en centre de rétention administrative ».

Le député doute cependant de l'efficacité de telles mesures dans certains foyers « en situation critique ». Lorsque les chambres comptent plus de quatre lits - ce qui rend tout contrôle strict de la situation administrative des locataires quasiment impossible - ou que le bâti s'avère trop précaire, il engage le premier ministre à procéder à la destruction pure et simple du foyer. Quinze établissements de la région parisienne, quatre autres situés dans le Lyonnais et un dernier installé dans la banlieue d'Orléans pourraient alors être rasés dans les cinq années à venir (lire ci-contre). Ils seraient remplacés par des résidences sociales de cinquante

surtout, il propose une réduction des crédits de soutien direct. Les aides transitoires au logement, permettant de subventionner les foyers qui ne sont pas aux normes, seraient remplacées par des crédits de droit commun : 230 millions de francs pourraient ainsi être économisés d'ici à l'an 2000. Quant aux aides de « soutien économique » provenant du FAS, elles seraient « raménées à zéro » en cinq à dix ans, ce qui permettrait le redéploiement de 552 millions de francs. En y ajoutant les fonds du « 1 % logement », Henri Cuq table sur une enveloppe disponible dans les dix ans variant de 1,5 à 4 milliards de francs. Pour gérer ce « fonds d'intervention », il propose la création d'une délégation interministérielle à l'intégration des foyers.

Encore faudrait-il qu'Henri Cuq soit entendu. Il y a selon lui « urgence ». Mais, comme le signale le député des Yvelines, « les très nombreux rapports que les pouvoirs publics ont commandités sur le sujet n'ont jamais été exploités pour définir, afficher et mettre en œuvre une politique ». Le débat qui s'annonce autour des projets gouvernementaux de modification de la loi de 1993 sur l'immigration pourrait fournir à Alain Juppé l'occasion de s'occuper des foyers.

Nathaniel Herzberg

### Le dévoiement progressif du « 1/9 » pour le logement des étrangers

LE DÉPUTÉ RPR des Yvelines met l'accent dans son rapport sur le dévoiement progressif de l'utilisation des fonds dits du « 1/9 » immigrés ». Depuis 1975, cette fraction de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) - le « 1 % logement » - est censée être réservée à des actions spécifiques pour le logement des populations étrangères. Ces fonds, estime Henri Cuq, « ne jouent plus leur rôle. Ils étaient conçus pour développer les investissements de capacité, en appartements ou en foyers, au profit des immigrés ». Aujourd'hui, poursuit-il, ils ne font que « compléter à la marge des plans de financement d'opérations qui se seraient réalisées de toute façon, où le nombre de bénéficiaires immigrés reste, de ce fait, très minime ».

Principales accusées, les lois de déconcentration ont fait basculer, en 1983, la gestion de ce « 1/9 » - 830 millions de francs en 1996 - à 85 % dans les mains des préfets. La Commission nationale pour le logement des immigrés (CNLI), créée en 1976 pour coordonner le dispositif, ne veille plus, aujourd'hui, que sur l'utilisation des 15 % restants.

#### « DILUTION » DES FONDS

En fait, anticipant sur la loi Beson du 31 mai 1990 sur le droit au logement, les pouvoirs publics ont, dès 1988, pris acte de la « dilution » de ces fonds. Une part importante de la fraction du « 1/9 » gérée nationalement par la CNLI (124,5 millions de francs en 1996) est toujours consacrée à la reconstruction des foyers. Mais sa part déconcentrée, gérée par les préfets, cible désormais une po-

pulation plus large, puisqu'elle doit, selon les instructions officielles, bénéficier « sans exclusion » à toutes les populations démunies.

Ainsi les fonds collectés auprès des entreprises, théoriquement destinés au logement des travailleurs immigrés et de leurs familles, ont-ils largement contribué à la réalisation du plan « 10 000 logements d'urgence » conduit par le gouvernement en 1995. Le « 1 % logement » a contribué au financement de 2 167 places en résidences sociales et de 1 390 logements d'urgence ou d'insertion, pour un montant total de 215 millions de francs. Sur cette somme, 137 millions (soit 63 %) ont été prélevés sur les fonds du « 1/9 ». 82 % des opérations financées de cette façon l'ont été en Ile-de-France, dont un tiers à Paris intra-muros.

La « dilution » des fonds réservés au logement des immigrés apparaît donc bien réelle, même si les pouvoirs publics n'ont jamais officiellement assumé ce changement de cap. Créée au milieu des années 70, au moment où les demandes de logement des immigrés changeaient radicalement de nature - passant du foyer de travailleur isolé au logement de droit commun -, cette ponction sur le « 1 % logement » n'a sans doute, comme le suggère le député des Yvelines, que très partiellement atteint son but. La contribution massive du « 1/9 » au plan gouvernemental pour le « logement d'urgence » paraît bien entériner l'abandon de toute politique spécifique à destination des immigrés.

Christine Garin

### Sonacotra et HLM

● Gestion des foyers. Les 710 foyers de travailleurs migrants (dont 253 sont situés en Ile-de-France) hébergent environ 150 000 personnes. La moitié est gérée par la Sonacotra, l'autre moitié par des associations spécialisées.

● Parc social. 28 % des ménages dont le chef de famille est étranger occupent une habitation à loyer modéré (HLM). Ils résident en majorité dans des quartiers où plus du tiers des ménages sont immigrés. Les foyers algériens et marocains sont respectivement 46 % et 48 % à vivre dans le parc social, les turcs

51 %, les ménages originaires d'Afrique noire, 31 %.

● Conditions de logement. A l'intérieur du parc HLM, environ la moitié des ménages originaires de Turquie, d'Algérie, du Maroc et d'Afrique noire (contre 11 % des ménages français) peuvent être considérés comme « très mal logés », selon une étude de l'Institut national d'études démographiques (INED) de juillet 1995. En Ile-de-France, un tiers des familles originaires d'Afrique noire vivent à plus de trois personnes par pièce, les deux tiers à plus de deux personnes par pièce.

## La loi sera appliquée « avec humanité » aux Africains sans papiers

LE MOT « régularisation », tabou pour tout gouvernement revendiquant la fermeté à l'égard de l'immigration, ne sera pas prononcé. Mais les dossiers des Africains sans papiers ballottés d'asile en refuge depuis leur expulsion de l'église Saint-Ambroise, le 22 mars, devraient pouvoir être soumis par les associations humanitaires à l'administration chargée d'« appliquer la loi avec humanité ». Tel est, en tout cas, le message délivré par Alain Juppé lors de son entretien, mardi 9 avril, avec l'abbé Pierre et le cardinal Lustiger (Le Monde du 10 avril).

La discrétion qui a entouré cette rencontre, ou tout au moins ce qui s'y est dit, traduit le souci du gouvernement de décrire la situation sans pour autant apparaître comme ouvert aux revendications de « clandestins ». Le premier ministre aurait ainsi évoqué un « processus d'humanisation et non de régularisation ». Ce vocabulaire diplomatique signifierait l'examen, au cas par cas, des situations des Afri-

cains sous l'égide des associations, qui s'engageraient à respecter des consignes de retenue. Ce type de procédure fonctionne depuis des années, à la manière d'une soupe de sécurité, pour les situations humaines particulièrement dramatiques. Mais il s'était fait plus rare ces derniers temps, du fait de pratiques gouvernementales de plus en plus restrictives.

Il n'est donc pas question de régulariser globalement telle ou telle catégorie d'immigrés sans papiers, mais d'examiner, au cas par cas, la situation des Africains expulsés de Saint-Ambroise, notamment de ceux qui, présents de longue date en France, sont menacés de reconduite à la frontière alors que leurs enfants sont inextinguibles. Mgr Lustiger et l'abbé Pierre auraient ainsi obtenu l'assurance que la médiation assurée par le Secours catholique et SOS-Racisme pour les quelques familles abritées par la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, à Paris, soit étendue aux trois cents Africains réfu-

giés jusqu'à mercredi à la Cartoucherie de Vincennes sous la protection d'autres associations (Droits devant !, Cimade, Gisti, Fasti, Ligue des droits de l'homme, MRAP, Emmaüs France, Fondation abbé Pierre, Pastorale des migrants, Médecins du monde).

#### « DÉROGATIONS ACCEPTABLES »

Selon l'archevêché, une dizaine de dossiers ont déjà pu être présentés à l'administration par le Secours catholique et SOS-Racisme. Le premier ministre aurait donné l'assurance à ses visiteurs que les étrangers ainsi repérés ne seraient pas interpellés dans le cas où leur dossier serait finalement jugé irrégulier. De leur côté, les vingt-cinq « sages » qui ont proposé de servir de médiateurs n'avaient pas reçu, mercredi matin, de réponse officielle à leur proposition. Ils pourraient néanmoins être appelés à la rescousse pour présenter des dossiers que les associations préparent depuis des jours.

« Mon espoir est que le gouverne-

ment se rende compte que cette situation ne peut plus durer, nous a déclaré Stéphane Hessel, ambassadeur de France et porte-parole du collège de médiation. Nous n'avons pas l'intention de faire plus de chahut que nécessaire : il s'agit simplement de trouver une solution humaine, ce qui nécessite un peu de mou de part et d'autre. Dans certains cas, la régularisation est compatible avec la loi ; dans d'autres, il faut trouver des dérogations acceptables pour raisons humanitaires. Et même si l'on est obligé de recourir à des départs, il y a une manière humaine de le faire. »

En attendant, les familles qui avaient été expulsées de l'église Saint-Ambroise puis du gymnase Japy, et qui sont actuellement hébergées à la Cartoucherie de Vincennes, devaient plier bagage, comme convenu avec Ariane Mnouchkine, la directrice du Théâtre du Soleil, mercredi 10 avril, vers un autre refuge.

Philippe Bernard



صكنا من الاعمال

## Le président du conseil général de Belfort veut publier le dossier Gigastorage sur Internet

Christian Proust estime que le secret de l'instruction se retourne contre lui

Le président du conseil général du Territoire de Belfort, Christian Proust (MDC), a annoncé, mardi 9 avril, son intention de publier sur le réseau

Internet le dossier d'instruction de l'affaire Gigastorage. Mis en examen pour escroquerie, placé en détention provisoire pendant quinze

jours, M. Proust estime que le secret de l'instruction « se retourne contre la présomption d'innocence ».

MIS EN EXAMEN le 15 mars pour escroquerie dans l'affaire Gigastorage, placé en détention provisoire pendant quinze jours, le président du conseil général du Territoire de Belfort, Christian Proust, a décidé de publier le dossier de l'instruction sur Internet. « Les plus de 500 feuillets seront chargés d'ici à la fin de la semaine, a-t-il déclaré. Le secret d'instruction se retourne contre moi et contre la présomption d'innocence: je souhaite donc démontrer qu'il n'y a pas d'éléments dans le dossier pouvant justifier mon incarcération. » Le serveur « un serveur étranger, à haute capacité de connexion » accueillera en outre des « informations civiques visant à aider les Français à connaître leurs droits face à la justice ».

Cette initiative pose une nouvelle fois le problème du secret de l'instruction. Rédigé en 1957 par un célèbre avocat devenu député, Jacques Isorni, l'article 11 du code de procédure pénale précise que « sans préjudice des droits de la défense », la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète. Le silence ne s'impose cependant pas de la même manière à tous les acteurs de la procédure: les juges d'instruction, les greffiers, les experts et les officiers de police judiciaire y sont strictement soumis tandis que les mis en examen, les témoins, les parties civiles et les journalistes sont libres de s'exprimer. En tant

que mis en examen, Christian Proust n'est pas tenu au silence mais en publiant le dossier, il pourrait s'exposer à des poursuites pour « révéler » de violation de l'instruction.

Ces procédures, pour lesquelles la justice doit établir que la violation a été commise par une personne soumise au secret, aboutissent lors de la mort de Jacques Mesrine.

Le geste de Christian Proust pose également le problème de l'accès, pour le mis en examen, à son dossier d'instruction. Aux termes du code de procédure pénale, les avocats peuvent se faire délivrer une copie du dossier « pour leur usage exclusif et sans

avocats travaillent en concertation étroite avec leurs clients. Pour l'avoir fait, un avocat nicois avait cependant été condamné, le 24 février 1995, à un an d'interdiction d'exercer par la cour d'appel d'Aix-en-Provence avant d'être gracié par le président Mitterrand.

### LES MAGISTRATS RÉAGISSENT

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

Arme Chemin

tissant très rarement. De mémoire de magistrat, on ne se souvient que d'une condamnation: prononcée en 1990 par la cour d'appel de Paris, elle visait l'hebdomadaire Paris-Match et le magazine Photo, qui avaient publié des clichés du cadavre de la jeune fille assassinée par « le Japonais cannibale » et des images

magistrats qui ont bien mieux à faire, et cela n'enlève pas un gramme d'héroïne sur le marché de la drogue. » Comme les trois autres avocats de la défense, il craint, vendredi, à l'heure du verdict, « un effet d'annonce et des condamnations démesurées ».

Sur le fond de l'affaire, l'accusation reconnaît que les prises de drogue effectuées dans le cadre de ce dossier sont plutôt modestes, mais insiste sur l'organisation de ce réseau international « cloisonné et structuré » qui, en 1993 et 1994, écoulait principalement sur le Gard et la Vaucluse 5 kilos d'héroïne chaque mois. Poursuivi pour importation illicite de produits stupéfiants en bande organisée, les six accusés, âgés de vingt à quarante et un ans, présentent pour la plupart un casier judiciaire vierge et n'ont aucun passé de toxicomane.

Richard Benguigui

## Cinq trafiquants de drogue comparaissent devant une cour d'assises spéciale du Gard

NOMES

Le procès de cinq Marocains et d'une Italienne soupçonnés d'avoir mis en place un trafic d'héroïne entre les Pays-Bas et le midi de la France s'est ouvert mardi 9 avril devant une formation spécialisée de la cour d'assises du Gard composée de sept magistrats professionnels. Cette audience est l'une des premières en France depuis l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale criminalisant certaines infractions à la législation sur les stupéfiants.

Dans l'ancien code pénal, les infractions sur les stupéfiants étaient des délits (soumis donc au tribunal correctionnel). Théoriquement, les peines correctionnelles n'excédaient pas dix ans, mais certaines infractions, notamment le trafic, pouvaient être punies de vingt ans d'emprisonnement (quarante en récidive). Ce qui

était assez incohérent: certains crimes jugés par des cours d'assises entraînaient des peines moins graves que les délits qui étaient jugés en correctionnelle. Pour rétablir l'échelle des peines, depuis le nouveau code pénal de 1994, les infractions à la législation sur les stupéfiants les plus graves (notamment le trafic en bande organisée) sont devenues des crimes jugés par des cours d'assises spéciales.

LA CRAINTE D'UN EFFET D'ANNONCE Pour l'avocat général Christian Pasta, « le législateur a voulu, en alourdissant éventuellement les peines prononcées, dissuader les trafiquants ». Cet avis n'est pas partagé sur les bancs de la défense: « Ce procès est une première et je pense une dernière, commentait avant l'audience M. Jean-Robert Phung, du barreau de Montpellier. C'est un non-sens économique et juridique. Ce procès va mobiliser durant quatre jours sept

magistrats qui ont bien mieux à faire, et cela n'enlève pas un gramme d'héroïne sur le marché de la drogue. » Comme les trois autres avocats de la défense, il craint, vendredi, à l'heure du verdict, « un effet d'annonce et des condamnations démesurées ».

Sur le fond de l'affaire, l'accusation reconnaît que les prises de drogue effectuées dans le cadre de ce dossier sont plutôt modestes, mais insiste sur l'organisation de ce réseau international « cloisonné et structuré » qui, en 1993 et 1994, écoulait principalement sur le Gard et la Vaucluse 5 kilos d'héroïne chaque mois. Poursuivi pour importation illicite de produits stupéfiants en bande organisée, les six accusés, âgés de vingt à quarante et un ans, présentent pour la plupart un casier judiciaire vierge et n'ont aucun passé de toxicomane.

Richard Benguigui

## L'affaire du sang contaminé devant la chambre d'accusation

PRÉSIDÉE par M<sup>me</sup> Elizabeth Ponroy, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris devait examiner, mercredi 10 avril, les nullités de procédure invoquées par les personnes mises en examen dans le deuxième dossier de l'affaire du sang contaminé, ouvert en 1994 sous la qualification

d'empoisonnement. Le premier dossier, ouvert en 1988 sur le délit de « tromperie », avait été renvoyé le 13 juillet 1993 avec la condamnation par la cour d'appel de Paris du docteur Michel Garretta à quatre ans de prison et du docteur Jean-Pierre Allain à une peine de deux ans d'emprisonnement. Le professeur Jacques Roux était condamné à trois ans de prison avec sursis et le quatrième prévenu a bénéficié d'une amnistie. Ces peines sont devenues définitives quand la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, le 22 juin 1994, le pourvoi formé par le docteur Allain.

Dans cet arrêt, les juges supérieurs estimaient qu'il s'agissait bien de tromperie mais, selon l'analyse faite par Christian Le Guénec, président de la chambre criminelle, il n'était pas possible d'exclure le crime d'empoisonnement « susceptible de poursuites séparées ». Pour la première fois sans doute, un arrêt de rejet ne mettrait pas fin à la procédure, laissant ainsi la porte ouverte à de nouvelles poursuites.

L'instruction, actuellement menée par le juge parisien Odile Bertella-Geoffroy, a pris une dimension considérable. A la contamination des hémophiles, sont venus s'ajouter la contamination de certains transfusés et les retards dans la mise en place du test de dépistage avant les dons de sang. Quatorze personnes ont été mises en examen: les salariés du

Centre national de transfusion sanguine Michel Garretta, Jean-Pierre Allain, Bahman Habibi et Gérard Jacquin; les conseillers des ministres Claude Weisselberg, François Gros, Charles-Henri Filippi, Louis Schweltzer et Patrick Baudry; les membres de la direction générale de la santé Jacques Roux, Jean-Baptiste Brunet, Marie-Thérèse Pierre; l'ancien directeur du Laboratoire national de la santé Robert Netter; enfin le magistrat mis en examen la semaine dernière Jean Weber, ancien PDG de la firme Diagnostics Pasteur (Le Monde daté 7-8 avril).

NOMBREUSES MISES EN EXAMEN Pour ne pas tomber dans la même ornière que le premier juge d'instruction, qui s'était limité à quatre inculpations, la logique voudrait que les investigations de M<sup>me</sup> Bertella-Geoffroy se poursuivent maintenant en direction des responsables des centres de transfusion qui ont continué à collecter du sang dans les zones à haut risque - et notamment en milieu carcéral - malgré une circulaire de la direction générale de la santé relative à la mise en place d'une sélection des donneurs. Le magistrat pourrait également s'intéresser aux responsabilités éventuelles des médecins prescripteurs. A terme, le dossier pourrait donc comporter un nombre énorme de mises en examen. Mais il s'agit d'un colosse aux pieds d'argile, car la qualification criminelle d'em-

poisonnement présente des difficultés d'application en l'absence de tout élément intentionnel. Par ailleurs, MM. Garretta, Allain, Roux et Netter ont déjà été jugés pour les mêmes faits sous une qualification différente.

A l'audience de la chambre d'accusation, les avocats vont tenter de faire annuler la procédure en invoquant principalement l'autorité de la chose jugée et l'impossibilité de conserver une qualification d'empoisonnement qui a été rejetée par toutes les juridictions saisiées dans le premier dossier. Dans cette affaire, le parquet général montre un certain embarras: il contourne l'obstacle de la qualification en estimant que ce litige ne pourra être tranché qu'avec le fond de l'affaire. Pourtant, le parquet s'est toujours prononcé contre l'empoisonnement, que ce soit à l'instruction, devant le tribunal et devant la cour d'appel. Seul l'avocat général de la chambre criminelle avait soutenu l'empoisonnement en demandant la cassation de l'arrêt, qui lui fut d'ailleurs refusée.

Onze ans après les faits, la chambre d'accusation est à nouveau saisie d'une affaire apparemment interminable alors que la Cour de justice de la République continue d'instruire sur les responsabilités imputables à Edmond Hervé, Georgina Dufoix et Laurent Fabius.

Maurice Peyrot

## Jacques Toubon réclame « des sanctions exemplaires » pour les mutins de Dijon

SIX DES SEPT DÉTENUÉS de la maison d'arrêt de Dijon (Côte-d'Or) considérés comme les principaux meneurs de la mutinerie qui a dévasté la prison dimanche 7 avril, ont comparu mardi 9 avril devant le tribunal correctionnel de la ville. Celui-ci a reporté l'audience au 24 avril. Le vice-président du tribunal a estimé nécessaire d'obtenir un complément d'information dans ce dossier, comme le réclamaient les avocats des prévenus. Le septième détenu ayant fait partie des meneurs devait comparaître ultérieurement devant un tribunal pour mineurs.

Trois gardiens de prison molestés durant la mutinerie se sont constitués partie civile ainsi que l'administration pénitentiaire. Le garde des sceaux, Jacques Toubon, a déclaré avoir « donné toutes instructions utiles au ministère public pour que des sanctions exemplaires soient requises à l'encontre des meneurs ». Pour sa part, le directeur de l'Administration pénitentiaire, Gilbert Aizbert, a souligné « qu'en l'état actuel de l'enquête rien ne permet d'imputer directement cet événement à une surpopulation de l'établissement ».

## Quatre mille nouvelles places de prison pourraient être gérées par le privé

LA GESTION des quatre mille nouvelles places de prison prévues par le Programme pluriannuel pour la justice pourrait être confiée au secteur privé, comme l'ont été la plupart des prisons du « plan 13 000 »: telle est « l'option préférentielle » exprimée mardi 9 avril aux syndicats de l'administration pénitentiaire par le directeur de l'AP, Gilbert Aizbert. Le Programme pluriannuel pour la justice prévoit l'affectation de 2,1 milliards de francs pour construire d'ici à la fin du siècle 4 390 places de détention et 1 200 places de semi-liberté. Avec la fermeture de huit établissements, il résultera la création nette de 3 002 places. Sur les vingt-cinq établissements du programme « 13 000 », vingt et un fonctionnent depuis leur mise en service, entre 1990 et 1992. La délégation de gestion concerne le travail pénal, l'alimentation, la maintenance, l'entretien des locaux, sous le contrôle de l'Etat, l'AP conservant ses fonctions régaliennes de direction des établissements, surveillance des détenus et tenue des greffes. L'Union syndicale pénitentiaire (USP) a « émis les plus grandes réserves » sur ce probable nouvel appel au secteur privé.

■ JUSTICE: la famille Mitterrand vient de saisir le tribunal de Paris d'une assignation contre les éditions Plon et le Dr Claude Guibler, éditeur et auteur du *Grand Secret*. La date d'audience n'est pas encore connue mais le tribunal devrait vraisemblablement se prononcer définitivement « sur le fond » de l'affaire en septembre. Le 13 mars, la cour d'appel de Paris avait confirmé l'interdiction de diffuser le livre, prononcée par le juge des référés le 18 janvier, en indiquant à la famille Mitterrand qu'elle avait un mois pour saisir un juge du fond.

■ Onze Kurdes proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont été placés en garde à vue, mardi 9 avril à Paris, sur commission rogatoire du juge parisien Jean-François Ricard, spécialisé dans les dossiers antiterroristes, qui instruit un dossier sur des extorsions de fonds dans les milieux kurdes. Interpellés à Paris et en banlieue, ils sont soupçonnés de s'être livrés à des actions violentes au préjudice de membres de la communauté kurde en France.

■ IMMIGRATION: dix-neuf Kurdes en situation irrégulière ont été interpellés par les gendarmes et placés en garde à vue, mardi 9 avril, dans l'Ain et en Saône-et-Loire. Voyageant en deux groupes distincts, certains étaient détenteurs de papiers d'identité libellés en arabe et auraient, d'après leurs premières déclarations, quitté l'Irak pour l'Allemagne avant de venir en France.

■ DROGUES: le professeur Roger Henrion a réaffirmé, mardi 9 avril, sa position en faveur d'une dépenalisation de l'usage des drogues, lors d'une table ronde organisée par l'Association Médecins du monde. Le professeur Henrion avait précédé une commission de réflexion sur les toxicomanies, qui avait conclu, en février 1995, à la nécessité de supprimer le délit d'usage de stupéfiants. « En Hollande, il a fallu quatre ans, entre 1988 et 1992, pour commencer à faire rentrer dans les faits des conclusions de commissions sur la toxicomanie. Il nous reste donc à peu près trois ans », a déclaré M. Henrion.

■ EDUCATION: le père d'un élève du collège-lycée Notre-Dame de Bétharram, un établissement privé de Lestelle-Bétharram (Pyrénées-Atlantiques) a déposé une plainte pour coups et blessures. Le plaignant assure que son fils a été victime en 1995 d'une « claque » de la part du surveillant général qui a occasionné une perte auditive de 40 %, puis d'une « punition moyennageuse » en décembre de la même année. Le jeune homme a dû rester pendant une heure sur le peron, vêtu simplement d'un tee-shirt, d'un slip et de sandalettes alors que la température était proche de zéro. Selon les gendarmes, les faits ne sont pas contestés par le collège, un établissement réputé qui accueille notamment un enfant du ministre de l'éducation nationale, François Bayrou.

■ ATTENTAT: un engin explosif a été découvert devant une permanence du Front National à Pau, mardi 9 avril, et désamorcé par les démineurs. L'engin était un extincteur équipé d'une mèche lente et contenant un mélange à base de chlorate de soude. Aucune revendication n'a été trouvée sur place.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Dominique Carbonnier

Estimant avoir été injustement mis en cause dans des articles consacrés à l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) (Le Monde daté 17 et 18-19 février), Dominique Carbonnier nous demande de bien vouloir publier le texte suivant:

L'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) a démenti mercredi 21 février les informations publiées par Le Monde, daté du 17 février, selon lequel l'ARC aurait passé des conventions financières avec CDA Consultant, une société qui, selon le quotidien, collaborait « avec des publications de collectivités locales de toutes tendances ».

La société CDA Consultant, précise l'ARC dans un communiqué, a effectué pour l'Association pour la recherche sur le cancer des prestations de communication, notamment la réalisation de films et la préparation d'émissions télévisées, mais « n'a pas été amenée à faire

insérer pour l'ARC des encarts publicitaires dans les publications des collectivités locales ».

Selon le communiqué, avant de parvenir à cette conclusion, M. Dominique Carbonnier, « le gérant de CDA Consultant et des experts comptables mandatés par l'ARC ont examiné l'ensemble des prestations effectuées par la société CDA pour l'ARC de 1984 à 1995 ». Joint par l'APF, le directeur délégué de l'Association, Thierry Herceud, a précisé que « tout a été épluché pendant plus de dix heures », « Les deux parties disposent des mêmes données comptables », indique encore le communiqué. A la suite des informations du Monde, M. Carbonnier, par ailleurs ancien membre du comité central du RPR, avait déclaré au quotidien Le Parisien-Aujourd'hui qu'il ne caillait pas « ses sympathies gauchistes » et qu'il n'avait « jamais acheté de pages de publicité dans des journaux municipaux ».

reconnus en « rés-  
» ALAIN LUPPE a  
le Pabbé Pierre et  
examiner la situa-  
en 1993, papiers ex-

## travailleurs immigrés

une étude remise au premier ministre  
peuvent environ 150 000 personnes

### à liste des lieux menacés

« L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

« L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

« L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

« L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

## anité aux Africains sans papier

« L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estime que la publication du dossier Gigastorage sur Internet « a pour but de déstabiliser l'institution judiciaire locale ». « Si M. Proust met l'intégralité du dossier, il livre des informations confidentielles, comme les noms et les adresses des témoins, ce qui, dans un contexte aussi passionnel, est très malsain, remarque le secrétaire général, Valéry Turcay. S'il retire certains PV, quelle est la valeur probante de cette publication? » Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) insiste pour sa part sur « l'urgence de l'omnipotence du secret de l'instruction ». « Ce dossier montre que la procédure actuelle manque cruellement de moments publics où la défense et l'accusation peuvent échanger leurs arguments de manière contradictoire », explique le secrétaire général, Jean-Claude Bouvier. L'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) ne souhaite pas s'exprimer.

### ADMISSIONS PARALLÈLES dans les GRANDES ÉCOLES de GESTION

Passerelle  
Bac+2  
Profil  
Tremplin  
ESC Lyon  
Bac+3  
HEC-ESCP-ESC  
Sciences-Po  
Bac+4  
ESSEC  
Toutes informations  
IPESUP  
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004  
43.25.63.30 3615 IPESUP  
BESONNEMENT SUPERIEUR PRIVE (M. 29.50)



## Les jeunes sont de plus en plus tributaires des aides que leur fournissent leurs familles

La solidarité entre générations représente 135 milliards de francs

Selon l'Insee, les jeunes dépendent toujours plus des aides que leur versent parents et grands-parents. La difficulté de trouver un

emploi stable et d'acquies une autonomie financière explique une bonne partie des 100 milliards de francs que reçoivent les descendants.

Toutefois, cette solidarité familiale, qui profite surtout aux milieux aisés, amplifie les inégalités sociales entre jeunes.

LES JEUNES ADULTES sont les principaux bénéficiaires de la solidarité familiale. Avec l'allongement de la durée des études et les difficultés à s'insérer durablement dans le monde du travail, les jeunes ont de plus en plus de mal à être autonomes financièrement. En étudiant de près les flux de la solidarité familiale, l'Insee met en exergue combien ils sont désormais tributaires de leurs aînés.

Dans une enquête rendue publique mercredi 10 avril, les experts de l'Institut de la statistique évaluent à 135 milliards de francs le montant des aides entre membres de la même famille pour 1995. La très grande majorité de ces mouvements financiers, 100 milliards de francs, s'exerce des ascendants vers les descendants, c'est-à-dire des parents aux enfants et des grands-parents aux petits-enfants. Ce montant est loin d'être négligeable. A titre de comparaison, il représente la moitié du montant annuel (200 milliards de francs) des héritages et des donations.

Le temps où la vieillesse était synonyme de pauvreté est définitivement enterré. D'ailleurs, les transferts destinés aux ascendants sont très faibles. Ils sont estimés à 10 milliards de francs par an et concernent des personnes très âgées soutenues par leurs enfants d'âge intermédiaire. Car généralement, aujourd'hui, ce sont les plus jeunes qui ont besoin de leurs pa-

rents et grands-parents pour vivre. C'est autour de 40 ans que la situation se renverse. De bénéficiaire d'aide familiale, on devient donateur.

Les donateurs sont mis à contribution à deux périodes de leur vie : vers 50 ans, lorsque les enfants quittent le domicile familial, puis plus tard, vers 80 ans. Les ménages consacrent alors près de 12 % de leurs revenus à des dons pour leurs descendants. Autour de la cinquantaine, un ménage ne donne pratiquement rien à son entourage tant que les enfants n'ont pas quitté le foyer. En revanche, l'année du départ d'un enfant, les parents déboursent en moyenne 18 000 francs, la moitié en espèces, le reste en nature sous forme d'un logement ou d'une voiture.

Globalement, les trois quarts des aides sont fournies en espèces. Il s'agit avant tout de dons occasionnels. Chaque mois, un ménage sur six fait en moyenne un cadeau de 500 à 5 000 francs. Le versement régulier d'une somme d'argent ne concerne qu'une population restreinte d'un ménage sur dix pour un montant moyen annuel de 14 000 francs. Un ménage sur six offre des aides en nature au cours d'une année pour un montant moyen de 9 000 francs par donateur. Ces aides sont très diverses et peuvent correspondre à la mise à disposition d'un logement, au paiement d'une assurance ou encore

consistent en un cadeau important comme l'achat d'une automobile, de meubles, d'appareils électroménagers, d'équipement audiovisuel ou de vêtements. Autre modalité d'entraide familiale : le financement d'un voyage ou des études.

Les dons représentent 13 % du revenu d'un ménage de moins de 40 ans lorsque ce dernier est issu d'un milieu cadre contre 4 % s'il est issu d'un milieu ouvrier

Pour l'Insee, « les aides financières réduisent l'écart qui s'est creusé entre jeunes et moins jeunes depuis une vingtaine d'années ». Depuis 1975, en effet, les ménages qui s'installent n'arrivent plus à avoir le même niveau de vie que leurs parents. Toutefois, la fonction redistributive de ces aides familiales n'est pas assurée car les

jeunes les plus aidés ne sont pas ceux qui en ont le plus besoin. L'exemple des étudiants est particulièrement frappant : ceux qui disposent d'un logement indépendant appartiennent aux ménages les plus aidés. En moyenne, ils reçoivent 4 000 francs par mois de leur famille, la moitié en nature, l'autre moitié en espèces. Cette somme s'ajoute à leurs revenus propres, environ 2 800 francs mensuels perçus sous forme de salaire, d'allocation-logement ou de bourse d'études. Au total, ils perçoivent donc environ quelque 7 000 francs par mois pour vivre et font donc partie des étudiants les plus aisés.

De la même façon, les enfants de cadres reçoivent plus d'aides que les autres. Les dons représentent 13 % du revenu d'un ménage de moins de 40 ans lorsque ce dernier est issu d'un milieu cadre contre 4 % s'il est issu d'un milieu ouvrier. « Or, ajoute l'Insee, les enfants de cadres réussissent déjà mieux leur vie professionnelle que les autres, leur niveau de vie initial étant supérieur d'environ 30 % à la moyenne. »

Au total, la solidarité familiale permet de réduire l'écart entre générations au sein d'une même catégorie sociale mais accentue les écarts entre les jeunes issus de milieux favorisés et les autres.

Michèle Aulagnon

## L'ancien PDG du Comptoir des entrepreneurs soupçonné de délits d'initiés

Jean-Jacques Piette a été mis en examen

PRÉSIDENT du Comptoir des entrepreneurs (CDE) de 1990 à 1993, Jean-Jacques Piette, qui a été mis en examen en avril 1995 par le juge d'instruction Jean-Pierre Zanotto pour comptes inexacts, délits d'initiés et abus de biens sociaux, pourrait voir son dossier s'alourdir un peu plus dans les prochains jours.

C'est à la suite de deux rapports de la Commission des opérations de bourse (COB) qu'une information judiciaire avait été ouverte par le parquet de Paris en mars 1994. Ceux-ci révélaient diverses opérations frauduleuses sur les titres du Comptoir à la fin de l'année 1992, quelque temps avant la suspension de la cotation - en février 1993 - de l'institution, spécialisée dans le financement de l'immobilier.

Trois autres mises en examen avaient été signifiées à l'époque : celles de Paul Paclot, ancien président de la Bred et administrateur du Comptoir de 1988 à 1994, de son fils Lok Paclot, ex-PDG de la Fidinvest, une société familiale spécialisée dans le négoce des titres, et de Francesco Cesari, patron de la société Claba au travers de laquelle plusieurs opérations immobilières douteuses ont été réalisées. Des commissions rogatoires internationales ont été lancées, au Luxembourg et en Suisse. Elles concernent des achats et des ventes de titres du Comptoir.

Babette Stern

L'une de ces manipulations porte sur l'achat et la revente de 250 000 actions dont la plus-value a été portée sur un compte ouvert par Jean-Jacques Piette à la Bred Internationale, au Luxembourg. Une autre opération porte sur 200 000 titres qui auraient dégagé une plus-value de 2,1 millions de francs et qui a été réalisée via la banque Pasche de Genève.

### OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

Ancien conseiller technique de Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat de 1981 à 1984, Jean-Jacques Piette est devenu directeur du Comptoir des entrepreneurs en 1984, puis son président en 1990. Il a entraîné le Comptoir dans diverses opérations immobilières qui allaient provoquer sa quasi-faillite. Une première opération de « défaillance » (sortie d'actifs) de 9 milliards de francs a dû être organisée en 1994. Elle fut pilotée du Trésor par Thierry Aulagnon. Une seconde défaillance s'est avérée nécessaire en 1995. Elle porte sur 7 milliards de francs d'encours douteux.

On prête également à Jean-Jacques Piette la présentation de comptes inexacts et un certain nombre de financements à connotation politique. Des mises en examen supplémentaires pourraient être prononcées dans les prochains jours par le juge Zanotto.

### CARNET

#### DISPARITIONS

## Georges Gêret

Un excellent « second rôle »

LE COMÉDIEN Georges Gêret, ami proche d'Yves Montand et de Lino Ventura, est mort des suites d'un cancer, dimanche 7 avril, à Paris, à l'âge de soixante et onze ans.

Considéré comme un très bon second rôle, Georges Gêret a joué dans plus de cent cinquante films et pièces de théâtre, partageant sa carrière entre la France et l'Italie. Au cinéma, il tourne dans *L'insoumis* (1964) d'Alain Cavalier (avec Alain Delon), *La Métamorphose des cloportes* (1965) de Pierre Granier-Deferre, *Roger La Honte* (1966) de Ricardo Freda, *Les Uns et les Autres* (1980) de Claude Lelouch. C'est pour ses rôles de « dur » ou de méchant que Georges Gêret était surtout connu du public. Mais il fut également une figure familière des films de Luis Buñuel (*Journal d'une femme de chambre*, 1963), d'Henri Verneuil (*Week-end à Zuydcoote*, 1964), de Pierre Tchernia (*La*

*Gueule de l'autre*, 1979), ou encore de Georges Lautner (*La Grande Sauterelle*, 1967, et *Le Guignolo*, 1980). C'est d'ailleurs ce dernier qui lui offrit son ultime rôle au cinéma, en 1992, dans *L'Inconnu dans la maison*.

Georges Gêret a également été un excellent comédien de théâtre. De 1959 à 1963, il a travaillé au TNP aux côtés de Jean Vilar. On le voit notamment dans *L'Otage*, de Paul Claudel, des pièces de Bertolt Brecht ou de Molière. Mais aussi dans plusieurs productions à la télévision, comme *Le Secret des temples*, *L'Enfance de Thomas Edison*, *Le Chevalier de Maison-Rouge*, ainsi que *Les Misérables*, où il tenait le rôle de Javert. Né le 18 octobre 1924 à Lyon, Georges Gêret avait depuis de nombreuses années élu domicile dans le quartier de Montmartre, à Paris. Il sera inhumé à Saint-Paul-de-Vence, jeudi 11 avril.

Christian Simenc

■ **HENRI DEPLANTE**, le « père » du Mirage III et du Mirage IV, est décédé, le 18 mars, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Ancien de l'Ecole centrale, il est, dès 1930, ingénieur d'études aéronautiques auprès de Marcel Dassault. Pendant la seconde guerre mondiale, il s'élève de France en 1942 et sert dans les unités parachutistes britanniques (le Special Air Service). Après 1945 et jusqu'en 1981, Henri Deplante occupe le poste de directeur général technique dans le groupe Dassault et, à ce titre, il va concevoir notamment les avions de chasse Mirage III et de bombardement nucléaire Mirage IV. Il participera aussi à la conception du Mirage 2000. Titulaire de la Distinguished Service Order (DSO) britannique, de la Medal of Freedom américaine, de la croix de guerre 1939-1945, et médaillé de la Résistance, Henri Deplante était commandeur de la Légion d'honneur.

■ **ÉDOUARD LOR**, journaliste, est décédé mercredi 3 avril à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il était âgé de cinquante-trois ans. Après avoir travaillé à France-Inter, Edouard Lor a été chef du service « étranger » d'Antenne 2 puis correspondant permanent de cette chaîne à Washing-

ton. En 1987, il quitta la télévision publique pour devenir producteur et rédacteur en chef du journal de 20 heures de La Cinq, à la demande de Patrice Duhamel, alors directeur de l'information de cette chaîne. Il occupa ce poste jusqu'à l'arrêt des émissions de la chaîne privée, en avril 1992. « C'était quelqu'un de très rigoureux et de très pointilleux. Il avait fait, sur *La Cinq*, un excellent travail », a déclaré Patrice Duhamel après le décès d'Edouard Lor.

#### NOMINATION

**DIPLOMATIE**  
Marie-France Fezou, épouse de Hartingh, a été nommée, par décret paru au *Journal officiel* du 6 avril, ambassadrice en Autriche, en remplacement d'André Lewin, récemment nommé ambassadeur au Sénégal.

[Né le 14 janvier 1933 à Montpellier (Hérault), Marie-France Fezou, épouse de Hartingh, est docteur en droit, docteur en sciences politiques, diplômée de l'Ecole des langues orientales, et ancienne élève de l'ENA (1967-1969). Elle a été notamment en poste à Ottawa (1972-1977), à Bruxelles (1977-1982), avant d'être nommée inspecteur des affaires étrangères. Depuis avril 1992, elle était ambassadrice en Arménie.]

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

Véronique et Stéphane DEROUIN partagent avec Simon-Pierre et Jean-Christophe la joie d'annoncer la naissance de

André-Anne,

le 6 avril 1996.

2, rue des Colonnades, 75002 Paris.

##### Anniversaires de naissance

11 avril 1996.

Pauline,

onze ans,

Love.

Zoe et Zaza, Super Sophie, Marvelous Mom, Sugar Daddy.

##### Décès

- Pau, Paris.

M<sup>me</sup> Patricia Buiette et son fils Étienne Maurau, M<sup>me</sup> Françoise Buiette, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> José Gonzalez, Jacques-Paul et David, ont la douleur de faire part du décès de

M. André BUIETTE,

survenu à Pau, le 7 avril 1996, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Selon les volontés du défunt, son corps a été incinéré, le mardi 9 avril, au crématorium de Pau.

Patricia remercie sa famille, ses amis, son entourage professionnel, et tout le personnel du Foyer logement Laborie, pour leur soutien et leur réconfort.

- La famille.

Et les amis de

Paul DUQUENNE, inspectrice de l'éducation nationale, membre de la commission EDH d'Amnesty International,

ont la douleur de faire part de son décès brutal.

L'inhumation aura lieu le jeudi 11 avril 1996, à 17 heures, au cimetière de Bures-sur-Yvette (Essonne).

143, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

- Sa famille.

Et ses amis,

ont la grande peine de faire part de la disparition subite, à Ciudad de Guatemala, le 4 avril 1996, du

docteur M<sup>me</sup> EYSEN HERNANDEZ, chevalier de l'ordre national du Mérite, l'un des fondateurs

de Médecins sans frontières.

Ceux qui le connaissent bien n'oublieront pas ses qualités d'homme désintéressé, et son grand dévouement.

- Dominique Gêret, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

Georges GÊRET,

comédien,

chevalier des Arts et des Lettres,

survenu le 7 avril 1996, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montmartre (place du Terroir).

Une messe sera dite en l'église de Saint-Paul-de-Vence, le vendredi 12 avril, à 10 h 45, suivie de l'inhumation.

A la demande de Georges, ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez faire un don à la recherche sur le cancer.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

2, place Constantin-Pécqueur, 75018 Paris.

(Lire ci-contre.)

- M. Jean-Paul Vervalle, et M<sup>me</sup> née Yvonne Glangaud, M. Jean-Louis Glangaud, ses enfants,

Ses petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GLANGAUD,

survenu à Bordeaux, le 2 avril 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-François-Xavier, à Paris, le mardi 9 avril.

66, avenue de Breteuil, 75007 Paris, 18, rue du Bocage, 33200 Bordeaux.

- M. Haim Niddam,

M. et M<sup>me</sup> Elie Niddam,

M. et M<sup>me</sup> Samuel Niddam,

M. et M<sup>me</sup> Maxime Benamara et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de la disparition de leur mère, belle-mère et grand-mère.

Gracia NIDDAM,

née ATTAR,

décédée le 6 avril 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La levée du corps aura lieu le vendredi 12 avril, à 9 h 30, au funérarium du cimetière parisien des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebère, Paris-17<sup>e</sup> (porte de Clichy).

« Le souvenir du Juste n'est point oublié à jamais. »

Psalmes 112,6.

- Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 7 avril 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M<sup>me</sup> Henri FIGEAUD,

née Suzanne FONT.

De la part de M. l'abbé Figeaud, Françoise Brete, Claude Brete, ses enfants,

Des familles Font, Plantier, Lamy, Court, Arduin et Figeaud.

Ils rappellent à votre souvenir

le professeur Henri FIGEAUD,

décédé le 31 janvier 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Lyon-2<sup>e</sup>.

- M<sup>me</sup> Claudie Popp, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Jacques POPP, colonel de l'armée de l'air, officier de la Légion d'honneur,

survenu à la suite d'une longue maladie, le 3 avril 1996, à l'âge de soixante-seize ans.

- M<sup>me</sup> Michèle Vernald, son épouse, M<sup>me</sup> Dominique Vernald, M. Bertrand Vernald, ses enfants, font part du décès de

M. Marcel VERNALD,

survenu le 8 avril 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 avril, à 11 heures, en l'église Saint-François-de-Sales (6, rue Bremontrier, Paris-17<sup>e</sup>).

152, rue de Sausse, 75017 Paris.

##### Remerciements

- Vivement touchés par les nombreux témoignages d'amitié et de réconfort prodigués après le décès de

M<sup>me</sup> Andrée BARBARANT,

née FRÉCHIN,

Jean-Claude, Alain, Robert,

ses fils,

Bruno et Olivier, ses petits-enfants,

Leurs épouses, leurs compagnes,

Et toute la famille,

remercient chaleureusement tous ceux et celles partageant leur deuil.

#### Messes anniversaires

- Il y a un an,

Ariette NAUDÉ

nous quitte.

Une messe sera célébrée en son souvenir, le jeudi 11 avril 1996, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 256, rue Saint-Jacques, Paris-5<sup>e</sup>.

#### Anniversaires de décès

- Ce 11 avril 1996 est le vingt-troisième anniversaire du décès de

Aron LANGBORT,

ingénieur ENSIC.

Souvenez-vous !

- Il y a trois ans,

Jean VENARD

s'en est allé.

« Si la mort existe, c'est pour glorifier l'amour. » Ben Zvi Asa Asa (étudiant gabonais).

#### Souvenirs

- Le 7 avril 1979,

Amir A. HOVEYDA

a été exécuté.

Souvenons-nous !

#### Débats

- Le Mouvement juif libéral de France organise une soirée interconfessionnelle entre juifs, chrétiens et musulmans, le jeudi 11 avril 1996, à 20 h 30, dans sa synagogue (11, rue Gaston-de-Caillavet, 75015 Paris). Autour du thème : « Comment lutter contre le racisme et l'antisémitisme ? », prendront la parole des responsables de l'Amitié judéo-chrétienne de France et de la Fraternité d'Abraham. Des prières et des chants des trois confessions accompagneront ces réflexions.

#### Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, jeudi 11 avril 1996, à 20 h 30 : soirée de « Mimouna » autour de A. Levy : « Il était une fois les Juifs marocains » (éd. L'Harmattan).

#### Soutenances de thèses

- M. Bruno Bizeul a soutenu, le 21 mars 1996, à l'université Paris-II, Panthéon-Assas, sa thèse de doctorat en droit privé, « Le tuteur et le droit des contrats ». Le jury, composé de M. Gérard Champenais (directeur de thèse et président du jury), professeur à l'université Paris-II, de M. Alain Ghoni, professeur à l'université Paris-II, de M<sup>me</sup> Françoise Auvèque et de M. Daniel Amson, professeurs à l'université Lille II, lui a décerné la mention « très honorable ».

CARNET DU MONDE  
Téléphone 40-65-29-94  
Télécopieur 45-66-77-13

Les deux vies

Le président du conseil a donné  
après avoir été élu à la présidence  
et à la présidence des élections  
du 11 avril 1996, il est plus fort  
que jamais.



# HORIZONS

ENQUÊTE

L'ancien PDG du Comptoir  
les entrepreneurs soupçonnés  
de délits d'initiés

Jean-Jacques Piette a été mis en examen

**ENQUÊTE** Le Comptoir des entrepreneurs (CDE) de Paris, qui a été créé en 1989, est une société d'investissement et de gestion de biens immobiliers. Elle a été créée par Jean-Jacques Piette, ancien PDG du Comptoir des entrepreneurs, et son frère, Jean-Pierre Piette. Le CDE a été impliqué dans plusieurs affaires de corruption et de fraude, notamment dans le cadre de la construction de la ligne de métro RER B. Jean-Jacques Piette a été mis en examen pour des délits d'initiés et de corruption.

**OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES** Le CDE a été impliqué dans plusieurs affaires de corruption et de fraude, notamment dans le cadre de la construction de la ligne de métro RER B. Jean-Jacques Piette a été mis en examen pour des délits d'initiés et de corruption.

**ENQUÊTE** Le CDE a été impliqué dans plusieurs affaires de corruption et de fraude, notamment dans le cadre de la construction de la ligne de métro RER B. Jean-Jacques Piette a été mis en examen pour des délits d'initiés et de corruption.

**LE MONDE**  
Télégramme  
45 66 77 13

**L**A Corée du Nord va-t-elle apporter un soutien inopiné, dans les élections générales du 11 avril, au président sud-coréen Kim Young-sam, pourtant homme pour ne pas avoir exprimé ses condoléances à la suite du décès en 1994 d'un autre Kim : son « Grand leader » Kim Il-sung ? La tension provoquée par Pyongyang pourrait susciter chez les électeurs du Sud un réflexe frileux qui servirait le parti gouvernemental.

Bien qu'il ait cherché à apparaître au-dessus de la mêlée électorale, le président Kim Young-sam est au centre de la tourmente politique ouverte par les scandales des fonds secrets de ses prédécesseurs Roh Tae-woo et Chon Doo-hwan, jugés également pour le putsch militaire de décembre 1979. Les programmes des quatre partis en lice sont peu différents les uns des autres, et c'est largement sur l'attitude du chef de l'Etat que se prononceront les électeurs. M. Kim, dont le mandat expire en 1997, pourra difficilement éviter qu'une défaite de son parti ne passe pour un désaveu personnel.

Briguant une place à l'OCDE en 1996, la Corée du Sud, dont le revenu annuel par habitant a dépassé 10 000 dollars, a, depuis 1993, rejoint à son prodigieux décollage économique un autre élément de fierté nationale : la démocratie, après plus de trois décennies de régimes militaires. Premier civil élu à la tête de l'Etat, M. Kim incarne cette évolution. Mais qu'est-il ? Le grand purificateur des écuries d'Aulus, sorte de saint François découvrant la juste voie après s'être adonné aux turpitudes, ou politicien jouant au funambule au-dessus du gouffre des scandales ?

Opposant aux dictatures dans les années 1970-1980, Kim Young-sam, dont la biographie officielle est intitulée *Un croisé de la démocratie*, se présente en homme ayant levé le voile sur les pages les plus noires de l'histoire moderne



énorme et Kim Young-sam a senti le vent du boulet. Il chercha une diversion en ouvrant le dossier de Kwangju : de la scène politique, il détournait l'attention sur un drame à forte charge émotionnelle qui lui assura un regain momentané de popularité. La manœuvre demandait un certain courage : faire arrêter deux ex-général-présidents dans un pays sujet à coups d'Etat militaires était risqué.

Le premier moment de surprise passé, le souci du président de « redresser les erreurs du passé » en faisant la lumière sur le drame de Kwangju a cependant suscité des réactions mitigées. La majorité des Coréens savent assurément gré au président Kim d'avoir porté le fer dans la plaie du plus tragique événement de l'histoire nationale depuis la guerre entre les deux Corées (1950-1953). Mais dans ce cas aussi ses motivations suscitent le scepticisme : derrière l'Archange armé du glaive de la justice, beaucoup ne voient que le politicien contraint par la force des événements à sacrifier ses anciens alliés.

Jusqu'en décembre, en dépit de la pression de l'opinion demandant que la lumière soit faite (un million de catholiques et plusieurs milliers d'enseignants avaient signé des pétitions), M. Kim avait refusé d'ouvrir le dossier de Kwangju : « L'histoire jugera », disait-il. Puis, inopinément, il changea d'avis et fit voter à la hâte une loi permettant de poursuivre les responsables en dépit de la prescription, non sans faire perdre la face au parquet, qui avait laborieusement élaboré une argumentation pour rejeter les demandes de jugement des responsables.

Le 3 décembre, l'ex-général-président Chon Doo-hwan était arrêté. « Le président s'opposait à toute action pouvant apparaître comme une revanche. Devant l'ampleur du scandale de Roh Tae-woo, il a pensé que, pour rétablir la légitimité nationale, il fallait aussi liquider le passé », explique M. Oh In-whan. La manœuvre du président avait aussi pour effet de soustraire une carte maîtresse à son rival, Kim Dae-jung, la grande figure de l'op-

position aux dictatures. Après s'être retiré de la vie politique au lendemain de sa défaite dans la présidentielle de 1992, le « Vieux Lion » (soixante-dix ans) de la politique coréenne était revenu au combat. Originaire de la région de Cholla, où est situé Kwangju, Kim Dae-jung avait fait des attentismes présidentiels sur ce drame un thème de ses attaques. « La lumière doit être faite et les responsables doivent se repentir », nous disait-il. En faisant juger les responsables, Kim Young-sam coupait l'herbe sous le pied de l'autre Kim.

L'animosité entre les deux Kim est l'un des ressorts de la vie politique coréenne depuis que, lors des présidentielles de 1971, Kim Dae-jung supplanta in extremis Kim Young-sam comme candidat

cennies, Kim Young-sam a mené une bataille sur deux fronts : contre les militaires et contre Kim Dae-jung. Mais il peut paraître surprenant que, parvenu au sommet du pouvoir, il soit encore mu par sa rivalité avec Kim Dae-jung. « Interprétation fantaisiste : le chef de l'Etat n'est pas en compétition avec un simple homme politique », affirment ses fidèles. Pourtant, selon l'expression d'un ancien membre du gouvernement, le président resterait « obsédé » par ce rival qui lui a toujours porté ombrage par sa stature, son charisme.

« Kim Young-sam souffre du complexe Kim Dae-jung », dit-on. Ce qui a le don de mettre le président hors de lui.

A moins de deux ans de l'expiration de son mandat, le président Kim cherche une sortie d'honneur : rester pour l'histoire l'homme qui aura purifié le passé et posé les jalons de la démocratie coréenne. Or Kim Dae-jung barre la route à ses ambitions. Il l'attaque sur ses points faibles : ayant reconnu avoir touché 2 millions de dollars en fonds politiques de Roh, il met en demeure le président de révéler à son tour combien il a reçu. « Redresser les erreurs du passé est une bonne chose, poursuit Kim Dae-jung, mais Kim Young-sam doit aussi clarifier les raisons de son alliance avec les responsables du massacre de Kwangju. »

**K**IM Dae-jung compromet surtout l'ambition du président d'entrer dans l'histoire en héros national. Plus la figure de Kim Dae-jung grandit et plus celle de Kim Young-sam diminue. Si le premier lui succède, l'actuel président restera au yeux de la postérité une figure controversée ayant collaboré avec les régimes militaires, même s'il s'est retourné contre eux.

La convergence entre les aspirations démocratiques des Coréens et les intérêts politiques du président rend particulièrement embêtée l'écheveau des motivations de ce dernier (grand dessinateur purificateur ou opportuniste politique). Il ne faut pas « être plus

## Les deux vies de Kim Young-sam

**Le président sud-coréen a démocratisé son pays, après avoir été mêlé aux régimes militaires et à leurs scandales. Les élections générales du 11 avril montreront si son image de « converti » est plus forte que celle de funambule de la politique**

de la Corée (le massacre de la population de la ville de Kwangju par l'armée en août 1980 fit, officiellement, 240 morts) et assailli la vie politique. « Comme le fit le général De Gaulle avec le procès des collaborateurs, le président Kim veut redonner leur fierté aux Coréens et rétablir la légitimité nationale », avance le ministre de l'Information, Oh In-whan.

Est-ce avec, au fond de lui-même, ce « grand dessein » que M. Kim a rejoint en 1990 le parti gouvernemental de Roh Tae-woo, l'ex-général putschiste qu'il fait aujourd'hui juger ? Ce ralliement fut ressenti à l'époque comme une trahison par les opposants. La fusion du parti de M. Kim avec la formation gouvernementale assurait à celle-ci une écrasante majorité à l'Assemblée nationale. Opportunisme ? « Non », disent ses fidèles : « Pour mater le tigre, il faut entrer dans sa cage. » M. Kim serait donc un croisé machiavélique s'alliant aux fauves pour mieux les dompter. Quelles qu'en aient été les motivations, la tactique porta ses fruits, puisque Kim Young-sam se retrouva dauphin de Roh Tae-woo et lui succéda à la tête de l'Etat en décembre 1992.

Le paratriage d'un homme jugé pour une affaire de corruption au montant colossal (650 millions de dollars) et la filiation directe du

parti gouvernemental — aujourd'hui rebaptisé Parti de la Nouvelle Corée — avec la formation des généraux putschistes sont un lourd héritage pour le président Kim. Le scandale des pots-de-vin reçus par M. Roh a été dévastateur pour les magnats de l'industrie — également poursuivis en justice —, mais il s'est arrêté aux grilles de la Maison Bleue (la résidence du président). Jusqu'à quand ? Car il faut une bonne dose d'ingénuité pour penser que l'ex-président Roh n'a pas utilisé ses fonds secrets pour financer la campagne de son dauphin.

**U**N INGÉNUITÉ que la plupart des Coréens n'ont pas. Après avoir hautement affirmé au lendemain des confessions de Roh Tae-woo, en octobre, qu'il n'avait pas touché « personnellement » de fonds de ce dernier, M. Kim a reconnu dans son message du Nouvel An qu'il avait « reçu des aides pour ses activités politiques », mais « avant » qu'il devienne président et « jamais en échange de faveurs ». M. Kim n'a pas précisé à quelle occasion ni d'où provenaient ces « aides », ajoutant ainsi au scepticisme.

« L'opinion publique n'est pas généreuse : c'est déjà une révolution que le président n'ait pas accepté un centime de contributions depuis

qu'il a accédé à ses fonctions », rétorque M. Oh In-whan. « Il donnera des explications au moment opportun. »

La grande différence avec ses prédécesseurs est que M. Kim n'a pas empoché d'argent pour son usage personnel, font valoir ses partisans. « L'argent comme mécanisme du pouvoir est un mal inévitable et les Coréens le savent », souligne l'un d'eux. Fils d'un patron-pêcheur de l'île de Jeju, au sud de la péninsule, élu au Parlement à vingt-cinq ans, Kim Young-sam n'avait pas la réputation de rouler sur l'or. A son arrivée à la présidence, il a révélé que sa fortune et celle de sa famille s'élevaient à 2,2 millions de dollars.

Mais le scandale Roh Tae-woo a bouleversé les équilibres instables sur lesquels reposait le pouvoir du président. Au départ, fort de son mandat, celui-ci a cherché à rester fidèle à son image d'opposant et à faire des réformes : épuration de la fonction publique et, tâches plus délicates, réaffirmation du contrôle civil sur une armée au passé putschiste et mise au pas des services secrets (instrument de la répression des régimes précédents), sans toutefois abroger la loi sur la sécurité nationale, qui comporte des risques d'arbitraire. Le président n'allait pas tarder à sentir l'étroitesse de sa marge de

manœuvre : le parti gouvernemental est une alliance hétérogène de trois factions se divisant entre réformistes et conservateurs issus pour un bon part de l'armée.

M. Kim s'est retrouvé « dans la cage aux fauves », mais sans les avoir domptés, ballotté entre les courants de son parti ; ce qui s'est traduit par une politique pendulaire, dont l'attitude erratique de

Séoul à l'égard de la Corée du Nord sera un exemple. Lors des élections locales du printemps dernier, l'une des factions conservatrices, celle de Kim Jong-pil, s'est rebellée, et le parti gouvernemental a essuyé une cuisante défaite. Déjà déstabilisé, M. Kim a été confronté quelques mois plus tard au scandale Roh. Une affaire rampante depuis des mois que le président avait essayé d'étouffer. Puis l'opposition s'en empara et il n'eut plus d'autre solution que d'aller de l'avant en jouant les équilibristes.

L'ampleur du scandale était

de l'opposition face au dictateur de l'époque, Park Chung-hee. De réconciliation en ruptures, les relations entre les deux hommes ont affecté la vie politique : à cause de leur rivalité, l'opposition se présente scindée en deux camps face à Roh Tae-woo lors de l'élection présidentielle de 1987 et fut battue. Bloqué par Kim Dae-jung dans le camp des opposants, Kim Young-sam n'a eu d'autre choix que de pactiser avec le pouvoir pour avoir une chance d'accéder à la présidence.

Au cours des trois dernières dé-

**« Redresser les erreurs du passé est une bonne chose, mais Kim Young-sam doit aussi clarifier les raisons de son alliance avec les responsables du massacre de Kwangju »**

Philippe Pons  
Dessin : My



# Li Peng, héritier conservateur

par Jean-Philippe Béja

**J**'ai la fonction de premier ministre mais je suis d'abord un membre du Parti communiste, un citoyen chinois éduqué par la pensée maoïste et la théorie de Deng Xiaoping. Pour ceux qui affirment que « le développement de l'économie favorise la démocratie », cette déclaration de Li Peng devant les caméras de France 2 vient remettre les pendules à l'heure. Le premier ministre affirme en effet que la réforme politique préconisée dans les années 80 par Zhao Ziyang et Hu Yaobang, qui devait aboutir à la séparation du Parti et de l'Etat, est bel et bien enterrée. Il s'impose ainsi comme le chef de file des conservateurs.

C'est le 19 mai 1989 que les télé-spectateurs du monde entier l'ont découvert sur leurs écrans. Tapaant du poing sur la table, criant d'une voix aigüe, ce petit homme aux traits mous proclamait la loi martiale. Le lendemain, les chars étaient arrêtés par la population aux portes de Pékin, et, deux semaines plus tard, l'armée perpétrait un massacre sans précédent dans la capitale de la République populaire.

Depuis, le premier ministre a tout fait pour rétablir son image sur la scène internationale. En République populaire en effet, il sait qu'il n'a aucune chance d'y parvenir.

Ce premier représentant du « parti des princes », expression qui désigne les fils de hauts dirigeants en Chine, doit largement son ascension au fait qu'il a été le fils adoptif du premier ministre de la République populaire Zhou Enlai. Au cours des années 80, grâce à sa mère adoptive Deng Yingchao, il a bénéficié du soutien d'une grande partie des vieillards qui dominaient le Parti communiste, et notamment de Chen Yun, le patriarche orthodoxe disparu en 1995 à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Né en 1928, Li a eu une carrière sans aspérité pendant les années qui ont précédé son ascension vers les couches supérieures du parti. A la différence d'un Zhao Ziyang qui avait dirigé le Guangdong et le Sichuan et s'était distingué comme un réformateur audacieux, Li n'a pas

exercé de responsabilités au niveau provincial. Formé en Union soviétique au pire moment du stalinisme puisqu'il y a séjourné de 1948 à 1954, cet ingénieur électricien a fait l'essentiel de sa carrière dans les ministères techniques. C'est en 1985, à la suite de la conférence du parti qui a vu le triomphe de Chen Yun, qu'il a été élu au bureau politique, et en novembre 1987 qu'il est entré à son comité permanent.

Depuis son ascension aux organes suprêmes de la direction du PC, Li est apparu comme un orthodoxe impénitent. Avant sa nomination

avait retiré la direction de l'économie à Zhao Ziyang. Sa politique de réajustement, qui a conduit à la fermeture de nombre d'entreprises rurales et à l'augmentation des subventions destinées aux grandes entreprises d'Etat déficitaires, porte la marque de l'orthodoxie de Chen Yun.

Pendant l'apogée de son influence, de 1989 à 1992, Li a également fait adopter le projet très controversé de « barrage des trois gorges » en avril 1992. Il faut dire qu'il bénéficiait sur ce dossier du soutien de Deng Xiaoping, et que la

ministère. Elle a donc adopté une position très dure dans l'affaire de Taïwan, refusé toute ouverture dans ses relations avec Hongkong. En Chine même, elle a mis tous les opposants sous les verrous.

Dans le domaine économique, les réformes sont au point mort. Jiang Zemin n'ose prendre aucune initiative, de peur de donner prise à ses rivaux. L'an dernier, le limogeage de Chen Xitong, secrétaire du comité municipal de Pékin et membre du bureau politique, a montré que les luttes au sommet sont acharnées.

S'il est difficile d'identifier les dirigeants des diverses factions, on peut cependant remarquer que Qiao Guo ne cesse de réaffirmer la nécessité de développer le rôle de l'Assemblée nationale populaire qu'il préside afin de « développer la démocratie », ce qui le range parmi les dirigeants les plus ouverts. Par ailleurs, Zhao Ziyang, le premier ministre remplacé par Li Peng, refuse toujours de faire son autocritique sur son comportement pendant les événements de 1989. Pour certains, il apparaît comme « en réserve de la République populaire ».

A l'autre bout de l'échiquier, le premier ministre Li apparaît plus que jamais comme un champion de l'immobilisme, autant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Si une telle attitude peut être efficace à court terme, elle ne saurait permettre de résoudre les graves problèmes auxquels la Chine doit faire face. Conscient que la disparition des patriarches, notamment celle de Chen Yun, a affaibli sa position, qu'il lui sera difficile de jouer un rôle important après l'échéance de son mandat en 1998, Li Peng cherche par tous les moyens à améliorer son image internationale, une carte importante dans la lutte pour le pouvoir en Chine. Etais-il vraiment nécessaire de la lui fournir et de renforcer ainsi la main des conservateurs ?

Jean-Philippe Béja, sinologue, est directeur de recherches au CNRS.

**Il cherche par tous les moyens à améliorer son image internationale, carte importante dans la lutte pour le pouvoir en Chine. Etais-il vraiment nécessaire de la lui fournir ?**

tion au poste de premier ministre par intérim en 1987, il avait été président de la commission d'Etat à l'éducation, où son conservatisme avait été en partie responsable des premières manifestations étudiantes de 1986. Mais c'est surtout à partir de 1988 qu'il s'est distingué, entreprenant de ralentir le rythme des réformes et s'opposant sur ce terrain à Zhao Ziyang.

Pendant le mouvement en faveur de la démocratie de 1989, il s'est prononcé en faveur de la répression. En avril, il a refusé de renvoyer les étudiants, et, lors de la séance de dialogue télévisée du 18 mai, il s'est illustré par une position très dure, donnant une leçon aux étudiants au lieu de dialoguer avec eux.

Au lendemain du massacre de Tiananmen, il a dirigé la tentative de reprise en main de l'économie, cherchant à limiter les taux de croissance et à rendre aux entreprises d'Etat très affaiblies par les réformes leur position centrale. Cette ligne confirmait celle qu'il avait mise en œuvre au lendemain de la réunion de Beidaihe qui, en 1988,

répression de 1989 lui a permis de faire taire les principaux opposants au projet, notamment le journaliste Dai Qing arrêtée au lendemain du 4 juin, et l'ancien secrétaire de Mao Zedong Li Rui, exclu du parti en 1989.

Mais le conservatisme du premier ministre est apparu excessif même à Deng Xiaoping, qui, lors d'un voyage dans le sud du pays en 1992, a relancé les réformes en appelant la Chine à instaurer l'économie socialiste de marché. Le premier ministre a traîné les pieds et on parlait de son renvoi en 1993. C'est probablement parce que son limogeage aurait été interprété comme l'indice d'une révision du verdict porté sur le mouvement pro-démocratique de 1989 qu'il a été maintenu. Depuis, il n'est guère distingué sur la scène politique pékinoise.

Avec l'affaiblissement de la santé de Deng Xiaoping, la lutte pour la succession ne cesse de s'intensifier, conduisant à un virage conservateur. La direction actuelle, malgré tous les discours officiels repus par de nombreux observateurs diplomatiques, a des doutes sur sa légitimité.

## Pour une égale souveraineté des peuples au Proche-Orient

par Monique Chemillier-Gendreau et Jack Ralite

**L**a diversité est source de richesses quand chaque partie conçoit sa propre vérité sans hospitalité comme pivot de toute harmonie possible. Cette pensée du philosophe italien Massimo Cacciari décrit profondément la problématique du processus de paix commencé à Oslo entre Palestiniens et Israéliens et signé par Itzhak Rabin et Yasser Arafat.

En ce lieu d'histoire fondateur et phare, sur cette terre de métissage d'âmes et de sangs, il est urgent de continuer à « déplier » le dialogue des civilisations entre les deux parties.

Dépasser les incompatibilités supposées irréductibles, supporter l'obstacle de la complexité, faire que la différence enrichisse et ne déchire pas, mettre constamment à jour et en œuvre des pensées-passerelles, tel est le travail inouï à réaliser.

On voit qu'il ne s'agit pas d'un vague melting-pot mais d'une négociation continue et acharnée faite par des femmes et des hommes qui portent en eux, selon la belle expression de Jacques Berque, « à la fois les décombres amoncelés et l'inlassable espérance ».

Massacre de 29 Palestiniens à Hébron, assassinat d'Itzhak Rabin, tuerie de 63 Israéliens : le terrorisme habiterait-il fatalement l'âme des humains de ce grand coin-source du monde ? Les rapports humains y seraient-ils inévitablement pollués par l'irruption de l'insensé ? L'esprit d'Oslo a certes osé répondre « non ». Mais l'état de surfusion créé par les attentats ne risque-t-il pas de remettre en cause les détours et délais du processus de paix ?

Nous faisons partie de ceux qui veulent garder espoir, qui pensons même que ce moment d'histoire qui a pris l'allure de l'incertain peut permettre la fertilisation des conflits. Mais il manque en-

core la clarté sur quelques questions centrales : l'endiguement du terrorisme ; la reconnaissance conjointe de l'Etat israélien et de l'Etat palestinien ; la fin du bouclage et l'amélioration de la vie quotidienne des Palestiniens ; Jérusalem capitale de la paix.

Le terrorisme est inacceptable, intolérable, et nous le condamnons sans nuance. Le fait qu'il puisse apparaître à certains comme la réponse tragique et désespérée aux impasses du système mondial ne le justifie pas. En Israël ou en Palest-

voyns quatre éléments essentiels à la persistance et au développement du mécanisme de paix et de ses subtilités.

1) Israéliens et Palestiniens doivent reconnaître leur réalité en tant qu'Etats. La Charte palestinienne doit reconnaître Israël et nous avons plaisir à voir que Yasser Arafat a engagé la mise en œuvre de cet acte de responsabilité et de construction. Le gouvernement d'Israël ne doit pas rester en deçà dans ce processus de reconnaissance mutuelle et doit affirmer

l'existence de l'Etat palestinien.

2) Le bouclage des territoires de Gaza et de la Cisjordanie par l'armée israélienne doit cesser. On n'enferme pas, fût-ce à l'air libre, des partenaires. La société israélienne doit comprendre que c'est en reconnaissant la souveraineté du peuple de Palestine qu'elle se projetera dans un futur enfin accordé aux valeurs qu'elle énonce. Aujourd'hui il n'y a que des ghettos imposés pour les Palestiniens rétrécis à la mesure de l'avancée des colonies de peuplement. C'est nier les mémoires, fabriquer des martyrs, blesser la mosaïque fabuleuse créée par l'histoire en ces lieux. Il faut déboucler les territoires palestiniens ; il faut un port à Gaza.

3) Les Palestiniens ont besoin d'une aide économique à la mesure des difficultés qu'ils connaissent. La fermeture de Jérusalem en mars 1993 et le bouclage actuel étouffent la vie des Palestiniens. Sait-on ici dans notre Occident si prodigue en déclarations sur les droits de l'homme que le niveau de vie d'un Palestinien de

Gaza équivaut à 2 000 F par an, et en Cisjordanie à 5 000 F par an. En d'autres temps, un pont aérien aurait été organisé. L'aide doit aller au-delà du nécessaire pour la vie quotidienne.

4) Aborder pour le résoudre le problème de Jérusalem, cette ville riche de cultures et de civilisations, ville unique au monde, « ville bénie par tous les messages divins », où personne de ceux qui y habitent ne doit être considéré comme passager mais comme habitant-citoyen à part entière.

Il faut sauver Jérusalem dans sa spécificité globale. Jérusalem peut et doit être la capitale de deux Etats qui vivront côte à côte sans mur de Berlin. Il y a là à dessiner une harmonie qui ne tolérera pas la distinction en tant que distinction absolue. Ainsi Jérusalem deviendrait vraiment la ville de la paix, de la sécurité, la ville-clé de la paix au Moyen-Orient.

Voilà parmi d'autres objectifs les quatre exigences majeures qui contribueraient à ce que le processus de paix connaisse de nouveaux développements. Pensant et agissant dans ce sens, Palestiniens et Israéliens se serviraient et serviraient le monde. Pensant et agissant ainsi, ils sortiraient du cri de la situation actuelle et réinventeraient une nouvelle Andalousie.

Quant à nous, Européens et singulièrement Français, soyons les parrains résolus et actifs de ces démarches, avec à l'esprit cette pensée de Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ».

Monique Chemillier-Gendreau est professeur de droit international (université Denis-Diderot Paris-VII). Jack Ralite est maire (PCF) d'Aubervilliers, sénateur de Seine-Saint-Denis, ancien ministre.

## « Bioforce » et « bioconscription »

par Charles Mérieux

**D**ANS vos colonnes est paru le 23 mars un article consacré à la méningite africaine, la semaine d'un congrès exceptionnel sur les prions, avec les meilleurs spécialistes mondiaux, dans le cadre prestigieux du Val-de-Grâce. Nos collègues anglais avaient discrètement disparu le dernier jour pour écouter leur ministre de la santé semer la panique dans l'espoir que l'Europe aiderait Albion à financer l'abattage des vaches moins folles que les responsables de leur transformation en carnivores.

Lorsqu'on sait qu'il faut un milliard d'écus, soit 7 milliards de nos francs, pour l'abattage d'un million de vaches, on imagine l'impact d'une telle somme pour le vaste programme de développement en Afrique annoncé pour dix ans par Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies.

C'est au Nigeria que la méningite tue actuellement les Africains par milliers. Notre confrère responsable de MSF a déclaré au Monde qu'après les récentes épidémies au Niger et au Burkina Faso la méningite s'attaquait « pour la première fois à une région aussi peuplée » et qu'il n'était évidemment pas question de vacciner toute la population !

Il faut donc rappeler que, il y a plus de vingt ans, c'est l'Afrique qui avait sauvé l'Amérique de la méningite avec notre vaccin mis au point pour les pays du Sahel. L'épidémie, commencée à Sao Paulo, avait fait 4 000 morts en quelques semaines et on venait de découvrir son origine africaine lorsque, en vol pour le Chili, pendant l'été 1974, je fis escale à Rio.

Le ministre brésilien de la santé venait d'être nommé ; il n'était pas du tout politique mais chercheur en Amazonie et je lui conseillai de faire venir le spécialiste africain de l'OMS, le médecin général Lapeyssonnie, alors que, normalement, le Brésil dépend des seuls experts américains, en liaison avec ceux du CDC d'Atlanta.

Après deux nuits d'avion, ce dernier arrivait au Palais des affaires étrangères de Brasília. Le ministre était entouré des responsables de la santé des 17 Etats. La presse était multi-présente. Elle a été magnanime pour motiver la vaccination. Lorsque Lapeyssonnie a déclaré que, dans un village africain, au premier cas de méningite, on vaccine tous les habitants, le ministre Machado a annoncé en toute simplicité qu'il commencerait par Brasília, avant de vacciner Rio, impérativement avant le carnaval.

C'est ainsi que nous allions prendre en cent jours le relais de dix ans de recherches pour vacciner 100 millions de Brésiliens. Mais cette perspective était alors inimaginable. Alerté par télex, Alain Mérieux avait rappelé les cadres en vacances, mobilisé tous les laboratoires de bactériologie, tout en faisant déjà les plans d'une usine informatisée, pour passer des ballons de verre aux cuves d'acier et réaliser une expérience qui reste unique au monde.

En mars 1975, c'était l'étape finale : 10 millions de Brésiliens vaccinés en cinq jours. C'étaient ceux de Sao Paulo, où la méningite réapparaissait, la terrible épidémie de l'année précédente ne remplaçant pas la protection vaccinale.

Cette aventure brésilienne devait pour nous ressusciter l'épopée pasteurienne : c'est la stratégie vétérinaire qui a permis cette vaccination totale. Grâce à cette expérience, Jonas Salk allait inventer la « vaccinologie ».

C'est avec le CDC d'Atlanta, dont nous avons mérité la confiance, que nous avons pu développer la formation de l'épidémiologie en France. Mais c'est surtout en rêvant d'une force intercontinentale opérationnelle que nous avons conçu la « bioforce » pour mieux lutter contre les maladies infectieuses et donner un nouvel élan à l'action humanitaire.

Il est inadmissible que l'expérience triomphale du Brésil n'ait pu être répétée cette année dans l'Afrique de Lapeyssonnie. Il y a eu des retards dans l'approvisionnement en vaccins et notre « bioforce » d'intervention humanitaire n'avait pas les effectifs suffisants. Mais il faut aussi reconnaître

qu'en 1996 nous ne pourrions plus, comme en 1968, réaliser sur place la mise au point d'un vaccin destiné aux pays du Sahel ni intervenir aussi rapidement qu'au Brésil avec un vaccin bivalent.

A notre époque de « sidafolie », le délire sécuritaire, la terreur médiatique entraînent de telles complications administratives qu'elles rendent fragile l'industrie pharmaceutique et bientôt impossible celle des vaccins.

Avec mon optimisme obsessionnel, je suis sûr que l'industrie de la santé s'adaptera au troisième millénaire, mais qu'il faut d'abord renforcer le concept « bioforce » et que l'action humanitaire peut être transformée par la réforme du service militaire, grâce à la « bioconscription ». C'est au Brésil que j'ai eu l'idée des logisticiens de « bioforce » : je m'étais aperçu que les mécaniciens réparateurs travaillant la nuit pour l'entretien du matériel et des locaux étaient plus utiles que les médecins vaccinateurs le jour. Pour intervenir partout dans le monde, nous avions besoin de transports aériens et donc des militaires, avec l'expérience extraordinaire du service de santé des armées.

**Nous devons imaginer la médecine préventive du futur et mettre fin, au moins partiellement, au déséquilibre des soins de santé dans le monde**

C'est pourquoi, dans leur école, sur l'aéroport de Bron, nos confrères militaires ont formé avec nous la première « bioforce » capable d'intervenir en quelques heures pour les vaccinations d'urgence sur le continent africain.

La « bioforce » de demain doit multiplier ces équipes mobiles, non seulement pour les interventions d'urgence, mais aussi pour la formation sur place, en mettant à profit les nouveaux moyens des autoroutes de l'information. L'infanterie militaire doit réduire ses effectifs. L'infanterie humanitaire, par contre, est à créer. Il y a encore à secourir des millions de réfugiés, et aider au développement des pays les plus pauvres. C'est la raison pour laquelle je me passionne pour le futur service national.

Quelle soit nationale ou régionale, la « bioconscription » que l'imagine, avec quatre formations par an, assurerait aux villes choisies une animation peut-être plus importante que les régiments actuels. Pour donner un caractère européen au service national, l'expérience pourrait être tentée dans la reconversion humanitaire du site nucléaire d'Albion.

Afrique 2007... Il faut renforcer le plan de dix ans annoncé par Boutros Boutros-Ghali. Il est inadmissible qu'en Europe un Français dispose de 10 000 francs pour sa santé, l'Africain du Sahel n'ayant même pas 50 francs !

Le temps de rédiger ces lignes, la note des vaches folles, largement financée par l'Europe, passait à 20 milliards. Les génisses anglaises sont peut-être suspectes, les enfants africains meurent toujours !

Il faut avoir confiance dans l'Afrique au moment où la fin de l'apartheid, le réveil de l'Angola et du Mozambique vont permettre à l'Afrique australe de jouer un rôle essentiel sur tout le continent africain. Il faut avoir confiance dans le programme euro-méditerranéen : son financement pendant cinq ans va bénéficier à tous les pays circum-méditerranéens. La Méditerranée constitue l'espace santé idéal pour imaginer la médecine préventive du futur et mettre fin, tout au moins partiellement, au déséquilibre des soins de santé dans le monde.

Charles Mérieux est médecin, président de la Fondation Mérieux.



...the

**Michel Alberganti**



## TÉLÉCOMMUNICATIONS

Jeudi 11 avril, les principaux syndicats de France Télécom appellent à une grève contre le projet de privatisation partielle. ● LE PERSON-

NEL donne le sentiment d'être résigné. La répétition du discours sur la nécessité du changement, ainsi que l'engagement sur le maintien d'une participation majoritaire de l'Etat et

du statut de fonctionnaire n'étant pas sans effet. Pourtant, une déstabilisation du personnel n'en est pas moins sensible, attisée par l'entrée en vigueur du programme EO2 de

restructuration en profondeur des services de l'opérateur. ● UNE PYRAMIDE DES ÂGES vieillissante et l'existence de catégories de salariés dont les métiers sont en voie de dis-

parition n'arrangent rien au climat interne. ● L'URGENCE pour France Télécom est à la remobilisation de son personnel et à l'évolution de son mode de management.

## Les syndicats de France Télécom appellent à une grève le 11 avril

Les agents se soucient moins des aspects juridiques de la réforme de l'entreprise que de l'évolution de leur travail. Pour réussir sa mutation avant l'arrivée de la concurrence en 1998, l'opérateur public a besoin de remotiver ses salariés

IL Y A urgence ! Michel Bon, président de France Télécom, le répète à qui veut l'entendre. Le premier ministre, Alain Juppé, ne s'exprime plus aussi ouvertement depuis le mouvement social de décembre 1995, mais défend la même idée. Urgence à quoi ? A faire évoluer l'exploitant téléphonique public. C'est-à-dire à le transformer en une société dotée d'un capital, puis à partiellement le privatiser, afin de lui donner les moyens de lutter à armes égales contre une concurrence qui, en 1998, sera totale dans les services de télécommunications.

Et si l'urgence n'était pas là ? Ou pas uniquement là. Si elle était aussi dans une évolution vers un mode de management moins « archaïque », moins « militaire », pour reprendre les qualificatifs utilisés par certains ? Si elle était, surtout, à la restauration et à la remobilisation du personnel ? C'est en tout cas, pour une large part, l'attente manifestée par les salariés. « Avec un personnel aussi démotivé, c'est à se demander comment on va se comporter face à la concurrence en 1998 », relève Valérie, un agent des lignes. « France Télécom ferait bien de se regarder le nombril. L'évolution du statut, si elle se fait, ne résoudra pas nos problèmes », prévient Jean-Claude, un cadre du groupe.

Il est incontestable que les discours répétés sur la nécessité d'une privatisation partielle ont marqué

les esprits. Tout comme les engagements sur le maintien d'une participation majoritaire de l'Etat (51 %) et du statut de fonctionnaire du personnel existant, réitérés par Alain Juppé dans la lettre de mission adressée à Michel Bon le 18 mars. « Je crois que dans la tête des gens, la privatisation est déjà là », résume Anne-Marie, qui travaille dans un service commercial.

## UN PROGRAMME EN TROIS ENTITES

Malgré tout, si les engagements du gouvernement « rassurent », ce n'est pas à 100 %, car ce qui est vrai là ne le sera sans doute plus demain », relève Jean-François, technicien dans un centre de construction des lignes. « Le personnel n'a pas totalement confiance. L'Etat à 51 % ? Les gens demandent : et après ? », explique Jean-Claude. « Les collègues se demandent comment une société avec des actionnaires privés pourra continuer à employer des fonctionnaires », indique Anne-Marie. « Et comment ça va se passer avec les nouveaux embauchés », renchérit Brigitte, chargée de l'accueil des clients dans une agence commerciale.

Plus encore que le changement de statut, ce sont les restructurations internes – le programme EO2 (évolution de l'organisation deuxième phase) – qui préoccupent le personnel de France Télécom. Décidé fin 1995, EO2 vise à scinder les équipes en trois entités spécialisées par clientèle (parti-

culiers, professionnels, entreprises) responsables de la vente et de l'après-vente et appuyées sur des services réseaux (exploitation, construction). Or, sur ce projet, joue à plein l'« incapacité à communiquer, autrement que par directives et instructions, entre-

cherchent à se placer sur les meilleurs postes. On assiste à des conflits d'intérêts. Tout cela renforce la démotivation en dessous », note Jean-François.

Dans un groupe où la pyramide des âges est vieillissante (plus de quarante-deux ans) et où le per-

sonnel est donc a priori moins enclin à « bouger », EO2 intervient alors qu'il y a eu en France des couches sociales entières, comme la population technique des centres de construction des lignes, souligne Jean-Claude, c'est une population qui est dans le mur ». « Tout ce qui a constitué le travail à partir du mi-

lieu des années 70, pour rattraper le retard téléphonique, qui a nécessité des embauches massives de techniciens pour les centraux et les lignes, c'est fini. Il n'y a plus que du travail de maintenance sur les lignes et rien ou presque dans les centraux », résume Jean-François.

« On ne s'est pas occupé depuis des années de ces populations », déclare Jean-Claude. Ce qui confirme les syndicats. La création d'un institut des métiers a malgré tout été décidée fin 1995. Mais ses effets ne se feront pas sentir avant de nombreux mois. En attendant, on propose aux techniciens de se reconverter dans des fonctions commerciales. « La boîte fait un effort de présentation des nouveaux métiers dans le commercial, admet Jean-François, mais ce qui peut être acceptable pour des jeunes embauchés ne l'est pas pour des types ayant travaillé quinze ans aux lignes. D'autant que sur ces nouveaux postes il faut se former sur le tas et être rentables tout de suite. »

## UNE CULTURE TECHNOCRATIQUE

En début d'année, Michel Bon a indiqué vouloir réinsuffler l'« esprit de reconquête » à son personnel en lui demandant de contribuer au développement et à la modernisation de l'usage du téléphone. Pour l'instant, ce message ne semble pas avoir atteint les équipes sur le terrain. Ou alors, ces dernières n'en ont-elles pas perçu la nouveauté.

Philippe Le Cœur

### « On nous proposera rapidement d'abandonner le statut de fonctionnaire »

PRÉNOM : BRIGITTE  
FONCTION : AGENT  
EN AGENCE COMMERCIALE  
ÂGE : 34 ANS  
ANCIENNETÉ : 16 ANS

Dans l'agence commerciale où elle travaille, Brigitte déplore que ses collègues « réagissent peu » sur le changement de statut et la privatisation partielle de France Télécom. La lettre que leur a adressée Michel Bon, leur président, avec copie de la lettre de mission du premier ministre, Alain Juppé, n'a suscité que peu de discussions. « Les gens ont un peu peur et pensent avant tout au train-train quotidien et aussi aux réorganisations qui arrivent avec EO2. » Pour sa part, même si elle avoue avoir « le sentiment que, ce coup-ci, le gouvernement ne reculera pas », elle va faire grève jeudi 11 avril. « La concurrence, elle est là. Il est difficile de revenir en arrière, c'est sûr. Mais je ne vois pas le lien. Je pense qu'on peut faire avec le statut actuel, je me battra pour mon statut. »

Elle se déclare sceptique face aux engagements du gouvernement sur le maintien d'une participation

majoritaire de l'Etat et du statut du personnel. « Je n'y crois pas. Cela ne tiendra pas avec des actionnaires privés. Nous ne pourrions pas rester fonctionnaires. Nous coûterons trop cher pour une société pour qui la priorité sera la rentabilité. Et, de toute façon, même dans les sociétés privées qui sont rentables, on voit bien que l'on met les personnels à la porte. La cohabitation entre des fonctionnaires et des nouveaux recrutés non-fonctionnaires sera en plus quelque chose de difficilement envisageable. Pour moi, il est évident que l'on nous proposera rapidement d'abandonner le statut de fonctionnaire pour prendre un statut privé. »

Le projet de loi adopté en conseil des ministres le 3 avril et fixant les nouvelles règles du jeu pour 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence ? Elle en connaît « les grandes lignes via les syndicats, car nous n'avons pas eu d'information officielle de notre hiérarchie ». Soulignant qu'il s'agit d'« un texte important, mais complexe », elle indique : « Son contenu ne me rassure pas trop. Notamment pour le service public. »

Ph. L. C.

### « Le maintien du service public aura un coût »

PRÉNOM : ANNE-MARIE  
FONCTION : GESTIONNAIRE  
DE DONNÉES CLIENTS  
EN AGENCE COMMERCIALE  
ÂGE : 43 ANS  
ANCIENNETÉ : 13 ANS

Résignée, un peu déboussolée, mais tout préoccupée par l'évolution de France Télécom, Anne-Marie n'est pas loin d'offrir un concert de l'exploitant. « Le 11 avril, je ne fais pas grève, tout est déjà joué », affirme-t-elle, notant être « habituée déjà à fonctionner comme dans le privé. Changer le statut de France Télécom ne changera rien a priori ». Elle ne se pose pas de question sur le maintien de l'Etat. « S'il a besoin d'argent, il vendra » – ni sur celui du statut de fonctionnaire. « Je ne vois pas l'emploi en danger. Il n'y a pas de surcroît. Je ne crois pas qu'ils déboucheront. Je pense qu'on demandera aux gens de choisir entre fonctionnaire et statut privé. » Elle n'est pas « entrée chez France Télécom pour le statut de fonctionnaire, j'avais été dans le privé, j'étais au chômage ». Elle reconnaît néanmoins que « la garantie de

l'emploi est importante vu le contexte économique ». L'une de ses préoccupations c'est EO2, la restructuration à laquelle procède France Télécom. « On a l'impression que les organisations changent sans arrêt ». Le projet de loi de réforme des télécommunications ? Elle avoue en avoir « entendu parler aux informations ». Le service public, le rôle de France Télécom ? « Je veux bien y croire, indique-t-elle, mais comment pourra-t-on faire face à la concurrence ? Le maintien du service public aura un coût. Il a été dit que les concurrents seront mis à contribution. Accepteront-ils ? » Soulignant que « le service public, pour moi, est une notion importante, notamment le même traitement tarifaire pour tous », elle a des inquiétudes quant aux futurs actionnaires. « S'ils savent bien mener France Télécom, cela peut être bénéfique. Mais je ne voudrais pas que France Télécom soit vendue à n'importe qui. Jusqu'à présent on favorisait la qualité. Je ne voudrais pas que l'Etat passe après la recherche des profits. Je ne voudrais pas que France Télécom se casse le nez. »

Ph. L. C.

### « Où va-t-on atterrir demain et pour faire quel boulot ? »

PRÉNOM : VALÉRIE  
FONCTION : AGENT  
DANS UN CENTRE  
DE CONSTRUCTION DES LIGNES  
ÂGE : 36 ANS  
ANCIENNETÉ : 14 ANS

Les engagements pris par le premier ministre Alain Juppé dans la lettre de mission adressée à Michel Bon, le président de France Télécom, sur le maintien de la participation de l'Etat dans l'exploitant et sur le maintien du statut de fonctionnaire de ses personnels n'ont que peu d'effet sur Valérie. « Ils essaient d'adoucir la situation », explique-t-elle, déclarant qu'elle a le sentiment que « ça, on nous le dit maintenant, mais après... L'impression, c'est que c'est un leurre. Qu'après 1998, on mettra les cartes sur la table en nous disant finalement : cela ne peut pas marcher. »

Le projet de loi fixant le cadre réglementaire qui s'appliquera dans les services téléphoniques en 1998, adopté en conseil des ministres la semaine passée et dans lequel est réaffirmé le rôle central de France Télécom pour les missions de service universel – version allégée du service public actuel –, ne pro-

voque guère plus de réaction. « De façon générale, c'est assez vague. Trop technique, souligne-t-elle. C'est trop éloigné de nos problèmes individuels. Notamment de l'entrée en vigueur d'EO2, le plan de réorganisation, à propos duquel tout le monde échafaude des scénarios, car il n'y a pas d'informations précises. »

Pour Valérie, « EO2 passera, comme les restructurations sont passées », à la suite de la réforme de 1990 (abandon du statut d'administration pour celui d'exploitant public), et cette réorganisation des structures de France Télécom est largement responsable de la « démotivation du personnel en ce moment ». « En plus, ajoute-t-elle, il y a un problème avec l'encadrement, qui, lui, est en train de changer de postes, avec des conflits d'intérêts. En dessous, les chefs de service et nous, les agents, nous sommes dans l'attente : où va-t-on atterrir demain ? Pour faire quel boulot ? Cela dit, nous continuons chacun à faire notre travail, parce que nous sommes conscients qu'en face il y a les usagers. »

Ph. L. C.

## Elf Aquitaine découvre un troisième gisement de pétrole dans le golfe de Guinée

Inexistante voilà dix ans, l'exploration en eau profonde ne cesse de se développer grâce aux progrès technologiques

LES PROFONDEURS du golfe de Guinée semblent propices aux pétroliers. Quelques semaines après les rumeurs non confirmées, de « découverte majeure » d'huile par Shell au large du Nigeria avec le puits de Bonga 1 par 1 000 mètres d'eau, Elf Aquitaine publie les résultats d'un forage fructueux effectué à 200 kilomètres au nord-ouest de la capitale angolaise, Luanda. La compagnie française a révélé, mercredi 10 avril, que le puits de Girassol (toursol, en portugais) foré par 1 365 mètres d'eau a un débit de 2 800 barils/jour. Ses réserves seraient de la même importance que les deux autres champs NKossa (55 millions de tonnes) et Moho (40 à 60 millions de tonnes) situés

plus au nord, au large du Congo, et découverts par le groupe respectivement en 1984 et en 1995. L'exploitation de NKossa, qui démarquera au second semestre, devrait durer une trentaine d'années.

## VERS LES CÔTES CHINOISES

Ces investigations en eau profonde sont rendues possibles grâce aux progrès technologiques qui permettent aux pétroliers de prospecter dans des zones inaccessibles jusqu'alors et surtout de diversifier leurs implantations. Ainsi, comme ses concurrents, Elf s'intéresse aux côtes chinoises. L'entreprise devrait se lancer dans des études à l'embouchure de la rivière des Perles sur un champ de 20 000 km<sup>2</sup> à des profondeurs va-

riant entre 100 et 2 000 mètres. « Quoi qu'en disent les Cassandre, l'industrie pétrolière et gazière continue à faire des découvertes tout à fait remarquables. Sur la période 1990-1995, dix champs géants ont été découverts », constatait Olivier Appert, directeur général adjoint de l'Institut français du pétrole (IFP), lors du colloque « Panorama » organisé en janvier à Paris par cet organisme. Il faisait référence aux gisements de Colombie, d'Algérie mais également aux découvertes off-shore à l'ouest des Shetland, ou dans le golfe du Mexique. La technologie aidant, les espoirs se portent vers les gisements en mer profonde au-delà de 200 mètres d'eau. Médiante voilà dix ans, l'exploration marine à de

telles profondeurs ne cesse de se développer. Estimée actuellement à 1,5 million de barils/jour sur une production quotidienne mondiale de 64 millions de barils, elle avoisinait 3,5 millions de barils/jour en l'an 2000, un niveau analogue à celui de l'Irak avant la guerre du Golfe.

« La profondeur ne constitue plus véritablement un obstacle technique et économique », souligne M. Appert. Après Petrobras, qui fore depuis 1994 au large du Brésil sous 1 030 mètres d'eau, Shell vient de décider de mettre en production dans le golfe du Mexique un champ de gaz par moins 1 600 mètres. L'exploitation devrait débuter en 1997. Pour confirmer l'attrait de la mer du Nord, même

avec un prix du baril faible, Peter Mellbye, vice-président de la compagnie norvégienne Statoil, estimait lors de ce colloque, que le progrès technologique a permis une baisse de 25 % à 30 % des coûts des nouveaux projets. La compagnie espère les réduire de 40 % à 50 % dans un délai de quatre à cinq ans.

## STABILITÉ DES INVESTISSEMENTS

L'industrie des hydrocarbures reste cependant grande consommatrice de capitaux. Le montant total des investissements jusqu'en 2010 est estimé à 2 700 milliards de dollars (13 500 milliards de francs). Par année, les dépenses atteignent 180 milliards de dollars (900 milliards de francs), en hausse de 35 %

par rapport à celles engagées au début de la décennie. L'exploration-production absorbe seule près de la moitié de ce montant soit 85 milliards de dollars. A l'avenir, la proportion devrait diminuer grâce aux économies générées par les progrès technologiques. « Malgré un accroissement de production, les investissements d'exploration resteront stables en monnaie constante », confirmait M. Appert. Les réductions de coûts sont d'autant plus indispensables, qu'en cette période d'abondance pétrolière, les prix restent bas et les experts ne voient pas de progression durable des cours d'ici à plusieurs années.

Dominique Gallots



صدا من الامم

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1996 / 15

## Le Crédit suisse a proposé une fusion à l'Union de banques suisses

Une conversation sur un éventuel rapprochement a eu lieu entre les présidents des deux groupes

Le Crédit suisse a confirmé mardi 9 avril en fin de journée avoir proposé une fusion à l'Union de banques suisses. L'UBS étudiera l'offre lors d'un

conseil qui doit se tenir jeudi 11 avril. Un rapprochement entre les deux établissements donnerait naissance à la plus grande banque d'Eu-

rope avec un total de bilan de plus de 3 300 milliards de francs français et des profits annuels proches de 13 milliards de francs.

BERNE

de notre correspondant

Après l'annonce, début mars, de la fusion de deux grands de la chimie helvétique, l'exemple va-t-il être suivi par les deux principales banques du pays ? Relevant jusqu'à l'hypothèse, la perspective d'un rapprochement entre l'Union de banques suisses (UBS) et le Crédit suisse (CS Holding) vient soudain de devenir plus crédible. Le Crédit suisse a confirmé mercredi 9 avril en fin de journée avoir fait une telle proposition à l'UBS, qui pour sa part entamerait un conseil qui doit se réunir jeudi 11 avril. Il n'est pas étonnant que la question d'un rapprochement entre les deux premières banques helvétiques se pose après le choc de la création de Novartis, le nouvel ensemble issu du mariage entre Ciba-Geigy et Sandoz.

Si la fusion venait à prendre corps, elle donnerait naissance à la première banque d'Europe. Son total de bilan (3 300 milliards de francs français) ne serait surpassé que par des établissements japonais. L'an dernier, l'UBS, qui emploie 29 000 personnes, a réalisé un bénéfice de 1,683 milliard de francs français et le Crédit suisse (5,9 milliards de francs français).

La rumeur a rebondi de plus belle à la suite d'un article évoquant une éventuelle fusion entre les deux premières banques

suisses. Paru mardi 9 avril dans le quotidien Tages-Anzeiger de Zurich, à une semaine de l'assemblée générale des actionnaires d'UBS, alors que s'exacerbe la lutte pour le contrôle de la direction de la banque, l'article du journal zurichois a fait l'effet d'un pavé dans la mare. Se référant à des « sources extrêmement fiables », le Tages-Anzeiger affirmait que le CS Holding exercerait des pressions sur l'UBS pour l'inciter à fusionner. Selon le quotidien, en cas de refus, le CS Holding et ses associés menaceraient de faire cause commune avec l'actionnaire « rebelle » Martin Ebner et de voter contre la direction lors de l'assemblée générale du 16 avril. Il aurait également envisagé de s'opposer à la nomination de l'actuel directeur général, Robert Studer, à la présidence du conseil d'administration d'UBS, en remplacement de l'actuel titulaire, Nikolaus Senn, qui arrive au terme de son mandat.

L'article du Tages-Anzeiger s'inscrit dans le cadre de la lutte pour le pouvoir que se livrent, depuis un certain temps déjà, la direction et une dissidence emmenée par Martin Ebner. Principal actionnaire de l'établissement à travers sa société financière BK Vision, celui-ci souhaiterait voir l'UBS déléguer ses activités de banque commerciale pour se consacrer essentiellement à la finance.

Dernièrement, Martin Ebner a cédé un bon paquet d'actions à l'un des plus grands industriels du

pays, Stephan Schmidheiny. Celui-ci considère que l'UBS a encore un bel avenir devant elle, même s'il estime qu'« il y a trop de banques en Suisse ». Interrogé par le Tages-Anzeiger à propos de ces rumeurs de fusion, il a indiqué que le CS Holding devrait d'abord digérer deux de ses récentes acquisitions : la Banque populaire suisse et la Nouvelle Banque d'Argovie.

« INDISCRETION »

Cherchant à calmer les esprits, dans un communiqué publié mardi en fin de soirée, le CS Holding reconnaît en partie les intentions qui lui sont prêtées, mais reproche au quotidien zurichois d'avoir donné « une image déformée de la réalité ». En tout cas, la direction de la banque dément avoir envisagé de soutenir BK Vision à la prochaine assemblée générale de l'UBS. En revanche, elle reconnaît avoir proposé une discussion en vue d'une fusion avec l'UBS et a tenu à fournir des précisions sur les circonstances d'un entretien téléphonique entre les présidents des deux établissements. L'article du Tages-Anzeiger, constate le communiqué, est « le résultat d'une indiscretion présentée avec partialité et sensationnalisme ».

« A l'occasion de cet entretien, précise le communiqué, le président de CS Holding a abordé la question de savoir s'il ne serait pas opportun de s'entretenir des possibilités de fusion entre les deux plus grands établissements bancaires

suisses, étant donné que la question pourrait être, tôt ou tard, d'actualité en raison de l'évolution du paysage bancaire helvétique et international. L'adaptation de la Suisse au mouvement de mondialisation de services financiers et le processus de restructuration encore en cours dans le secteur bancaire appelleraient des solutions s'inscrivant dans le long terme. » Les deux présidents, ajoute le texte, étaient toutefois conscients qu'une décision d'une telle portée... appartenait aux actionnaires. »

Tout en déplorant l'écho donné à « la réponse d'une question simplement soulevée dans un entretien confidentiel », CS Holding n'en espère pas moins que cette discussion « pourra être poursuivie à l'avenir en toute sérénité et objectivité ». Plus laconique, le porte-parole d'UBS s'est contenté de confirmer que la conversation téléphonique avait été et bien ou lieu et que le conseil donnera son avis.

Alors que l'éventualité d'une fusion a suscité de vives inquiétudes dans les milieux syndicaux, craignant pour la stabilité de l'emploi, la Bourse a réagi plus positivement. Ainsi, le titre au porteur d'UBS s'est apprécié de 0,5 % et l'action CS Holding de 5,5 %. Quant aux analystes financiers, sans vouloir faire de pronostics, ils estiment qu'une fusion des deux plus grandes banques suisses est possible sinon inéluctable.

Jean-Claude Buhner

## Suez affiche une perte de près de 4 milliards de francs

GÉRARD MESTRALLET a tenu parole. Lors des résultats annuels, le président du groupe Suez avait annoncé une perte de 3,976 milliard de francs et pronostiqué un second semestre à l'équilibre. C'est chose faite. Avec 17 millions de francs de résultats positifs, les six derniers mois sont en ligne. Pour l'ensemble de l'année, la compagnie reste à peu de chose près autour des chiffres prévus par M. Mestrallet : un déficit de 3 959 millions de francs. En deux ans, le groupe aura donc perdu 8,6 milliards de francs.

L'immobilier et la banque Indosuez sont les principaux responsables de ces résultats désastreux. L'effet de la crise immobilière a pesé pour plus de 5 milliards de francs sur les comptes de Suez. Au premier semestre, M. Mestrallet avait ajouté 4 milliards de provisions aux 7,6 déjà passés par Gérard Worms, son prédécesseur. Il a décidé d'en remettre un petit milliard au second semestre. Pour autant, il se garde bien de prétendre être immunisé contre une crise dont on connaît mal l'évolution. En 1995, les engagements nets dans l'immobilier ont été réduits de 19,7 milliards à 14,1 milliards, le produit des cessions et remboursements a atteint 2,3 milliards de francs. Le taux de provisionnement a été porté de 43 % à 53 %.

« Les deux premiers mois de l'année donnent cependant des signes encourageants, souligne M. Mestrallet. Le groupe a cédé pour 300 millions de francs d'immobiliers à la valeur inscrite dans les comptes. Quant à Indosuez, elle a subi

les contrechocs de la mauvaise tenue des marchés. » Affichant sa volonté de maintenir la banque au sein de la compagnie, Suez a injecté 1,2 milliard de francs dans Indosuez, l'a allégée de 5,5 milliards de francs d'actifs immobiliers et lui promet un nouvel appel d'un milliard à la fin de l'année. Hors immobilier, Indosuez a encore dû améliorer la couverture de ses risques sur ses autres métiers en passant 1,262 milliard de francs de provisions (notamment 330 millions de francs sur Eurotunnel). La banque a tout à la fois souffert d'une notation faible (renchérissant le coût de ses emprunts), d'une activité difficile sur les marchés financiers et d'une faible demande de crédit en France. Le produit net bancaire a reculé de 9,6 % affecté par un recul des commissions qui sont passées de 343 millions en 1994 à 128 millions en 1995. Le résultat d'Indosuez a été arrêté symboliquement à 107 millions de francs.

PLAN SOCIAL

Pour Gérard Mestrallet, le reste du groupe a obtenu des résultats satisfaisants. Côté établissements spécialisés (Sofinco, Pactofrance Heller, SEV Afer), le résultat courant a augmenté de 37 %. A la Société générale de Belgique (Tractebel, Générale de banque, Fortis AG, Union minière et Sagem), il a progressé de 24 %.

Le groupe a enregistré un résultat exceptionnel de 578 millions de francs. Les éléments post-

tifs (1 184 milliard de francs) correspondent aux plus-values réalisées sur près de 5 milliards de francs de ventes (Financière Sinc-Finagast, Abellie Ré, Commercial Union, Mine d'Amberg). Les éléments négatifs (1 762 milliard) proviennent de provisions pour restructuration, principalement chez Union minière, où un plan social concernant 2 000 personnes sur deux ans a été annoncé au second semestre.

« Le groupe est désormais en ordre de marche », estime Gérard Mestrallet. Le personnel de la holding a été réduit de 200 personnes à 80. La nouvelle orientation d'Indosuez comme « banque d'affaires internationale intégrée, spécialisée sur l'axe Europe-Orient » est mise en œuvre par Christian Maurin, son président depuis fin janvier 1996.

M. Mestrallet est en train de redimensionner son groupe « en le développant sur un nombre limité de métiers ». Une politique qui devrait porter ses fruits dès 1996, puisqu'il annonce un retour aux bénéfices dès cette année. « Je sais où je veux aller », affirme-t-il. Il semble surtout être mu par un pragmatisme sans faille. « Les choix que nous avons faits étaient les meilleurs au moment où nous les avons pris », dit-il en faisant allusion à l'arrimage d'Indosuez au groupe. Il serait en effet étonnant que la banque du groupe reste à l'écart des mouvements de concentration à venir dans le paysage bancaire français.

Bubette Stern

## Le dollar atteint son plus haut niveau depuis deux ans face au yen

LE CALME est revenu, mardi 9 avril, à Wall Street. Après son plongeon de la veille (-1,56 % en clôture) et -2,5 % en cours de séance, l'indice Dow Jones n'a enregistré qu'une baisse modeste (-0,6 %), tandis que le marché obligataire américain se reprenait.

Les places boursières européennes ont très bien résisté. Après une ouverture en baisse, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a terminé la séance sur un gain de 0,33 %. Le dollar a poursuivi son ascension : il est monté, mercredi matin 10 avril, jusqu'à 108,75 yens, son plus haut niveau depuis deux ans face à la devise japonaise et

1,50 mark, son cours le plus élevé depuis six mois face à la monnaie allemande. Face au franc français, il s'échangeait à 5,10 francs.

Le dollar a profité de l'annonce, mercredi matin, d'une nouvelle contraction de l'excédent de la balance courante japonaise au mois de février. Il s'est établi à 745,9 milliards de yens (35 milliards de francs), soit une baisse de 38,8 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette évolution des comptes extérieurs japonais favorise un repli du yen, les exportateurs nippons ayant du même coup moins de devises étrangères à convertir dans leur propre monnaie.

Les écarts de taux d'intérêt à court terme entre les grands pays industrialisés soutiennent également le billet vert. Les rendements à trois mois américains sont aujourd'hui largement supérieurs à ceux observés au Japon ou en Allemagne (5,30 % aux Etats-Unis contre 0,5 % à Tokyo et 3,25 % à Francfort), ce qui rend les placements libellés en dollar attractifs.

Cette situation, favorable au dollar, devrait se maintenir au cours des prochains mois. Comme le notent les économistes de la Banque française du commerce extérieur (BFCE), « en se réveillant durable, la prime financière du dollar sur le mark ou le yen devrait séduire les investisseurs internationaux ».

HÉSITATIONS ALLEMANDES

La vigueur de l'économie américaine, reflétée par le nombre important de créations d'emplois au mois de mars (140 000), est de nature à inciter la Réserve fédérale à opter pour le statu quo sur ses taux directeurs. Au Japon, la fragilité du système bancaire devrait se traduire par le maintien d'une politique monétaire très souple. Enfin, en Allemagne, la stagnation de l'économie pourrait se traduire par une baisse des taux directeurs de la Bundesbank. Les commandes enregistrées par l'industrie allemande se sont contractées de 1 % au mois de février. Le président de la Bundesbank, Hans

Tietmeyer, a déclaré, mardi, dans un entretien accordé au journal Die Welt, que la banque centrale « continuera à examiner s'il y a une légère marge de baisse des taux. De toutes façons, il n'y a aucune raison d'augmenter les taux d'intérêt pour le moment ».

Les hésitations allemandes ne devraient pas empêcher une poursuite de la détente monétaire en France. La vigueur du franc face au deutchemark (3,4020 francs pour un mark mercredi matin), l'évolution modérée des prix (2 % en glissement annuel en février) et de la masse monétaire (4,1 % sur un an en février) plaident pour une baisse des taux directeurs de la Banque de France. Selon un sondage effectué mardi par l'Agence Reuter auprès de vingt économistes, seize d'entre eux prévoyaient une baisse de 0,10 %, à 3,70 %, du taux des appels d'offres à l'issue du conseil de l'institut d'émission, réuni jeudi 11 avril.

P.-A. D.

## Les patrons de General Motors, Ford et Chrysler moins bien payés

EN DÉPIT de profits excellents enregistrés par les constructeurs automobiles américains General Motors (GM), Ford et Chrysler, leurs présidents ont vu leur rémunération - hors stock-options - baisser en 1995. Alors que les bénéfices de GM ont bondi de 40 % en 1995 pour atteindre 6,9 milliards de dollars, John Smith, son président, a vu sa paie diminuer de 9,2 % à 5,5 millions de dollars (27,5 millions de francs). Explication : les bonus versés par GM en 1995, qui représentent une part importante de la rémunération, dépendaient d'objectifs de performances autres que le bénéfice net, qui n'ont pas été atteints.

Alex Trotman, patron de Ford, a vu sa paie diminuée d'un tiers. Son salaire annuel est resté inchangé (1,5 million de dollars), mais son « bonus » est passé de 6 millions de dollars à 3 millions. Ford a enregistré un bénéfice net de 4,14 milliards de dollars en 1995, en baisse de 22 % par rapport à 1994. Robert Eaton, patron de Chrysler, a touché 7 millions de dollars en 1995, soit une baisse de 22 %. La qualité des produits et le cours de l'action Chrysler n'ont pas été conformes aux objectifs fixés.

DÉPÊCHES

■ WALL STREET : la société de Bourse new-yorkaise Gruntal va payer une amende record de 6,2 millions de dollars (31 millions de francs) aux termes d'un règlement négocié avec les autorités boursières américaines à la suite d'une affaire de détournement de fonds, a annoncé la société mardi 9 avril. Gruntal va constituer une provision de 5,5 millions de dollars pour achever d'indemniser les victimes de ces détournements commis par d'anciens employés pendant dix ans.

■ BANQUE VERNES : l'Agence de notation financière européenne IBCA a annoncé mardi 9 avril qu'elle plaçait sous surveillance les notes à long terme BBB et à court terme A2 attribuées à la Banque Vernes. Cette décision « intervient à la suite du décès de Jean-Marc Vernes, président et principal actionnaire de la banque, et dans l'attente de la nomination de son successeur », a indiqué IBCA dans un communiqué.

■ GTM-ENTREPOSE : le pôle construction de la Lyonnaise des eaux a annoncé mercredi 10 avril un recul de 1,9 % de son résultat net en 1995 à 198 millions de francs, notamment en raison de l'immobilier (145 millions de pertes). Le groupe, qui a pris le contrôle total de Dumez-GTM et de 96 % de la société Jean Lefebvre (routes) l'an dernier, a réalisé un chiffre d'affaires stable à 42,8 milliards de francs.

■ STET : le groupe italien de télécommunications a indiqué, mardi 9 avril, qu'il pourrait se porter acquéreur de Mercury, si la filiale britannique de Cable & Wireless était mise en vente suite à une fusion entre Cable & Wireless et BT.

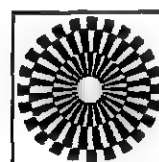
■ IBM : le groupe informatique américain s'apprête, selon USA Today du 9 avril, à conclure un accord avec Apple, pour vendre sous licence le logiciel d'exploitation pour micro-ordinateurs de ce dernier. IBM ne fabriquerait cependant pas de clones d'ordinateurs Apple.

■ ALCATEL ALSTHOM : le syndicat CFDT du groupe a appelé, mardi 9 avril, à une manifestation le 22 mai à Paris contre les « suppressions d'emplois massives ». Le syndicat allemand IG Metall d'Alcatel SEL et d'Alcatel Kabel participera à cette action, a précisé la CFDT, qui met « en première ligne la réduction du temps de travail, avec la revendication de la semaine de 32 heures sur quatre jours ».

■ SCHNEIDER ELECTRIC : les salariés de la division onduleurs (ASD), qui ont bloqué mardi 9 avril l'accès du principal site du groupe à Grenoble, ont décidé de poursuivre leur mouvement, selon l'intersyndicale (FO, CGT, CFDT, CFTC). Les employés d'ASI sont en grève depuis le 25 mars pour protester contre le projet de la direction de Schneider Electric de se séparer de cette activité.

■ DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES : la France a compté 16 593 défaillances d'entreprises au premier trimestre 1996, soit une progression de 7,5 % par rapport au premier trimestre 1995 et de 9,5 % par rapport au dernier trimestre de 1995, selon l'indice de la SFAC (Société française d'assurance crédit), publié mercredi 10 avril.

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS



### GRUPPE GÉNÉRALE DE CHAUFFE

Le Conseil d'Administration de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHAUFFE, réuni le 4 avril 1996 sous la présidence de Monsieur Bernard FORTERRE, a arrêté les comptes consolidés de la société au 31 décembre 1995, qui ont évolué comme suit :

(en millions de francs)	Groupe	
	1995	1994
Chiffre d'affaires	21 528,1	12 058,2
dont chiffre d'affaires réalisés à l'étranger	6 089,7	3 104,6
Résultat d'exploitation	891,6	529,3
Résultat net	433,9	253,8
Capacité d'autofinancement	1 924,3	1 089,5

Après apport du Groupe Esys-Montenay, des sociétés Slec-Prodith et de diverses participations, le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, s'établit à 21 528 millions de francs ; le résultat net consolidé, part du Groupe, à 433,9 millions de francs et la capacité d'autofinancement à 1 924,3 millions de francs.

Sur une base comparable à 1994, avant apports, le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, est de 13 666 millions de francs, en progression de 13 %. Le résultat d'exploitation s'élève à 616,9 millions de francs ; le résultat net consolidé, part du Groupe, à 288,7 millions de francs en progression respectivement de 16,5 % et de 13,7 % par rapport aux chiffres correspondants de 1994.

Cette nouvelle configuration du Pôle Energie-Services de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX est l'aboutissement de plusieurs actions de restructurations géographiques et de réorientations des métiers de diversification.

Avec la reprise du développement, particulièrement dans l'industrie et la production indépendante d'électricité, jointe à la maîtrise de nouvelles dispositions opérationnelles proches du terrain, ce nouvel ensemble aborde le marché international avec plus de force, alors qu'il représente déjà, en 1995, 28 % de son chiffre d'affaires consolidé.

### ENTREPRISES

Communiqués financiers  
24 h/24

3615 LE MONDE



150

16 / LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1996

# MAINTENANT À L'EST, ON TR

## (ET AU NORD ET AU SUD

TOU T C  
PARIS ÉG



99F  
Bartol  
chaise.  
Hêtre massif.  
99F au lieu  
de 129F.

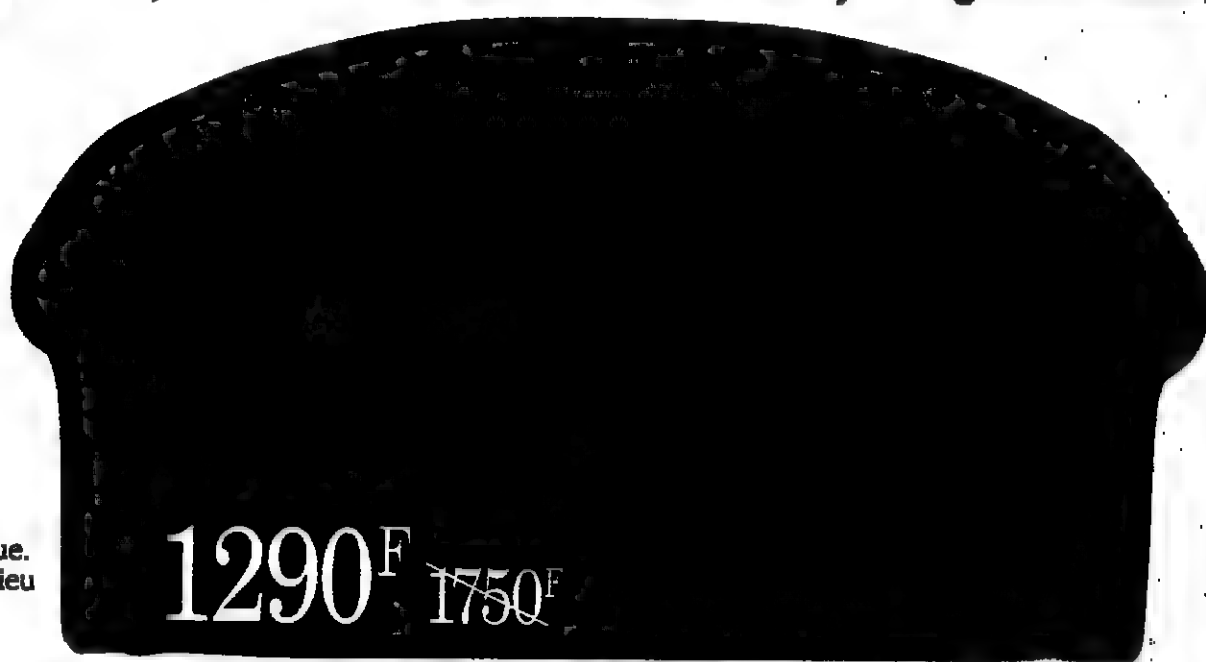
Kubist rangement modulable.  
Structure en fibres de bois  
laqué bleu-gris.  
Portes/socles/faces  
de tiroirs en panneau  
de particules plaqué  
bouleau, vernis  
plastique. Haut 206 cm,  
prof. 40 cm,  
larg. 197 cm.  
1635 F au lieu de 2313 F.

1635F 2313F



99F 179F

Drak pendule. Acier  
chromé/plastique acrylique.  
Pile non fournie. 99F au lieu  
de 179F.



1290F 1750F

Morebo convertible 2 places. Polystyrène/polyéther. Revêtu  
coton vert. 160x82 cm, haut 75 cm, haut. assise 40 cm.  
Couchage 180x122 cm. 1290F au lieu de 1750F.



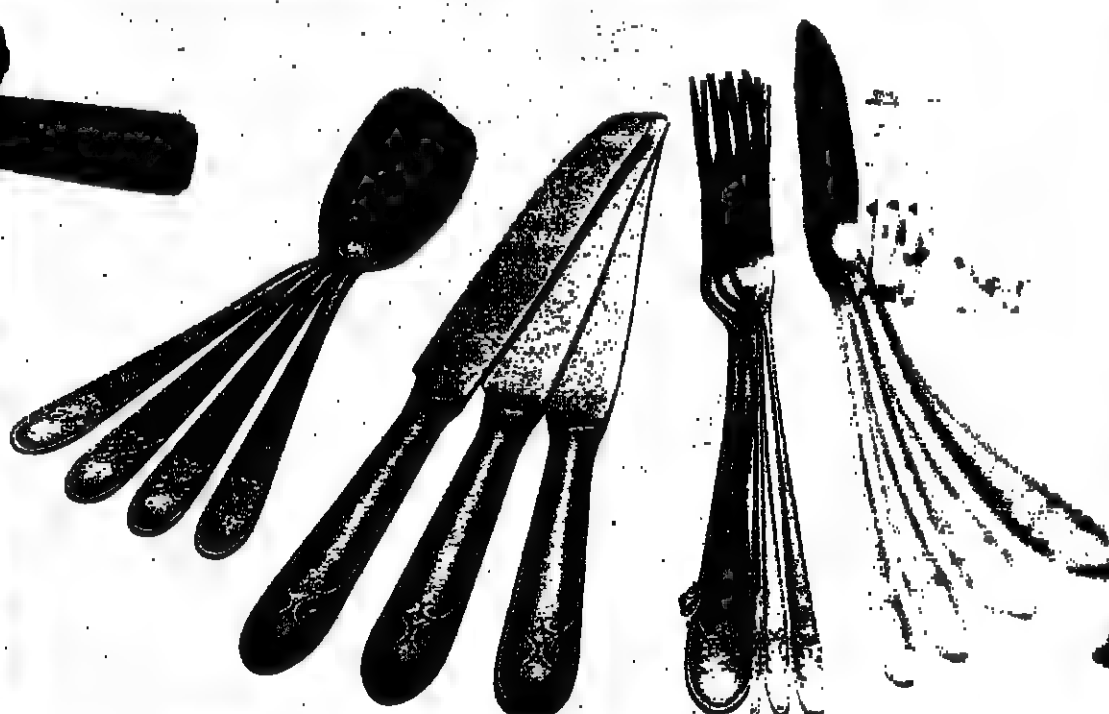
59F 89F

Drabant  
couteau à viande  
24 cm. Manche  
en bois pakka,  
lame acier  
inoxydable/molybdène  
forgée en une seule pièce.  
59F au lieu de 89F.

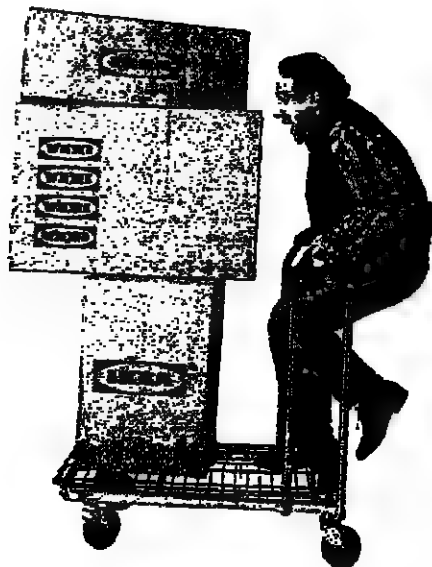


19,90F

Poêle 24 cm.  
Aluminium, revêtement  
anti-adhésif.  
19,90 F.



59F 89F



Dovre table.  
Panneau de  
particules  
revêtu  
mélamine.  
Piétement en  
bois massif  
laqué blanc.  
2 abatants de  
30 cm chacun.  
70x80 cm,  
haut. 73 cm.  
399 F au lieu de  
495 F.

399F 495F

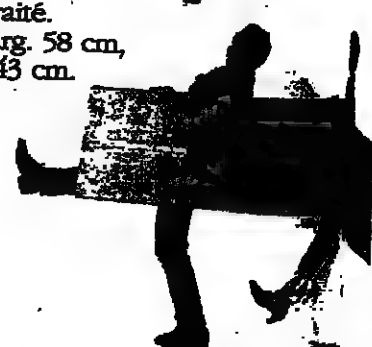


49F 99F

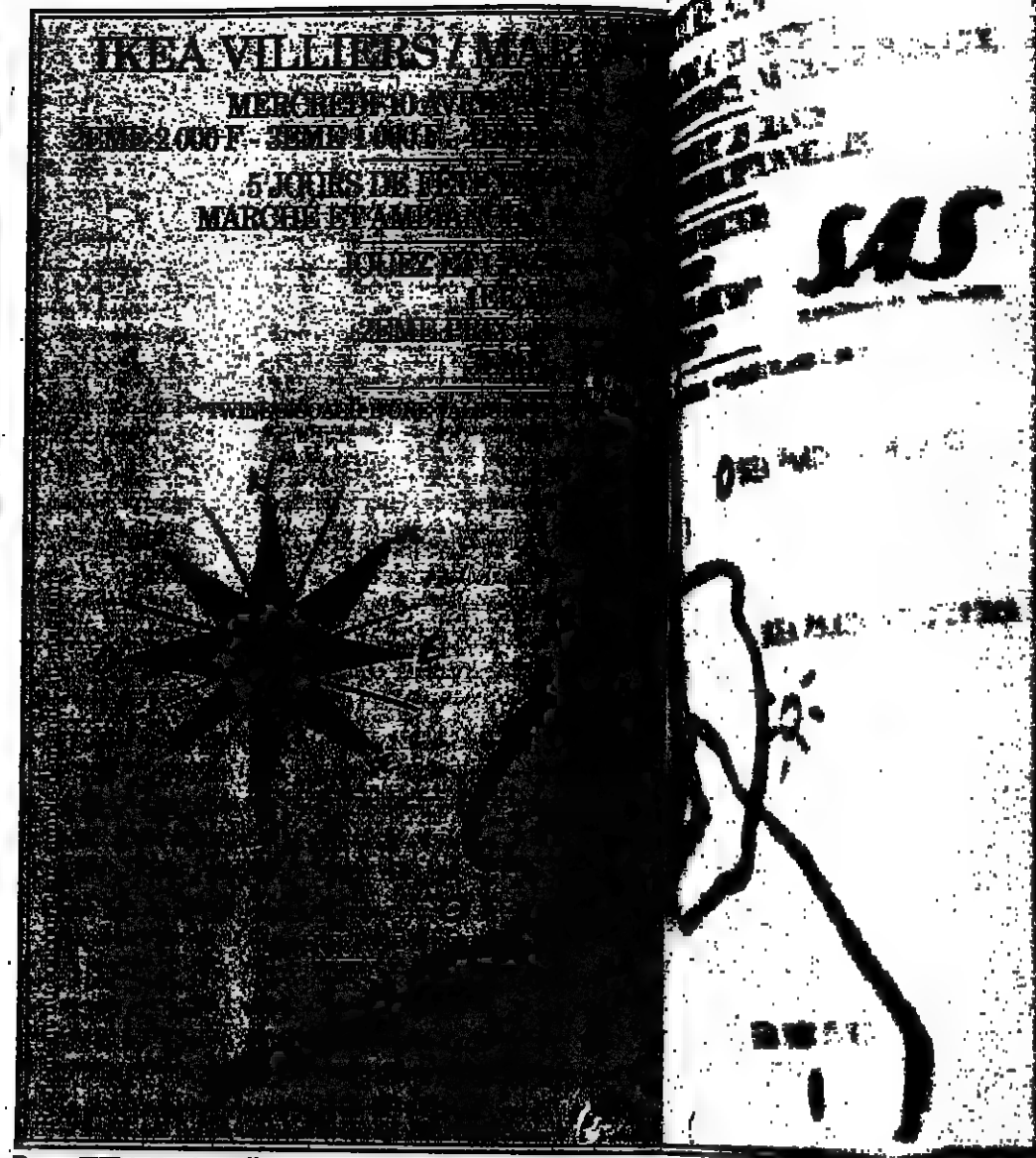
Snurra vase.  
Verre coloré,  
soufflé bouche.  
49F au lieu de 99F.



Purser range CD. Pin ou  
sapin massif non traité.  
Pour CD/vidéos, larg. 58 cm,  
prof. 18 cm, haut. 43 cm.  
55F au lieu de 75F.



3615 IKEA



Pour IKEA Paris Villiers prendre A4 sortie Villiers-suzette



'icité)

[illegible]

Page 152A Page 5

• 7. 4 = 522 **same (8 km)**

**Lampa couverts 16 pces.**  
**Acier inox.**  
**129F au lieu de 199F.**

 $^{129}\text{F}$   $^{199}\text{F}$ 

59  
~~85~~<sup>F</sup>

**Boîte de couleurs.**  
59 F au lieu de 85 F.

**Kimsta**  
fauteuil cuir brun. Hêtre ou bouleau moulé verni, garni  
polyéther et ouate synthétique.  
Cuir vache ou buffle, fleur corrigée et pigmentée.  
67x84 cm, hau. d'assise 38 cm. 690F au lieu de 960F.

**Anatol support  
mural micro-ondes.  
Métal laqué blanc.  
199F au lieu de  
259F.**

199<sup>F</sup> 259

875R

**Arnavik**  
structure de lit.  
Panneau MDF/multiplis  
de hêtre. Laqué blanc.  
Pieds en hêtre massif.  
218x179 cm, haut.  
29,5 cm. Couchage  
160x200 cm.  
875 F au lieu  
de 1750 F.

169<sup>F</sup>

**169<sup>1</sup>** Marmel  
tente enfants.  
Fibres de  
verre/nylon.  
Tapis de sol en  
polypropylène.  
150x130 cm.  
haut 125 cm.  
Inflammable. 169F.

690<sup>F</sup>  
960<sup>F</sup>

est chevet. Pin  
massif  
é. 50x30 cm.  
cm. 85 F au  
35 F.

**Billy**  
bibliothèque.  
Panneau de  
particules,  
plaqué pin  
teinté à  
l'ancienne,  
larg. 60cm,  
prof. 28 cm,  
haut. 202 cm.  
295F.

295<sup>F</sup>

**Jussi table basse.** Pieds en chêne massif. Plateau en panneau de particules, plaqué hêtre teinté noir, haut. 45 cm. 118x62 cm. 399F au lieu de 483F. 62x62 cm. 299 F au lieu de 395F.

299<sup>F</sup>  
395<sup>F</sup>

163

**Vasby**  
tapis coco.  
Lisière coton.  
122x183 cm.  
169F au lieu de 299F.

**3615 IKEA\***

The IKEA logo, consisting of the word "IKEA" in a bold, sans-serif font, enclosed within a white oval shape on a dark background.

# IKEA VILLIERS / MARNE L'OUVERTURE À L'EST

Photos non contractuelles. \* 1,29 F la minute. - Meubles à monter soi-même. - Photos non contractuelles.

RICHARD PETRAIT &amp; ASSOCIATES



■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé, mercredi 10 avril, en hausse de 0,22 %, à la suite d'achats massifs par les investisseurs institutionnels. L'indice Nikkei a atteint 21 791,70 points.

■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 10 avril, sur le marché international de Hongkong, à 394,70-395,00 dollars l'once, contre 398,00-398,30, mardi 9 avril en clôture.

■ LE DOLLAR a terminé, mercredi, à son plus haut niveau depuis plus de deux ans face au yen. Sur le marché des changes de Tokyo, le billet vert cotait 108,57 yens.

■ LE TRÉSOR FRANÇAIS a émis, le 9 avril, pour 18 milliards de francs de sa nouvelle obligation à taux variable, l'OTAT TEC-10. Les chefs de file de l'opération ont été la BNP et la Caisse des dépôts.

■ WALL STREET a poursuivi sa correction à la baisse, mardi 9 avril, après son recul de 1,56 % lundi. L'indice Dow Jones a encore perdu 0,61 % à 5 560,41 points.

## LES PLACES BOURSINIÈRES

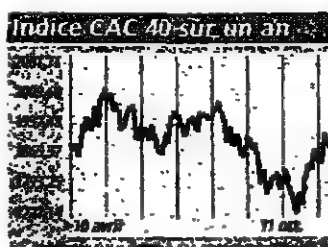


## Paris proche des 2 100 points

La note était encore ferme mercredi 10 avril à la Bourse de Paris où l'indice CAC 40, au plus haut de l'année, flirtait avec le niveau des 2 100 points dans un marché calme avec des transactions relativement réduites. En hausse de 0,84 % à l'ouverture, le CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,58 % à 2 093,73 points.

Le marché obligataire était également en forme, le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans échéance juin progressait de 0,34 % à 122,12. Mardi aux États-Unis, le taux des bons du Trésor à 30 ans avait reculé à 6,84 % contre 6,87 % lundi.

Si, selon l'INSEE, le moral des Français était encore bas en mars, la Bourse de Paris a retrouvé espoir notamment sur les perspectives économiques de la France dans les mois à venir. La grande fermeté du dollar joue également en faveur des placements en francs, excluant des gestionnaires. Le billet vert a atteint son plus haut niveau depuis deux ans face au yen.



Les valeurs de sociétés réalisant un important chiffre d'affaires en dollars, sont recherchées. BIC par exemple gagne 2 % et Essilor +2,7 %. Primagaz monte de 6 % à

610 francs, Bongrain de 4,4 % et Via Banque de 2,5 %. Enfin, Suez est stable après l'annonce d'une perte de 3,96 milliards de francs en 1995.

## Paribas, valeur du jour

LA RUMEUR qui circulait en Suisse au sujet d'une éventuelle fusion entre le Crédit suisse et l'Union de banques suisses a relancé l'intérêt à Paris pour les valeurs financières. Paribas, présentée comme une valeur « opérable », en a immédiatement profité et a encore progressé de 1,1 % mardi 9 avril, à 353 francs. Le volume de transactions a encore été important, avec 925 000 titres échangés. Les opérateurs se sont d'autant plus intéressés à Paribas que, jeudi

4 avril, avant la longue trêve du week-end pascal, plus de 5 millions d'actions Paribas avaient changé de mains à Londres.



## Tokyo pousse son avantage

LA BOURSE de Tokyo a poursuivi son ascension mercredi 10 avril. L'indice Nikkei a gagné 47,53 points, soit 0,22 % à 21 791,70 points.

La veille à New York, Wall Street a reculé de 0,61 %, l'indice Dow Jones ayant cédé 33,96 points à 5 560,41 points dans un marché de 423 millions de titres échangés, après avoir perdu 89 points le lundi 8 avril. La grande Bourse de New York a été pénalisée par le recul des grandes multinationales Boeing, IBM, Coca-Cola, Procter & Gamble. Ces groupes sont affectés par la hausse du dollar, au plus haut vis-à-vis du mark depuis sept mois. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt à 30 ans s'est légèrement détendu à 6,84 %. Les investisseurs attendent la publication, jeudi, de l'indice

des prix à la production. Les économistes interrogés par Reuters tablent sur une hausse de 0,2 % hors alimentation et énergie. Il est probable que tout chiffre supérieur sera mal accueilli par le marché obligataire, à l'appréhension des mauvaises nouvelles après la confirmation, le vendredi 5 avril, d'un très fort nombre de créations d'emplois au mois de février.

## INDICES MONDIAUX

	Cours au 09/04	Cours au 10/04	Var. en %
Paris CAC 40	2081,71	2093,73	+0,58
New York DJ	5560,41	5560,41	0,00
Yokohama Nikkei	21744,30	21791,70	+0,22
Londres FT100	3754,30	3754,30	0,00
Frankfurt Dax 30	2501,26	2501,26	0,00
Bruxelles Bel 20	1957,84	1957,84	0,00
Amsterdam AEX	1666,85	1666,85	0,00
Amsterdam CBO	359,60	359,60	0,00
Madrid IBEX 35	345,98	345,98	0,00
Stockholm Afters	1461	1461	0,00
Londres FTSE	2795,20	2795,20	0,00
Hong Kong Hang S	11107,40	11107,40	0,00
Singapore Strait	2882,15	2882,15	0,00

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	09/04	10/04	Var. en %
Alcoa	64,37	63,25	-1,72
American Express	48,62	48,62	0,00
Allied Signal	56,75	57,12	+0,65
AT & T	60,50	60,50	0,00
Banque Américaine	12,62	12,75	+1,03
Boeing Co	82	82,87	+1,06
Caterpillar Inc.	67,37	67,62	+0,37
Chevron Corp.	56,37	56,62	+0,44
Coca-Cola Co	82,12	82,12	0,00
Dynegy Corp.	63,87	64,37	+0,78
Du Pont Nemours & Co	33	33,37	+1,12
Eastman Kodak Co	69,50	69,50	0,00
Exxon Corp.	83,62	83,62	0,00
Gen. Motors Corp.	54,75	55	+0,73
Gen. Electric Co	78,87	79,62	+0,95
Goodyear Ty & Rubber	51,37	51	-0,43
IBM	118,75	119,37	+0,52
Intl Paper	39,25	39,50	+0,64
J.P. Morgan Co	80,75	81,25	+0,62
Mc Don Douglas	89,62	89,25	-0,41
Merck & Co Inc.	62	61,87	-0,21
Minnesota Mining & Mfg	64,12	64,50	+0,59
Philip Morris	89,67	90,62	+1,06
Procter & Gamble Co	84,37	84,62	+0,30
Sealed Air Corp	48,12	48,12	0,00
Tecoco	86,87	87,12	+0,29
Union Carb.	48	48,25	+0,52
Unit Technol	111,62	111,87	+0,23
Westingh. Electric	19,12	19,12	0,00
Woolworth	15,75	15,25	-3,18

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 09/04	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	1004	0,00	31/12
Eurobond	5,65	+0,02	+1,50
Primagaz	611	+0,02	+0,02
Dow Jones	475	+0,02	+0,02
BF Aquitaine	369,30	+0,02	+0,02
Unior Sacher	33,95	+0,02	+0,02
Bongrain	2780	+0,02	+0,02
Micrologie Inter.	21,40	+0,02	+0,02
S.L.T.A.	1104	+0,02	+0,02
Cap Gemini Segro	170,40	+0,02	+0,02
Laposte (M&M)	152,40	+0,02	+0,02

	Cours au 09/04	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	1004	0,00	31/12
GTM-Entrepre	320,10	-0,02	-0,02
Ingenico	73,20	-0,02	-0,02
COMAG (COMAG Ly)	55,40	-0,02	-0,02
Eno	62	-0,02	-0,02
Légis Indust	245	-0,02	-0,02
Banque (Cie)	545	-0,02	-0,02
Comptoir Entrep.	13,05	-0,02	-0,02
UIS	128	-0,02	-0,02
CEP	118	-0,02	-0,02
OUTRAF	134,50	-0,02	-0,02

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

	1004	1004	1004
SEANCE, 12h30	1004	1004	1004
BF Aquitaine	41233	1304353,40	
Total	35358	1254767,70	
Paribas	34887	1136423,30	
Cartifair	2152	1751573	
LMH Most Valom	6155	782929	
Saint-Gobain	12378	773283	
L'Oréal	4540	7101622	
Suez	52140	870495,70	
Rhône-Poulenc A	30763	1207065,70	
Lyonnais Eaux	13803	61624136,10	

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	09/04	10/04	Var. en %
Allard Lyons	4,96	5,05	+1,81
Barchys Bank	7,24	7,21	-0,41
B.A.T. Industries	5,11	5,10	-0,19
British Aerospace	8,44	8,44	0,00
British Airways	3,35	3,35	0,00
British Gas	2,39	2,34	-2,09
British Petroleum	3,79	3,79	0,00
British Telecom	3,76	3,76	0,00
B.T.R.	3,21	3,20	-0,31
Cadbury Schweppes	4,47	4,47	0,00
Carroll	0,68	0,64	-5,88
Porte	3,75	3,58	-4,53
Glaxo	8,08	8,11	+0,37
Grand Metropolitan	4,22	4,13	-2,13
Guinness	4,60	4,58	-0,43
Hanson Plc	1,86	1,89	+1,61
Grease	6,45	6,45	0,00
H.S.B.C.	10	10,00	0,00
Imperial Chemical	8,98	9,05	+0,79
Legal	6,91	6,95	+0,58
Marlboro	4,29	4,29	0,00
National Westminster	6,44	6,44	0,00
Peninsular Oriental	5,16	5,17	+0,19
Reckitt	7,46	7,46	0,00
Satchi and Satchi	1,29	1,31	+1,55
Shell Transport	8,71	8,64	-0,80
Smithkline Beecham	6,85	6,92	+1,02
Tate and Lyle	4,97	4,94	-0,60
Unilever Ltd	11,95	12,13	+1,51
Zeneca	13,99	13,99	0,00

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 09/04	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	1004	0,00	31/12
Mecadyne	23,40	+0,02	+0,02
Weeks	63,55	+0,02	+0,02
Unior	331	+0,02	+0,02
Corona 1 (Ly)	301	+0,02	+0,02
Cloyat (Ly)	94	+0,02	+0,02

	Cours au 09/04	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	1004	0,00	31/12
Peck Bateau	27	-0,02	-0,02
Abn-Monodup	70	-0,02	-0,02
Ruby-Cambilly	208,60	-0,02	-0,02
ARCA (Ly)	48,90	-0,02	-0,02
Compas	7,15	-0,02	-0,02

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	1004	1004	1004
Ind. SBF 120	1453,63	1453,63	0,00
Ind. SBF 250	1412,10	1412,10	0,00
Ind. Second Marché	301,46	301,46	0,00
Ind. MidCac	1330,73	1330,73	0,00

## FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

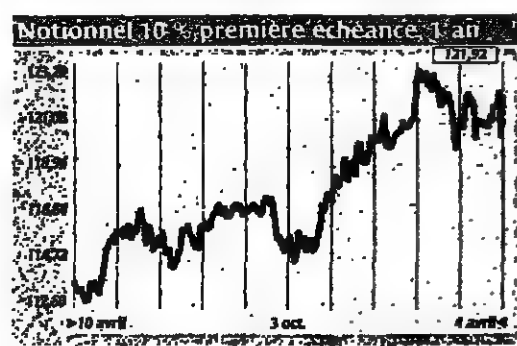
	09/04	10/04	Var. en %
Allianz Holding N	2716	2730	+0,50
Bayer AG	416,50	409	-1,70
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84
Bayer AG	512	507,70	-0,84

## LES TAUX



## Hausse du Matif à l'ouverture

LE CONTRAT à terme sur les obligations d'Etat françaises a ouvert en hausse mercredi 10 avril. Il cotait 122 points dans les premières transactions, contre 121,78 points à la clôture la veille. Le rendement de l'emprunt à 10 ans (OAT) se détendait à 6,57 % contre 6,59 % lundi soir, alors que l'écart avec son équivalent allemand restait stable à 0,15 %. Les investisseurs ont anticipé la publication de chiffres sur la situation de l'emploi en Allemagne.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 09/04	Taux au 10/04	Indice des prix
France	3,90	6,63	7,46
Allemagne	3,25	6,45	7,23
Grande-Bretagne	5,88	6,71	7,72
Italie	9,84	10,90	11,14
Japon	0,50	3,02	4,75
États-Unis	5,25	6,60	6,86

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 09/04	Taux au 10/04	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,44	5,42	100,45
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6	6	100,76
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,38	6,35	100,77
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,61	6,58	100,56
Fonds d'Etat 30 à 35 ans	7,24	7,25	100,44
Obligations françaises	6,88	6,85	100,13
Fonds d'Etat à TRE	-1,48	-1,50	100,85
Fonds d'Etat à TRE	-1,38	-1,35	100,86
Obligat. franc à TRE	-1,09	-1,05	100,41
Obligat. franc à TRE	+0,20	+0,17	100,08

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	3,9375	3,9375	3,9375	3,9375
1 mois	3,92	4,07	3,98	4,06
3 mois	4,03	4,15	4	4,10
6 mois	4,12	4,25	4,08	4,18
1 an	4,25	4,37	4,25	4,35

## MATIF

	échéances 09/04	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
juin 96	1672	95,78	95,77	95,89	95,76	95,76
sept 96	5179	95,71	95,71	95,84	95,51	95,51
dec 96	6845	95,71	95,71	95,84	95,51	95,51
mars 97	3557	95,71	95,71	95,84	95,51	95,51

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéances 09/04	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 96	14993	2082	2082	2082	2082	2082
sept 96	19	2057	2057	2057	2057	2057
juin 96	570	2058	2058	2058	2058	2058
sept 96	—	2052	2052	2052	2052	2052

## LES MONNAIES



## Nette progression du dollar

LE BILLET VERT était en forte hausse, mercredi matin 10 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 108,70 yens, son plus haut niveau depuis deux ans. Le dollar a été soutenu par l'annonce d'une forte contraction de l'excédent de la balance courante nipponne au mois de février (-38,8 % par rapport à son niveau atteint un an auparavant). Le

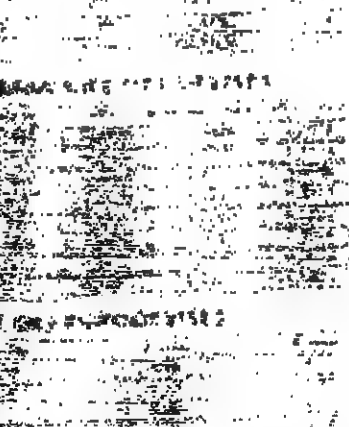
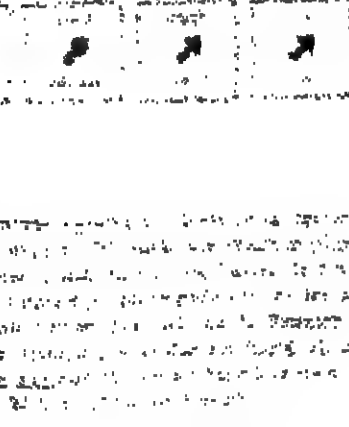
dollar affichait la même vigueur vis-à-vis de la devise allemande. Il s'inscrivait à 1,50 mark, son cours le plus élevé depuis six mois. L'annonce d'une baisse de 1 % des commandes à l'industrie allemande en février a ravivé l'espoir d'une baisse des taux de la Bundesbank. Face au franc français, le dollar s'échangeait à 5,10 francs. Le franc gagnait du terrain face à la monnaie allemande à 3,4020 francs pour 1 mark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours 09/04	cours 10/04	Var. en %
Allemagne (100 dm)	340,7100		0,00
Euro	6,3540		+0,25
Euro-Ums (1 F)	5,0775		+0,25
Belgique (100 F)	40,7500		+0,25
Paye (100 fl)	305,0700		+0,12
Irlande (1 000 Ir.)	2,3280		+0,25
Denemark (100 ldn)	88,2500		+0,25
Islande (1 lepi)	7,9860		+0,25
Gce-Bretagne (1 F)	7,7365		+0,40
Greece (100 drach)	2,1055		+0,25
Suede (100 kr)	75,7200		+0,11
Suisse (100 F)	421,7500		+0,11
Norvege (100 K)	78,7100		+0,02
Autriche (100 sch)	49,4900		+0,02
Finlande (100 m)	4,0095		+0,02
Portugal (100 esc)	3,3100		+0,05
Canada 1 dollar ca	3,3473		+0,08
japon (100 yns)	4,6592		+0,05
Finlande (marks)	106,5400		+0,05



519627 a pour suivi sa correction, mardi 9 avril, après l'ajustement de 1,56 % à l'indice Dow et encore perdu 0,61 % à l'ouverture.



11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

11/04/96  
12/04/96  
09/04/96  
08/04/96  
07/04/96  
06/04/96  
05/04/96  
04/04/96  
03/04/96

# RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 10 AVRIL

Liquidation : 23 avril

Taux de report : 4,50

Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	Différence
EDF-CDF 3%	776,4	776,4	0,00
B.N.P.	93,4	93,4	0,00
C.I. Lyonaise (P.)	83,4	83,4	0,00
Renault (T.P.)	183,5	183,5	0,00
Rhone-Poulenc (T.P.)	250,0	250,0	0,00
Saint-Gobain (T.P.)	125,5	125,5	0,00
Thomson SA (T.P.)	109,0	109,0	0,00
Alcatel	76,6	76,6	0,00
Air Liquide	917	917	0,00
Alcatel Alsthom	469	469	0,00
Alcatel Cable	463,30	463,30	0,00
Alpe	460	460	0,00
ACF-AsGen-France	143,30	143,30	0,00
Adia	310,70	310,70	0,00
Adia	619	619	0,00
Bail Industrie	86,6	86,6	0,00
Banque Paribas	356	356	0,00
Bazart H&C	467	467	0,00
Belland Finance	166	166	0,00
BIC	373	373	0,00
BIS	378	378	0,00
B.N.P.	294,50	294,50	0,00
Bolton Tech	578	578	0,00
Bongrain	2880	2880	0,00
Bouygues	311	311	0,00
Caixa	1211	1211	0,00
Cap Gemini Sogefi	145,20	145,20	0,00
Carbone Lorrain	683	683	0,00
Carrefour	3740	3740	0,00
Cassini	179,70	179,70	0,00
Cassini	126,50	126,50	0,00
Cassini	922	922	0,00
C.C.F.	239,10	239,10	0,00
CEG	37,40	37,40	0,00
CEG	121,50	121,50	0,00
CEP Communication	469	469	0,00
CEP	90,80	90,80	0,00
CEP	100,00	100,00	0,00
CEP	120,00	120,00	0,00
CEP	140,00	140,00	0,00
CEP	160,00	160,00	0,00
CEP	180,00	180,00	0,00
CEP	200,00	200,00	0,00
CEP	220,00	220,00	0,00
CEP	240,00	240,00	0,00
CEP	260,00	260,00	0,00
CEP	280,00	280,00	0,00
CEP	300,00	300,00	0,00
CEP	320,00	320,00	0,00
CEP	340,00	340,00	0,00
CEP	360,00	360,00	0,00
CEP	380,00	380,00	0,00
CEP	400,00	400,00	0,00
CEP	420,00	420,00	0,00
CEP	440,00	440,00	0,00
CEP	460,00	460,00	0,00
CEP	480,00	480,00	0,00
CEP	500,00	500,00	0,00
CEP	520,00	520,00	0,00
CEP	540,00	540,00	0,00
CEP	560,00	560,00	0,00
CEP	580,00	580,00	0,00
CEP	600,00	600,00	0,00
CEP	620,00	620,00	0,00
CEP	640,00	640,00	0,00
CEP	660,00	660,00	0,00
CEP	680,00	680,00	0,00
CEP	700,00	700,00	0,00
CEP	720,00	720,00	0,00
CEP	740,00	740,00	0,00
CEP	760,00	760,00	0,00
CEP	780,00	780,00	0,00
CEP	800,00	800,00	0,00
CEP	820,00	820,00	0,00
CEP	840,00	840,00	0,00
CEP	860,00	860,00	0,00
CEP	880,00	880,00	0,00
CEP	900,00	900,00	0,00
CEP	920,00	920,00	0,00
CEP	940,00	940,00	0,00
CEP	960,00	960,00	0,00
CEP	980,00	980,00	0,00
CEP	1000,00	1000,00	0,00

Différence

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

0,00

441	444	+ 0,08	100,00	Marine
63,05	64	+ 1,50	104,95	Matra
3291	3372,80	+ 0,05	153,05	Matra
271	273	+ 0,94	87,575	Metrol
339,50	349	+ 0,12	83,55	Michel
225	228	+ 1,33	292,05	Micred
1195	1211	+ 0,33	291,395	Migard
788	788	—	150,55	Mond-E
453,30	475	+ 4,74	104,05	Nordm
277	279	—	227,05	NRG s
263	264,50	+ 0,72	166,05	OLIPAF
422	425	+ 0,04	60,00	Re-Com



## AUJOURD'HUI

**GÉOLOGIE** Dans le passé, l'île de la Réunion a été recouverte à plusieurs reprises par les pluies de cendres et de ponce crachées par les éruptions de ses volcans. ● LE PER-

**NIER** de ces bruyants feux d'artifice a été vomie, il y a douze mille ans, par le piton des Neiges, volcan dont les éruptions sont devenues plus explosives avec l'âge. ● **VOICAN** aux

laves plus fluides, le piton de la Fournaise, son frère réunionnais, pourrait-il suivre cette voie ? Les chercheurs s'interrogent et le surveillent avec attention. ● POUR PRÉ-

**VOIR** les futures éruptions du pignon de la Fournaise, silencieux depuis août 1992, les volcanologues, qui l'ont bardé de tous les capteurs possibles, analysent aussi ses émissions

de gaz rares, radon et hélium, annonciatrices de la montée du magma profond, pour prévoir ainsi plus longtemps à l'avance l'arrivée de nouvelles coulées de lave.

## Les émissions de gaz du piton de la Fournaise sous surveillance

A la Réunion, les vingt-huit éruptions de ces seize dernières années ont été prévues avec quelques heures d'avance par les chercheurs. L'étude de certains gaz rares devrait permettre d'améliorer encore ce délai.

100

## Un énorme panache de magma

Le volcan de la Réunion est une sorte de chalumeau qui a percé la plaque océanique. C'est ce qu'on appelle un « point chaud », alimenté par un immense panache de magma qui remonte du manteau profond, d'environ 2 900 kilomètres. Etant fixes alors que les plaques dérivent, ces points percèrent les plaques au fur et à mesure de leur avancée. Le même point chaud, ainsi, fit former l'énorme étendue basaltique des « trappes du Dauphin » en il y a 65 millions d'années (Ma), puis les îles (40 Ma), les plateaux sous-marins des Chagos et des Mascariens (20 Ma), Maurice (10 Ma) et enfin la Réunion (3 Ma). Dans le prolongement de cette chaîne nord-est, un troisième volcan pourrait émerger dans des millions d'années. Mais les volcanologues français et américains, Alain Bommerfi et Von Herzen, qui étudient les traces océaniques du point chaud de la Réunion, n'ont trouvé jusqu'à présent ni bombardement suspect ni élévation des températures au large de l'île. Actif durant près de 100 millions d'années, ce point chaud serait-il « épuisé » ?

## Arsenic et vieilles bactéries

## Des micro-organismes ancestraux épurent les ruisseaux

10

## Un prototype américain permet d'acheminer des objets par télécopie

6

DATE	DESCRIPTION	AMOUNT
1944		
1945		
1946		
1947		
1948		
1949		
1950		
1951		
1952		
1953		
1954		
1955		
1956		
1957		
1958		
1959		
1960		
1961		
1962		
1963		
1964		
1965		
1966		
1967		
1968		
1969		
1970		
1971		
1972		
1973		
1974		
1975		
1976		
1977		
1978		
1979		
1980		
1981		
1982		
1983		
1984		
1985		
1986		
1987		
1988		
1989		
1990		
1991		
1992		
1993		
1994		
1995		
1996		
1997		
1998		
1999		
2000		
2001		
2002		
2003		
2004		
2005		
2006		
2007		
2008		
2009		
2010		
2011		
2012		
2013		
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		
2019		
2020		
2021		
2022		
2023		
2024		
2025		
2026		
2027		
2028		
2029		
2030		
2031		
2032		
2033		
2034		
2035		
2036		
2037		
2038		
2039		
2040		
2041		
2042		
2043		
2044		
2045		
2046		
2047		
2048		
2049		
2050		
2051		
2052		
2053		
2054		
2055		
2056		
2057		
2058		
2059		
2060		
2061		
2062		
2063		
2064		
2065		
2066		
2067		
2068		
2069		
2070		
2071		
2072		
2073		
2074		
2075		
2076		
2077		
2078		
2079		
2080		
2081		
2082		
2083		
2084		
2085		
2086		
2087		
2088		
2089		
2090		
2091		
2092		





## Les Grecs disputeront le titre au FC Barcelone

miné le CSKA Moscou (81-71). Dans l'autre demi-finale, le FC Barcelone a battu les tenants du titre du Real Madrid (76-66).

**Christophe de Chenay**

toutes encore plausibles, le hui-

B. H.

[illegible][illegible]



## Londres réservé aux enfants

A douze ans, on préfère souvent une visite à la Rock Video Gallery aux explications sur l'histoire du palais de Westminster

**BANDANA** autour du cou, « Doc » aux pieds et sac sur le dos, Victor arrive gare du Nord du haut de ses douze ans. « Où il est, l'Eurostar ? » Il a déjà visité l'Angleterre, mais sa version châteaux médiévaux et vastes prairies vertes. Mais Londres, décidément non, il ne connaît pas. Alors, un 20 en mathématiques constitue l'occasion rêvée pour ses parents de lui offrir un saut trans-Manche, au terminus de la navette couleur Europe.

Trois heures et une collation plus tard, Victor admire la sobriété bleutée de la gare d'arrivée. Tout ce qu'il découvre à partir de maintenant intégrera consciencieusement sa mémoire afin de servir le récit qu'il ne manquera pas de faire à ses sœurs restées à Paris. D'ailleurs, la gare de Waterloo est la première des photos qu'il réalise en pensant à eux.

En ville, les bus rouges à deux étages font toujours leur effet, comme les superbes taxis noirs : « On dirait Chapeau melon et bottes de cuir ! »

Sa connaissance de la langue de Shakespeare souffre encore quelques lacunes, mais qu'importe. Au Momi le (Museum of the Moving Image) ou Musée de l'image animée, la manipulation d'un microscope ou d'un zoetrope circulaire remplace toutes les explications qui sont affichées. « De toute façon, ce que je reproche aux musées, en général, c'est qu'ils sont toujours trop complets », se réjouit Victor, dispensé de la lecture des notes. Ce sera une visite dont il ne garde, sans scrupules, que le plus ludique.

Des reconstitutions de scènes, un passage progressif de la pénombre à la clarté qui accompagne les progrès réalisés dans l'utilisation de l'image, des extraits de films des frères Lumière ou de Charlie, des histoires sans paroles, des films d'archives sur la guerre et une possibilité de s'arrêter un moment pour dessiner le film d'un mouvement sur

une bande de papier, font passer deux heures actives et originales. Victor juge le Momi presque trop riche pour un visiteur. Le parcours s'achève sur les secrets d'effets spéciaux et une marionnette de Margaret Thatcher, portant sur ses genoux un petit John Major. Victor constate que les Guignols de Canal Plus ont su choisir de bons modèles.

En ville, les bus rouges à deux étages font toujours leur effet, comme les superbes taxis noirs : « On dirait Chapeau melon et bottes de cuir ! », s'exclame notre voyageur, qui, au son d'une sirène de police, ajoute aussitôt : « C'est New York, la bande-annonce ! » Mais Victor replace vite Londres en Great Britain à la vue des gardes royaux, rehaussés de leurs bears. Il enregistre goulument les paroles du guide touristique, qui livre les curiosités londoniennes en quelques anecdotes historiques : une tête tranchée ici, des enfants étouffés là... Westminster Cathedral, Buckingham Palace, Whitehall, Big Ben ou Tower Bridge s'enchaînent alors sans l'amorce d'un seul bâillement.

Comme Victor est mélomane, un petit tour à la Rock Video Gallery s'impose. Dans une cave fraîchement repeinte de blanc, des écrans de télévision fixés au mur font défiler une vingtaine de vidéoclips célèbres. Équipé de son casque audio, Victor déambule et se plante devant les films, attiré par une image ou un son captés au hasard des pas. Le concept, minimaliste, trouve ses adeptes : petits et grands attrapent inmanquablement la bougeotte sur les mêmes airs, qu'ils soient de The Cure, Michael Jackson, Queen, Roxette ou Oasis.

L'histoire du rock que la « gallerie » retrace ignore certes tout ce qui précède 1975, mais les titres et la période choisis ont le mérite d'enchanter tous les âges. Victor ne se contente pourtant pas de ce saupoudrage artistique. S'il a entrepris d'apprendre le trombone, c'est en écoutant les Blues Brothers. Alors il aimerait voir aussi les Blues...

Son vœu est exaucé au M<sup>e</sup> Tussaud's Rock Circus. Dans un décor



pailleté, les célébrités du rock s'exposent en cire, et lorsque le casque fonctionne parfaitement, une voix off présente en quelques phrases le chanteur ou le groupe avant que ne s'élèvent les notes d'un tube. Rutlants de verroterie et encore adeptes des pantalons à pattes d'éléphant, les mannequins portent moutonne, talons hauts et chevalière de pacotille avec superbe. Victor saisit immédiatement l'intérêt du lieu : « On peut pas trop y faire de théorie. Comme moi, dans les musées, je suis un peu flémard... » La paresse dépend sans doute de l'endroit : au London Dungeon, Victor n'en croit pas ses yeux. Ce musée des horreurs et de la torture joue de l'attraction-répulsion avec un macabre délice.

Bien que désireux de s'échapper de son atmosphère oppressante, Victor s'efforcera de tout regarder. « Que ceux qui entrent ici abandonnent tout espoir », assure la brochure. Devant le spectacle des pires vicissitudes qu'il ait jamais imaginées, Victor trouvera même que ses sœurs et lui manquent d'imagination.

Entre les maladies dégoûtantes, les différents modes d'exécution de ceux qui méritaient le châtiment

suprême, les tortures multiples et variées et les persécutions religieuses, Victor apprend vite. Le parcours au milieu des victimes de Jack the Ripper (Jack l'Éventreur) a pourtant raison de son petit cœur. La température s'élève, l'imagination déborde, les animateurs sont décidément répugnants, les murs du musée suintent et la poussière s'accumule dans la nuit angoissante de Londres...

Le retour au jour, telle une bouffée d'air frais, creuse l'estomac du bonhomme. Rendez-vous au Rock Island Dinner. La discojockey a bloqué les manettes sur un maximum de décibels et il faut hurler pour commander des hamburgers. Lorsque le YMCA de Village People explose dans le restaurant, les serveurs abandonnent les clients pour une chorégraphie endiablée exécutée sur le zinc. Rien de tel qu'un bon rock pour remettre Victor à flot, mais déjà le train attend en gare. Une dernière surprise avec la présence d'une actrice dans le wagon, une dernière photo, et Victor regagne Paris : il ne connaît pas encore bien Londres, mais a gagné le goût d'y revenir.

Aude Daxsonville

### PARTIR

■ **LES GRANDS PARCS DU SUD-OUEST AMÉRICAIN.** Des civilisations précolombiennes aux civilisations indiennes, de la conquête espagnole à l'implantation mormone et à l'occupation anglo-américaine, un périple de 22 jours, du 6 au 27 mai, en compagnie de deux spécialistes, est programmé par La Procure Terre entière, de canyon en désert, à travers les parcs naturels de huit États du sud-ouest des États-Unis. De Phoenix à Salt Lake City et de Los Angeles à Santa Fe. Prix par personne : 24 490 francs.

★ Renseignements à La Procure Terre entière, au 44-39-03-03.

■ **LA FRANCE AUX ANTILLES.** Le voyageur Ultramarina propose de découvrir, en dix jours, les paysages de Nouvelle-Calédonie, Nouméa et la Grande Terre dont les 1 200 km de côtes séduisent les amateurs de plage, de pêche et de plongée. À l'intérieur des terres, le mont Panié (1 600 m), un décor de savane et de brousse planté de banians et de flamboyants et une forêt riche d'espèces végétales. Au large, l'île des Pins et les îles Loyauté, Ouvéa, Lifou et Maré, anciens atolls coralliens. À partir de 9 320 francs par personne avec le vol de Paris (AOM), 7 nuits d'hôtel avec petit déjeuner et une voiture de location.

★ Ultramarina, à Nantes au (01) 40-83-34-44 et au 70, rue Pernety, 75014 Paris. Numéro vert 05-04-06-53.

■ **LUNES DE MIEL.** La brochure spéciale d'Africartours destinée aux jeunes mariés les invite à aller passer leur voyage de noces dans une île de l'Océan Indien. Au choix les Seychelles, la Réunion ou l'île Maurice. Avec accueil personnalisé (heures, fruits, paréo) et réduction (jusqu'à 50 %) pour la mariée. Du 26 avril au 27 juin, 5 350 francs (10 700 F pour le marié), 10 jours et 7 nuits, au Sofitel Impérial de l'île Maurice, en chambre double, demi-pension et un dîner aux chandelles avec vol Air France. Du 10 mai au 27 juin, 4 290 francs (6 675 F pour le marié), 8 jours et 5 nuits au Novotel Corail, à la Réunion.

★ Agences de voyages. Renseignements au 01-35-60-21-76. Brochure chez Africartours, 24/28, rue Louis-Armand, 75015 Paris.

■ **WEEK-END À COPENHAGUE.** Capitale culturelle européenne pour 1996, Copenhague propose un forfait week-end, à partir de 2 530 francs par personne en chambre double avec deux nuits d'hôtel (40 établissements au choix), les petits déjeuners, un « passeport » facilitant la visite de la ville (transports gratuits et accès à soixante musées et attractions) et l'aller et retour avec la compagnie SAS. À noter, à partir de mai, la possibilité d'emprunter gratuitement un des 2 000 à 3 000 vélos stationnés près des gares et à des points stratégiques d'une ville qui compte 280 km de pistes cyclables.

★ Renseignements dans les agences de voyages. Forfait en vente chez Alant's Tours, Bennett Voyages, Pandore Voyages et Scanditours.

### Carnet de route

● Voyage : une quinzaine de trains (onze le dimanche) quittent la gare du Nord chaque jour et rallient Londres en 3 heures. Les tarifs aller-retour de Paris s'échelonnent de 650 à 1 830 francs pour un adulte, et de 520 à 914 francs pour les enfants.

● Visites : The Momi, South Bank, tél. : 171-928 3535, ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures, tarifs : 4 livres (1 £ : 7,70 F) pour les enfants.

The Rock Video Gallery : 22-23 Denman Street, tél. : 0171-439 3727, de 10 heures à 20 heures, entrée : 5,5 £. M<sup>e</sup> Tussaud Rock Circus : London Pavilion, The Trocadero Piccadilly Circus, tél. : 071-734 8025, de 11 heures à 21 heures en semaine, 22 heures le week-end, tarifs : 5,95 £ pour les moins de 16 ans. La galerie Trocadero abrite le restaurant Rock Island Dinner. The London Dungeon : 28-34 Tooley Street, tél. : 0171-403 0606, ouvert tous les jours de 10 heures à 17 h 30. Tarifs : 4,5 £ pour les enfants.

● Renseignements : Maison de la Grande-Bretagne, 19, rue des Mathurins, 75009 Paris ; tél. : 44-51-56-20 ; Minitel : 3615 British.

### Villégiature d'été

Louer une villégiature chez nos voisins est jeu d'enfant en s'y prenant à temps. Un palais dans la campagne vénitienne ? Une cabane en rondins sur les berges d'un lac finlandais ? Une villa avec piscine en Espagne ? Un chalet d'alpage au Tyrol ? Un château écossais ou un manoir irlandais ? Les brochures présentent, photos à l'appui, les maisons, il suffit d'un coup de fil pour réserver. Mieux, au passage des frontières les prix s'assagissent. Les plus belles maisons logent des ribambelles. Familles nombreuses ou joyeuses bandes d'amis.

● **L'ITALIE**, entre Venise et Trieste, au cœur du vieux bourg de Castello di Cordovado, une « villa » de la taille d'un palais, rénovée avec raffinement, et meublée d'antiquités, offre sur 600 mètres carrés grands et petits salons, bibliothèques et salle à manger, six chambres et tout le confort moderne sur une propriété plantée de vignes. Une maison, parmi le millier de propositions signées Cuendet (tél. : (01) 60-34-12-12, catalogue sur demande, 63 francs), qui se loue 10 300 francs, pour 10 personnes, la première semaine de juillet (avec deux heures d'aide domestique quotidienne). Location recensée dans le supplément publié par le spécialiste italien, implanté depuis dix-huit ans en Toscane, près de Sienna. Ce supplément vient en complément du catalogue général édité chaque année à l'automne. S'il couvre toute

l'Italie, ses points forts demeurent la Toscane (fermes fortifiées ou fattorie sur les domaines agricoles, rénovées pour la location, avec piscine et parfois tennis). Notez qu'en mai, juin et septembre, les prix diminuent sensiblement.

● **LA FINLANDE**, pays des 187 888 lacs, propose 1 200 chalets en rondins à louer, équipés d'un sauna et d'une barque pour la pêche : voilà la sélection du catalogue Holiday Cottages (gratuit, 166 pages, en anglais). Soleil de minuit de la mi-juin à la mi-juillet. Cueillette des baies sauvages et des champignons en août. Des vacances placées sous le signe de la nature. Un inconvénient : les moustiques, dont il faut se protéger. Un avantage : le budget, modeste, de 1 200 francs par semaine à 4 000 pour les vastes chalets. L'office du tourisme de Finlande (tél. : 42-66-40-13) renseigne et distribue les catalogues. Les spécialistes (Scanditours, Bennett, Alantours, Finlandia, agences de voyages) proposent, en outre, des forfaits avec avion ou ferry.

● **L'ESPAGNE**. Interhome (tél. : (01) 43-55-44-25, ou 3615 Interhome, catalogues gratuits) affiche une bonne sélection de demeures cossues dans les pays du sud de l'Europe, mais aussi au nord, jusqu'en Tchecoslovaquie et même en Pologne. Entre Valence et Alicante, les vastes complexes résidentiels cachés dans les pins

parasols ont limité la boulimie immobilière qui a ravagé les côtes espagnoles. Une belle maison avec piscine s'y loue en plein été de 5 000 à 10 000 francs, selon sa taille.

● **L'AUTRICHE**. La Carinthie a de très nombreux lacs, réputés pour la qualité (et la température : 25 °C) de leur eau. Calée, au sud de l'Autriche, contre la frontière italienne, c'est la région par excellence des randonnées. Compter 6 000 francs (chalet pour six) la semaine en août.

● **LES ÎLES BRITANNIQUES**. Vieilles pierres, ou murs hantés par les fantômes de l'histoire, sont pléthore outre-Manche. On les déniche, en Grande-Bretagne, au fil des 300 pages du catalogue Bikes Country Cottages (gratuit sur demande, tél. : 48-78-46-21) : de 4 000 à 17 000 francs selon la taille, l'époque et le confort de la maison. En Irlande, quelques demeures d'exception, manoirs ou châteaux, propriétés de famille, se louent auprès d'Elegant Ireland (tél. : 19-353-1-4751665 à Dublin), parfois avec billard, piano, et personnel de maison. Exemple, une forteresse de granite du XIII<sup>e</sup> siècle, près de Galway, récemment restaurée (3 grandes chambres), est proposée 9 000 francs par semaine. De plus modestes toits sont dévoilés dans Ireland Self Catering Guide 96 (3 000 offres, catalogue : 55 francs, à l'office du tourisme, tél. : 53-43-12-12). Les authentiques chambrées demeurent rarissimes, au profit de banales bâtisses récentes.

Florence Evlin

**Le Salon de la Formation**

3 JOURS POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Jeudi 11, vendredi 12 et samedi 13 avril 1996

au parc des Expositions, Paris, de 10h à 19h

**LE PREMIER SALON D'UNIVERSITÉS PROFESSIONNELLES ET D'UNIVERSITÉS**

**Pour s'inscrire sur la formation continue**

**CONTENU ET REMBOURSEMENT DES FRAIS**

Plus de 150 exposants couvrant tous les domaines et tous les niveaux de formation

Des spécialistes pour répondre à vos questions (financement, droits, choix d'une formation...)

Plus de 20 conférences ciblées sur tous les aspects de la formation continue (devenir ingénieur, la validation des acquis, les formations au management, se reconstruire...)

Le 1<sup>er</sup> salon de la formation est organisé par Génération Formation

Le Guide «Formation, mode d'emploi» sera remis gratuitement à l'entrée du salon



صباحنا من الارض

AGENDA

LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1996 / 23

Quelques pluies à l'est, éclaircies ailleurs

JEUDI MATIN, du Nord au Massif Central jusqu'au Nord-Est et à la région Rhône-Alpes, le temps sera couvert avec quelques pluies faibles éparpillées. Sur les Alpes, le Sud-Est et la Corse, le ciel sera très nuageux. Sur le Languedoc-Roussillon, la tramontane soufflant à 60 km/h en rafales chassera les nuages. Sur Midi-Pyrénées, les nuages seront nombreux avec localement quelques gouttes. De la Picardie à l'île-de-

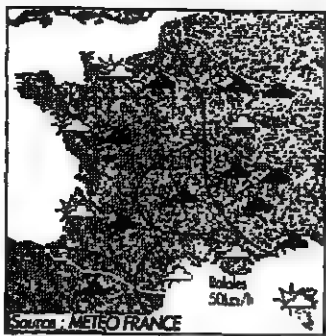
France jusqu'au Centre et au Languedoc, les nuages du début de matinée laisseront place à d'assez belles éclaircies. Sur le reste des régions ouest, le soleil sera prédominant.

Jedi après-midi, le ciel se verra sur la Bretagne puis deviendra très nuageux en fin de journée. Sur les Pyrénées, les nuages resteront nombreux. Du Nord à l'île-de-France jusqu'à l'Aquitaine et au reste des régions Ouest, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Sur la Corse, les nuages resteront nombreux. Des Ardennes au Nord-Est jusqu'aux Alpes et au Massif Central, le ciel restera très nuageux avec quelques ondées sur le relief.

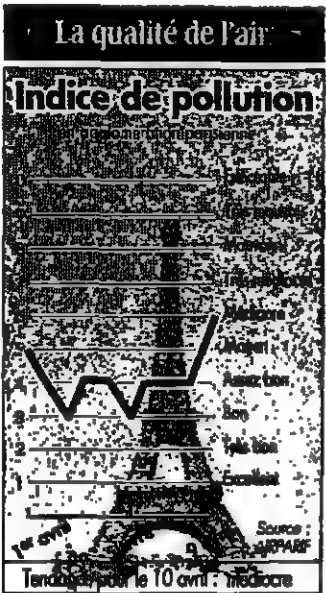
Les températures minimales seront douces, avec 5 à 8 degrés au Nord et 8 à 12 degrés au Sud. Jeudi après-midi, le thermomètre marquera 14 à 17 degrés au Nord et 18 à 21 degrés au Sud.

Vendredi, de la Bretagne à la Normandie, les pluies arriveront par l'ouest le matin, et persisteront l'après-midi. Des Pays-de-Loire au Nord-Pas-de-Calais jusqu'à l'île-de-France, le ciel deviendra nuageux le matin, puis couvert l'après-midi, avec de la pluie en fin de journée. Sur le reste du pays, malgré des nuages élevés, le soleil sera prédominant. Les températures seront de saison, avec, l'après-midi, 14 à 17 degrés au Nord et 18 à 21 degrés au Sud.

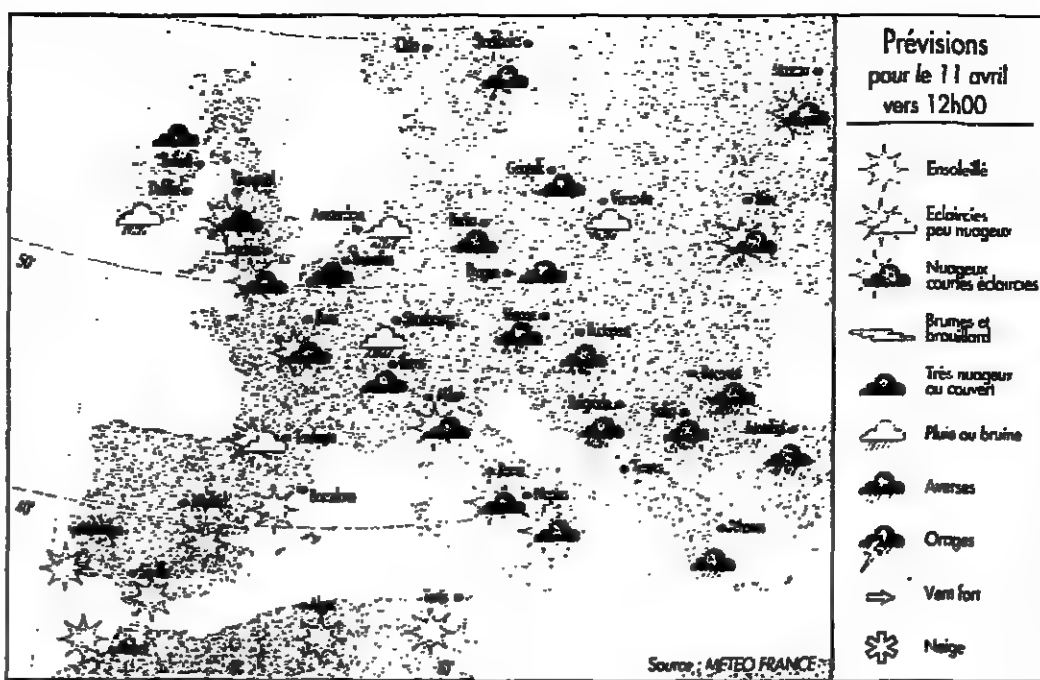
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 11 avril vers 12h00



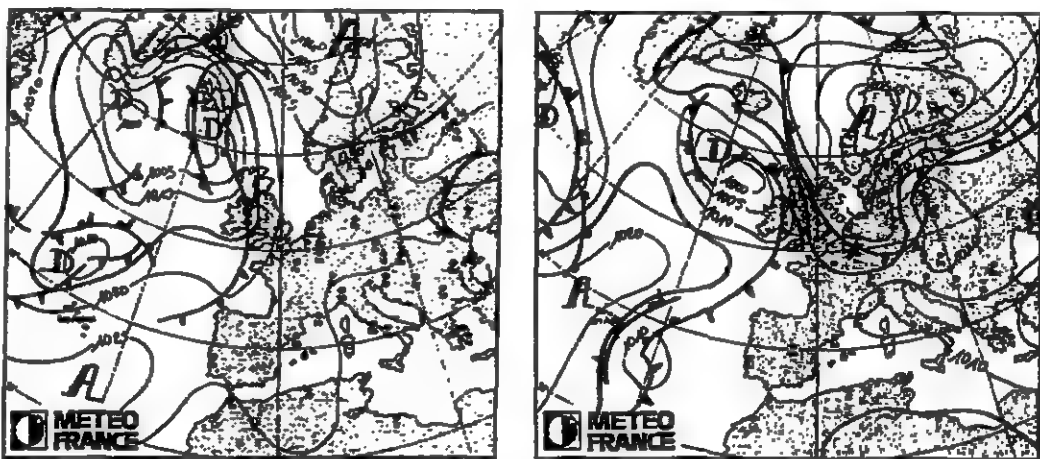
Tendances pour le 10 avril - Météo-France



Prévisions pour le 11 avril vers 12h00

- Ensoleillé
- Eclaircies peu nuageuses
- Nuageux courtes éclaircies
- Brume et brouillard
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	16/4	TOULOUSE	16/4	CHICAGO	16/4	LISBONNE	16/4	PRETORIA	16/4
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19
17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19	17/19



Situation le 10 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 12 avril, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS PROBLÈME 6797

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

peut juste passer. - VI. Métal alcalin. Un grand interprète. En Suisse. - VII. Petit royaume pour un empereur. Mot qui peut remplacer toute une phrase. - VIII. Morte, en Orient. Prénom. - IX. Parfois sur un jarret de cheval. - X. Fort signe de mort. - XI. Pas annoncées. Opposé à l'instinct de mort.

**VERTICALEMENT**

1. Mise en pièces. - 2. N'est pas un répondant. Une grande échelle. - 3. Saisir un peu familièrement. Vendu au rabais. - 4. Est tirée d'une fève. Délicatesse. - 5. Coule au Cameroun. Dans sa tenue, il n'y a même pas de dessous. - 6. Un grand centre de formation. Ne laisse pas dormir. - 7. Fait tomber les têtes. Economisé par le dormeur. - 8. Peuvent être remplies de liquide. Quelque chose de dramatique. - 9. Se font à la main devant une bière.

SOLUTION DU N° 6796

**HORIZONTALEMENT**

1. Meilleur. - II. Assourdis. - III. Oc. Sida. - IV. Gâché. Net. - V. Sceau. - VI. Urraca. Ur. - VII. Indures. - VIII. Lue. Ores. - IX. La. Scellé. - X. Ignés. Lit. - XI. Seul. Cape.

**VERTICALEMENT**

1. Margouillat. - 2. Es. Rouge. - 3. Isocarde. Nu. - 4. Loch. Au. Sel. - 5. Lu. Escrocs. - 6. Ers. Caere. - 7. Udine. Sella. - 8. Rideau. Slip. - 9. Saturé. Été.

LE CARNET DU VOYAGEUR

**ÎLE-DE-FRANCE.** Le loueur de voitures Citer teste ce mois-ci, sur une partie de sa flotte en Île-de-France, le « Route Planner », un système de navigation par satellite qui indique au conducteur l'itinéraire le plus court et lui permet d'accéder à des informations concernant la localisation d'un restaurant, d'un hôtel ou d'une station-service.

**VANUATU.** La République du Vanuatu, située au nord-est de la Nouvelle-Calédonie, est sur le réseau Internet, ce qui permet aux visiteurs de trouver des informations

générales et pratiques et aux hommes d'affaires des informations sur le commerce, l'industrie, l'investissement.

**HONGKONG.** La compagnie asiatique Cathay Pacific a transporté quelque 10,4 millions de passagers en 1995, ce qui représente une progression de 6,1 % par rapport à l'année précédente. Elle mettra, au mois de mai, à la disposition de ses passagers de première classe et de la classe affaires une neuvième chaîne de télévision : Cathay Kidz, destinée aux enfants.

**ÉTATS-UNIS.** USAir et Northwest Airlines proposent, du 1<sup>er</sup> mai au 9 septembre, des réductions de 50 % sur les vols à destination des États-Unis, du Canada, du Mexique

et des Caraïbes. Les billets, non remboursables, doivent être achetés avant le 12 avril et les passagers doivent passer la nuit de samedi sur leur lieu de destination. - (Bloomberg.)

**ITALIE.** La compagnie Air Littoral a ouvert, le 1<sup>er</sup> avril, une ligne Paris-Vérone au départ de Roissy qu'elle dessert à raison de deux allers et retours quotidiens six jours par semaine. - (APR)

**OISE.** La Mer de sable à Ermenouville a rouvert ses portes samedi 6 avril pour une saison qui s'achèvera le 29 septembre. Le parc Astérix, à Plailly, près de Senlis, accessible au public depuis le 7 avril, restera ouvert jusqu'au 13 octobre. - (APR)

PARIS EN VISITE

**MUSÉE D'ORSAY :** une œuvre à voir, *La Chambre de Van Gogh* d'Aries, de Van Gogh (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

**L'ANCIEN COUVANT DES CARMES** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 70, rue de Valenciennes (Institut culturel de Paris).

**DE SAINT-MÉDARD** au quartier Mouffetard (50 F), 14 h 30, parvis de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

**L'ÉCOLE MILITAIRE** (carte d'identité, 50 F), 14 h 30, 1, place Joffre (M<sup>e</sup> Cazes).

**L'INSTITUTION EUGÈNE NAPOLÉON** (45 F), 14 h 30, 254, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Le Passé simple).

**LA MAISON DES COMPAGNONS DU DEVOIR :** histoire du compagnonnage (40 F), 14 h 30, 44-46, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

**LE QUARTIER DE VAUGRARD** et le parc Georges-Brassens (40 F), 14 h 30 (50 F), Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Elisabeth Roman).

**LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS** (50 F), 11 heures, sous le porche d'entrée de l'église (Claude Mart).

**LE QUARTIER DU GROS-CAILLON** (60 F), 11 heures, sortie du métro Champs-Élysées Clemenceau (Vincent de Langlade).

**MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : trésors de l'art byzantin, 11 h 30 ; *L'Accordée de village*, de Greuze, 12 h 30 ; sculpture et rites funéraires aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 14 h 30 (Musées nationaux).

**MUSÉE D'ORSAY :** une œuvre à voir, *La Chambre de Van Gogh* d'Aries, de Van Gogh (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

**L'ANCIEN COUVANT DES CARMES** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 70, rue de Valenciennes (Institut culturel de Paris).

**DE SAINT-MÉDARD** au quartier Mouffetard (50 F), 14 h 30, parvis de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

**L'ÉCOLE MILITAIRE** (carte d'identité, 50 F), 14 h 30, 1, place Joffre (M<sup>e</sup> Cazes).

**L'INSTITUTION EUGÈNE NAPOLÉON** (45 F), 14 h 30, 254, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Le Passé simple).

**LA MAISON DES COMPAGNONS DU DEVOIR :** histoire du compagnonnage (40 F), 14 h 30, 44-46, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

**LE QUARTIER DE VAUGRARD** et le parc Georges-Brassens (40 F), 14 h 30 (50 F), Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Elisabeth Roman).

**LE VIEUX SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS** (50 F), 11 heures, sous le porche d'entrée de l'église (Claude Mart).

**LE QUARTIER DU GROS-CAILLON** (60 F), 11 heures, sortie du métro Champs-Élysées Clemenceau (Vincent de Langlade).

**MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : trésors de l'art byzantin, 11 h 30 ; *L'Accordée de village*, de Greuze, 12 h 30 ; sculpture et rites funéraires aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 14 h 30 (Musées nationaux).

14 h 30, 40, boulevard Lefebvre (Sauvegarde du Paris historique).

**MUSÉE PICASSO** (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, 5, rue de Thorigny (Monuments historiques).

**AUTEUIL** (37 F), 15 heures, sortie du métro Église-d'Auteuil côté place Théodore-Rivière (Monuments historiques).

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE :** exposition Corot, 15 heures (40 F + prix d'entrée), caisse des expositions (Approche de l'art), 15 h 30 (50 F + prix d'entrée), 58, rue de Richelieu (Pierre-Yves Jaslet).

**DE GRENNELLE À BEAUGRENELLE** (60 F), 15 heures, sortie du métro Duplex (Vincent de Langlade).

**MARAIS :** hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

**MUSÉE DU PETIT PALAIS :** exposition Dürer (50 F + prix d'entrée), 15 h 45, hall du musée (Tourisme culturel).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G <sup>e</sup> Lecomte - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 49-49-32-96.			
Je choisis la durée de mon abonnement :	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Tous les pays (hors Europe)
<input type="checkbox"/> 1 an	1 890 F	2 086 F	2 560 F
<input type="checkbox"/> 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
<input type="checkbox"/> 3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0013-9587) is published daily for 5 000 per year. LE MONDE is a place where ideas meet. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24 Avenue du G<sup>e</sup> Lecomte, Chantilly 69646, France. For advertising rates and conditions, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICES, Inc., 3330 Pacific Avenue, Suite 400, Virginia Beach VA 23462-2902 USA. Tel. : 800-424-6463.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

par écrit 10 jours avant votre départ.

PP Paris DTH

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-49-32-96 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe	36 63 61 22
Adresse Internet :	http://www.lemonde.fr
Documentation	3617 code LMDOC au 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 44-03-78-20
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Films à Paris et en province :	36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 film)

**Le Monde** est édité par le SA Le Monde, société anonyme aux statuts et modes de fonctionnement.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437.

ISSN : 0395-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gambourg, 94052 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Aloy

Directeur général : Gérard Morin

Directeur commercial : Gaille Peyron

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

**CHEVEURES FRISÉES BOULÉES**

JOSEPHA PARIS

**Notre Vocation**

Respecter vos Cheveures Frisées, Bouclées, Crépées.

Vous faire apprécier leur Vraie Beauté

Joseph Paris l'Arbre de Vie de votre Chevelure

62, rue Claude Bernard 75005 Paris Fax/Tél (1) 45 35 44 88

**LES PUBLICATIONS du Monde**

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

**3615 LEMONDE**

Carnet de route

Le carnet de route est un document qui permet de suivre l'évolution de la situation sanitaire d'un individu. Il est utilisé par les médecins pour noter les symptômes, les examens effectués, les traitements prescrits, etc. Il est également utilisé par les patients pour suivre leur propre état de santé.

Le carnet de route est un document qui permet de suivre l'évolution de la situation sanitaire d'un individu. Il est utilisé par les médecins pour noter les symptômes, les examens effectués, les traitements prescrits, etc. Il est également utilisé par les patients pour suivre leur propre état de santé.

Le carnet de route est un document qui permet de suivre l'évolution de la situation sanitaire d'un individu. Il est utilisé par les médecins pour noter les symptômes, les examens effectués, les traitements prescrits, etc. Il est également utilisé par les patients pour suivre leur propre état de santé.

Salon de la Formation

Le Salon de la Formation est un événement annuel qui rassemble des professionnels de la formation et des entreprises. Il permet de découvrir les dernières tendances de la formation, de rencontrer des experts du domaine, et de trouver des solutions pour améliorer la performance de vos équipes.

Le Salon de la Formation est un événement annuel qui rassemble des professionnels de la formation et des entreprises. Il permet de découvrir les dernières tendances de la formation, de rencontrer des experts du domaine, et de trouver des solutions pour améliorer la performance de vos équipes.

Le Salon de la Formation est un événement annuel qui rassemble des professionnels de la formation et des entreprises. Il permet de découvrir les dernières tendances de la formation, de rencontrer des experts du domaine, et de trouver des solutions pour améliorer la performance de vos équipes.



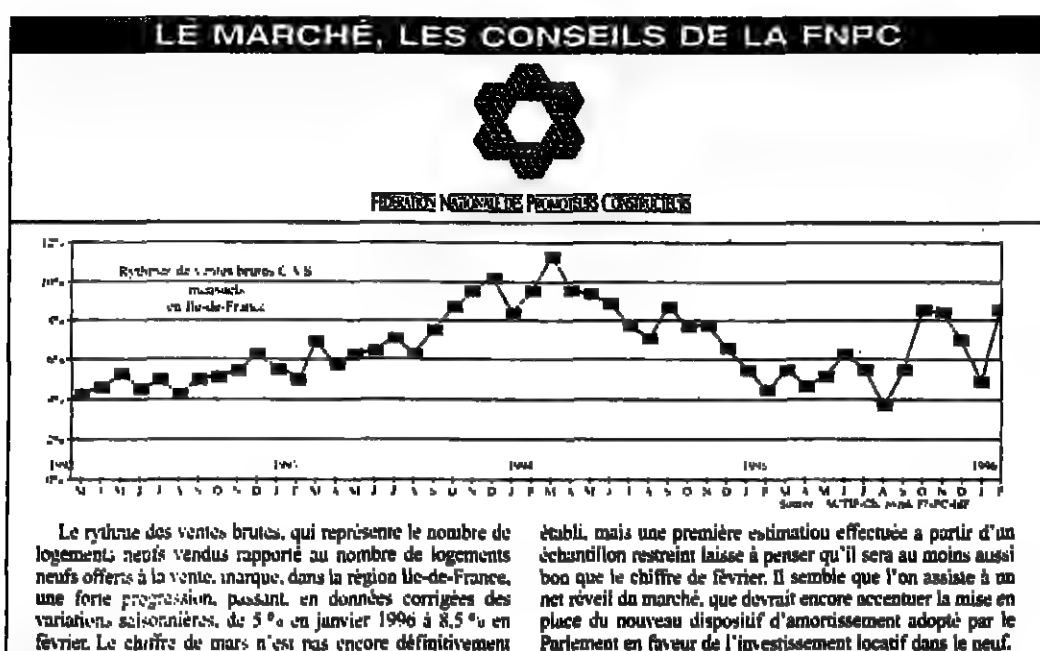
# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

REPRODUCTION INTERDITE

## LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...



### PARIS RIVE DROITE

**17<sup>ème</sup> arrondissement**

**Village Opéra**  
49 51, rue de la Harpe

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

Du studio au 2 pièces  
Prix : 200 000 F

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, la où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élegante façade du Village Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, du studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné.

Tél.: 45.49.52.52

**100 mètres**  
Place Saint-Georges  
21, rue Henri Monnier

Commercialisation : A.B.K.

Tél.: 40.23.93.33.

4 appartements de 3 pièces dont 3 duplex, à partir de 17.650 F le m².

Au cœur du 9<sup>ème</sup> arrondissement, dans une manufacture du début du siècle entièrement rénovée. Volumes intérieurs, belles baies sous plafond. Cadre de vie moderne et original. Ascenseur, interphone. Livraison immédiate. Visitez sur rendez-vous. Tél. 40.23.93.33.

**15<sup>ème</sup> arrondissement**

**Résidence Saint-Martin**  
61, rue Bichat

Nouveau programme. Prix de lancement.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
Tél.: 46.83.22.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Téléphone tout de suite au 46.83.22.00 pour faire partie des privilégiés !  
Profitez des nouvelles mesures gouvernementales.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces. Proximité du Canal Saint-Martin et de l'Hôtel du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses ornées de plantes. Prestations particulièrement soignées.

Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h.

**Nouveau programme**  
Rue des Vanclopes  
Rue Condillac

Réalisation : STIM BATIR Ile de France  
150, Route de la Reine  
92513 Boulogne-Billancourt Cedex  
Tél.: 47.12.54.55.

96 logements, du studio au 2 pièces.  
Studio à partir de 370 000 F jusqu'à 510 000 F.  
2 pièces à partir de 690 000 F.

Au cœur du 11<sup>ème</sup> arrondissement, cette résidence pour étudiants, située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis par contrat. Renseignements et visites : 47.12.54.55.

**Villa Gambetta**  
Appartement témoin

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

Du studio au 4 pièces duplex.  
20.000 F le m² moyen.

Située à 200 m de la place Gambetta et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi. Tél.: 45.49.52.52.

PROFITEZ-VOUS DE LA RÉPONSE GRATUITE À VOS QUESTIONS

RECEVREZ GRATUITEMENT LE GUIDE DES OPPORTUNITÉS

RECEVREZ GRATUITEMENT LE GUIDE DES OPPORTUNITÉS

### PARIS RIVE GAUCHE

**1<sup>er</sup> arrondissement**

**Proche Alsia**  
Avenue de la République

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

Du 2 pièces au 4 pièces duplex.  
24.200 F le m² moyen.

Dans le quartier miné et agréable d'Alsia, 4 appartements en duplex élevés bénéficiant d'une vue dégagée. Livrables : immédiats. Renseignements et visites : tél. 45.49.52.52.

**Closerie-Montparnasse**  
Rue Froidevaux

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

Du studio au 4 pièces, quelques duplex.  
27 800 F le m² moyen.

Entre Montparnasse et Danton-Rocher dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris. Livrables : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Renseignements et visites : tél. 45.49.52.52.

**15<sup>ème</sup> arrondissement**

**Villa Marmontel**  
107 109, rue de l'Abbé Groult

Un programme superbe à découvrir d'urgence.

Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
Tél.: 46.83.22.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Profitez des nouvelles mesures gouvernementales. Prix à partir de 23.000 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible. Choisissez le meilleur des 15<sup>èmes</sup> arrondissement ! A deux pas du métro Conventiers et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 8 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le maître au cœur d'un véritable quartier parisien. Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h.

**16<sup>ème</sup> arrondissement**

**62, rue Saint-Dider**

Réalisation : SKPIMA  
40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
N° Vert 05.33.59.00.

33 appartements. Du studio au 5 pièces. 29.500 F le m² moyen.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers de 16<sup>ème</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le confort s'accorde avec le confort le plus actuel pour faire de ces appartements des espaces de vie privilégiés. Parking en sous-sol. Renseignements et visites : tous les jours de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h, samedi, dimanche, 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert 05.33.59.00.

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF C'EST CHAQUE MERCREDI DATE JEUDI

### RÉGION PARISIENNE

**78 Maisons-Laffitte**

**Les Villas Longueil**  
Avenue de Longueil

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

Du studio au 5 pièces.  
19.100 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques bordées d'arbres au sur jardin. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150 m du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78600 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi. Tél.: 45.49.52.52.

**92 Levallois**

**Les Etudes**  
Paris-Levallois  
30, rue Victor-Hugo

Réalisation : RESIDE ETUDES  
42, avenue George V  
75008 PARIS  
Tél.: 47.37.91.25

Studio à partir de 371.000 F.

Investissement locatif. Emplacement exceptionnel, à proximité de Paris XVII<sup>e</sup>, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Récupération de TVA. Reste quelques appartements en lot Mésingier. Renseignements : RESIDE ETUDES, bureau de vente ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche. Tél.: 47.37.91.25.

**95 Engien-les-Bains**

**Villa Nymphée**  
Parc sur le Lac d'Engien

Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

2 et 3 pièces - Vue lac.  
Prix : nous consulter.

Résidence exceptionnelle. Deux petites maisons en pierre sur un parc privé au bord de lac. Les appartements sont prolongés de grands balcons, jardins ou terrasses et profitent d'une vue calme et dégagée. Livrables immédiats. Visitez sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.

L'IMMOBILIER  
C'EST CHAQUE  
MERCREDI DATE JEUDI

Le Monde







**CINÉMA** Très riche en nouveautés, au point qu'elles risquent de se nuire, cette semaine est féconde en « petits films » de qualité. ● L'HUMOUR y tient une



bonne place, davantage grâce au *Complexe de Toulon* et à la deuxième série *Wallace et Gromit* qu'aux décevants *Désiré*, *Dracula* ou *Un divan à New York*. ● 51

L'AFRIQUE cherche les voies de sa survie, d'autres cinématographies « émergentes » (l'Iran) ou réputées sinistres (la Grèce) témoignent de leur vitalité.

## « Je crois qu'un bon film doit être à haute teneur documentaire »

Le Complexe de Toulon. Jean-Claude Biette réalise, autour du théâtre et des saveurs et de la philosophie, une comédie douce-amère, plaisamment imprévisible. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », il s'explique sur sa méfiance de la scénarisation et de la technique

AUTEUR de cinq longs métrages (*Le Théâtre des matières*, 1977, *Loin de Manhattan*, 1981, *Le Champion des Carpes*, 1988, *Chasse gardée*, 1993, *Le Complexe de Toulon*), Jean-



Claude Biette a toujours pratiqué un cinéma en marge, avec de très petits budgets, un groupe d'acteurs complètes et une

grande liberté de ton. Ancien assistant de Pasolini, il a également été critique aux *Cahiers du cinéma*, il est producteur et présentateur d'émissions à France-Musique, et membre du comité éditorial de la revue *Trafic*.

« Comment s'est construit ce film, qui ne repose pas sur une narration linéaire ? »

« J'avais une trame : l'histoire des deux frères et le travail de recherche biographique mené par Fredi sur le philosophe Charles Toulon. J'ai écrit les scènes en tenant compte de cette double direction, sans m'occuper de narration au sens classique. La scénarisation est une contrainte trop forte, qui repose sur la construction d'une intrigue, au cinéma les intrigues ne m'intéressent pas. Les séquences ne sont jamais fermées. Les éléments se déplacent les uns par rapport aux autres au cours de la séquence et ouvrent sur un espace. Ensuite le film a été tourné en plusieurs fois, durant six mois.

« Par choix, ou pour des raisons économiques subtiles ? »

« L'un et l'autre. J'ai été obligé de m'arrêter pour trouver de l'argent afin de poursuivre le tournage, mais j'aime bien cette situation. Trois de mes films ont été faits de cette manière, sans scénario écrit à l'avance. Un scénario préalable est pratique pour trouver de l'argent, mais c'est tout.

« Vous aimez, semble-t-il, donner à vos films une dimension documentaire... »

« Ce qui me passionne, dans le cinéma, c'est sa capacité à enregistrer la réalité. A mes yeux, un bon film

est toujours à haute teneur documentaire. Dans *Le Complexe de Toulon*, j'ai essayé de laisser le plus grand espace au documentaire, sur le théâtre (la pièce qu'interprète Jean-Claude Bouvet a réellement été jouée), sur la dégustation du vin, etc. Le film est également un documentaire sur les acteurs : j'aime que les interprètes s'approprient la situation, insèrent leurs répliques dans le texte. Je garde toujours la prise la mieux réussie du point de vue du rythme, même s'il y a des erreurs ou des absurdités. Le son est souvent le principal critère de choix. Je ne mets pas de musique dans mes films, pour moi la « musique de film » ce sont les bruits, et le phrasé des mots.

« Que représente pour vous le théâtre, qui occupe une place importante dans vos films ? »

« J'ai eu très peu d'expérience pratique de théâtre. Au lycée, j'ai été souffleur - dans une pièce où jouait aussi Bernard Murat dont le film (*Désiré*) sort le même jour que le mien. J'ai fait jadis une mise en scène, à l'école de Prémière, des *Justes* de Camus, qui n'a jamais été jouée. J'ai collaboré jadis aux répétitions d'une pièce mise en scène par Roger Blin, *Le Temps des assassins* d'Henry Miller. Le théâtre m'intéresse pour son côté féerique, pour la manière dont les gens passent de la vie civile à une forme d'existence supérieure, codée. Le théâtre est, par opposition au cinéma, le spectacle qui n'a pas besoin de documentaire.

« Comment est né le personnage Charles Toulon ? »

« Il prolonge le peintre de *Loin de Manhattan*, déjà joué par Howard Vernon, dont on cherchait à élucider le mystère des huit années de silence. Cette fois, j'ai voulu montrer quelque chose d'autre, un autre mystère dans sa vie : avoir changé de vocation. Un des thèmes du film est l'opposition entre les gens qui ont une vocation et ceux qui sont soumis au hasard social, comme Chris. Toulon a arrêté d'écrire après la mise au jour du complexe qui porte son nom, et qui pour moi est lié aux débats de la période qui a suivi mai 68.

« Quelle place accordez-vous à la technique ? »

« Je m'en méfie. Je déteste la perfection technique, la photo « léchée », etc. Le côté documentaire aide à aller contre la tendance do-



« Dans quelle mesure votre activité de critique influence-t-elle sur votre travail de cinéaste ? »

« Conséquence, en rien. Je ne me pose pas ces problèmes de références, je ne fais pas de citations. Ma connaissance du cinéma me sert seulement à essayer de ne pas refaire ce qui a déjà été fait.

« Vous avez d'autres activités que la réalisation. Est-ce un choix ou la conséquence de difficultés matérielles pour enchaîner les films ? »

« Je préférerais me consacrer à la mise en scène. Pour la première

fois, enfin, je termine un film en ayant déjà d'autres projets. L'adaptation de *Robinson Crusée* que je voulais tourner n'a pas pu être financée, mais je dois tourner un film, *Trois ponts sur la rivière*, l'histoire de trois personnages entre Paris et Porto. Au même moment doit être montée une pièce d'après un autre de mes scénarios, *Barbe-Bleue*. Et il est déjà prévu de donner une suite au *Complexe de Toulon*.

« Vous avez d'autres activités que la réalisation. Est-ce un choix ou la conséquence de difficultés matérielles pour enchaîner les films ? »

« Je préférerais me consacrer à la mise en scène. Pour la première

fois, enfin, je termine un film en ayant déjà d'autres projets. L'adaptation de *Robinson Crusée* que je voulais tourner n'a pas pu être financée, mais je dois tourner un film, *Trois ponts sur la rivière*, l'histoire de trois personnages entre Paris et Porto. Au même moment doit être montée une pièce d'après un autre de mes scénarios, *Barbe-Bleue*. Et il est déjà prévu de donner une suite au *Complexe de Toulon*.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

## Les quiproquos transatlantiques de Chantal Akerman

Un divan à New York. Avec le renfort de deux vedettes, la réalisatrice belge s'essaie à la comédie

Film français de Chantal Akerman, avec Juliette Binoche, William Hurt, Stephanie Buitte, Barbara Garrick. (1 h 45.)

Chantal Akerman passe pour une cinéaste « sérieuse ». Et il est vrai que *Jeanne Dielman* ou *D'Est*, films splendides, ne postulent pas au florilège des œuvres burlesques. Pourtant, dès sa première réalisation (*Saute ma ville*, 1968) et souvent depuis (en particulier le drôle de *J'ai faim*, 1984, ou *Nuit et jour*, 1991), ses films laissent transparaitre un humour fin et aigu. En 1985, elle s'essayait avec *Jeune fille*, à un genre réputé léger, la comédie musicale, avec *Golden Eighties*. Elle récidive aujourd'hui en tapissant son *Divan* aux couleurs revendiquées de la comédie.

Le scénario fonctionne sur un canevas classique de quiproquo et d'opposition terme à terme. Passant d'est en ouest, Béatrice, danseuse un peu bohème et poursuivie par ses soupçons, s'installe pour six semaines dans le splendide appartement d'Harry, sur Central Park. Lequel Harry, psychanalyste en renom un tantinet maniaque et à la veille d'un mariage chic, s'en va pour la même durée poser ses pénates à Belleville, dans la vaste souppente caparnum de Béatrice. Ils ne se connaissent pas, se croisent sans se voir au-dessus de l'Atlantique : les petites annonces permettent ce genre de translation.

Donc, en un montage parallèle

rigoureux jusqu'au systématisme, on assiste aux traces de l'Américain coincé confronté aux entrepreneurs Roméo de la propriété, aux problèmes de plomberie et aux bigarrures d'un quartier mélangé, tandis que la Française jouit d'un confort qu'elle humanise d'un joyeux fouillis. Par inadvertance d'abord, par goût ensuite, elle en vient à prendre la place d'Harry dans le fauteuil du psy, à l'écoute de patients auxquels elle fait plus de bien que l'austère praticien.

C'est réglé comme une mécanique, mais amusant ? Pas vraiment. Ni très intéressant. Tout va bien pour Béatrice, mais mal pour Harry, qui rentre incognito et en avance à Manhattan. Or il rencontre la jeune femme sans qu'elle l'identifie.

Au jeu de la symétrie succède celui du masque et du malentendu. Du théâtre, selon les recettes éprouvées de la comédie classique, mais le cinéma, ici, ne gagne rien à appuyer les ressemblances avec les

dispositifs de scène. Chantal Akerman multiplie les échappées sentimentales, les croquis de lieux, les coups de griffe contre les stéréotypes. Elle égratigne au passage la psychanalyse, invente un portrait-charge de la fiancée d'Harry. Rien n'y fait.

Le film, sympathique, agréable même, manque par trop de tonus, ou d'enjeu. Les deux acteurs principaux font leur job, sans plus. A quelques portraits de personnages secondaires, à quelques instants

quasi documentaires sur Paris, Manhattan et Brooklyn, on retrouve la patte d'une grande réalisatrice, mais les règles du jeu qu'elle s'est elle-même imposées paraissent lui peser. S'il y avait un véritable film à l'origine, on s'épuise à deviner ce qu'il pouvait bien être, et où il est passé. Vient l'envie que Chantal Akerman refasse bientôt un film « sérieux » : on y souriait davantage.

J.-M. F.

## Un jeu de miroir sensuel et incisif

Le Temps de l'amour. L'Iranien Mohsen Makhmalbaf a dû tourner cette fable en Turquie

Film iranien de Mohsen Makhmalbaf, avec Shiva Gerede, Abdolrahman Palay, Aken Tunt, Menderes Samanjilcar. (1 h 15.)

Une femme, deux hommes, un triangle classique. Le brun c'est le mari et le blond l'amant. Celui-là tue celui-ci, procès, condamnation. Et ça recommence. Ce sont les mêmes, mais le blond est devenu mari, et le brun amant. De nouveau voisins, mais différents, et ça recommence, les deux sont rivaux, ils vont se battre, mais non. Le juge qui a prononcé les deux sentences a cette fois démissionné de ce poste trop cruel.

C'est le canevas du *Temps de l'amour*, architecture de miroirs déformants autour d'un thème

éprouvé. Construction gigogne d'une grande subtilité : la traditionnelle structure dont, au cinéma, Kurosawa a donné l'archétype avec *Rashomon* (un même fait décrit successivement, et différemment, par plusieurs personnages, illustrant la subjectivité des points de vue) est ici à la fois utilisée à plein et recyclée dans un jeu plus complexe, où les symétries se décalent, l'humour se faufile, l'étrange fait irruption. Et une morale plus complexe que le simple relativisme des subjectivités (donc, aussi, de la mise en scène) se met en place. Tout cela suffirait à faire du *Temps de l'amour* un film brillant, voire à expliquer qu'il ait été interdit de tournage en Iran (Makhmalbaf a été obligé de le réaliser à Istanbul, avec des ac-

teurs turcs), puis de projection dans le pays dont ce cinéaste fut pourtant, juste après la révolution islamique, le réalisateur chéri : mettre en évidence la relativité des actes et des sentiments n'est pas précisément en odeur de sainteté dans un pays où chaque geste est supposé réglé par une loi absolue.

### LE RÔLE CENTRAL DES SENS

Mais cette virtuosité narrative et thématique est presque secondaire dans ce huitième film du grand cinéaste iranien, dont le public français a pu commencer de découvrir le talent grâce à quelques rétrospectives où ont été montrés *Le Caméléon*, *Le Cycliste*, *Le Mariage des bœufs*, il était une fois le cinéma et grâce à la sortie, au printemps dernier, de *Salam chéna*.

Ce qui frappe d'emblée dans *Le Temps de l'amour* est la beauté et la sensualité des images, la finesse et la précision des plans. Cette sensualité et cette précision donnent son véritable sens à cette réflexion ludique et sensible sur la mise en scène, soulignée par le double rôle du témoin des péripéties successives, vieillard qui enregistre le chant des oiseaux mais perd l'ouïe par instants - et le film avec lui, soulignant le rôle central des sens - avant d'intervenir à plusieurs titres dans le déroulement des faits. Cette richesse et cette vigueur sont sans doute le vrai motif des censeurs, car elles sont effectivement de magnifiques manifestations de cinéma en liberté.

J.-M. F.

Jean-Michel Frodon

Impertinence



## Impertinence et pâte à modeler

Les Nouvelles Aventures de Wallace et Gromit (La Collection Aardman n° 2).  
Suite de l'escalade d'un sommet de l'humour britannique

Films d'animation britanniques de Peter Lord, David Sproxton, Boris Kossmehl et Nick Park (1 h 13).

Tout commence en 1972, date à laquelle Peter Lord et David Sproxton fondent à Bristol le studio d'animation Aardman, destiné à alimenter les programmes pour la jeunesse de la BBC. Spécialité maison : la pâte à modeler. La notoriété vient dix ans plus tard, lorsque Channel 4 diffuse une série de cinq films intitulée *Conversation Pieces*, basée sur une fructueuse trouvaille, l'adaptation de l'animation à des interviews préalablement enregistrées. En 1989, Nick Park révèle enfin, dans *A Grand Day Out*, ceux qui deviendront les personnages phares du studio Aardman : Wallace, l'inventeur saugrenu, et Gromit, son laconique compagnon à quatre pattes.

Il revient en 1992 dans *The Wrong Trousers*, « oscarisé » à Hol-

lywood après que leur créateur eut obtenu un premier Oscar pour *Créature Confort*, inéditable enquête sur le sort des animaux de zoo auprès des intéressés eux-mêmes (en fait, des témoignages préenregistrés de personnes à qui l'on a demandé de parler de leur vie). Ces trois films de Park, ainsi que quelques autres signés par des réalisateurs du même studio, figuraient dans la collection Aardman n° 1, sortie en France en 1994.

### THRILLER ROMANTICO-COMIQUE

La seconde sélection aujourd'hui présentée comprend six films, datés de 1981 à 1996 et entrecoupés par des spots publicitaires animaliers – autant de petits bijoux domestiques –, réalisés par Peter Lord et Nick Park pour la compagnie nationale d'électricité britannique. Le gros morceau est évidemment *A Close Shave* (Rasé de près), troisième volet des aventures de Wallace et Gromit. Esthétique réaliste, souci du détail vrai,

maîtrise élaborée des procédés de prise de vue réelle et références cinématographiques basées en consultant toujours la marque de fabrication.

Pour le reste, il s'agit d'un insoutenable thriller romantico-comique, au cours duquel ce go-diche de Wallace tombe amoureux de la marchande de laine Wendolene Cul-de-Bélier, à charge pour Gromit de démolir l'écheveau sanglant tissé par la monstrueuse bête de la belle, un cybérchien massacreur de moutons. Gags au cordeau, poursuites décoiffantes et pantelant suspense garantis.

Il serait pourtant très injuste d'oublier les autres films. *War's Pig*, de Peter Lord, brode ainsi sur un thème littéraire classique (deux humains séparés à la naissance) une délicate parodie moyenâgeuse. Du même réalisateur, *War's Story* noue avec le style qui a fait la réputation du studio : l'interview réelle en guise de bande-son. Ici, le témoignage d'un retraité évoquant

la période de la seconde guerre mondiale, marqué par le traumatisme des bombardements intensifs de l'aviation allemande. Dans un esprit plus délégué, proche de *Tex Avery*, Peter Lord signe enfin avec *My Baby Just Cares for Me* le clip de la chanson de Nina Simone, transformée pour l'occasion en aléchant feline de night-club. *Early Bird*, collaboration de Peter Lord et David Sproxton, montre la fabrication à domicile d'une tranche matinale de radio par un speaker impavide qui confond grille-pain et magnétophone. Une mention particulière revient à *Not Without My Handbag*, de Boris Kossmehl, fable psychédélique et dantesque, qui expédie en enfer une horripilante tante anglaise, laquelle n'avait pas remarqué cette clause de contrat affrété à tout retard de paiement sur sa machine à laver. Grande-Bretagne oblige, le diable s'en repentira.

J. M.

## Pavane ironique pour un art défunt

Le Montreur d'ombres. Une parabole sans nostalgie excessive sur le goût changeant du public

Film grec de Lefteris Xanthopoulos. Avec Kostas Kazakos, Stratos Tzortzoglou, Giorgos Ntoulos, Dora Maskavanou (1 h 45).

Le deuxième film de Xanthopoulos comme l'histoire d'Antonis Barkas, un des derniers maîtres du théâtre d'ombres, art très populaire en Grèce mais déclinant, commence justement par une belle nuit de 1951. Un café de province, une table blanche tendue, et derrière elle, Barkas et ses aides allumant une à une les lampes qui perforent la magie d'opéra. Plus pour longtemps. Dès le lendemain matin, précédé par les cris enthousiastes des enfants, le cinéma s'installe au café sous les yeux de Barkas. Sans ménagement,

Chassé par « ce monsieur qui nous vient d'Amérique », le maître, drapé dans son orgueil, rentre à Athènes pour finalement y mourir avec son art.

Réduit à cette trame, le film de Xanthopoulos risque d'apparaître comme un exercice nostalgique un peu complaisant, tel que le cinéma aime parfois à le produire. L'épave de la narration, l'agencement subtil des motifs, le symbolisme des personnages et la perfection picturale des plans révèlent une tout autre ambition. Une sorte d'allégorie sur la course du temps, fidèle à l'âme du mythe oedipien. La figure paternelle d'Antonis Barkas, parce qu'aveugle à la réalité de son époque, menace l'ordre du monde et entrave les aspirations de ses proches. Telle sa sœur Angela, promise sous sa férule à mourir vieille fille. Ou Theofanis, l'apprenti, qui incarne

après de lui le désir du nouveau dieu cinéma. « Les hommes veulent de nouvelles histoires », confie Barkas au fantôme de son père, qu'il s'apprête à rejoindre dans le royaume des ombres.

De nouvelles histoires, donc de nouvelles images, plus charnelles et plus vivantes parce que projetées sur l'écran et non plus seulement profitées derrière lui. L'incarnation du monde au lieu de sa silhouette. Mais si tout semble effectivement se dénouer à la mort du vieil homme, le réalisateur aura néanmoins suggéré, notamment par une très belle scène de photographie de groupe, que ce surcroît de réalité n'est après tout qu'un autre effet d'illusion, à la magie aussi fragile que ce film qui la met en scène.

Jacques Mandelbaum

## Un cinéaste grec face aux mutations de l'image

« C'est dans un paysage de crise et de débâcle marqué par l'essor fulgurant de la télévision et la baisse catastrophique de fréquentation des salles obscures que le Nouveau Cinéma avance depuis vingt ans. » Michel Demopoulos, dans sa préface à la somme qu'il vient de diriger (Le Cinéma grec, Editions du Centre Pompidou, 1995), évoque ainsi le contexte paradoxal dans lequel a évolué le nouveau cinéma grec. Apparu à la fin des années 60, cette « nouvelle vague » (Angelopoulos en tête) déferle sous le régime dictatorial des colonels, tandis que la fréquentation des salles fléchit, de 137 millions de spectateurs en 1967 à moins de 10 millions aujourd'hui. Encore ce dernier chiffre réserve-t-il



Portrait de Lefteris Xanthopoulos.

En majorité, des films américains et français. A la fin de l'année, (...) je n'étais vraiment satisfait que lorsque j'en comptais plus de trois cents, soit en moyenne un film par jour. » Incrit contre son gré à la faculté de droit d'Athènes, il y crée un club, avant de tout plaquer (le droit, sa famille, son pays sous le

joug) en 1971. Formé à la London Film School, il réalise à partir de 1976 une trilogie documentaire sur la diaspora grecque.

Rentré au bercail en 1981, il travaille surtout pour la télévision. Son premier long-métrage, *Bon Retour au pays, camarade* (1986) annonce son passage à la fiction : « Je pensais avoir exprimé tout ce qu'il était possible d'exprimer par le documentaire. L'idée initiale d'O'Drape-tis (« Le Fugitif ») : titre original du Montreur d'ombres) était de trouver une forme susceptible d'exprimer le sentiment de grand pessimisme dans lequel je me trouvais quant à l'état du cinéma en 1989. »

### TRADITIONS POPULAIRES

D'où le choix du théâtre d'ombres comme symbole d'une tradition supplantée par une forme spectaculaire plus moderne, possible métaphore de l'actuelle déposition du cinéma par la télé-

vision. Soit l'entrée, pour reprendre la terminologie de Régis Debray, dans une « vidéosphère » qui sonne le glas du spectacle.

Né en Egypte, importé de Turquie au XIX<sup>e</sup> siècle, le théâtre d'ombres grec, ou *karaghiz*, traduit une profonde mutation de société : son héros, vorace et difforme, rusé et contestataire, y incarne les traditions populaires grecques laminées par la modernité occidentale. Le film n'utilise qu'une infime partie de la recherche ethnographique qui a conduit Xanthopoulos à travailler avec le compositeur Nikos Kypourgos à une musique puisant ses sources dans le folklore grec, ou encore à visiter pour le décor naturel de son film une trentaine de villages.

Produit pour 5,5 millions de francs (à 42 % par la télévision, 36 % par le Centre du cinéma grec et 22 % par les fonds propres du réalisateur), le film a nécessité dix-huit semaines de tournage et existe aussi en version longue de trois heures trente, destinée à la télévision. Sa carrière en Grèce (15 000 entrées) peut être considérée comme satisfaisante et il a participé en 1991 à la Quinzaine des réalisateurs du festival de Cannes. Lefteris Xanthopoulos, de passage à Paris, se dit aujourd'hui « un peu plus optimiste » sur l'avenir du cinéma.

J. M.

## Un conte philosophique sous le signe du vampire

The Addiction. Le cinéaste américain Abel Ferrara présente une réflexion sur la nature du mal, revêtue des oripeaux du film de genre

Film américain d'Abel Ferrara avec Lili Taylor, Christopher Walken, Annabella Sciorra (1 h 24).

Le nouveau film d'Abel Ferrara ne surprendra guère ceux qui voient en lui un cinéaste ambivalent, capable de passer, parfois au sein de la même œuvre, des conventions du film de genre à l'objectivité documentaire, du concret à la réflexion, de la fiction à la confession personnelle. *The Addiction* relève, de la même façon, de diverses catégories. A la con, de diverses vampires et essai philosophique, il mêle, dans un noir et blanc stylisé, des données à priori antagonistes. Une jeune étudiante en philosophie se fait un soir agresser dans les rues de New York par une femme mystérieuse. Elle devient une vampire avide de sang, attaquant à son tour tous ceux qui n'ont pas le courage de lui résister.

Contamination de l'autre sous

l'empire du besoin de sang, le vampirisme permet une réflexion sur la nature du mal, envisagé sous ses aspects à la fois individuels et historiques. A coups de discussions théoriques convoquant, avec un color mèlé de candeur, quelques grands penseurs (de Kierkegaard à Sartre en passant par Nietzsche et Heidegger), la responsabilité individuelle prise entre volonté et nécessité, ainsi que l'existence du mal dans l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle sont interrogées. Pourtant, loin d'être abstrait, le film rappelle, par la force et l'évidence brutale de certaines séquences, la violence exercée sur les corps par la dépendance. Lorsque la jeune fille se roule convulsivement à terre, en manque de sang, le regard du cinéaste se veut cynique, rappelant dans ces moments de *Bad Lieutenant* où les personnages procédaient minutieusement à l'injection intraveineuse de drogues dures.

Dotés à la fois de l'innocence

des anges à la Cocteau (qui pourrait être une référence cachée de *The Addiction*) et de l'effrayante présence des figures du cinéma gore contemporain, les vampires de Ferrara offrent la représentation inédite d'un itinéraire moral. Au terme de son parcours sanglant, l'héroïne du film mettra en pratique ses spéculations scolaires sur le mal, en vampirisant massivement enseignants et étudiants de son université, avant de découvrir que le chemin de la liberté la plus grande passe par la nécessité la plus extrême. Sans équivalent au cinéma – sinon d'autres œuvres de son auteur, notamment *Driller Killer* (1979), son premier film, encore inédit en France –, mêlant la liberté du cinéma indépendant et les contraintes du film de genre, *The Addiction* confirme l'importance d'Abel Ferrara et de son scénariste attitré, Nicholas St. John, authentiques francs-tireurs du cinéma américain d'aujourd'hui.

Jean-François Rouger

## LES AUTRES FILMS NOUVEAUX

### DÉSIRÉ

Film français de Bernard Murat. Avec Jean-Paul Belmondo, Fanny Ardant, Béatrice Dalle, Claude Rich, Jean Yanne, Dominique Lavanant, Annie Gregorio (1 h 33).

■ Pourquoi ? La question se pose tout au long du film, qui semble interminable. Pourquoi avoir voulu donner un remake au film que Guitry avait tiré de sa pièce, qui compte parmi les chefs-d'œuvre du théâtre ? Pourquoi Jean-Paul Belmondo a-t-il éprouvé le désir de reprendre un rôle qui n'est à l'évidence pas fait pour lui, et où il s'obstine à donner une réplique exacte de Guitry, acteur génial au service de son propre texte ? Pourquoi avoir choisi de confier la réalisation à un metteur en scène de théâtre qui, à l'évidence, n'entend rien au cinéma ? Sans doute parce que Guitry a toujours orgueilleusement et malicieusement prétendu que ses films n'étaient jamais que du théâtre « mis en boîte », ce qui nous vaut aujourd'hui d'endurer une ahurissante enfilade de champs-contrechamps. Pourquoi, enfin, mais on pourrait continuer ainsi longtemps, la verve et l'esprit corrosif de Guitry apparaissent-ils à ce point affaiblis, vieillies et, pour tout dire, complètement ringards ? Si l'idée était de démontrer par l'absurde que Guitry était aussi un grand metteur en scène de cinéma, l'entreprise n'a pas été vaine. Sinon...

R. M.

### DRACULA, MORT ET HEUREUX DE L'ÊTRE

Film américain de Mel Brooks, avec Leslie Nielsen, Peter MacNicol, Steven Weber, Amy Yasbeck, Lisette Anthony, Harvey Korman et Mel Brooks (1 h 35).

■ Il y a très, très longtemps de cela, un dénommé Mel Brooks avait introduit à Hollywood le germe du délirium parodique et le mauvais goût comme un des beaux-arts. Cet apport, qui se nourrissait des autres genres, fut bien vite épuisé, après avoir jeté ses dernières flammes en 1974, avec *Frankenstein Junior*. Depuis, la parodie s'est figée en simple pastiche. La folle histoire de Mel Brooks est celle du vampire vampirisé, ce *Dracula* en témoin à l'adaptation récente de Kevin Reynolds avec Kevin Costner, le film doit son existence à Kevin Coppola qu'à Murat ou Browning. Il ne peut pour autant s'approprier une histoire qui a déjà inspiré un nombre incalculable d'adaptations et de parodies, d'autant moins que Mel Brooks reconstruit avec soin le décor du roman de Bram Stoker. Certes, son *Dracula* (Leslie Nielsen) a tendance à se cogner aux fenêtres en plein vol, son professeur Van Helsing (Mel Brooks) turléme à qui mieux mieux, et ses héroïnes ont plus de gorge qu'il n'en faut pour apaiser la soif du monstre. Mais cette veine comique se tarit très vite, en dépit de l'unique scène (l'avocat Reinfield devenu insectivore) qui fasse verser une larme en souvenir de Gene Wilder.

J. M.

### À FLEUR DE PEAU

Film américain de Steven Soderberg. Avec Peter Gallagher, Allison Elliott, Joe Don Baker, Paul Dooley, Elisabeth Shue, Shelley Long (1 h 35).

■ Pour Steven Soderberg (Sexe, mensonges et vidéo, *Kafka*), le cinéma est d'abord affaire de style. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'il se soit emparé d'un classique du film noir, le magnifique *Crisis Cross* (*Pour toi, j'ai tué*), de Robert Siodmak, avec Burt Lancaster (1948). De l'intrigue imaginée par le romancier Don Tracy, il a retenu les entrelacs, les associations de malfaiteurs, le sentiment de vertige qui s'empare de personnages prisonniers d'une mécanique implacable, dont ils sentent, dont ils savent qu'elle finira par les broyer. L'impeccable travail de mise en scène que livre Soderberg séduit par son intelligence et sa précision et le traitement très stylisé d'images aux dominantes métalliques sert opportunément de contrepoint au fonctionnement mécanique d'un récit très codifié. Si les thèmes sont ceux du roman et du film noir classique, le style affiche ouvertement la tendance « néo-polar ». À fleur de peau naît de cette rencontre, mais peine à en dépasser la simple exposition, plaçant ainsi le spectateur en situation d'apprécier, d'admirer parfois, mais sans participer réellement. La séduction du film est là, en même temps que sa limite : le destin des ombres qui s'agitent sur l'écran laisse indifférent, en dépit des efforts consentis par les acteurs.

R. M.

### MOVIE DAYS

Film islandais de Fridrik Thor Fridriksson, avec Orvar Jens Arnarsson, Rikri Haraldsson, Sigrún Hjalmrýsdóttir, Orri Helgasson (1 h 30).

■ *Movie Days* signifie en islandais « le temps du cinéma ». La consonance du titre avec ceux de Woody Allen n'est donc que fortuite, nonobstant la proximité des sujets. Cette saga célèbre en effet une enfance marquée par la fréquentation des salles obscures. Cette évocation nostalgique et partiellement autobiographique n'évite hélas à peu près aucun cliché habituel en la matière. Elle se déploie en deux temps antagonistes. Une série de courtes vignettes situe d'abord, sur fond de guerre froide et d'influence américaine, la vie quotidienne de Thomas dans son quartier de Reykjavik (cinéma et Coca-Cola). A quoi s'oppose, dans la seconde partie, le séjour estival du petit garçon dans la ferme isolée du grand-père (paysage époustouflant et mythologie scandinave). La mort du père – lieu commun proprement nordique celui-ci – sera cause du retour de l'enfant en ville, pour un épilogue qui zoome et se fixe en gros plan sur le visage fasciné de Thomas au spectacle d'un film d'épouvante américain de série B. *La Main rampante* aura donc fini par étrangler les rêves.

J. M.

### CLUELESS

Film américain d'Amy Heckerling, avec Alicia Silverstone, Stacey Dash, Brittany Murphy, Paul Rudd (1 h 38).

■ Cher est lycéenne. Elle a seize ans, elle habite Beverly Hills, conduit sans permis un 4 x 4 offert par son père, ne se sépare jamais de son téléphone cellulaire et court faire du shopping à la mode contre l'attente de perdre son pucelage. L'héroïne de *Clueless* ainsi que tous les personnages du film appartiennent à la *upper class* californienne, soit un univers aussi éloigné de nous que celui des *Days of Nouvelle-Guinée*. Au-delà de son involontaire (?) intérêt ethnologique, *Clueless* se révèle par bribes une satire, parfois efficace, des mœurs et des rites de la jeunesse californienne, vivant visiblement en dehors du réel le plus banal. Accumulant platement les saynètes à la manière d'une sitcom, le film se garde bien pourtant de toute véritable audace et ne perd jamais vraiment de vue une morale bien-pensante.

J.-E. R.

## REVUE

### CAHIERS DU CINÉMA

N° 501, avril 1996 (82 pages, 35 F).

■ Quoi de neuf au menu du temple national de la cinéphilie ? Outre les comptes rendus de festivals et les notes critiques des films d'avril, trois chapitres saillants. Le premier célèbre, à l'occasion de l'homme qui lui rend la Cinéma-thèque, la première rencontre d'Alain Delon et des Cahiers. Soit trois heures d'entretien inaugurant une rencontre « impressionnée et bon enfant » – dit-il Thierry Jousse et Serge Toubiana – au cours de laquelle la revue offre à l'auteur une anagramme prophétique et lacanien, « Delon-le don », ce dernier préférant citer Charles de Gaulle pour évoquer la solitude hiératique de sa carrière.

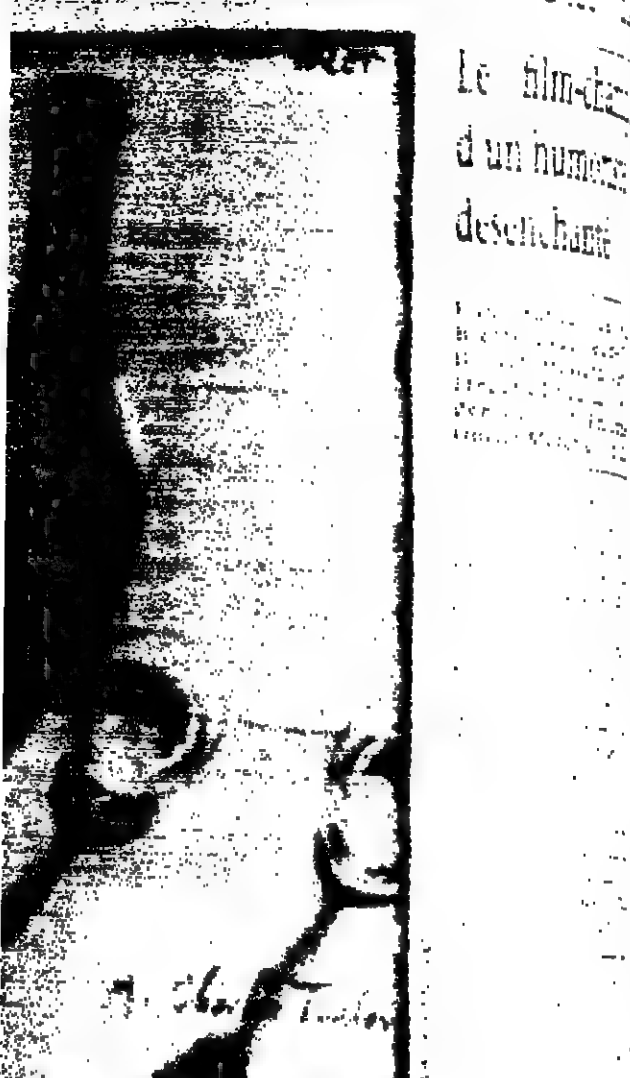
Changement de ton pour l'hommage rendu à Marguerite Duras, avec notamment le témoignage de son ancien assistant Benoît Jacquot, d'une insolente et amoureuse authenticité, mais surtout la réédition d'un texte de Duras paru dans la revue en 1980, fulgurante critique de *La Nuit du chasseur*, de Charles Laughton. On lira enfin, dans un ensemble consacré aux « Nouvelles frontières de l'indépendance », l'excellente mise au point de Bénédicte Reynaud sur le dernier festival de Sundance.

J. M.

صحنه من الاصل

## Le film-chasseur documentaire

La philosophie, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation



Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation

Le film-chasseur documentaire, une comédie de l'existence, l'essence de la scénarisation et de la réalisation



## Le cinéma ouest-africain en lutte pour sa survie

A Bamako, un colloque organisé à l'initiative du réalisateur malien Souleymane Cissé a tenté de mettre sur pied les structures élémentaires d'une profession confrontée à un environnement hostile et démun

**BAMAKO**  
de notre envoyé spécial  
« La période ne pourrait être plus sombre, elle est caractérisée par le néant au niveau tant de la production que de la distribution et de l'exploitation. » C'est en partant de ce bilan catastrophique que, à l'initiative de Souleymane Cissé, des représentants des cinéastes de l'Afrique de l'Ouest francophone ont tenu à Bamako, du 29 au 31 mars, un colloque destiné à mettre en évidence les raisons du mal, et si possible à leur trouver des solutions.

Il est évident que le cinéma africain (ou plutôt ce qu'on a pris l'habitude d'appeler ainsi, c'est-à-dire le cinéma d'Afrique de l'Ouest, longtemps le plus dynamique, en particulier grâce au soutien de partenaires français) va mal. Depuis les décolonisations, deux générations l'ont porté à bout de bras.

La première a comme figure de proue le Sénégalais Ousmane Sembène, la deuxième le Malien Souleymane Cissé, rejoint par les Burkinabés Idrissa Ouédraogo et Gaston Kaboré. Essor réel, qui a donné naissance à de beaux films (*Le Mandat*, *La Noire de...*, *Borom Saré* de Sembène, *Finé* et *Yelen* de Cissé, *Yaaba ou Samba Traoré* de Ouédraogo, *Wend Kuni* de Kaboré, pour ne citer que ceux-là).

Mais cet essor s'est fait aux prix d'efforts presque surhumains de la part d'une poignée de réalisateurs obligés de prendre en charge tous les aspects (artistiques, économiques, techniques) et même souvent réglementaires du cinéma, dans un environnement particulièrement hostile et

démuni: absence d'infrastructures, absence de soutien des Etats - à quelques exceptions près, notamment l'engagement du Burkina Faso en ce domaine. Aujourd'hui la relève existe, mais le système des bouts de ficelle et de la débrouille s'est usé, et a épuisé les meilleures volontés.

Des structures de défense et de promotion avaient été mises en place lors d'un premier colloque international à Niamey, au Niger, en mars 1982, avec notamment la création de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci) et la constitution d'un réseau de festivals dont le « navire amiral » est le Fespaco, qui se tient à Ouagadougou tous les deux ans. Ces structures apparaissent à certains sinon comme dépassées, du moins comme désormais insuffi-

Conakry, Burkina Faso) qu'à l'échelle régionale. Elles concernent à la fois la mise en place de structures économiques tant soit peu stables que la revendication de la prise en compte des problèmes du cinéma par les pouvoirs publics. Cette liste de première urgence, qui constitue la résolution finale du colloque de Bamako, est dramatiquement longue.

Elle comporte des points aussi évidents, mais pourtant problématiques, que la création d'une billetterie - à laquelle les exploitants, peu friands de transparence, s'opposent. Seule cette billetterie garantirait pour les producteurs l'assurance d'un minimum de recettes, et leur donnerait la possibilité d'emprunter pour mettre des films en chantier. Elle permettrait aussi la mise en

Aujourd'hui la relève existe, mais le système des bouts de ficelle et de la débrouille s'est usé, et a épuisé les meilleures volontés

santes.

C'est en particulier le point de vue de Souleymane Cissé, le plus célèbre cinéaste malien, surtout depuis que son dernier film, *Wend Kuni*, a rencontré les pires difficultés pour sortir en Afrique de l'Ouest (à l'exception de la Côte-d'Ivoire).

Le colloque dont il a pris l'initiative a dressé la liste des mesures à adopter aussi bien dans chacun des pays concernés (Sénégal, Mali, Côte-d'Ivoire, Niger, Guinée-

place d'un fonds de soutien au cinéma alimenté par une taxe sur les entrées.

Autre revendication élémentaire, la remise en état, avec le soutien des Etats et éventuellement d'organismes extérieurs (l'Union européenne au premier chef), de parcs de salles dans un état de délabrement lamentable.

Pour coordonner les premières actions et faire pression sur les gouvernements en place, à l'issue du colloque, l'Uccao (Union des créateurs et entrepreneurs du ci-



Souleymane Cissé

néma et de l'audiovisuel de l'Afrique de l'Ouest), pilotée par un bureau composé de Souleymane Cissé, réalisateur-producteur, du distributeur et exploitant sénégalais Alpha Digo et du responsable du Centre du cinéma guinéen Moussa Diakité.

La première victoire de ce nouvel organisme a été, presque aussitôt, la promesse du président malien Alpha Oumar Konaré de restituer aux professionnels le circuit national de salles, qui menaçait d'être démantelé. Face à l'absence quasi totale des films africains dans leurs propres pays, a également été évoquée la création d'un réseau d'écrans subventionnés en échange d'une programmation systématiquement vouée aux productions hollywoodiennes ou indiennes, quand ce n'est pas, comme au Mali, au film pornographique.

La voie ouverte à Bamako n'est pas exempte de dangers, sous le signe des divisions toujours renaissantes dont l'Afrique est coutumière: l'absence au colloque du deuxième grand cinéaste ma-

lien, Cheik Oumar Sissoko, comme celle de Gaston Kaboré, l'infatigable et dévoué dirigeant de la Fepaci, ou celle du « vieux » Sembène montrent les limites d'une action qui est également confrontée à des inégalités de fait: si le cinéma de la région va mal, il ne va pas aussi mal partout - on estime par exemple à six millions la fréquentation annuelle des salles au Burkina, chiffre tout-à-fait considérable même s'il ne profite guère aux films africains, là aussi presque complètement absents des écrans. De même Henri Duparc a dressé un tableau de la situation dans son pays, la Côte-d'Ivoire, moins catastrophique que celle de ses voisins.

Le défi est aujourd'hui de passer d'une constellation de personnalités à la mise en place des prémices d'un tissu industriel, sinon, de disparaître. Au-delà des problèmes de rivalités entre individus, organismes ou pays (l'implication du Burkina Faso en ce domaine et le soutien venu d'Europe qui en résulte ne suscite pas l'enthousiasme de tous), c'est surtout l'indifférence des gouvernements et l'absence de coopération supranationale qui constituent les obstacles à vaincre.

Dans l'attente, pour l'instant presque totalement déçu, d'un renfort venu des autres régions du continent, notamment des zones anglophones, c'est l'exclusion pure et simple de l'Afrique des écrans du monde et la possibilité pour les Africains de forger pour eux-mêmes leurs propres images qui sont en jeu.

Jean-Michel Frodon

## Un film zimbabwéen sur le sida primé à Laon

LAON

de notre correspondant

« Un bon film pour un enfant est un bon film pour tous », souligne Raymond Lefèvre, président du Festival international de cinéma jeune public de Laon (Aisne). Fort de ce principe, plus de soixante films ont été projetés du 25 mars au 4 avril lors de la quatorzième édition du Festival. Le cru 1996 a concerné près de 340 000 spectateurs, en majeure partie des scolaires habitant dans quinze villes de l'Aisne où se tenaient les projections.

Le jury international, présidé par Nardo Castillo, réalisateur et producteur canadien, qui a notamment dirigé l'acteur Kevin Kostner, a décerné son grand prix à *More Time*, d'Issak Mabhikwa (Zimbabwe), qui évoque le sida en Afrique. Il conte l'histoire d'une jeune lycéenne insouciante découvrant l'amour et le besoin de liberté, mais peu à peu elle s'aperçoit qu'elle doit changer sa façon de vivre pour ne pas risquer de périr. Le cinéaste a déclaré avoir voulu privilégier l'aspect « éducatif, mais aussi divertissant » dans cette première œuvre datant de 1993.

Le public a apprécié, cette année, la présentation du dessin animé italien d'Anton Gino Domeneghini, *La Rose de Bagdad*, de 1949, agrémenté d'une exposition de dessins de Libico Maraja, décédé en 1983 et illustrateur de nombreuses œuvres littéraires. Les visiteurs ont pu aussi participer à une soirée consacrée à la naissance du cinéma allemand.

Thierry Lestang Parade

### Lettre de Chine

Après qu'on a craint un embargo sur le cochon australien, la Chine a finalement donné son feu vert pour la diffusion de *Babe*. Zhang Runchang, directeur des importations de China Film, qui possède le quasi-monopole des achats de films étrangers, a affirmé que la politique d'importation des films étrangers n'a pas changé et qu'« une dizaine de grands succès » seront projetés cette année, comme l'année dernière. Il a confirmé qu'en revanche le dernier James Bond, *Goldeneye*, que China Film souhaitait importer, n'a pas obtenu le visa de censure. « La raison donnée par le Bureau du film (responsable de la censure) est qu'il vise trop directement un



pays étranger », l'ex-URSS et l'actuelle Russie en l'occurrence. Autre titre litigieux, *Apollo 13* « est encore entre les mains du comité de censure », a indiqué M. Zhang. Les problèmes de l'industrie aéronautique chinoise, illustrés par l'explosion en février d'une fusée Longue Marche 3-B, ne seraient pas étrangers à l'hésitation des censeurs. Face à la chute des entrées dans

les salles, la Chine a décidé en 1994 d'importer une dizaine de grosses productions par an, américaines pour la plupart. *Le Roi Lion*, *True Lies* et *Le Fugitif* sont ainsi venus gonfler en 1995 les recettes des cinémas, dont beaucoup font face à de graves problèmes financiers. Mais la dernière Conférence nationale sur le cinéma, qui s'est tenue en mars à Changsha, a confirmé que les importations continueraient d'être strictes, pour veiller à ce que les films étrangers soient politiquement et socialement acceptables. Dans le *Quotidien des Jeunes de Pékin*, le patron de la censure, Liu Jianzhong, rappelle que la Chine « doit bien choisir les sujets (...) il ne faut pas importer n'importe quel film sous prétexte de promouvoir la coopération avec l'étranger ». (AFP.)

### Lettre des Etats-Unis

Grâce à ses cinq Oscars (dont celui du meilleur film et du meilleur réalisateur, Mel Gibson), *Braveheart* a connu une augmentation de ses recettes de 178 % entre le lundi 25 mars, jour de la remise des récompenses, et le mardi 26 mars. En prévision de son succès, les distributeurs avaient augmenté considérablement son nombre de salles (de 279 à 483). C'est la plus forte hausse enregistrée depuis six ans pour un film-lauréat. Toutefois, la relance de sa carrière devrait être limitée par la sortie récente de sa version vidéo. Les autres films primés ont enregistré également une amélioration notable dans leur

carrière. C'est le cas de *Leaving Las Vegas* (Oscar du meilleur acteur pour Nicolas Cage, 114 % de hausse), de *Raison et Sentiments* (meilleure adaptation pour Emma Thompson, à plus de 58 %) et du film néerlandais *Antonia's Line* (Oscar du meilleur film étranger), qui a connu un boom de 110 %. Quant au cochon australien gardien de troupeau, *Babe* (meilleurs effets visuels), il n'a noté qu'une augmentation de 31 % au box-office, mais le film est sorti il y a peu en version vidéo.

Sur les écrans américains depuis près d'un an (il est sorti le 25 mai 1995), *Braveheart* a déjà connu une longue carrière pour une recette globale de 733 millions de dollars. Sa nouvelle sortie

nationale à l'occasion des Oscars devrait donc être brève. C'est pourquoi les producteurs misent davantage sur la vidéo du film pour tirer le meilleur profit des récompenses hollywoodiennes. En 1995, *Forrest Gump* avait connu une hausse de 127 % entre les mêmes lundi et mardi. Mais le film était sorti depuis peu et était encore à l'affiche de plus d'un million de salles. De plus, la mise en vente de sa vidéo ne s'est faite qu'un mois après la remise des Academy Awards. En 1993, *Impitoyable*, de Clint Eastwood, avait fait un bond de 117 %. En 1991, *Le Silence des agneaux*, dont on pouvait acheter la vidéo depuis plusieurs mois déjà, n'avait enregistré qu'une insignifiante augmentation de son audience.

CE NOSTALGIE (présenté en accord avec Yves EL BADE)

**GILBERT MONTAGNÉ**  
à partir du 16 Avril 1996

CASINO DE PARIS  
LOCALISATION, POINTS DE VENTES HABITUÉS  
RESERVATIONS 49 95 99 99

NOSTALGIE  
C'est pour toujours

### LES ENTRÉES À PARIS

■ Le cinéma français améliore ses positions, après un début d'année très difficile dans son éternel bras de fer avec Hollywood. Grâce à *Beaumarchais*, qui manifeste une belle verdure dans la durée avec 73 000 entrées en troisième semaine et un total de plus de 300 000. Et *Pépé le parrain* est arrivé en renfort, plus vigoureusement encore: ses 112 000 spectateurs en deuxième semaine lui permettent d'atteindre un total de 247 000. Symboliquement, c'est aussi cette semaine qui voit le plus gros succès sorti en 1995, *Les Trois Frères*, franchir la barre du million d'entrées à Paris (en 17<sup>e</sup> semaine), juste après avoir dépassé les six millions à l'échelle nationale.

■ Les nouveautés étaient elles

aussi dominées par les productions françaises. Trois d'entre elles obtiennent des scores significatifs: *Les Caprices d'un fleuve* embarque 59 000 voyageurs devant ses 29 écrans, *Chacun cherche son chat* séduit 39 000 amis des bêtes dans 17 salles, *Enfants de saoud* se fait une petite famille de 23 000 spectateurs dans 16 cinémas. Le meilleur score est néanmoins celui de *Copycat*, à 70 000 avec la plus large combinaison pour un nouveau film, 34 écrans. ■ *Toy Story* maintient son succès en deuxième semaine, avec 112 000 jeunes amateurs (concentrés sur le mercredi et le long week-end de Pâques), soit un total de 240 000. *Casino* continue de jouer gagnant à 48 000 en troisième semaine (total: 436 000 entrées). Et *Get Shorty* se maintient, à 32 000, soit une addition de 85 000 en quinze jours.

J.-M. F.

\* Chiffres: Le Film français

18h30 THEATRE DE L'ATELIER  
Location 46 06 49 24

LAURENT TERZIEFF  
PASCALE DE BOYSSON  
PHILIPPE LAUDENBACH  
**MILOSZ**  
Montage du texte et adaptation scénique  
LAURENT TERZIEFF

### DÉPÊCHES

■ MK2 crée « Cinéma de poche », une sélection de reprises de films d'auteur dans sa salle du 14 juillet Beaubourg. Elle présentera chaque semaine à toutes les séances un film au prix unique de 36 F. Elle s'ouvre le 10 avril avec *Salam Cinéma* de Mohsen Makhmalbaf, en même temps que sort *Le Temps de l'amour* du même cinéaste. Seront présentés ensuite *Lettre pour L...* de Romain Goupil, *Naked* de Mike Leigh, *Le Chêne* de Lucian Pintilie.

■ Daniel Toscani du Plantier va produire une trilogie du réalisateur espagnol Bigas Luna, l'auteur de *Jambon jambon* et de *Macho*. Cette « collection » se composera de *Bambola*, réalisé en Italie, d'une adaptation de *La Femme de chambre* de Didier Decon, tournée en France, et d'une version non musicale de *Carmen*, réalisée en Espagne. Cette « trilogie latine » s'ajoute au premier ensemble mis en place par le producteur, le remake de six films de Sacha Guitry (trois pour le cinéma, trois pour la télévision) dont le premier, *Désiré*, sort ce 10 avril.

■ Un multiplexe de 17 salles et 3 000 places, Mégarama, a ouvert ses portes le 5 avril à Villeneuve-la-Garenne, dans les Hauts-de-Seine. Il s'agit du plus grand complexe français en nombre de salles mais pas en nombre de places puisque le Kinopolis, à Saint-Julien-les-Metz, en compte 4 170 pour 14 écrans. Le groupe belge propriétaire du Kinopolis, Bert-Decatron, prévoit l'ouverture à l'automne d'un complexe encore plus gigantesque de 23 ou

24 salles, dotées de 9 000 places, à Lomme, près de Lille.

■ Le drapeau nazi a été installé sur l'hôtel de ville de Lyon, pour le tournage du film de Claude Berri, *Lucie Aubrac*, consacré à la résistance. « Consentez que l'apparition d'un tel symbole pourrait choquer les Lyonnais », la municipalité a averti ses administrés et le député-maire de Lyon, Raymond Barre, a personnellement écrit aux responsables des associations de résistants, de déportés et d'anciens combattants pour les prévenir. L'utilisation du drapeau à croix gammée était limitée à la journée du 8 avril, l'étendard devant être « retiré à chaque fin de prises de vue ».

■ La septième biennale du cinéma espagnol, qui s'est déroulée à Annecy du 29 mars au 7 avril, a attiré plus de 10 000 spectateurs. Parmi les six films en compétition, le jury présidé par Henri Alekan a distingué *Hola ¿ Estás Solo ?* d'Iciar Bollain, tandis que le prix du public était attribué à *Tesis*, d'Alexandro Amenabar.

Hôtel de la Monnaie  
11, quai de Corbières - Tél. 39 73 67 28  
7 février au 28 avril

**Eugénie Hartley**  
de Beaumarchais  
avec Alain Mottet  
spectacle de Flore Bernard



## LA SÉLECTION DU « MONDE »

**CASINO** (\*) (américain, 2 h 58), de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan King.

**CHACUN CHERCHE SON CHAT** (français, 1 h 35), de Cédric Klapisch, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Py, Arapimoun, Rambo.

**LES CEUX FANTÔME** (français, 1 h 27), de Philippe Garrel, avec Luis Rego, Aurélien Alcaïs, Maurice Garrel, Evelyne Didi, Roschdy Zem, Camille Chénin.

**LA COMÉDIE DE DIEU** (portugais, 2 h 43) de João César Monteiro, avec Claudia Teixeira, Max Monteiro, Raquel Ascensão.

**CÔUTE QUE CÔUTE** (français, 1 h 35) de Claire Simon.

**DEAD MAN** (américain, 2 h 14) de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne, John Hurt.

**LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL KANT** (français, noir et blanc, 1 h 10) de Philippe Collin, avec David Warrilow, André Wilms, Roland Amstutz, Christian Rist, Julien Rochefort, Claude Aufaure.

**L'ÉDUCATRICE** (français, 1 h 33), de Pascal Kané, avec Alexandra Wisnisky, Nathalie Richard, Jean-François Stévenin, Brigitte Roiban.

**ENFANTS DE SALAUD** (français, 1 h 40), de Tontie Marshall, avec Anémone, Nathalie Baye, François Cluzet, Mollie Ringwald, Jean Yanne.

**ERMO** (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Allia, Ge Zhijun, Liu Peili.

**LA FEMME DU PORT (\*\*)** (mexicain, 1 h 50) d'Arturo Ripstein, avec Patricia Reyes Spindola, Alejandro Parodi, Damian Alcazar, Evangelina Sosa, Ernesto Yanez.

**LES AMERICAINS** (américain, 2 h 50) de Michael Mann, avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Kilmer, Jon Voight, Diane Venora, Tom Sizemore.

**LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR** (français, 1 h 35) de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastroianni, Melvil Poupaud, Hubert Saint Macary, Serge Merlin, Mathieu Amalric, Danièle Dubroux.

**NOS ANNÉES SAUVAGES** (Hongkong, 1 h 33), de Wong Kar-Wai, avec Leslie Cheung, Andy Lau, Maggie Cheung, Carina Lau, Rebecca Pan, Jacky Cheung.

**LA ROUE** (bangladaï, 1 h 05), de Morshedul Islam, avec Amirul Huq Chowdhury, Ashish Khanodkar, Ruhul Amin Rubel, Ataur Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.

Juliette Bastille, 1\* (43-57-90-81); Gaumont Gobelins Fauvette, 14\*  
 Gaumont Parnasse, 14\* (45-75-79-79);  
 Gaumondine, 15\* (45-75-79-79).  
 VF: Publicis Champs-Elysées, 9\* (47-20-76-23); Gaumont Gobelins Fauvette, 14\*  
 dory, 13\* Gaumont Parnasse, 14\* dory,  
 14\* Gaumont Alésia, dory, 14\*, 14-  
 Juliette Gaumondine, 15\* (45-75-79-79).  
 Film iranien de Mohsen Makhmalbaf,  
 avec Shiva Gerde, Abdolraman Palay,  
 Aken Tunt, Menderes Samanjali (11 h 15).  
 VO : 14-Juliet Beaubourg, 3\*, 14-Juliet  
 Le Palace, 1\* (43-57-90-81).  
 THE ADDICTION  
 Film américain d'Abel Ferrara, avec Lily  
 Taylor, Christopher Walken, Annabella  
 Sciorra, Ede Falco, Michel Feli, Paul  
 Calderon (1 h 24).  
 VO : Action Christine, 6\* (43-29-11-30).  
 Elysees, 14\* (43-29-36-14); Maxxi  
 Lindard Panorama, THX, dory, 9\* (48-  
 24-88-58).  
 UN DUVAN EN NEW YORK  
 Film franco-belge de Chantal Akerman,  
 avec Juliette Binoche, William  
 Hurt, Stephanie Burt, Barbara Gar-  
 rick, Val Guilleily, Richard Jenkins  
 (1 h 45).  
 VO : Gaumont les Halles, dory, 1\* (40-  
 39-99-40); 14-Juliet Odéon, dory, 1\*  
 (43-25-59-83); Les Trois Luxembourg,  
 9\* (46-33-97-77); La Pagode, 7\*; Gau-  
 mont Champs-Elysées, dory, 9\* (43-58-  
 04-57); Gaumont Grand Ecran Italie,  
 dory, 13\* (45-80-77-00); Sept Parnas-  
 siens, dory, 14\* (43-20-32-20); Majes-  
 tic Passy, dory, 16\* (44-24-46-24).  
 VF : UGC Opera, dory, 9\* Les Lyon-  
 naises, 12\* (43-43-04-04); UGC Lyon

Francis Miquez, Katharine Asala  
Canada (1 h 30).  
VO : 24-11-1984, 14 (45-43-41-63).  
**LE COEUR FANTÔME**  
de Philippe Garrel,  
avec Louis Rego, Aurélie Alcaiz, Me-  
rouci Garrel, Evelynne Didi, Roschdy  
Zan. France 3 Chain.  
Cinéma (1 h 27).  
VO : 14-11-Beaugrenou, 3° : Le Saint-Ger-  
main-des-Prés, salle G. de Beaugrenou  
6° (42-22-67-23).  
**LA COMÉDIE DE DIEU**  
de Joao Cesar Monteiro,  
avec Claudia Teixeira, Max Montreux,  
Rogued A. Portugal.  
Portugal (2 h 43).  
VO : Latina, 4° (42-78-47-86).  
**COPICAT (\*)**  
de Jon Amiel,  
avec Sigourney Weaver, Holly Hunter,  
Dermot Mulroney, William McNamara,  
Randy Quaid, John Redman,  
American (2 h 04).  
VO : Gaumont Les Halles, Odéon, 1° (40-  
39-99-40), 14-Juillet Odéon, 6° (42-35-59-83), Gaumont Ambassade,  
6° (43-59-19-08), UGC Norman-  
die, 6° (42-35-59-83), 14-Juillet Seattle, 11°  
(42-35-59-83), Gaumont Parisse, 11°  
by, 14° : 14-Juillet Beaugrenouille, 10°  
(45-75-79-78), Patiné Wepler, 10°  
by, 16°.  
**COÛTE QUE COÛTE**  
de Claire Simon.  
Français (1 h 35).  
Épée de Bois, 5° (43-37-57-47).  
**DEAD MAN**  
de Jim Jarmusch,  
avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance  
Henriksen, Robert Mitchum, Gabriel  
Byrne, John Hurt.

Mexican (H 50).  
 VO : Latina, dolby, 4\* (42-78-47-86).  
 Épée de Bois, 5\* (43-26-57-47); et  
 Le Querrel Latin, 5\* (43-26-84-65).  
**FUNNY BONES**  
 de Peter Chelton,  
 avec Oliver Platt, Lee Evans, Richard  
 Griffiths, Oliver Reed, George Carl, Ti-  
 to Lykko. (2 h 08).  
 VO : Réfert Médicis II, 5\* (43-54-42-34).  
 Dentist, dolby, 14\* (43-21-41-01).  
**GET SHORTY**  
 de Barry Sonnenfeld,  
 avec John Travolta, Gene Hackman,  
 Rene Russo, Dennis Deyou.  
 Américain (2 h 45).  
 VO : UGC Cinécity des Halles, dolby,  
 14\* ; 14-Juillet Hauteufelle, dolby, 14\*  
 (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade,  
 dolby, 8\* (43-59-19-08) ; George-V, 8\*  
 UGC Gobelines, 13\*.  
**GRUMPY**  
 de Gerard Stembridge,  
 avec Andrew Connolly, Jasmine Russ,  
 Peter Hanly, Michelle Houlden, Fran-  
 kie McCafferty, Pauline McElynn.  
 Irlandais (1 h 30).  
 VO : Réfert Médicis II, 5\* (43-54-42-34).  
**HEART**  
 de Michael Mann,  
 avec Al Pacino, Robert De Niro, Val Ki-  
 mer, Jon Voight, Diane Venora, Tom S-  
 zemore.  
 Américain (2 h 50).  
 VO : UGC Forum Orion Enropa, dolby,  
 14\* (45-33-10-82) ; Gaumont Ambassade, dolby,  
 8\* (43-59-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, dolby,  
 15\* ; Grand Pavols, dolby, 15\* (45-54-41-  
 85).  
**LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR**

de Emma Thompson, Alan Rickman, Kate Winslet, Hugh Grant, Greg Wise, Emile Frazer (2 h 15).  
VO : Gaumont les Halles, Dolby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40); 14-Juillet Hauteville, Dolby, 6<sup>e</sup> (46-33-79-38); George-V, 8<sup>e</sup>; UGC Cassini-Elysées, Dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, Dolby, 9<sup>e</sup>; Gaumont Mabeille Rodin, Dolby, 12<sup>e</sup>; Septe Parnassiens, Dolby, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); 14-Juillet Baugrenelle, Dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); UGC Mailloit, 17<sup>e</sup>.  
LA REDUE  
de Morshedul Islam.  
Avec Amir Idrus Chowdhury, Ashish Khondoker, Ruhul Amin Rubel, Azhar Rahman, Dilara Zaman, Golam Rasul Babu.  
Bangladesh (1 h 05).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup>.  
SEPT EN ATTEENTE  
de Clémentine Echegaray.  
Avec Clémentine Amouroux, Richard Bean, Gwepena Bothorel, Myriam David, Marnetta Dawn, Cécile Pares, François (1 h 30).  
L'Entrepôt, 1<sup>er</sup> (45-43-41-63).  
SHINKUJI  
de Masahiro Shinoda.  
Avec Hiroyuki Sanada, Shinya Iwashita, Tsurutaro Katsuko, Shiro Sano, Riota Nizuki.  
Japonais (1 h 55).  
VO : Réflét Médias II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).  
SMOKE  
de Wayne Wang.  
Avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.  
Américain (1 h 50).  
VO : Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47);

## FESTIVALS

**HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR :** « Indochine, Algérie: le cinéma français face aux guerres coloniales », c'est sur ce thème qu'est organisé, du jeudi 11 au dimanche 14 avril, pour la première fois en France, un colloque public préparé par Patrick Leboutte et réunissant des historiens, psychanalystes, écrivains, journalistes, critiques et cinéastes. Parallèlement, et jusqu'au 30 avril, a lieu une vaste rétrospective de films traitant directement ou indirectement des guerres coloniales, avec notamment la plupart des œuvres censurées ou tournées clandestinement pendant la période.

*Du 10 au 30 avril, le Café des Images, 41, boulevard du Théâtre, 14 Hérouville-Saint-Clair. Tél. : 31-35-70-20.*

**PERPIGNAN :** « Confrontation 32 » - Festival européen de la critique historique du film. Des œuvres d'Eisenstein, Barnet, Todorovskij, Tarkovski, Kusturica, Wajda, Polanski et Szabo, entre autres, illustrent ces journées articulées sur le thème « Il était une fois dans l'Ère, 1917-1991 ». En huit jours et cinquante films, cette 32<sup>e</sup> édition se propose d'explorer avec l'aide d'historiens et de metteurs en scène l'histoire de l'émergence du monde socialiste d'Europe, puis son effondrement, suivi de la mise en place de quelque chose de nouveau, avec ses espérances et, aussi, ses incertitudes. Des tables rondes complètent chaque jour cette programmation.

**Du 13 au 21 avril.** Palais des congrès de Perpignan, tél. : 68-66-30-00.  
Institut Jean-Vigo, tél. : 68-66-30-33.

**NYON (SUISSE) : VISIONS DU REEL.**  
Ce Festival international du cinéma documentaire présente les œuvres produites en 1995 et 1996 dans sept sections, dont une compétition internationale. « L'État des lieux » est consacré cette année au cinéaste allemand Karl Kels. Les séances spéciales sont dédiées aux œuvres réalisées entre 1966 et 1988 par le japonais Shinsuke Ogawa. Quant à l'Atelier, il permettra de rencontrer le cinéaste hollandais Johan van der Keuken et l'Autrichien Johannes Holzknecht.

**Du 15 au 21 avril.** Tél. : 41 (22) 361-60-60.

**PARIS : ♦ FORMES DES CINÉCLUBS.**  
Les ciné-clubs des universités, grandes écoles et lycées parisiens se réunissent pour la quatrième année consécutive à l'initiative de l'association Aurora. Au programme, le temps d'une journée très chargée, trois thèmes sont abordés (« Guerre et cinéma », « La folie » et « Le cinéma africain »), douze séances sont prévues, accompagnées de débats, et trois films sont projetés en avant-première dont le dernier-né d'Eric Rohmer, *Conte d'été*.

**Samedi 13 avril à la Vidéothèque de Paris.** Tél. : 44-76-63-43. Passage pour la journée : 50 F. 1 séance : 20 F.

**BEAUMARCHAIS "L'ESSENTIEL"**  
d'Édouard Molinaro,  
avec Fabrice Luchini, Manuel Bello,  
Sandrine Biberian, Jacques Weber, Mi-  
chel Piccoli, Claire Nebout.  
França (1 h 40).  
UGC Ciné-écran les Halles, doiby, 1<sup>re</sup> ;  
Gaumont Opéra, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Opéra,  
1<sup>re</sup> ; Gaumont Hautefeuille, doiby, 6<sup>e</sup> (43-  
39-79-38) ; UGC Odéon, doiby, 6<sup>e</sup> ;  
Gaumont Ambassade, 6<sup>e</sup> (43-59-19-08) ;  
Saint-Lazare-Pasquier, doiby, 6<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; UGC Normandie, doiby, 6<sup>e</sup> ;  
Parment Opéra, doiby, 1<sup>re</sup> (47-62-56-31) ; Majestic Bastille, doiby, 11<sup>e</sup> (47-02-42-20) ; UGC Bastille, doiby, 11<sup>e</sup> (47-02-42-20) ; UGC Gobelins, doiby, 13<sup>e</sup> ;  
Gaumont Parnasse, doiby, 14<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, doiby, 14<sup>e</sup> ; Miramar, doiby, 14<sup>e</sup> ; 14-Juillet Baugrenelle, doiby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-37) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> ; Majestic Passy, doiby, 16<sup>e</sup> (44-24-46-24) ; UGC Mafiot, doiby, 17<sup>e</sup> ; Pa-  
ris-Cinéma, doiby, 18<sup>e</sup>.  
**LES CAPRICES DU FLEUVE**  
de Bernard Giraudau,  
avec Bernard Giraudeau, Richard Bor-  
ringer, Thierry Fremont, Roland Blanche, Raoul Billerey, Aissatou Sou-  
Frangile (1 h 15).  
UGC Ciné-écran les Halles, doiby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40) ; 14-Juillet Hautefeuille, doiby, 6<sup>e</sup> (46-63-79-38) ; Brennege, 6<sup>e</sup> ; La Pa-  
gode, doiby, 7<sup>e</sup> ; Gaumont Ambassade, doiby, 6<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; George-V, doiby, 6<sup>e</sup> ; Saint-Lazare-Pasquier, doiby, 6<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; Gaumont Opéra Fran-  
çaise, doiby, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Opéra, doiby, 1<sup>re</sup> (43-59-19-08) ; UGC Bastille, doiby, 11<sup>e</sup> (47-02-42-20) ; Gaumont Gobelins Rodin, doiby, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Parnasse, doiby, 14<sup>e</sup> ; Gaumont Alésia, doiby, 14<sup>e</sup> ; 14-Juillet Baugrenelle, doiby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-37) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> ; Gaumont Kinoparadise, doiby, 15<sup>e</sup> ; Pa-  
ris-Cinéma, doiby, 18<sup>e</sup>.  
**CASINO "A"**  
de Martin Scorsese,  
avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan King, Kevin Pollak.

de Tim Robbins.  
avec Susan Sarandon, Sean Penn, Robert Prosky, Raymond J. Barry, R. Lee Ermey, Calista Weston.  
*Américain* (2 h 02).  
VO : UGC Ciné-Club les Halles, Dolby TV.  
LES ÉTOILES : 1<sup>re</sup> : UGC Triomphe : 40 : 2<sup>e</sup> : Gaumont, Dolby, 11<sup>re</sup> (43-07-48 60) : Gaumont Parnasse, Dolby, 1<sup>re</sup>.  
**LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL**  
KANT  
de Philippe Collin,  
avec David Warrow, André Wilmas, Roland Amour, Christian Rist, Julien Delafont, Jean-Pierre Lutz, Jean-François Français, noir et blanc (1 h 10).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09).  
**L'ÉDUCATRICE**  
de Pascal Kané,  
avec Alexandra Winslay, Nathalie Richard, Jean-François Stévenin, Brigitte Roiban.  
France 1 (1 h 33).  
Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-26-48 18).  
**EGGS**  
de Bent Hamer,  
avec Sverre Hansen, Kjell Stormoen, Lail Andersen.  
Norwegian 1 (1 h 26).  
VO : Le Quartier Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84 65).  
**ELDORADO**  
de Charles Binamé,  
avec Robert Brouillette, Pascale Buisières, James Hyndman, Mecha Umhoefer, Pascale Monpézat.  
Canada (1 h 44).  
Espace Saint-Michel, Dolby, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49) ; Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).  
**EN AVOIR DU PAS**  
de Laetitia Masson,  
avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Roschdy Jean, Claire Danes.  
France 1 (1 h 30).  
Saint-André-des-Arts 1, 6<sup>e</sup> (43-26-48 18) ; Le République, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33) ; Majestic Paris, 16<sup>e</sup> (44-24-44-24).  
**ENFANTS DE SALAUD**  
de Tomie Marshall,  
avec Anthony Quinn, Anthony Ray, Sam

Français (1 h 35).  
 Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-57-77); Le Balzac, 8° (45-61-10-60); Sept Parmissiers, 14° (43-20-32-20).  
**LEAVING LAS VEGAS (\*)**  
 de Mike Figgis,  
 avec Nicolas Cage, Elisabeth Shue, Julian Sands, Richard Lewis, Steven Weber, Kim Adams.  
 Américain (1 h 51).  
 VO : UGC Form Orient Express, 1°; 14 Juliette Odette, dolly, 6° (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6°; UGC Triomphe, dolly, 8°.  
**L'ESPIONNE STORY**  
 de Wim Verbeke,  
 avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José da Silva, João Canijo.  
 Allemand-portugais (1 h 40).  
 VO : 14-Juliette Baubert, dolly, 3°.  
**LA MADRE MUERTA**  
 de Juan Enriquez Bajó Ulloa,  
 avec Karel Stejskal, Arne Alvarez, Udo Silvius, Margio, Elena Irujoeta, Ramon Berrera.  
 Espagnol (1 h 42).  
 VO : Espace Saint-Michel, dolly, 3° (40-72-40-49); Sept Parmissiers, 4° (43-20-32-20).  
**MARCHAND DE RÊVES**  
 de Giuseppe Tornatore,  
 avec Sergio Castellitto, Tiziana Lodato, Sergio Stanzani, Leopoldo Trieste, Clelia Rinaldini, Tano Cimarosa.  
 Franco-italien (1 h 54).  
 VO : Gaumont Ambassade, dolly, 15° (45-54-46-53); Grand Pavail, dolly, 15° (45-54-46-53).  
**MAUDITE AMKINDITE**  
 de Woody Allen,  
 avec Woody Allen, F. Murray Abraham, Helena Bonham Carter, David Ogden Stiers, Mira Sorvino, Michael Rapaport.  
 Américain (1 h 34).  
 VO : UGC 14-Juliette les Halles, dolly, 2°; UGC Opéra Impérial, dolly, 2°; UGC Danton, 6°; Gaumont Marignan, dolly, 6°; Majestic Bastille, dolly, 11° (47-00-02-48); Gaumont Paris

avec Ralph Fiennes, Angela Bassett, Juliette Lewis, Tom Sizemore, Michael Wincott, Vincent D'Onofrio.  
VO : Grand Pavois, doley, 15<sup>e</sup> (45-54-45-85).  
L'UNE LA ROUTE DE MADISON  
de Clint Eastwood,  
avec Clint Eastwood, Meryl Streep, Annie Corley, Victor Slezak, Jim Haynie, Sara Kathryn Schmitt.  
Américain (2 h 15).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, doley, 3<sup>e</sup> ;  
Denfert, doley, 15<sup>e</sup> (43-21-41-01) ;  
Gauguin, doley, 15<sup>e</sup> (45-54-45-85) ;  
Saint-Lambert, doley, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).  
TOY STORY  
de John Lasseter,  
dessin animé américain (1 h 17).  
VO : UGC Ciné-arts les Halles, doley, 3<sup>e</sup> ;  
UGC Montparnasse-Martin, doley, 8<sup>e</sup> ;  
UGC Normandie, doley, 9<sup>e</sup> ;  
Grand Ecran Italie, doley, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00).  
VF : Rex (de Grand Rex), doley, 2<sup>e</sup> ;  
UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marc-  
magnan, doley, 8<sup>e</sup> ; UGC Normandie, doley, 9<sup>e</sup> ;  
Paremont Opéra, doley, 10<sup>e</sup> ;  
UGC 12, doley, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Grand Ecran Italie, doley, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00) ;  
UGC Gobelins, doley, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Aléa, doley, 14<sup>e</sup> ;  
UGC Convention, doley, 15<sup>e</sup> ; Pathe Waple, doley, 18<sup>e</sup> ; La Gambetta, THX, doley, 19<sup>e</sup> (45-36-36-36).  
VALSE AU BORD DE LA RETICORA  
de Lana Gogolitzens,  
avec Ninon Sarguizade, Guram Pirskhalava, Mariika Chichinadze, Tamara Skhirtadze, Ninelé Chankratadze.  
Géorgien (1 h 48).  
VO : Eclair 15 (43-37-57-47).  
WALLACE ET GROMIT  
de Nick Park, Richard Golezowski, Jeff Newitt, Peter Lord  
dessin animé britannique (1 h 15).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, doley, 3<sup>e</sup> ;  
La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-48-50) ; Denfert,

■ **Devant la prolifération d'appareils à**  
le téléphone surtaxés (36

et devant la protestation de nombreux lecteurs, nous avons décidé de supprimer tous les numéros commençant par ces deux préfixes.

**NOUVEAUX FILMS**

**À FLEUR DE PEAU**  
Film américain de Steven Soderbergh, avec Peter Gallagher, Alison Elliott, William Fichtelberg, Adam LeFevre, Joe Don Baker, Robert Downey Jr. 145 min.  
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Montparnasse, 6<sup>te</sup> ; UGC Odéon, doibly, 6<sup>te</sup> ; George-V, 8<sup>te</sup> ; UGC Opéra, 9<sup>te</sup> ; La Bastille, doibly, 11<sup>te</sup> (43-07-48-60) ; Escurial, doibly, 13<sup>te</sup> (47-07-28-04) ; Gaumont Grand Écran Italie, doibly, 14<sup>te</sup> (30-77-40) ; Gaumont Alésia, doibly, 14<sup>te</sup>.  
**CUEULES**  
Film américain d'Amy Heckerling, avec Alicia Silverstone, Stacey Dash, Brittany Murphy, Donald Faison, Paul Rudd, Breckin Meyer (1 h 30).  
VO : UGC Cinéma Opéra, doibly, 1<sup>re</sup> ; UGC George-V, doibly, 8<sup>te</sup>.  
**VF : Rex, doibly, 2<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, doibly, 9<sup>te</sup> (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Montparnos, 14<sup>e</sup> ; Mistral, 14<sup>e</sup> ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> ; Pathé Wagram, doibly, 16<sup>e</sup> ; Le Gambetta, doibly, 20<sup>e</sup> (46-35-10).**

**LE COMPLEXE DE TOULON**  
Film français de Jean-Claude Biette, avec Jean-Christophe Bouvet, Howard Vernon, Yse Traen, Haydée Callet, Jean-Frédéric Ducasse, Philippe Chénin (1 h 13).  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-05).

**DÉSIRÉ**  
Film français de Bernard Murat, avec Jean-Paul Belmondo, Fanny Ardant, Béatrice Dalle, Claude Rich, Jean Yanne, Dominique Lavanant (1 h 33).

42-28-80; **Publicis Crémieux-Lucas**, 8°  
 (47-20-76-32); **Armaray**, 18°; **Gaumont**  
 18°; **UGC** Malice, 17°; **Pa**  
 the Wepler, 19°.  
**DRACULA, MORT ET HEUREUX DE**  
**L'ÊTRE**  
 Film américain de Mel Brooks, avec  
 Leslie Nielsen, Peter Mac Nical, Steve  
 Weber, Amy Yasbeck, Lyden Anthony,  
 Harvey Korman (1 h 35).  
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 11°;  
 1°; UGC Cantin-dolby, 8°; Gaumont  
 Marignan, dolby, 8°; UGC Normandie,  
 dolby, 8°; Gaumont Parnasse, 14°.  
 VF : New, 9°; 2°; UGC Montpar-  
 nasse, dolby, 9°; Gaumont Opéra Fran-  
 çaise, dolby, 13°; Gaumont Alésia,  
 dolby, 14°; Gaumont Convention, 15°;  
 Pathe Wepler, dolby, 19°; Le Gambet-  
 ta, 20° (45-35-10-49).  
**LE BAPTÊME DES DOUBTES**  
 Film grec de Lefteris Xanthopoulos,  
 avec Kostas Katsaros, Stratos Tzortzo-  
 gliou, Giorgos Ninotos, Dora Kouskoura,  
 Vlassis Bonanos, Patis Koukouritis  
 (1 h 45).  
 VO : Gaumont André-des-Arts, 8° (43-26-  
 80-25).  
**MOVIE DAYS**  
 Film islandais de Fridrik Thor Fridrikss-  
 on, avec Orvar Jens Árnason, Rurik  
 Haraldsson, Sigurð Hjálmarsson, Orr-  
 i Hreiðsson, Hal Sigurðsson (1 h 45).  
 VO : Gaumont André-des-Arts, 8° (45-43-41-63).  
**LES NOUVELLES Aventures DE WALACE**  
**ET GROMIT**  
 Dessin animé britannique de Peter Lord,  
 David Sproxton, Sam Fell, Nick  
 Park (1 h 13).  
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, 11°; 14-  
 1°; UGC Carroubours, dolby, 3°; Europa  
 Panthéon (ex-Reffet Panthéon), 5° (43-  
 54-15-04); 14-Juillet, Odéon, dolby, 6°

**43-07-48-50**; Gaumont Gobelins Fauresta, dolby, 13"; Parthé Wepler, dolby, 19".

**CHACUN CHERCHE SON CHAT**  
de Cécile Klapich,  
avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Py, Arash, Rambo.  
Français (1 h 35).

**UGC** Chénécité les Halles, dolby, 1"; 14-Juillet Beaugraville, dolby, 1"; 14-Juillet Odéon, dolby, 8" (43-25-59-83); **UGC** Rotoronde, 6"; Le Balzac, 8" (45-51-10-60); **UGC** Opéra, 9"; 14-Juillet Bastille, dolby, 1" (43-57-90-81); Escorial, dolby, 15" (47-07-28-04); **Mistral**, 16"; 14-Juillet Beaugraville, dolby, 15" (45-75-79-79); **Bienvenue** Mortelmansse, dolby, 19"; **Majestic** Passy, dolby, 16" (44-24-45-24); **Parthé Wepler**, dolby, 18";

UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup>; UGC Odéon, 6<sup>e</sup>; UGC Triomphe, dolby, 8<sup>e</sup>; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (48-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup>; Mistral, 14<sup>e</sup>; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup>.  
LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FONTE de Tomaz Toth.  
avec Evgeni Sidikhin, Yri Iakovlev, Alexandre Kalagin, Mikhail Svetin, Mikhail Fedistov.  
Russie (1 h 15).  
VO : Studio 28, 18<sup>e</sup> (46-05-36-07).  
EREMO  
de Zhou Xiaowen,  
avec Aila, Ge Zhijun, Liu Peiqi.  
Chinois (1 h 30).  
VO : Reflet Médias 1, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).  
LA FEMME DU PORT (\*\*\*)

deau, Françoise Brion, Michèle La  
roque.  
Français (1 h 46).  
Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>er</sup> (40-38-  
99-40); Mouton Médicis II, 5<sup>e</sup> (43-54-42-  
34); Les Moutons, 14<sup>e</sup>; Grand Pa-  
vill, dolby, 15<sup>e</sup> (45-46-45-83); Saint-  
Lambert, dolby, 15<sup>e</sup> (45-32-91-68).  
NICO ICON  
de Susanne Oftringer;  
avec Tina Aumont, Ari Boulogne, Édith  
Boulogne, Jackson Browne, John Cale,  
Bob Dylan.  
Allemand (1 h 12).  
VU : 14-Juillet, Baubourg, dolby, 3<sup>e</sup>  
Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47); L'Entre-  
pôt, 14<sup>e</sup> (45-41-41-63).  
NODON  
d'Oliver Stone.  
avec Anthony Hopkins, Joan Allen, Po-  
wers Boothe, Ed Harris, Bob Hoskins, E.  
G. Marshall.  
Américain (3 h 10).  
VU : USC Form International Express, 1<sup>er</sup>  
Luxe, 14<sup>e</sup> (45-46-57-94).  
NO SEX LAST NIGHT  
de et avec Sophie Calle et Greg She-  
pard.  
Français (1 h 15).  
Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-41-01).  
NOS ANNÉES SAUVAGES  
de Wong Kar-Wai.  
avec Leslie Cheung, Andy Lau, Maggie  
Cheung, Carina Lau, Rebecca Pan, Jac-  
ky Cheung.  
Hongkong (1 h 33).  
VU : Racine Odéon, 6<sup>e</sup> (43-26-19-68).  
PÉRIODES DE RAGLERA DE NOUS (1<sup>er</sup>)  
d'Augustin Diaz.  
avec Victoria Abril, Federico Luppi, Pi-  
lar Bardem, Daniel Gimenez Cachea,  
Ana Otero Murguía, Guillermo G.  
Español (1 h 44).

Anne Bancroft, Dylan McDermott,  
 Charles Durning, Geraldine Chaplin.  
 Américain (1 h 45).  
 VO : UGC Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> ; Ci-  
 nédex, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
**WITTGENSTEIN**  
 de Derek Jarman,  
 avec Karl Johnson, Michael Gough, Tili  
 da Swinton, John Quentin, Kevin Col-  
 lins, Clancy Chassay.  
 Britannique (1 h 15).  
 VO : Lucerne, 6<sup>e</sup> (45-44-37-34).

---

**REPRISES**  
**LA DAME DU VENDREDI**  
 de Howard Hawks,  
 avec Cary Grant, Rosalind Russell, Ralph  
 Bellamy, Porter Hall, Gene Lockhart,  
 Ernest Truex.  
 Américain, 1940, noir et blanc (1 h 22).  
 VO : Grand Action, 5<sup>e</sup> (43-29-44-40).  
**L'IDIOT**  
 d'Akira Kurosawa,  
 avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori,  
 Soledad Adams.  
 Japonais, 1951, noir et blanc (2 h 45).  
 VO : Réflex Médicis, salle Louis-Jouvet,  
 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).  
**NANOUK L'ESQUIMAU**  
 de Robert Flaherty,  
 avec Nanouk, Nylia.  
 Américain, 1922, noir et blanc, copie  
 neuve (1 h 10).  
 Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49).  
**SABOTEUR**  
 d'Alfred Hitchcock,  
 avec Robert Cummings, Priscilla Lane,  
 Otto Kruger.  
 Américain, 1942, noir et blanc (1 h 50).  
 VO : Action Éclair, 5<sup>e</sup> (43-25-72-07).  
 (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.  
 (\*\*) Films interdits aux moins de 16  
 ans.

100

## SPECTACLES

Réservez vos places  
de concerts, spectacles,  
théâtres, expositions... sur Minitel

**3615 LEMONDE**

2.73 F

**Eugen  
Hart**



## Le groupe Disney s'allie avec Canal Plus dans le numérique

QUELQUES SEMAINES avant le lancement des premiers bouquets de programmes numériques, les opérateurs européens de télévision semblent chercher des renforts outre-Atlantique. Après Leo Kirch allié à l'américain Viacom, c'est à tour de Canal Plus de s'entendre avec le groupe Disney. La chaîne cryptée a annoncé, mardi 9 avril, un accord de commercialisation exclusive avec Walt Disney Television International (WDTV-I).

Avec ce rapprochement, Canal Plus pourra reprendre la chaîne Disney Channel dans Canalsatellite, ensemble de programmes numériques qui sera lancé samedi 27 avril. Selon Pierre Lescure, PDG de la chaîne cryptée, « cette alliance est un formidable atout comme un véritable voyage ». Cette nouvelle chaîne, qui devrait être diffusée dès la fin de l'année lors du passage de Canalsatellite de vingt-quatre à quarante programmes, proposera des documentaires, des dessins animés, des séries d'animation pré-scolaires, des films du catalogue Disney...

La reprise de Disney Channel devrait accroître l'intérêt des programmes proposés au sein du bouquet numérique de la chaîne cryptée. Selon Pierre Lescure, « de Hongkong à Los Angeles, de Stockholm à Sydney, peu d'enseignements ne sont pas dans le monde, et tous ceux qui se lancent dans le numérique ont rêvé de cette magie. Disney c'est la rigueur du spectacle américain dans ce qu'il a

de plus talentueux, de plus expérimenté et de plus soucieux du téléspectateur. Je suis fier d'être aujourd'hui à leurs côtés ».

Pour éviter les critiques concernant le respect des quotas européens de diffusion et de production, ainsi que pour relativiser l'arrivée en force, en Europe, de programmes américains, Pierre Sissmann, président de WDTV-France, a souligné que « le Disney Channel France respectera les quotas européens et sera réalisé en France par une équipe française ».

Avant cet accord avec Canal Plus, le géant américain était déjà lié avec le groupe Murdoch, au travers de BSkyB, bouquet satellitaire britannique. En Allemagne, il collabore avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) au sein de la chaîne Super RTL. En France, le groupe Disney propose, depuis 1989, des programmes sur l'antenne de TF1 : Disney Club, Disney Parade.

Enfin, outre sa diffusion exclusive, par satellite, par Canalsatellite, le Disney Channel devrait demander son conventionnement au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour être distribué sur le câble. A cette fin, Pierre Sissmann annonce que la chaîne proposera « des séries destinées aux enfants, des animations, des séries pour adolescents, des émissions spéciales sur la musique, des pièces de théâtre pour la famille, des films et des classiques de Disney et des nouveautés ».

G. D.

## Les difficultés financières affaiblissent le CFPJ

Le directeur général de la principale école de formation des journalistes et des cadres de la presse, Yves Agnès, va quitter son poste

LA PRINCIPALE des écoles de journalistes, le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse (CFPJ), installé rue du Louvre, à Paris, connaît de sérieuses difficultés financières. Son conseil d'administration, réuni mardi 9 avril, a adopté un plan de redressement en trois ans, qui devrait lui permettre de « survivre à la crise financière » qu'il traverse.

Nommé en mai 1993, le directeur général du Centre, Yves Agnès, ancien rédacteur en chef au Monde, va prochainement quitter ses fonctions, en accord avec le conseil d'administration. « La recherche d'un successeur est en cours », indique un communiqué du conseil d'administration. Ancien directeur financier du groupe Amaury (Le Parisien, L'Equipe), Benoît Kuhn a été chargé d'une mission technique destinée à améliorer la gestion du Centre.

Le CFPJ - qui regroupe le Centre de formation des journalistes (CFJ), le Centre de perfectionnement des journalistes et des cadres de la presse (CPJ) et le Centre d'information sur les médias (CIM) - doit faire face à des difficultés financières depuis plusieurs années. La baisse de subventions, les grèves de décembre qui ont perturbé les sessions de formation, ainsi que les difficultés de la presse quotidienne, ont aggravé la situation. En outre, la crise économique a entraîné une baisse des budgets de formation des entreprises, tandis que la concurrence des autres écoles ou de nouvelles structures

de formation s'est accrue. Le Centre a affiché un déficit d'exploitation de plus de 3 millions de francs en 1995, après deux années déjà déficitaires (0,5 million en 1993 et 4 millions en 1995). Il emploie quatre-vingts salariés permanents et son chiffre d'affaires a été de 63,8 millions de francs en 1995, en hausse de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Chaque année, plus de 3 000 professionnels des médias suivent une formation au CFPJ.

### CRISE D'IDENTITÉ

Le conseil d'administration a mis au point un « plan d'urgence », qui n'inclut pas de licenciements, pour faire face à la crise. Il prévoit des « économies fortes dans la gestion », un allègement de la masse salariale (10 %), sur la base de départs volontaires, d'une réduction du temps de travail et de baisses de salaires. Des décisions difficiles à prendre pour un organisme paritaire, dont le conseil d'administration est composé à la fois de patrons de presse et de représentants des syndicats de la profession. Il y a quelques semaines, le personnel du CFPJ s'était déjà ému des rumeurs de « sacrifices », qui coïncidaient avec l'ouverture de nouveaux bureaux et salles de formation, loués au 35, rue du Louvre.

Le conseil a adopté un budget 1996 en hausse de 3 %, en nette régression par rapport à la première hypothèse qui prévoyait une progression de 16 %. C'était l'un des points de désaccord entre Yves

Agnès et le conseil, qui estime, pour sa part, que « les difficultés sont d'ordre structurel ». Un plan de réorganisation doit être prêt pour l'automne.

Au-delà de ces problèmes financiers, le CFPJ traverse une crise d'identité. Le Centre de formation des journalistes, fondé en 1946 par Philippe Vianney, résistant et homme de presse, s'apprête à fêter son cinquantième anniversaire. Il doit aujourd'hui accentuer son adaptation à un univers de médias en plein bouleversement. De par son origine, le CFPJ a privilégié la presse d'informations politiques et générales, frappée de plein fouet par la crise, au détriment parfois de la presse magazine.

Les divisions au sein de la Fédération nationale de la presse française n'ont pas arrangé la situation, puisque le syndicat qui regroupe les principaux groupes de presse magazine - le SPMI - n'est pas représenté au conseil d'administration du CFPJ. Hachette et Prisma press ont mis au point un système de formation interne, mais des contacts ont lieu entre les deux groupes et le CFPJ. Des efforts importants ont été faits en audiovisuel, mais ils nécessitent des investissements et des structures lourdes. A l'occasion de son plan de redressement, le conseil entame donc une réflexion sur le rôle et la mission du CFPJ. Avec une exigence : conserver à la maison de la rue du Louvre son indépendance.

Alain Salles

■ **TÉLÉVISION** : suivant l'exemple du « téléphone rouge » d'Europe 1 (une ligne ouverte aux auditeurs pour communiquer à la rédaction des informations urgentes), TF1 vient de créer un site, une boîte aux lettres baptisée « Internet rouge », où les téléspectateurs pourront alerter la rédaction. Ce nouveau service du serveur Internet TF1 sera animé par Yves Calmejane. Le site Internet de la Une propose un service de « news » qui traite de l'actualité, complété par des rubriques (« Club vidéo » et « Juke-Box ») et des reportages. Il revendique un million de connexions.

■ **JOURNALISTES** : à l'occasion de l'élection de son nouveau bureau, présidé par Marcel Tillat, la Société des journalistes (SDJ) de France 2 a affirmé, mardi 9 avril, « son refus de la dictature de l'audimat et de l'information spectacle » et rappelé « son devoir de vigilance » à l'égard des responsables de la rédaction. « En arrivant, ils étaient bien décidés à nous apprendre notre métier. Ils ne nous ont pas convaincus », écrit la SDJ, qui fait remarquer que « les journalistes doivent se déterminer exclusivement sur des critères journalistiques et non de marketing ». Evoquant la fin du mandat de Jean-Pierre Elkabbach à la présidence à la fin de l'année, la SDJ estime que « les journalistes de France 2 n'ont aucun titre à se laisser embrigader comme francs-tireurs d'un candidat ».

■ **SOCIAL** : le SNRT-CGT (Syndicat national de la radio-télévision) et le SNA-CFTC (Syndicat national de l'audiovisuel), qui regroupent les personnels techniques de France 3, ont déposé un préavis de grève illimitée pour mercredi 10 avril à partir de 18 heures. Le mouvement est motivé par des questions de paiement d'heures supplémentaires. Il devrait affecter les rendez-vous nationaux de France 3, et notamment le « 19-20 », le journal du soir de la chaîne des régions.

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour. Fiction.  
14.25 1400 des passions. Deux épisodes en vacances. Série.  
15.25 Vidéo gag. Divertissement.  
15.35 Club Dorothée. Vacances.  
16.30 Une famille en os. Jeu.  
17.05 Rick Hunter, inspecteur choc. Série.  
18.00 Sydney Police. La saga du docteur. Série.  
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal. La Minute hippique.

20.50 POLLY WEST EST DE RETOUR. Téléfilm de Jean Chapel, avec Line Renaud, Michel Galabru (705 min).  
20.55 Dans un village de Provence, une célèbre actrice américaine qui vient de s'installer perturbe la tranquillité des villageois...

22.35 52 SUR LA UNE. Magazine présenté par Mireille Dumas. Sept semaines en entier, de P. Forester, G. Galko et N. Moscar (pour le Brésil), I. Bertolotti et B. Montpetit (en Espagne) (60 min). 6750403  
23.35 Ushuala. Magazine présenté par Nicolas Hulot. Les archers du dragon. Les secrets de la mer Morte. Sol et sauter. Toiles de maître (60 min). 2752891  
0.35 Journal, Météo.  
0.50 Concert Gilda Morsy. 1.45 et 2.50. 3.30. 4.30 TF1 min. 1.35 Esquisses à l'italienne. 3.00 Histoire de la vie. 5.00 Musique. 5.10 Histoire naturelle.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 Faut pas rêver. Invités : Zazie (France 3 du 3/4/96)  
21.00 Turbulences.  
21.55 Météo des cinq continents.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Du côté de chez nous. De Daniel Karlin et Rémi Lainé. (10/10) juillet.  
23.35 Savoir plus santé. 0.30 Soir 3 (France 3).

### Planète

20.35 Telenovelas. Le miroir cathodique.  
21.35 Himalaya. Au cœur des glaciers.  
22.05 Histoire de l'aviation.

### France 2

12.25 Pyramide. Jeu.  
12.55 et 13.40 Météo.  
12.59 Journal.  
13.45 Derrick. Le sourire du docteur Bloch. Série.  
14.40 Le Renard. Une mort tout à fait banale. Série.  
15.35 Hartley, cours à vil. 16.25 Seconde B.  
16.35 Quoi de neuf, docteur ? C'macœur. Série.  
17.25 C'est cool. Série.  
18.00 et 3.35 Les Bons Génies. 18.40 Qui est qui ? Jeu.  
19.10 Bonne nuit, les petits. Les trépassés.  
19.20 et 2.05 Studio Gabriel. Invité : Lio.  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal, Météo.

20.55 LA NOUVELLE TRIBU. Téléfilm (22) de Roger Vadim (100 min).  
Toute la tribu se retrouve pour passer des vacances malgré ses déboires avec les banques, les huissiers et les représentants des forces de l'ordre.

22.35 BAS LES MASQUES. Magazine présenté par Mireille Dumas. Nous, les pères. Reportages : la passerelle, de Guillaume Crouzet ; Un père militaire, de Guillaume Crouzet et François Pradel ; Contrabandiste de père en fils, d'Amélie Dorey ; Compé parental, d'Amélie Dorey (65 min). 3144694  
23.58 Journal, Bourso, Météo.  
0.20 Le Cercle de minuit. Musique : le Bal des exilés (75 min). 6757381  
1.35 Histoire courtes. Des journaux peu ordinaires, de Bruno Borzobegato. 2.35 Expositions multiples (rediff.). 4.30 24 heures d'actu. 4.50 Histoire. 5.05 Outremont (rediff.). 6.00 Dessin animé.

## Paris Première

20.00 20 h Paris Première. Invité : Philippe Labro.  
21.00 Paris modes.  
21.55 Aux arts et caetera.  
22.25 Sting. Réalisation de Doug Lincol. (10/10) juillet.  
23.30 Premières loges.  
23.50 Paris dernière (55 min).

### France Supervision

20.40 Billard.  
22.10 L'Autre Rome, le palais

### France 3

13.40 Les Aventures de Tintin. 1/10.  
1/10 noir. Série.  
14.30 Les Enquêtes de Remington Steele. Mémoire de soi. Série.  
15.30 Les Enfants de John. 17.35 Planète blanche. Américain : Dumond d'Urville et Charon.  
18.30 Le Monde des animaux. Kenya.  
18.40 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour. Le Dignité érotique, de Jean-Luc Fromental et Jano.  
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08 Journal régional.  
20.05 Fa si la chanter. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.45 Consomag.

20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE. Présentée par J.-M. Cavada. Émission sur le défilé réalisé au direct de l'histoire, avec des chroniqueurs, des intellectuels africains et des spécialistes de la question. 780107  
22.45 Journal, Météo.

23.20 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS. Émission sur le défilé réalisé au direct de l'histoire, avec des chroniqueurs, des intellectuels africains et des spécialistes de la question. 780107  
23.35 L'Exposition universelle de 1855 à Paris, une foule de personnalités se presse pour le lancement des Bouffes-Parisiens avec un programme deux petites parodies de Jacques Offenbach. Ajoutons moudouine dans la salle, petits contrastes.  
23.55 Jamais le dimanche. Film gréco-américain de Jules Dassin avec Melina Mercouri, Jules Dassin. (1960, N., v.o., 90 min). 6913740  
1.05 Les Quatre Cents Coups. Film français de François Truffaut avec Jean-Pierre L  aud, Claire Maurier (1959, N., 90 min, rediff.). 3425403

des papes d'Avignon. De Jacques M  t  re.  
22.25 Les Pierres apprivois  es. De Jean-François Com  .  
22.55 Concert classique.  
0.20 La colline qui marche. De Peter Anj  s.  
1.15 Tackwondo (75 min).

### Ciné Cin  fil

20.30 Les Trouillards. Film de Giorgio Bianchi (1961, N., v.o., 105 min) 3191805  
22.15 Le Bal des maudits. Film d'Edward Dmytryk (1952, N., 105 min) 7267585  
1.00 La Maison des sept faucons. Film de Richard Thorpe (1955, N., v.o., 90 min) 6706140

### Ciné Cinémas

20.30 Vol d'enfer

### La Cinquième

13.30 La Grammaire impertinente. 13.35 Attention santé. L'enfant asthmatique. 13.40 Demain le monde. L'automobile. 14.10 L'Esprit du sport. 15.00 Omnisports. Espace IV. 15.30 Terra X. 16.00 Un temps pour la danse. Le rythme [4/10]. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Résumé. 17.30 Les Enfants de John. 17.35 Planète blanche. Américain : Dumond d'Urville et Charon. 18.30 Le Monde des animaux. Kenya.

### Arte

19.00 Le Petit Vampire. Série. [3/13] Surprise nocturne, de Christian G  r  t (30 min). 1671  
19.30 7/2. Magazine présenté par Dominique Bromberg (30 min). 3382  
20.00 Les Iles volcaniques du Pacifique. Documentaire. [22] La f  me des Iles Salomon, de Wieland Lippoldm  ller (30 min). 7855  
20.30 5 1/2 Journal.

20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE. Documentaire. [12] La Guerre d'Algérie, d'Yves Courrèges et Philippe Monod (70 min). 255738  
En s'appuyant sur des images archives tournées dans les deux camps, ce film documentaire, dont la première partie s'étend du 31 octobre 1954 jusqu'en octobre 1958, restitue avec un grand souci d'objectivité ce que fut cette guerre.

22.55 LE SECRÉT D'OFFENBACH, UNE SOIRÉE AUX BOUFFES-PARISIENS. Téléfilm d'Ivan Szabo, avec Laurence D  le, Graham Clark (100 min, v.o., 90 min). 3701457  
Pendant l'Exposition universelle de 1855    Paris, une foule de personnalités se presse pour le lancement des Bouffes-Parisiens avec un programme deux petites parodies de Jacques Offenbach. Ajoutons moudouine dans la salle, petits contrastes.  
23.55 Jamais le dimanche. Film gréco-américain de Jules Dassin avec Melina Mercouri, Jules Dassin. (1960, N., v.o., 90 min). 6913740  
1.05 Les Quatre Cents Coups. Film français de François Truffaut avec Jean-Pierre L  aud, Claire Maurier (1959, N., 90 min, rediff.). 3425403

Film de George Miller (1984, 95 min) 6801887  
22.05 Le Dernier Métro. Film de François Truffaut (1966, 130 min) 3701585

### Série Club

20.20 Ne mangez pas les marguerites. Deux séries pour le paradis.  
20.45 (et 23.45) Back Rogers.  
21.40 (et 1.00) Jim Bergerac. Vieilles connaissances.  
22.30 Alfred Hitchcock présente. La loi du plus fort.  
23.00 Mission Impossible. L'arme absolue.  
0.30 Janique aimée (30 min).

### Canal Jimmy

20.30 Route 66. Le terrible silence.  
21.20 Max Headroom.

### M 6

13.25 M 6 Kid. Les sports équestres. K  limot : lechup. 13.30, Captain Planète. 14.00, Moi Renard. 14.30, Les Rods   me. 15.00, Coney. 15.30, Les Enfants de John. 16.00, Highlander. 16.20 Hit Machine (rediff.). 17.00 Dance Machine Club. Magazine présenté par Ophélie Winter. 17.35 L'Exil   noir. Série. 18.05 Models Inc. Série. 19.00 Code Quantum. Série. La m  lodiction du pharaon. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. La vieillesse. Série. 20.35 6.6. Magazine. La nature grill  e.

20.45 JO ET MILOU. Téléfilm de José Doyen, avec Patricia Millaud, Hervé P  gny (86 min). 247740  
Récemment libéré de prison, une femme entreprend de se venger de l'homme qu'elle tient responsable du suicide de son père.

22.25 BLESSURES DE FEMMES. Téléfilm d'Elia Kazan, avec Elizabeth Perkins (91 min). 6903286  
La direction d'une usine de produits chimiques texans contrainst, sous peine de licenciement, ses ouvriers    se faire s  rifier. Mais quelques semaines plus tard, l'entreprise ferme... Adaptation d'une histoire véritable !  
0.05 Fantasm  s. 0.35 Rock express. 1.15 Best of pop-rock. Série. 2.40 La Saga de la chanson d'orgue. 3.30 Turbo. 4.05 Aventures en ocean indien. (35 min).

Les valeurs de r  s. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Seinfeld. Le support. 22.40 Cop Rock. 23.30 Liquid Television. 0.00 T'es pas une id   ? Invité : Philippe Caub  re. 1.00 New York Police Blues.   pisode né 43 (45 min).

### Eurosport

16.30 Cyclisme. En direct. Gand - Wevelgem (90 min). 342126  
19.00 Halt  rophilie. En direct. Olympiques d'Europe. Catégories des 54 kg et 59 kg,    Stevanger (Norvège, 120 min). 625823  
21.00 60m  . 22.00 Course de camions. 0.00 ATP Tour Magazine. 0.30 Equilization (60 min).

## Les films sur les chaînes européennes

### RTBF 1

21.35 La Nuit de d  l. Film de Michael Ritchie (1992, 100 min). Avec James Woods, Louis Gossett Jr., Bruce Dern, Dinaa.

### RTL 9

22.30 Comme un bonhomme. Film de José Glanzel (1976, 105 min). Avec Alain Delon. Drame.

### TMC

22.35 Le Carrosse d'or. Film de Jean Se  le (1953, 100 min). Avec Aurore Magagnoli. Comédie dramatique.

### TSR

21.45 Les Survivants. Film de Frank Marshall (1993, 125 min). Avec Brian Haines, Vincent Spano, Josh Hamilton. Drame.

### Radio

France-Culture  
20.00 Le Rythme et la Raison. Série d'opéra. 4134985  
20.30 T  re la langue. Heurs et malheurs des premiers apprentissages scolaires. 21.35 Cor  pondants. 22.00 Communiqué des radios publiques de langue française. Qui êtes-vous Jacques Brault ? Ou une émission de Radio Canada.  
22.40 Nuits magnétiques. Profession Tourist. 6272871  
0.05 De Jour au lendemain. Roger Wigny (régions d  c  tes). 0.50 Coda. Passages de l'opéra (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Enregistrements avec Juan González, 3.17, Les poètes d'Espagne : Cervantes ; 3.25, La G  l S  v  r : Charles-Henri de Fouch  court ; 3.30, la ne passant qu'   ch  ...

France-Musique  
19.05 Domaine privé. De Maurice B  art,   criture. 28.00 Concert. Salon romantique. Donnée le 25 mars, salle Gaveau    Paris, par Jean-Marie L  gal  . piano :   mmanuel de Chagny, violon : Robert Casadesu.  
22.00 Musique pluriel. Quatre Séries : le Printemps (sur un poème de V. G  r  t) ; K  rythme.    de Malovic, par Fernandus van.  
23.07 Ainsi la nuit. Quatuor    cordes né 1, de de Arrigo, par le Quatuor Rasoumovsky ; Adagio canonique pour trois cors de basset K 466, de Mozart ; Trio pour violon, violoncelle et piano né 3 op. 1 né 3, de Beethoven, par le Trio Fontenay.

0.00 Jazz vivant. Le Trio d'Antoine Hervé, piano, avec François Mounin, contrebasse, Louis Moreau, batterie, et le Quatuor de Simon Spang Hansen, saxophone, et Denis Badault, piano, avec Christophe Willemsen, contrebasse, Benjamin Henocq, batterie (Concert donné le 9 novembre 1995 et le 11 janvier au studio Charles-Trenet de Radio-France). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Concert. Enregistré le 21 mars, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, par le Chœur de chambre des Pays-Bas et l'Orchestre du XVIII   siècle, dir. Frans Bruggen : Passion selon Saint-Matthieu BWV 244, de Bach, Nico Van der Meel (Evangeliste), Kristian Sigurdsson (le Christ), Emily van Evers et Cynthia Sieden, soprano, Patricia Spens, Cl  dia Schubert, alto.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
■ Sign  l   dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.







## Allocations familiales

par Pierre Georges

FAMILLE, je vous tape ! Elle est fort intéressante cette étude de l'Insee sur ce que l'on pourrait appeler les flux financiers dans le cercle de famille. Les familles, en effet, s'aident à corps et à fonds perdus. Elles se soutiennent et s'assistent mutuellement. Notamment en fin de mois. Elles s'entraident pour autant que leurs membres puissent être dans le souci financier et le rouge bancaire. En somme, chaque famille ou presque fonctionne comme une banque centrale. Avec son ou son gouverneur. Ses prêts bonifiés par l'affection. Et ses investissements à fonds notoirement perdus.

Cette solidarité financière a son prix. 135 milliards de francs par an selon les trois auteurs de l'étude. 135 milliards de francs qui passent d'un compte à l'autre, d'une génération à la suivante ou aux suivantes. Une caisse d'allocations familiales bis.

Principaux bénéficiaires, les enfants. Réputés pour faire la joie, et éventuellement la fierté de leurs parents, les enfants leur font aussi les poches. En tout bien tout honneur, évidemment. C'est que cela coûte cher un enfant. Et encore plus cher un vieux enfant. Or il faut bien constater que nos enfants sont de plus en plus vieux, économiquement parlant. La nécessité des études prolongées et les joies du chômage font même que les jeunes, chers et vieux petits ne quittent le nid bancaire qu'avec provisions de bouche pour la route et ligne de crédit ouverte.

Nos enfants sont pauvres. En tout cas plus pauvres que nous qui ne sommes déjà pas riches. Il nous faut donc - ce sera la châtiment pour cette belle réussite - subvenir à leurs besoins et à leurs envies. Jusqu'à ce qu'ils soient

capables de vivre autrement que des subsidiaires de la caisse de secours et d'entraide familiales.

A oser, on dirait qu'il y a eu inversion de la pyramide des revenus et des rêves. Traditionnellement, le vieux projet parental consistait à tout faire pour qu'une progéniture admirable et prometteuse connaisse, économiquement et socialement, un sort enviable. On pouvait se décarcasser, se dévouer. On pouvait même s'ouvrir le poitrail dans le rite sacrificiel du pélican, c'était pour la bonne cause : un avenir radieux. « Au début des années 70, notent les auteurs de l'étude, les jeunes ménages disposaient d'un niveau de vie comparable à celui de leurs parents en fin de carrière. »

Aujourd'hui c'est l'inverse. Diamétralement l'inverse. « Les jeunes ménages sont sensiblement moins aisés que leurs parents. » Si l'on comprend bien le raisonnement, et à le pousser à l'extrême, le constat deviendrait presque comique : les jeunes d'aujourd'hui seraient tous de pauvres fils et filles de riches.

Mais tout cela n'est pas excessivement drôle. Surtout si l'on sait, et l'étude le souligne, qu'un million de jeunes ménages se situent, par leurs revenus, au-dessous du seuil de pauvreté. C'est dire que même, et surtout, les parents pauvres ont à charge leurs enfants pauvres. Ils assument d'ailleurs totalement ce partage de la pénurie commune. Ils sont proportionnellement les plus généreux redistribuant 4,4 % de leurs revenus, contre 4,3 % chez les plus aisés et environ 3 % pour les revenus moyens. On en revient toujours là : les plus pauvres connaissent bien, eux, le prix de la solidarité, cette vieille habitude.

## Cinq cent mille questionnaires pour les états généraux de l'Université

LES ÉTATS GÉNÉRAUX de l'Université entrent dans une phase active. François Bayrou, le ministre de l'Éducation nationale, devait en présenter les grandes lignes, mercredi 10 avril, au conseil des ministres. Leurs modalités avaient été définies lors du colloque de la conférence des présidents d'université le 22 mars à Saint-Malo (Le Monde du 23 mars).

Au cours de sa communication, M. Bayrou devait notamment annoncer la diffusion du questionnaire résumant les principaux thèmes soumis à la discussion. Cet ouvrage, au format d'un livre de poche est édité à 500 000 exemplaires par l'Onisep (Office national d'information sur les enseignements et les professions). Il sera distribué gratuitement dans tous les établissements ainsi qu'aux élus.

Le gouvernement confirme ainsi sa volonté d'engager la réforme de l'enseignement supérieur conformément aux engagements pris par le président de la République au cours de la campagne de l'élection présidentielle puis réaffirmés à diverses reprises par le premier ministre, Alain Juppé. Tancé par le président de la République à propos des mesures sur la violence à l'école (Le Monde du 22 mars), le ministre de l'Éducation nationale a fini par convaincre Jacques Chirac du bien-fondé de sa démarche. Dans un message à la conférence

des présidents, le chef de l'État avait indiqué que cette réforme revêtait à ses yeux « une importance cruciale ».

Dans l'avant-propos de l'ouvrage qui ouvre les états généraux, François Bayrou souligne que « la crise chronique de l'université se teinte peu à peu d'une fatalité ». « Après tant de réformes avortées, écrit-il, l'idée s'est installée que, dans ce secteur-clé de notre vie nationale, rien n'était possible. » Pour sortir de cette « fatalité de la crise », le ministre compte sur les présidents d'université pour organiser les débats les plus larges et les plus ouverts possibles sur dix thèmes, des missions de l'université et la place des premiers cycles au statut de l'étudiant en passant par l'insertion professionnelle, la place de la recherche, les personnels et la gestion des établissements.

Cette discussion devrait durer jusqu'au 25 mai avant l'élaboration d'une synthèse nationale préalable aux décisions qui seront annoncées avant la fin de l'année universitaire. Bien que François Bayrou n'en fasse pas expressément mention dans son avant-propos, la promesse d'une loi d'orientation et de programmation reste un préalable pour les organisations syndicales qui, pour la plupart, ont décidé de participer activement à cette opération.

Michel Delberghe

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés mercredi 10 avril, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTANT DES PLACES ASIATIQUES	TOUJOURS EN DIRECT	3615 LE MONDE
Tokyo Nikkei	21744,20	+1,49 +9,68
Hong Kong index	11107,40	-0,29 +11,09

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	Cours au	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2081,71	+0,33	+11,20
London FT 100	3748,70	-0,18	+1,61
Zurich	1741,56	-	+13,84
Milan MIB 30	1003	+0,20	+7,73
Frankfurt Dax 30	2500,46	+0,21	+10,94
Bruelles	1688,92	-0,20	+8,38
Stoxx 50	1404,70	-	-3,62
Madrid Iboex 35	341,42	-1,04	+6,67
Amsterdam CBS	-	-	+11,66

Tirage du Monde daté mercredi 10 avril 1996 : 475 267 exemplaires

## La Chine commande ferme 10 Airbus A 320 sur une promesse d'achat de 30 appareils

Les milieux d'affaires français expriment leur déception

PARIS ATTENDAIT une belle moisson, ce ne sera qu'une modeste récolte. C'est en tout cas le sentiment exprimé dans les milieux d'affaires français mercredi 10 avril dans la matinée au lendemain de l'arrivée du premier ministre chinois, Li Peng. Mardi 9 avril, Hervé de Charette, le ministre des affaires étrangères, déclarait encore que la France espérait de la visite de M. Li « des résultats concrets » et une « intensification de nos échanges commerciaux ». Quatrième exportateur mondial, la France n'est que le onzième fournisseur de la Chine avec 1,7 % du marché, loin derrière l'Allemagne (6,1 % des achats chinois).

En fait, Paris attendait de son attitude désormais plus conciliante à l'égard de Pékin une manne de « grands contrats » et le déblocage de certaines négociations en cours. L'accord de janvier 1994 dans lequel la France s'engageait à ne plus vendre de nouvelles armes à Taiwan était accompagné, selon certains proches du dossier, d'une annexe secrète dans laquelle la Chine promettait à Paris des grands contrats pour quelque 50 milliards de francs sur trois ans (1994 à 1996). Venant s'ajouter à la centrale nucléaire de Lingao (Daya Bay 2) commandée en janvier 1995, ceux signés mercredi soir à Matignon et vendredi à la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris risquent fort de ne pas suffire.

Mercredi dans la matinée, les industriels français concernés s'étonnaient de la modestie des affaires en voie de conclusion. Plusieurs entreprises ont été informées, au cours du week-end pas-

cuteurs, pourtant attendus, dans la délégation menée par le premier ministre chinois. Ils apprenaient ainsi que leurs négociations ne pourraient déboucher à l'occasion de ce voyage de M. Li A Matignon, ce ne sont ensuite que quatre accords qui seront finalement signés, des « contrats » moins importants qu'escomptés.

## BILÉ ET AUTOMOBILES

Le premier porte sur l'achat d'Airbus : Pékin va s'engager à acheter au consortium européen trente A 320 et trois A 340, pour un montant total de 1,7 milliard de dollars (8,5 milliards de francs). C'est, certes, la plus importante commande passée par la Chine au constructeur européen. En réalité, il s'agit, selon une annexe du contrat signé à Matignon, d'une commande ferme de dix A 320 seulement et de la confirmation de celle déjà annoncée de trois A 340. Ces derniers achats avaient été promis une première fois, dans un cadre plus général, au chancelier allemand Helmut Kohl en 1993. Pékin - comme d'ailleurs - est habitué à la technique des « vraies fausses » commandes d'avion. Un même jet fait l'objet de plusieurs annonces officielles successives, avant d'être réellement affecté à l'une des compagnies nationales, achetée et payée.

La Chine va ensuite acheter du blé à la France. Mais Paris n'a pas obtenu l'engagement ferme et précis que souhaitait le ministère du commerce extérieur. Pékin a imposé l'idée d'un accord cadre sur trois ans seulement (1996-1998). Le troisième contrat attendu est la simple extension d'une opération déjà engagée et annoncée il y a quelques semaines.

de l'usine d'automobiles Citroën de Wuhan. Avec leurs interlocuteurs chinois, le constructeur français et la Société générale signeront, mardi soir, un accord sur un crédit acheteur de 2,3 milliards de francs (Le Monde du 9 avril).

Les administrations française et chinoise devraient signer enfin un accord intergouvernemental dans le secteur maritime. De nature classique, cet accord vise à faciliter les relations entre les ports et les navires des deux pays. Paris et Pékin s'engagent à faciliter l'accueil des bateaux du partenariat contractant, à supprimer toutes les discriminations et à autoriser les armateurs à ouvrir sur place des agences commerciales. Ce dernier aspect intéresse notamment, pour la France, la Compagnie maritime d'affrètement (CMA) basée à Marseille et, pour la Chine, la société d'Etat Cosco.

D'autres contrats commerciaux étaient encore en négociation, mercredi à Paris, notamment avec les sociétés Sofregaz (distribution de gaz), Eridania Beghin Say (sucrierie), Gec Alsthom (locomotives), Uginé (unité de laminage à froid) et Sefik (câbles électriques). Ils pourraient aboutir avant le déjeuner que le premier ministre chinois doit avoir, vendredi 12, avec la communauté des affaires.

La France place désormais ses espoirs dans l'avion à cent places, ce projet de coopération sino-co-réen autour duquel s'opposent Aerospatiale (alliée à British Aerospace et à Alenia), d'une part, l'américain Boeing, de l'autre. Paris espère, dans ce domaine comme dans d'autres peut-être, quelques bonnes surprises.

Erik Izrael

## Les pièces et billets libellés en euros comporteront un signe national distinctif

RÉUNI mardi 9 avril à Bruxelles, le comité monétaire a discuté du choix des pièces et billets libellés en euros, la future monnaie européenne. Un concours sera lancé prochainement pour décider de l'aspect de ces pièces. Les plus petites d'entre elles représenteront un centime - et ses multiples - de la valeur d'un euro (entre 6 et 7 francs). C'est ainsi que seront lancées des pièces de 1, 2, 5, 10, 20, 50 « cents » mais aussi de 1 et 2 euros. Il n'y aura pas en revanche de pièces de 5 euros, qui sera la première valeur des billets européens, ceux-ci allant jusqu'à 500 euros.

L'aspect des pièces n'est pas encore décidé : ou bien leurs deux faces seront communes, l'une d'elles comportant tout de même - comme les billets - un signe national discret mais distinct (peut-être une petite lettre en coin). Ou bien, les pièces auront une face commune et l'autre nationale.

Le second dossier qui était à l'ordre du jour du comité monétaire européen réunissant les directeurs du Trésor et les numéros deux des banques centrales a été la définition du futur SME (système monétaire européen) qui régira à partir de 1999 les relations entre la monnaie unique et les monnaies provisoirement exclues. A la quasi-unanimité, les pays de l'Union européenne sont décidés à reconstruire un système de change souple, adaptable mais tout de même contraignant. Dans son refus d'y participer, la Grande-Bre-

tagne est maintenant très isolée, seule la Suède, partageant son point de vue. A ce sujet, la Commission a fait savoir, mardi soir, qu'elle ne se liguerait pas avec la France et l'Allemagne pour forcer la Grande-Bretagne à adhérer au futur SME rénové, une mise au point rendue nécessaire par la publication le même jour d'un article du Guardian assurant que Paris et Bonn étaient d'accord avec la Commission pour faire pression sur Londres.

Le comité monétaire européen de mardi s'est tout particulièrement penché sur l'idée de rendre plus ou moins automatique les interventions destinées à soutenir - quand elles

seront attaquées - les monnaies restées en dehors de l'UEM, de même que les sanctions qui pourraient être appliquées aux pays pratiquant des politiques budgétaires jugées laxistes. Les interventions de la banque centrale européenne sur les marchés des changes devront faire l'objet d'un consensus, récompensant d'une certaine façon les pays gérant strictement leur économie. D'où l'importance du pacte de stabilité budgétaire réclamé par l'Allemagne qui renforcerait les efforts de convergence économique imposés par le traité de Maastricht.

Alain Verhulst

## Dans « Le Monde de l'éducation » d'avril

DANS son numéro d'avril, Le Monde de l'éducation publie une enquête sur les difficultés de l'enseignement et de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, qui met notamment en évidence les lacunes du système de formation des maîtres, trop éloigné de la pratique, et qui analyse la relance de la controverse sur le « niveau » des jeunes Français. Selon la mathématicienne Stella Baruk, « rien n'a changé depuis 1925 », alors que, selon le professeur de lettres Danièle Sallenave, au contraire, « l'école a renoncé à l'apprentissage raisonné du savoir ».

Au sommaire de ce numéro figurent aussi un débat contradictoire sur l'usage de la télévision à l'école, un reportage sur la drogue dans certains établissements scolaires de La Rochelle, une analyse de Guy Bedos sur la part de l'éducation artistique dans l'insertion sociale des jeunes en difficulté, un dossier sur l'« université Soros » installée en Hongrie (est-elle, pour l'Europe centrale « un cadeau empoisonné » ?), un guide sur l'orientation des filles, etc.

★ En vente chez les marchands de journaux, 28 F.

## La France adhère au traité de dénucléarisation de l'Afrique

AU NOM de la France, le ministre de la coopération, Jacques Godfrain, devait signer, jeudi 11 avril au Caire, le traité dit de Pelindaba et ses trois protocoles annexes, qui créent une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) en Afrique. Cinquante-trois Etats du continent africain signeront également ce traité qui porte le nom d'une ville sud-africaine.

Depuis plus de trente ans, les pays africains négocient un tel accord, dont les principes ont été jetés l'an dernier. La rédaction du traité a été facilitée par le fait que l'Afrique du Sud a adhéré au traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Pretoria a mis fin à la production d'armes de destruction massive - son stock était évalué à six bombes - avec la fermeture de l'usine d'enrichissement de Uranium à Valindaba et avec l'arrêt des travaux de mise au point de son programme militaire nucléaire à Pelindaba même, où se trouve un réacteur de recherche.

## « SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT »

Le ministre français des affaires étrangères souligne que le geste de la France se veut « une contribution à la lutte de la communauté internationale contre la prolifération nucléaire » et « une impulsion supplémentaire donnée aux négociations de Genève sur l'élaboration d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». La France a déjà adhéré à trois autres traités créant des ZEAN, celui de l'Antarctique (1959), celui de l'Amérique latine et des Caraïbes (1967) et celui de Rarotonga (Pacifique sud, 1986).

Le traité de Pelindaba (où se sont achevées les négociations) comprend vingt-deux articles qui stipulent, notamment, que les signataires renoncent à se doter de l'arme nucléaire (article 3), à entreposer des dispositifs explosifs nucléaires sur leur territoire (art. 4) ou à entreprendre des essais nucléaires (art. 5). Les Etats s'engagent encore à déclarer et à démanteler les dispositifs explosifs nucléaires et les installations permettant leur fabrication ainsi qu'à interdire le versement de déchets radioactifs sur leurs territoires. Dans un article publié par l'hébdomadaire Jeune Afrique (numéro du 10 au 16 avril), le secrétaire général de l'ONU, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali écrit que « ce traité constitue une contribution à une approche globale de la sécurité et du développement en Afrique ».

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : dix personnes ont été tuées, mardi 9 avril, dans un attentat à Tsovoljout (est de la Tchécoslovaquie) visant le chef de l'État-major indépendantiste, Aslan Maskhadov, qui n'a pas été touché, a indiqué, mercredi à l'Agence France-Presse le porte-parole des séparatistes, Movladi Oudougov. - (APR)

**RAFAL**

Habille les hommes

**GRANDS FORTS**

15, place du Havre  
Paris 86 - Tél. 49.87.24.84

CAP 3000 - FINE  
18, av. J. Madaün

LYON - Rouy  
80, rue E. Maréchal

Dans une grande Université

**CALIFORNIE FLORIDE**

Stages linguistiques ou Études.  
Cours, logement, repas inclus.  
University Studies in America

CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS  
(1) 45 50 20 20

**Pour vous aider à réussir**

Préparations annuelles et stages intensifs de Pâques et d'été

- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - HEC & ESC.
- SESAME/VISA et admissions parallèles (bac+2, +3).
- SCIENCES PO. - entrée en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années.
- DROIT/SC.ECO - soutien méthodologique universitaire.
- Entrée en MSTCF - Toutes facultés - D.E.C.F.
- Grande concours : juridiques - EBF, ESC, ENM, ENM.

**ISTH** La confiance - La performance

Enseignement Supérieur Privé

DEPUIS 1954. Tél. 42.24.10.72 - Minutier 3615 ISTHES



صكنا من الامل

LE MONDE / TERRES D'EUROPE / JEUDI 11 AVRIL 1996

Le Monde  
VOYAGES

# Terres d'Europe

**l'Airbus A 320**  
**30 appareils**  
**la réception**

**La France**  
**adhère**  
**au traité**  
**de dénucléarisation**  
**de l'Afrique**

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.

**en euros**  
**il distinctif**

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.

**éducation • d'avril**

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.

**la réussite**

Les avions d'Airbus A 320, qui ont été livrés à la compagnie Air France, ont été réceptionnés par les autorités françaises.



**■ Ombrie :**  
**à l'ombre**  
**de la Toscane**

Il faut, a priori, une bonne dose de snobisme pour choisir l'Ombrie quand, à quelques pas de là, la Toscane déploie ses joyaux. Les Italiens ont pourtant découvert depuis belle lurette le charme discret de cette région qui réserve à ceux qui s'y aventurent les balcons de ses cités et villages fortifiés, perchés au sommet de collines abruptes. p. 11

**■ Tolède :**  
**la belle endormie**

Sur un roc aride dominant le Tage, Tolède cache, derrière ses épaisses murailles, un labyrinthe de ruelles étroites où régent les fantômes d'une communauté juive qui, avant d'être contrainte à l'exil par les Rois Catholiques, coula des jours prospères dans cette ville réputée pour sa tolérance et son hospitalité. Une cité cosmopolite à explorer sur les pas de celui qui, né en Crète, choisit de s'y établir. Il s'appela El Greco. Avec lui, Tolède avait trouvé un peintre à sa mesure. p. 11

**■ Barcelone :**  
**le culte**  
**de la modernité**

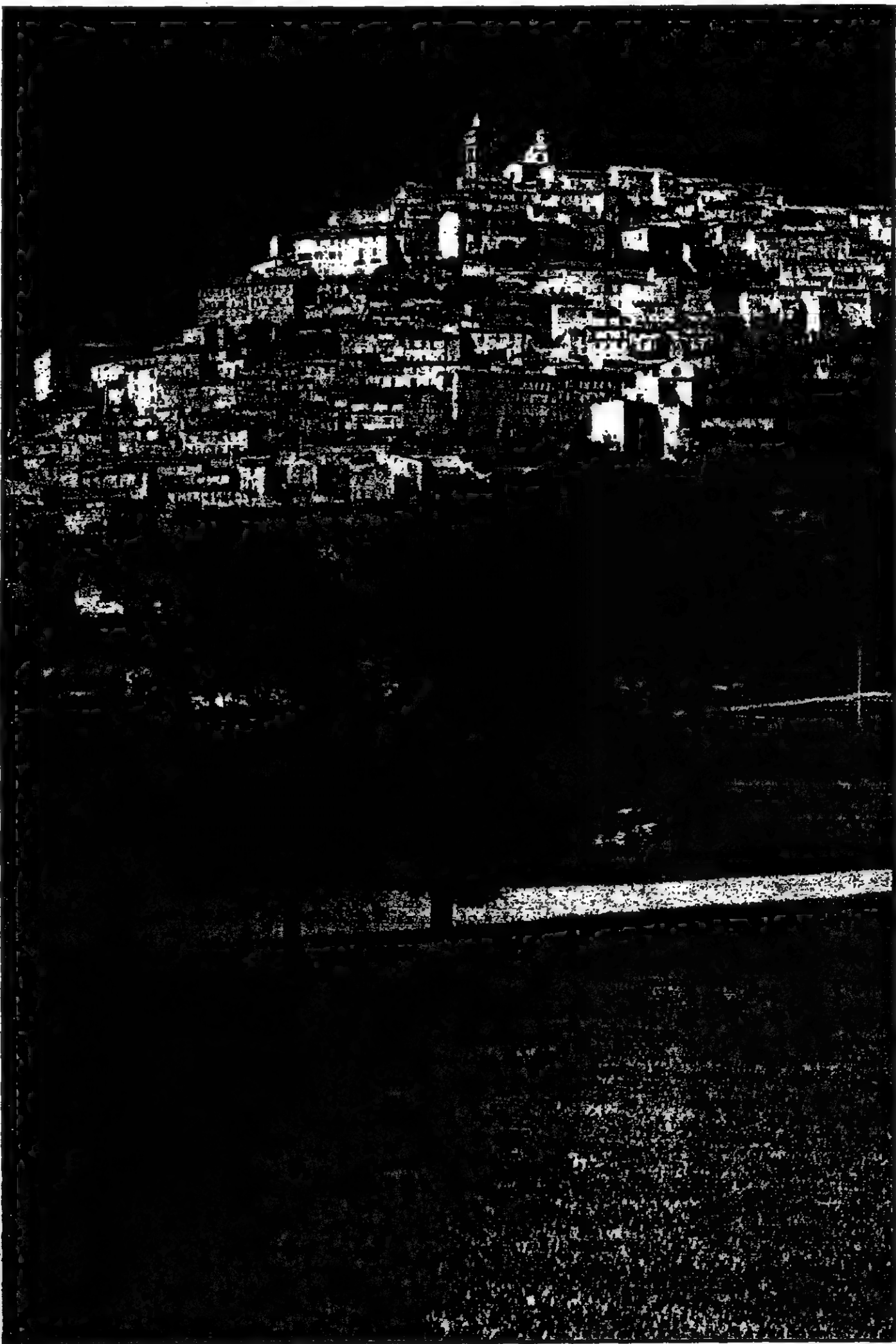
Quatre ans après les Jeux olympiques, Barcelone a toujours des fourmis dans les jambes. Saisie par la modernité, elle étend sans cesse les limites de la ville, chamboulant, sans états d'âme, les quartiers « pittoresques » où, dans les ruelles crasseuses, les touristes déambulaient en humant l'odeur des tapas. Tournant résolument le dos au passé, elle célèbre l'architecture contemporaine et le design. p. 11

**■ Russie :**  
**vue du pont**

Lacs de fleuves, de canaux et de lacs, une voie d'eau relie, d'écuse en écuse, Saint-Petersbourg à Moscou et offre un passionnant périple à travers l'histoire. Au cœur de la forêt boréale, au fil de villages et de villes, où les HLM ont remplacé les isbas et les églises de bois. p. 14

**■ Suède :**  
**le canal bucolique**

Une œuvre de longue haleine que ce Göta Kanal, qui, trois siècles durant, hanta l'imaginaire d'un peuple et de ses rois. Un ambitieux projet (il s'agissait de traverser la Suède de la Baltique à la mer du Nord) réalisé grâce à la volonté de deux hommes. Un canal parcouru par trois steamers blancs qui offrent le charme d'une croisière « à l'ancienne ». p. 15



En Italie, un village perché sur un piton rocheux, un duomo qui domine la campagne et la vallée. C'est Trevi, mais c'est aussi toute l'Ombrie.

## Coulisses

Sur la scène européenne, les divas monopolisent l'attention. Difficile, il est vrai, de résister au pouvoir de séduction de certaines destinations. Encore faut-il savoir, comme à Istanbul, en explorer les coulisses. Savoir, aussi, s'en éloigner. Découvrir la Russie ou la Suède du pont d'un bateau. Partir à la recherche de Dracula. Poser ses bagages dans un cottage anglais. p. 11

**■ Angleterre :**  
**cottages à louer**

Rien de plus anglais qu'un rustique cottage au toit recouvert de chaume, blotti au cœur d'une nature amoureusement préservée. A ceux qui rêvent de jouer les gentlemen-farmers, le National Trust propose de louer l'une des propriétés (cottages mais aussi manoirs, fermes, phares ou moulins à vent) qui, à l'instar de dizaines de demeures historiques et de sites naturels, bénéficient de sa protection. Un reportage complété par un guide des bonnes fillères pour voyager en Europe. p. VI

**■ Istanbul :**  
**la ville assoiffée**

Surprenant mais vrai, Istanbul est comme le désert. Sans eau, il y a bien le Bosphore, mais il est salé. Quant aux sources, elles naissent loin, à l'intérieur des terres. D'où les vastes travaux entrepris pour capter l'eau et la transporter jusqu'à la ville. Une œuvre commencée par les Byzantins et poursuivie par les Ottomans. Promenade à travers les vestiges de cet étonnant patrimoine architectural. p. VII

**■ La cité**  
**des fantômes**

Dans l'imaginaire du voyageur se mêlent, au chapitre Istanbul, soupçons de harem, vapeurs de hammam, trafics louches et débauches sirupeuses. Ainsi, un des ressorts, plus ou moins avoué, d'une escapade stambouliote reste la recherche de ces enclos secrets, sources de fantômes. p. VII

**■ Roumanie :**  
**l'ombre du vampire**

Si la silhouette austère et mystérieuse du château fort de Bran, en Transylvanie, est associée au souvenir d'un « héros national » du XIX<sup>e</sup> siècle, Dracula, connu sous le nom de Vlad l'Empaleur, ce prince de Valachie n'a rien à voir avec le plus célèbre des vampires né, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'imaginaire d'un fonctionnaire irlandais, Bram Stoker, même si ce dernier a pu être inspiré par la cruauté de ce personnage historique. Un amalgame soigneusement entretenu, néanmoins, par les professionnels du tourisme local, conscients du potentiel inespéré représenté par ce nom magique. p. VIII

CONCEPTION ET COORDINATION :  
Florence Evin, Danielle Tramard  
et Patrick Francès  
RÉALISATION  
Christine Ciesi  
ICHOGRAPHIE  
Sophie Malexis  
CARTOGRAPHIE  
Infographie Le Monde  
PUBLICITÉ :  
Stéphane Moulié-Berteaux  
et Guillaume Drouillet



28 P. 150

II

BELVÉDÈRES

LE MONDE / TERRES D'EUROPE / JEUDI 11 AVRIL 1996

## Beautés perchées

En Ombrie, autant le savoir, on grimpe. On grimpe toujours

### PÉROUSE

de notre envoyé spécial

Il faut a priori une bonne dose de snobisme pour se rendre en Ombrie, quand, à quelques encablures à peine, resplendit la Toscane, omniprésente sur tous les tourniquets qui tendent au visiteur des cartes postales célébrant sa beauté. La comparaison, il est vrai, pourrait se révéler délicate. Surtout si on consulte le Guide Bleu, qui ne cesse de comptabiliser, de hiérarchiser et d'étoiler les trésors de l'Italie. Bref, dans cette région coincée au cœur de la botte, la seule à ne pas disposer d'un accès à la mer, on trouve peu de monuments, d'églises, de musées et de palais susceptibles de rivaliser avec les trésors de Florence ou de Sienne. Aucun vin, non plus, qui atteigne la réputation du Brunello di Montalcino. Certes, il y a bien la truffe de Norcia, mais elle est noire et moins goûteuse que la blanche d'Alba, perle du Piémont.

Mais il y a autre chose en Ombrie. D'abord, si l'on sait se perdre, des paysages qui n'ont rien à envier aux plus beaux décors de la péninsule. Les responsables du tourisme l'ont bien compris, qui ont sorti de leur chapeau une formule un peu facile (« L'Italie a un cœur vert : l'Ombrie »), non sans éprouver le besoin d'ajouter : « Et ce n'est pas seulement un slogan. » Et de vanter « l'ample vallée du Tibre qui descend jusqu'à Rome et à la mer », les « cent sources d'eaux thermales et minérales », « la multitude de fêtes qui glorifient les traditions anciennes », etc. Autres attraits pour le visiteur de passage : les touristes y sont en majorité italiens et la vie y est moins chère qu'ailleurs. Les transalpins y viennent également à Noël (il y fait alors très froid et très beau) pour y respirer le bon air d'une région rude et faussement austère, traversée par la chaîne des Apennins, « colonne vertébrale de toute l'Italie ».

La fameuse vallée du Tibre est aujourd'hui une sinistre saignée industrielle qui divise la région en deux, de haut en bas. A fur et mesure si elle est pratiquée pour passer d'un site à l'autre. Éviter les vallées et gagner les hauteurs, telle est la clé d'une région dont il faudra dénicher les beautés en sautant de ville en ville, de village en village, la plupart fortifiés et perchés en haut de collines abruptes, coincés entre la verdure et la roche. Des nids d'aigle, traces d'un passé tumultueux, qu'on repère de très loin et qui semblent flotter sur une brume de chapeau. Pour comprendre assez vite que ce qui vous attend (ici ce n'est pas un voyage en Renaissance, mais une plongée dans le Moyen Âge et la civilisation étrusque. A condition d'abandonner sa voiture sur les places tracées au pied des murailles de pierre grise ou noire, de franchir des portes massives comme des donjons et de prendre son souffle et son courage pour monter à l'assaut de ces lieux qui doivent, d'abord, se mériter.

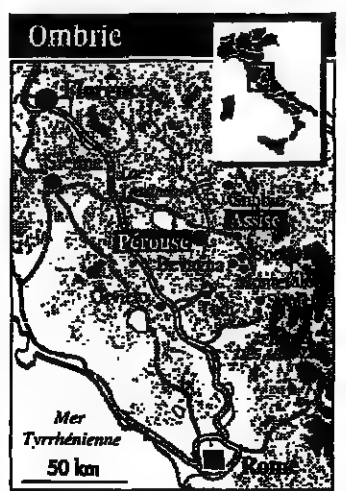
En Ombrie, autant le savoir, on grimpe. On grimpe toujours. Et les pentes sont rudes, surchauffées, rarement ombragées et souvent découragées. Mais là-haut, quel spectacle ! Un savant cocktail de vues époustouflantes, de places inattendues et minuscules coincées sur les sommets, de perspec-



Assise, un nid d'aigle de pierres blanches flottant sur une mer de nuages

tives qui mettent en valeur l'incroyable *Duomo*, et des corsos animés que l'on croirait suspendus aux des pilotes. Tout cela après avoir parcouru un labyrinthe d'escaliers et de ruelles, être passé sous des voûtes protectrices, avoir longé des maisons de pierre rose enchevêtrées comme dans un tableau cubiste, s'être arrêté sur des loggias ouvrant sur une campagne dorée rythmée de cyprès et avoir admiré des palais gothiques rivalisant d'arrogance et des églises abritant quelques tableaux rares. Le tout loin de la Toscane, de son bruit et de sa folie.

Le parcours idéal pourrait ressembler à cela : rejoindre Gubbio,



au nord, puis descendre vers le sud, Pérouse, le lac Trasimène, Assise, Spolète, Todi et Orvieto. Sans sous-estimer pour autant quelques modestes villages, rarement mentionnés dans les guides, tels que Spello, Bevagna, Montefalco, Trevi ou Castel Rignano. Regarder une carte pourrait inciter à faire l'impasse sur Gubbio, qui, effectivement, est un peu à l'écart, au nord. La ville, dont on dit qu'elle aurait été sauvée d'un loup par Saint-François, résume pourtant, à elle seule, tous les visages de l'Ombrie. D'un côté, des musées sans surprise, un théâtre romain quelconque, un funiculaire plus spectaculaire qu'opportun, un *duomo* perché mais décevant. Mais de l'autre, quel site ! Quel choc ! La cité médiévale la mieux préservée du pays abrite une des plus belles places d'Italie, plus exactement une terrasse tapissée de dalles sombres, dominée par le gigantesque palais des consuls avec sa loggia-refuge, un des plus hauts et remarquables palais gothiques italiens, dont les fondations aux lourdes arcades s'enracinent quelques dizaines de mètres plus bas.

Le « cas Gubbio » se décline partout en Ombrie. Spolète, ville de culture s'il en est, avec son festival de renommée internationale, est d'abord une ville où il fait bon vivre, entourée de verdure et liguée par l'imposant aqueduc

Ponte Delle Tori, où les couples viennent promener leurs berceaux sur les pierres dorées. Sans oublier la montagne de Montelucio, si propice aux escapades familiales du week-end et aux dégustations de pâtes aux truffes. Spolète est surtout coiffée par un des plus beaux sites d'Ombrie, avec sa place du *duomo*, un dôme orné de fresques de Filippo Lippi. On y descend par des escaliers en pente douce comme on descendrait sur une scène de théâtre : l'église, en face, avec son campanile et des palais tout autour. Et des gamins qui font du vélo en attendant la fin de la messe. Ensuite, on gagnera la méconnue basilique San Salvatore, qui n'offre que ses murs nus, mais qui est une des premières églises chrétiennes d'Italie. Un monument d'émotion et de calme, avec, en prime, une vue imprenable sur la ville.

Orvieto, elle, peut se vanter de posséder un vin blanc qui ne cogne pas dans la tête et une des églises gothiques les plus spectaculaires et les plus décoratives d'Italie, même si nombre de ses

trésors, telles les fresques de Luca Signorelli qui, à elles seules, valent le détour, sont encore en restauration. Todi l'étrusque, élue « ville la plus agréable d'Italie », est chapeautée d'une place moyennâgeuse, alors qu'en contrebas l'église Santa Maria della Consolazione, merveille de la Renaissance, développe ses rondeurs, pareille à une maquette déposée sur le pré. A l'écart de ces villes phares, les villages méritent qu'on leur consacre une ou deux bonnes journées. Spello, petit bijou perché, abrite une des splendeurs picturales de l'Ombrie : les fresques, fraîchement restaurées, du Pinturicchio, dans l'église Santa Maria Maggiore. Montefalco, surnommé le « balcon d'Ombrie », tant le panorama qu'on y découvre est exceptionnel, a laissé un espace libre pour accueillir une curieuse place circulaire et nue. Dans un tout autre genre, Colvaleza possède, avec le Santuario dell'Amore Misericordioso, une des plus remarquables basiliques modernes.

Seule Assise échappe à la sérénité ombrienne. Mais comment évi-

ter Assise ? Une armée de pèlerins, fidèles plus ou moins recueillis, touristes plus ou moins échaudés, prend d'assaut, douze mois sur douze, la basilique du bon saint François, transfigurant ainsi la calme cité en une attraction propre à dévotion et commerce font bon ménage. Atteindre ces deux églises, étonnamment superposées, relève du parcours du combattant. Dieu merci, la foule se presse en plus grand nombre autour du tombeau de saint François que devant les fresques de Giotto, Cimabue, Pietro Lorenzetti et Simone Martini. Pour retrouver le calme, se rendre au lac Trasimène, rond comme une balle et à peine profond de sept mètres. Ici, Hannibal remporta une célèbre victoire sur le consul Flaminius. C'était en 217 av. J.-C. A bord d'un bateau désert, on gagne Isola (le) Maggiore, où l'on dégustera le poisson du lac. Aucun tableau à voir, seulement quelques vestiges et une campagne sauvage. Une sensation de bien-être vous envahit. Vous êtes en Ombrie.

Michel Guerrin

### Carnet de route

■ **REPÈRES.** Terre des saints (François, Claire, Rita, Benoît), au charme sobre et discret, avec ses petites villes ceintes de remparts, l'Ombrie est plus moyenneuse et verte que la Toscane à laquelle elle ressemble. Nombreux sentiers de randonnée balisés, notamment dans le parc national des Monti Sibillini, en Valnerina, la petite Suisse italienne.

■ **AVION.** Alitalia (tél. : (1) 44-94-44-00) donne le choix : 6 vols quotidiens Paris-Rome à partir de 1 790 F A/R et, à partir du 1<sup>er</sup> mai, un vol direct quotidien Paris-Florence à partir de 1 850 F (tarifs Fortissimo). Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) : mêmes fréquences (2 vols supplémentaires pour Florence) et tarifs.

■ **VOYAGISTES.** Italiatour (tél. : (1) 42-93-29-15, Minitel 3615 Italiatour et agences) propose une gamme de formules, sur brochure et à la carte. Forfait avion + voiture (catégorie B), 7 jours en kilométrage illimité, assurance incluse, 2 200 F ; la journée supplémentaire 210 F (tarifs hors taxes).

val des Deux Mondes, à Spolète, du 26 juin au 14 juillet : avion, voiture, 2 nuits d'hôtel, une entrée au festival, 3 000 F. Formules comparables chez les autres spécialistes, notamment Cit Evasion, Donatello, ou chez les généralistes comme Planète ou Nouvelles Frontières.

■ **CUISINE.** L'Ombrie est réputée pour sa truffe noire de Norcia (pâtes aux truffes), ses vins – le Rubesco de Torgiano, un grand cru rouge (voir le Musée du vin) et le Bianco di Orvieto –, sa charcuterie, ses lentilles de Castelluccio di Norcia et son huile d'olive extravierge.

■ **TOITS ET TABLES.** Hormis les chambres d'hôte, très prisées, la bonne idée consiste à louer villas ou appartements ayant le label « agiturismo », proches des fermes, souvent avec piscine et équipements sportifs. On peut, par exemple, s'installer à Pérouse, port d'attache idéal pour parcourir l'Ombrie. Son rayonnement le justifie, mais aussi sa situation géographique : au nord, Gubbio n'est pas loin ; à l'est, le lac Trasimène, et au sud, Assise. A trois kilomètres de la ville, se dresse, en pleine campagne, une sorte de château médiéval.

■ **TERRES D'EUROPE.** Une ferme qui a obtenu le label « agiturismo ». Restaurants : Da Giancarlo (tél. : 75-572-43-14), bons antipasti et l'Apparo (tél. : 75-690-177), une excellente petite auberge bon marché.

A Gubbio : hôtel Torre dei Calzolari (tél. : 19-39-925-63-27), beau jardin, belle piscine, chambres agréables ; antipasti savoureux à la Taverna del Lupo (tél. : 75-927-43-68). Assise : restaurant La Fortezza (tél. : 75-812-418), une des rares bonnes adresses d'Assise. Montefalco : la Villa Panbiffetti (tél. : 742-79-417), pleine de charme et dominant la campagne, avec restaurant. Spello : hôtel La Bastiglia (tél. : 742-65-12-77), une bastille au-dessus de la ville ; la Cantina (tél. : 742-651-775), inimitablement les meilleures pâtes aux truffes, très bon marché. Spolète : hôtel Gattapone (tél. : 743-223-447), accroché à la pente face à l'aqueduc Ponte delle Tori ; trattoria Pecchiarda (tél. : 743-221-009), sous une traîle, le rendez-vous des Spolétains ; il Panciolle (tél. : 743-455-98), plats de qualité et bon marché. Orvieto : excellents antipasti aux Grotte del Fumaro (tél. : 763-432-76), Sola Maggione (lac Trasimène) : hôtel-restaurant Saura (tél. : 75-826-168).

### Pérouse telle un château de cartes

COMMENT PÉROUSE TIENT-ELLE DEBOUT ? A moins d'avoir de solides connaissances en matière d'urbanisme, difficile, pour le visiteur, de démêler les différents murs d'enceinte brûlés par le soleil ou d'identifier les strates et niveaux de construction qui s'y sont ajoutés au fil des siècles. En bas, la ville des années 60-70, à fuir, tant elle est sinistre et désordonnée, même si l'architecte Aldo Rossi a planté quelques immeubles étonnants au pied de la gare. En montant, se superposent, dans une apparente anarchie, la ville étrusque et la ville médiévale. Les ruelles jaillissent des remparts, traversent plusieurs murs d'enceinte, ressortent un peu plus bas, pour mieux se perdre ensuite, sous des arcs gothiques, dans le noir. Aucun plan ne traduisant les différences de niveaux, on ne sait plus quel mur tient quel pont, quel passage

prestigieux, le palazzo dei Priori et sa pinacothèque (la plus importante de l'Ombrie), le Collegio del Cambio (à voir pour les peintures du Pérugin, le maître de Raphaël) et d'autres édifices résument l'histoire de la capitale ombrienne. Ils s'étendent de part et d'autre d'une des splendeurs de l'Italie, le Corso Vannucci, un boulevard concave d'une ampleur rare à cette hauteur et qui coiffe ce château de cartes en offrant une perspective vertigineuse sur la cathédrale, au pied de laquelle coule la Fontana Maggiore ornée de bas-reliefs de Nicola Pisano.

Pérouse est une vieille dame qui sait faire la fête. En juillet, elle swingue avec son festival de jazz. Cité studieuse, elle abrite des universités réputées qui contribuent à l'animation locale et donnent le ton à la ville. Loin du centre, San Bernardino et sa façade poly-



## Le labyrinthe hanté

Une ville peuplée de fantômes. En vedette, El Greco



BERNARD PLOSSUMETS

Vue panoramique de Tolède depuis la colline qui domine le Tage

### TOLÈDE

correspondance

Pour rejoindre Tolède depuis Madrid, suivez le vol des canards sauvages. Ils se déplacent, groupés en forme de V, dessinant ainsi une flèche qui vous indique le chemin. Le paysage castillan est plat, presque monotone. Mais à peine le note-t-on que déjà, grimpé sur une butte, le panorama toledan surgit. La ville n'est rien de moins qu'une ancienne résidence royale. Fièvre d'allure, parfois même orgueilleuse, elle s'élève sur un roc aride. Une légende raconte qu'Hercule aurait, d'un coup d'épée, tracé autour d'elle le lit profond du Tage. L'eau, boueuse et déchaînée à l'heure du dégel, la désahète sur tout son flanc sud-ouest, abreuvent ce qui, autrefois, fut le quartier juif. Les séfarades, juifs d'Espagne, y étaient savants, apothicaires, magistrats ou poètes. En 1492, les rois catholiques promulguèrent le décret ordonnant leur expulsion du pays. Ils furent donc Tolède en « légant » à la ville huit synagogues. Certaines seront détruites, d'autres, nouvellement baptisées, converties aux besoins de la chrétienté. Aujourd'hui, deux d'entre elles, seulement, subsistent. La synagogue du Tránsito où le regard s'accroche aux décorations mudéjares qui paraissent comme suspendues dans l'air. Un plafond de cèdre finement sculpté coiffe la partie haute des murs garnie d'élégantes fenêtres arquées et percées de dentelles d'albâtre. Un peu plus loin, sur la calle de los Reyes Católicos, s'élève l'autre synagogue.



Au XIII<sup>e</sup> siècle, ce temple juif était le plus important de Tolède. Pourtant, l'intérieur a l'aspect d'une mosquée de style almohade avec ses vingt-quatre piliers soutenant plusieurs nefs. Quant à son nom, Sainte-Marie-la-Blanche, il est chrétien. Un édifice qui reflète l'originalité de Tolède, héritage d'un métissage religieux et culturel. Une épaisse muraille ceint la ville. Seules quelques portes donnent accès au site. L'entrée la plus pittoresque, la Puerta del Cambrón, se dresse à l'extrémité du vieux pont piétonnier San Martín qui enjambe le Tage. Une fois la porte franchie, il ne reste plus qu'à s'engager dans le temps et imaginer le spectacle qui régnait jadis dans cette capitale populeuse et cosmopolite, réputée pour sa tolérance et son hospitalité. Au fil des rues, Arabes, juifs, Castillans, Francs, Mozarabes et Maures se croisent et s'interpellent. Sur des tables en bois, les boutiquiers exposent leurs richesses. On marchande le prix des fameuses épées en acier da-

masquiné d'or. Perdu dans ses rêveries, l'étranger redescend brutalement sur terre en découvrant, sur la place triangulaire du Zoco, un McDonald's dont l'enseigne jaune et rouge jure avec la pierre grise et blanche de la ville. On longe ensuite l'Alcazar, cette ancienne forteresse qui, maintes fois reconstruite, en ressort plus orgueilleuse et plus sévère. Puis on se perd à nouveau dans le labyrinthe des rues étroites et sinueuses de la vieille cité où, plus qu'ailleurs, Tolède offre le visage d'une ville musée, pieuse et étonnamment silencieuse. Une ville où il faut s'abîmer dans la contemplation et le recueillement, et s'égayer dans le dédale des ruelles inclinées, tortueuses et bossuées. On longe de vieilles demeures aux murs parés de blasons, on foule délicatement les dalles polies des siècles avant de s'engager dans une impasse au fond de laquelle, dans une petite akeve en pierre, une vierge est nichée. D'autres vierges, de plus ample stature, sont rassemblées dans la cathédrale. Elles veillent sur les visiteurs ainsi que sur les grandes toiles de la sacristie signées Goya, Tizien, Vélasquez, Raphaël, Rubens et Bellini. Les rues sont désertes. Pourtant, on ne s'y sent jamais seul. De maigres chatons frottent furtivement vos talons. Inlassablement, les grillons frottent leurs élytres. Un corbeau se pose sur une tour, un clocher ou l'une des multiples flèches dont la ville est hérissée. Quand la nuit tombe, le vol des chauves-souris vous ac-

compagne. Sans compter qu'à chaque pas de porte, qu'à chaque portail d'église, qu'à chaque coin de rue, des fantômes veillent. Ils sont maîtres feronniers, orfèvres ou doreurs. Ils portent colerette, dentelles et fines moustaches. Hors du temps, ils rôdent ainsi toute l'année dans les rues de la ville jusqu'au jour de la Fête-Dieu où, lors de la procession, ils appa-

raissent masqués sous les traits du rédempteur, du pénitent, du mal ou de la sainteté. Tous ensemble, ils incarnent un hymne à la foi, une foi riche en couleurs chatoyantes et en mysticisme. A la mi-carême, quand viendra l'heure du crépuscule, ils troqueront leur déguisement pour se glisser, à nouveau, dans leur peau de fantôme. Parmi ces derniers, il

en est un qui, plus que tout autre, hante la ville : celui du Greco, peintre aussi craint que vénéré. Un peintre sur les pas duquel on prolongera volontiers son exploration de la ville. Avec, pour guide inspiré, l'écrivain Maurice Barrès, fasciné, parmi tant d'autres, par l'œuvre du Greco. Barrès qui, dans la minuscule église Santo Tomé, où se trouve l'un des chefs-d'œuvre de l'artiste, les fameux *Entierrement du comte d'Orgaz*, entendait la voix d'un bedeau s'exclamer : « Démente ! démente ! ». Les bedaux sont toujours là. Ils vous vendent des cartes postales tout en commentant la défaite de l'équipe de football de Tolède. « Démente ! démente ! », se lamentent-ils en choeur.

De Tolède, El Greco nous a laissé plusieurs vues générales. Pour admirer la ville d'où il la peignit, installez-vous sur cette route qui serpente le long de la colline située sur l'autre rive du Tage. On pourrait rester là pendant des heures. Fermer les yeux puis les rouvrir et, chaque fois, découvrir une autre Tolède. Voix de mauve aux premières heures de l'aube. Incendie de reflets oranges, sous le soleil de midi. A présent, encauchonnée d'un grès nuage qui lui donne un air grave et austère. Soudain le nuage se déchire, déversant sur la ville un flot de lumière. Une vision qui s'imprimera à jamais dans votre mémoire. On n'oublie pas Tolède.

Oлга Prud'homme



Vue de Tolède, El Greco (1541-1614)

## Les habits neufs de Barcelone

Au détour d'un virage, elle jaillit au-dessus des pins, métallique, tréfilante et surréaliste, fusée normie toute hérissée d'antennes du cerveau de Norman Foster, le plus futuriste des architectes anglais. Naguère, on montait au Tibidabo, la colline des dimanches en famille, pour y cultiver sa nostalgie. Le voyage commençait par un tramway bleu, essouffé par la pente. Entre des villas ventrues, on s'offrait une glace, au terminus, avant d'embarquer dans le téléphérique qui vous hissait jusqu'au sommet. L'église exploitait du Sacré-Cœur, construite au début de ce siècle, n'étant pas plus heureuse que celle de Paris, on filait vers la Luna Park et son bel avion rouge. Un monument de technologie, ainsi parachuté dans le sanctuaire des plaisirs désuets : le choc est violent. Mais il résume bien Barcelone. Ici, rien n'est sacré. Tout le monde déteste ce qu'aiment les touristes : les rues crasseuses, les fenêtres lépreuses et les odeurs de tapas au fond des tripots. A ce faux pittoresque on préfère l'incongru, l'architecture et le design. Pas un bar qui n'ait sa signature d'un artiste contemporain, vraie ou fautive. Ici, la modernité est une religion communément partagée. Et bien vécue. Ainsi, au pied de la tour de Foster, une famille déploie sa nappe à carreaux et déballe omelettes aux pommes de terre et jambon cru. Le béton et l'acier n'enlèvent rien aux habitudes.

On craignait la dépression, il n'en est rien. Quatre ans après les J.O., Barcelone continue sur sa lancée. A son rythme, mais sur tous les fronts. Depuis que l'ex-quartier olympique est devenu Santa Monica-sur-Méditerranée, les Barcelonais ne jurent que par la mer. Ils ont pris l'habitude de flâner le long de la corniche qui surplombe les plages sorties des anciens terrains vagues. Un parcours ponctué d'un gros poisson métallique déposé par Frank Gehry, de deux grattes-ciel et du tout récent Hollywood Planetarium. On glisse son maillot dans sa serviette et on se baigne une heure avant de retourner au bureau. A plus de dix kilomètres des ramblas, d'énormes machines creusent, terrassent et combient. La ligne des plages, qui démarre à Barceloneta, va être prolongée jusque dans ses faubourgs. Ailleurs, Ricardo Bofill habille de verre les colonnes d'un temple colossal destiné à loger le Théâtre national de la Catalogne.

Une chose est sûre : la Sagrada Família est prise à revers. Elle qui, jusqu'à présent, mar-

quait le terme des promenades hors des barrios historiques, la voilà, désormais, au cœur d'une nouvelle ville. Dans le centre même, on cherche ses repères, d'une visite à l'autre. A l'intérieur d'un Palais national fraîchement rénové, les collections d'art roman sont désormais exposées dans de petites chapelles construites par Gae Aulenti. Audacieux, certes, mais le bâtiment, une énorme pâtisserie héritée de la dernière Exposition universelle, n'était pas un chef-d'œuvre. Dans le *barrio chino*, en revanche, c'est l'âme même de Barcelone qui est touchée. Débarrassé, pour les Jeux, de ses travestis et de ses dealers, l'ex-mauvais lieu de la ville achève sa mutation. Des flots entiers ont été abattus pour donner de l'air au quartier et, partout, de petits squares attendent de grands projets. Un dédale en décomposition où Richard Meier a réalisé son Musée d'art contemporain. On y vient pour l'instant davantage pour l'architecture que pour les œuvres, encore rares. Une aubaine pour les photographes de mode qui y installent volontiers leurs mannequins. Les vieilles dames qui vont au marché de la Boqueria n'en ont cure. Elles sont habituées aux intrus. En attendant l'université, encore en chantier, l'ancienne Maison de la charité est déjà un centre culturel. Non sans provocation, l'architecte barcelonais Helio Pinon a dressé, dans la cour intérieure très Belle Époque, un miroir de verre fumé qui reflète l'enchevêtrement des toits en tuile comme pour symboliser le temps qui s'accélère.

Au bas de la ville, au pied de la statue de Colom, les ramblas ont trouvé un prolongement inattendu. Dans l'alignement des trottoirs, là où était amarrée autrefois la réplique de la *Santa Maria*, quelques ondulations de métal courent un pont qui pivote pour laisser passer les bateaux. Il conduit d'un trait jusqu'aux anciens bassins. Depuis les Jeux, Barcelone avait tempéré les voitures, redessiné les espaces et rénové ses anciens Magasins généraux pour faire de son quai une promenade. Un centre commercial, un aquarium et une salle Imax ont remplacé, en face, sur l'autre rive du port, les hangars désaffectés. Et l'on parle d'aller encore plus loin. Jusqu'au *rompeolas*. La grande digue. Jusqu'au large.

Jean-Louis André

## Le surréaliste du sacré

NÉ EN CRÈTE, Domenikos Theotokopoulos dit « le Grec » a été éduqué par les grands maîtres de la Sérénissime mais c'est Tolède qui, en 1577, le captive et finit par l'apprivoiser. Elle lui apprendra le dépouillement, l'ascèse même. Elle le façonnera, transformera son style qui, de l'exubérance méditerranéenne et vénitienne évoluera vers une austérité empreinte de ferveur espagnole. Et c'est cette influence qui caractérise et habite ses personnages.

El Greco peint des saints, des scènes de la Bible et des bourgeois de la ville. Il déforme la physiognomie de ses sujets, les rendant tantôt anorexiques (observez ces mains effilées et ces corps décharnés), tantôt exaltés avec des yeux sombres et exorbités. On dirait que le peintre a sacrifié, une fois pour toutes, les tonalités chaudes de sa palette. Sur ses toiles, les couleurs s'entrechoquent, contrastées, élégantes et morbides à la

fois. Les personnages ne sont que le prolongement de leur vie intérieure, une vie pleine d'élans comme s'ils pressentaient leur rencontre avec Dieu. Ils semblent échapper à la terre pour s'élever vers le ciel. Sous le pinceau de l'artiste, naît une cour céleste où les anges semblent chavirer dans un froissement d'ailes. Les formes de sa peinture paraissent attirées vers le haut, comme par un aimant. Ses tableaux sont autant de bouquets de flammes imaginaires. Un art d'avant-garde qui lui a valu le surnom de « surréaliste du sacré ». El Greco a semé ses toiles dans la cathédrale, dans les églises et les couvents, telles des graines de génie. Une générosité qui fait aujourd'hui de Tolède l'une des plus belles expositions permanentes dédiées au peintre.

O. Pr.

### Carnet de route

■ SAISON. Le climat de Tolède est celui de la zone centrale de l'Espagne : températures fraîches l'hiver, chaudes l'été, mais jamais rigoureuses ; journées souvent ensoleillées, pluies rares. La fête du Corpus Christi est la plus importante de Tolède : longue procession qui part de la cathédrale et parcourt les rues principales de la ville. Elle a lieu le jeudi de la neuvième semaine après Pâques ; en 1996, le jeudi 13 juin. A Barcelone, climat méditerranéen, doux l'hiver, chaud l'été.

■ AVION. Vols quotidiens Paris-Madrid et Paris-Barcelone, avec Air France (tél. : (1) 44-08-24-24) et Iberia (tél. : (1) 40-47-80-90) pour moins de 1500 F. Également nombreux départs de province. Vols charters Corsair Paris-Barcelone, chaque vendredi et samedi, avec Nouvelles Frontières (tél. : 36-33-33-33, ou Minitel 3615 NF), à partir de 840 F aller-retour.

■ VOTURE. Tolède, une des cinq provinces de la Castille-La Manche, se trouve à 75 kilomètres au sud de Madrid. Un train relie les deux villes. On peut aussi louer une voiture depuis Paris ou dès votre arrivée à l'aéroport de Madrid (Hertz, Europcar, Avis, etc.). Compter environ 600 F pour trois jours, kilométrage illimité.

■ FORFAITS. Tolède : la formule la plus simple consiste à réserver chez un spécialiste de la destination, avion, voiture et éventuellement hôtel. Exemples, chez Marsans International (tél. : (1) 53-34-40-01, et agences) le duo avion + voiture pour une semaine en kilométrage illimité coûte 2 360 F de Paris, Marseille et Nice, en partant à deux ; ajouter les nuits au Parador Conde de Orgaz à Tolède (485 F par jour et par personne, avec petit déjeuner), situé sur la colline, il domine la ville, avec vue imprenable, piscine et restaurant, où l'on déguste la perdrix en daube et le massapain, spécialités toledanes. Ce voyageur suggère un circuit « Villes patrimoines de l'humanité » en 9 jours pour 6 280 F (dont 3 jours à Tolède), avec étapes dans les paradors : souvent de belles demeures, la plupart historiques (châteaux, couvents, etc.), transformées en hôtels et gérées par l'Etat. Chez Donatello (tél. : (1) 44-58-30-81 et agences), une bonne sélection d'établissements de charme, notamment l'Hostal del Cardenal aménagé dans un palais du XVIII<sup>e</sup>, et Pintor El Greco, une belle maison récemment restaurée dans l'ancien quartier juif (environ 1 100 F pour 2 nuits et une voiture de location à prendre à l'arrivée à Madrid), en sus le vol Paris-Madrid. Nombre de voyagistes annoncent des circuits organisés à travers l'Espagne, comprenant une escale à Tolède. Parmi les perles culturelles, ceux d'Arts et Vie (tél. : (1) 40-43-

20-21, Minitel : 36 14 AREVIE) et Clio (tél. : (1) 53-68-82-82). Barcelone : la formule « avion + hôtel », proposée par les voyagistes cités ci-dessus, s'applique à la capitale catalane. Exemple chez Marsans International : 2 nuits au Duques de Bergara (4 étoiles) récemment rénové avec façade Art nouveau, près de la place de Catalogne et vol régulier : 2 225 F. Même tarif chez Donatello, en descendant au Conde de Barcelona, en partie aménagé dans la Casa Batlló (1872). Chez Nouvelles Frontières, en sus du vol charter, 3 nuits (3 étoiles, en chambre double) à partir de 770 F par personne.

■ LECTURES. Les incontournables Guide Bleu (Hachette) ou Guide Vert (Michelin). Pour les enfants, Les petits voyageurs en Espagne, de Marylène Bellenger (Ed. Rouge et Or). Pour les amateurs d'histoire : *Tolède XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup>, musulmans, chrétiens et juifs* le savoir et la tolérance (Ed. Autrement, « Mémoires » n° 5). Pour accompagner vos pas dans la ville, Greco ou le secret de Tolède, de Maurice Barrès (Flammarion). Pour vos escapades dans les plaines de la Manche, voisine de Tolède, n'oubliez pas le *Don Quichotte de Cervantes*, railleur, comique, d'une portée universelle.

■ INFORMATION. Office du tourisme, 43 ter, avenue Pierre 1<sup>er</sup>-de-Serbie, 75008, Paris, tél. : (1) 47-20-50-54 et Minitel 3615 ESPAGNE



# La Russie vue du pont

De Saint-Petersbourg à Moscou, une croisière pour remonter le cours du temps

## SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial  
Inextricable labyrinthe de fleuves, canaux, lacs et autres réservoirs, la voie volgo-baltique, qui relie, sur 1 380 kilomètres émaillés d'écluses, Saint-Petersbourg à Moscou, est née de la volonté séculaire de l'homme. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, Pierre le Grand, qui voyait loin, ouvre, par l'ouest, cette grande route fluviale, en faisant construire les canaux de détournement du lac Ladoga ainsi que les premières écluses en granit. Invitation au voyage à travers des terres contrastées et pas toujours hospitalières, cet itinéraire constitue, au fil de l'eau, un saisissant périple dans l'histoire de la Russie, tsariste, soviétique ou post-communiste, selon les escales.

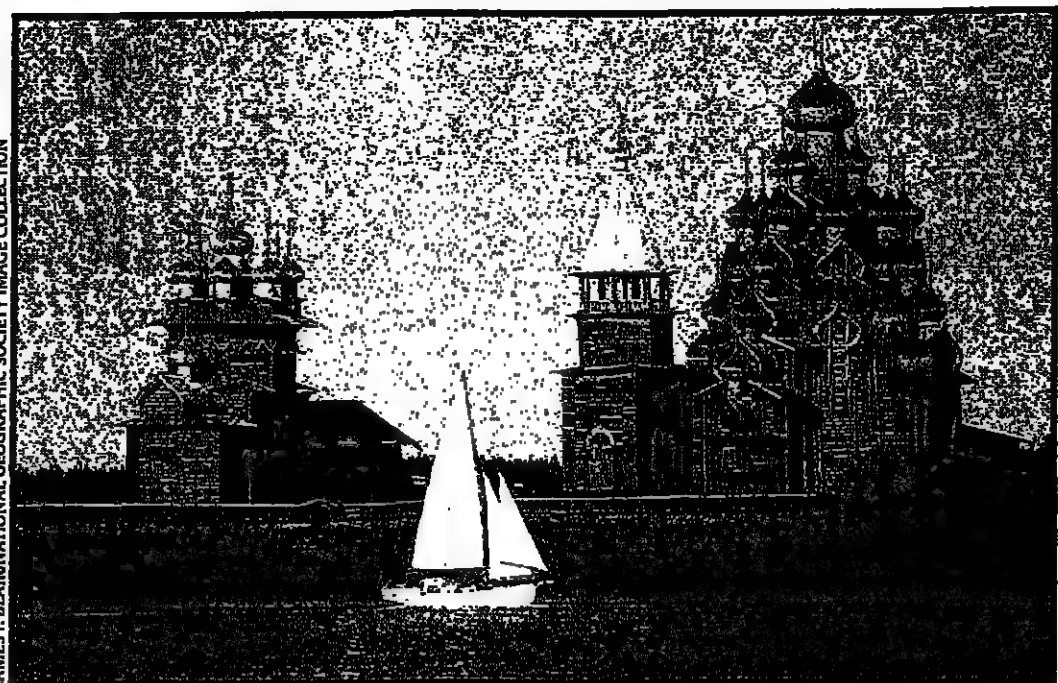
Trois siècles dont Saint-Petersbourg offre les plus belles pages. En remontant, sur 74 kilomètres, la Neva, cette « route de la vie » (pendant la seconde guerre mondiale, elle reliait la ville de Pierre le Grand au reste du pays), on atteint le lac Ladoga, le plus grand d'Europe par sa superficie : 18 135 kilomètres carrés. Sur le rivage, la forêt boréale (bouleaux et conifères) où s'ébattaient, parait-il, ours, élans, loups et faibans) forme un épais rideau végétal qui se prolonge sur les berges du fleuve Svir, long de 224 kilomètres. Ça et là, une datcha, petit palais à façade jaune ou rouge, se reflète dans l'eau dormante. Plus en amont, serrées les unes contre les autres, quelques isbas, blotties dans une clairière, humbles maisonnettes de pêcheurs, faites de rondins et, parfois, peintes en vert.

En admirant ce paysage où le temps semble suspendu, on imagine volontiers que Gogol lui-même a dû flâner sur les bords de la Svir, au siècle dernier, pour dépeindre, dans *Les Ames mortes*, « le monotone décor du paysage russe : toupinières, sapinières, bouquettes de pins souffreteux, bruyères, troncs d'arbres calcinés et autres ornementaux du même genre : villages dont les maisons ressemblent à des buches empilées, alignées au cordeau et surmontées de toits gris qui montrent sur leur rebord des découpures en forme d'essieu-moins brodés ». Autant de villages typiquement russes dont l'église en bois a été brûlée dans les années 20, « à la demande des travailleurs », pour reprendre la terminologie officielle de l'époque. Une église rescapée, exhibant fièrement son bulbe au-dessus d'un hameau, laisse imaginer l'ampleur du massacre. Dernière survivance du règne soviétique, une sculpture représentant le marteau et la faucille salue le voyageur au détour d'une écluse.



Baltique/Moscou

C'est à l'heure du coucher du soleil - c'est-à-dire pas avant minuit, en juin, période céleste des « nuits blanches » - que le lac Onega est le plus beau quand l'horizon s'embrase d'un dégradé de rouges qui, à son tour, enflamme la surface de l'eau. C'est sur le lac Onega précisément que Petrozavodsk (300 000 habitants), capitale de la République de Carélie, a élu domicile. Fondée en 1703 par Pierre le Grand, en même temps que Saint-Petersbourg, Petrozavodsk (littéralement, « usine de Pierre ») doit son nom aux gisements de fer locaux exploités, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, pour fabriquer des canons. Les isbas de bois ayant beaucoup souffert de la guerre, la ville a été complètement reconstruite en dur, dans les années 30. D'où un petit air soviétique. La cathédrale, elle, a été détruite dans les années 30. Sur les vingt églises que comptait la ville avant la révolution, il n'en reste que deux réservées au culte et deux ou trois autres désaffectées, utilisées comme école, voire comme magasin ! En revanche, Lénine y haranguait toujours les



Les églises en bois de l'île de Kizhi

passants du haut de sa tribune, sur la place du Mémorial, tandis que Marx et Engels devisaient, assis paisiblement au centre d'un carrefour.

Apparemment peu impressionnés par la stature locale, les habitants apprennent petit à petit les rudiments de l'économie de marché. Dans les magasins, le boulier ancestral trône toujours à côté de la caisse enregistreuse. Avec sa vitrine triste et poussiéreuse, ses étalages hétéroclites et pourtour (à l'exception du rayon épicerie, mais qui est cher) le supermarché, pas très engageant, n'en est pas moins très fréquenté. Dans un café voisin, des femmes boivent du thé, versé dans des verres, assises autour de

tables de camping. Pas de service en salle : les commandes se passent au comptoir.

Des 1 650 îles qui parsèment le lac Onega, la plus savoureuse est, sans aucun doute, celle de Kizhi, longue de 7 kilomètres et large de 1,5 kilomètre. Placé sous la protection de l'Unesco, bercé par le cri des mouettes, Kizhi, petit village fantôme entièrement composé d'isbas du XVIII<sup>e</sup> siècle, constitue en effet un véritable musée en plein air de l'architecture en bois. Maisons de rondins assemblés par encoches et sans aucun clou, cabanes de bain, érigées au bord du lac et qui servaient de sauna, moulin, édicule en bois, véritable « chalet de nécessité »... A cent lieues des fastes

de la cour impériale, c'est toute la vie des paysans du XVIII<sup>e</sup> siècle qui se dessine ici en filigrane. Deux joyaux de l'architecture en bois, l'église de la Transfiguration (1714) et celle de l'Intercession de la Vierge Marie (1764), surplombent le site et lui apportent une touche très pittoresque. Sans doute est-ce l'effet des lamelles en tremble qui recouvrent les bulbes et, sous le soleil, leur donnent une couleur argentée.

Cap au sud, à présent. Sur les berges de la rivière Kovzha qui relie Onega au lac Blanc, les maisons de chasse des anciens dignitaires du parti ont été reconverties en résidences touristiques. L'eau brunâtre charrie de la tourbe. Des centaines de stères de

bois, soigneusement empilés, bordent le cours d'eau. Sur la rive, des enfants font des signes de la main aux bateaux. Subrepticement, derrière les isbas vert amandées, surgissent les barres incongrues de HLM. A Goritzky (littéralement, « petite montagne »), terre d'exil des épouses des tsars et gracieuse bourgade, des échoppes rudimentaires proposent, pêle-mêle, esquimaux, biscuits, thé, vêtements, savon... Dans les environs, le monastère de Kirill, hant lieu de pèlerinage des tsars russes, vaut le détour, ne serait-ce que pour une très belle collection de deux mille icônes.

Fleuve au cours paisible, la Shkshna se jette dans la Volga, via le réservoir de Rybinskoye, mer artificielle construite en 1940 et réputée tout autant pour son barrage hydroélectrique que pour les poissons qui y prospèrent : sandres, brochets, carpes et saumons. Plus long fleuve d'Europe (3 700 kilomètres), la Volga irrigue un paysage très verdoyant de pâturages et de prairies.

Sur ses berges, la ville d'Ouglitch ob.-en-1581, mourut à dix ans, Dimitri, le fils d'Ivan le Terrible. C'est à sa mémoire que fut érigée, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, l'église de Dimitri-sur-le-Sang, célèbre pour ses bulbes bleus étoilés d'or. A l'intérieur sont exposés le brancard utilisé pour transporter l'enfant et la cloche qui sonna le tocsin. Aujourd'hui, les habitants d'Ouglitch paraissent vivre au rythme de l'arrivée et du départ des bateaux de croisières qui y déchargent leur cargaison de touristes. L'allée ombragée qui relie l'embarcadere à la ville est devenue aujourd'hui le théâtre d'un drôle de marché où tout est à vendre : bouquets de lilas ou de pissenlits, montres, champagne et poupées russes !

Inauguré le 15 juillet 1937, le canal de Moscou relie, sur 128 kilomètres bordés de peupliers, de trembles, de chênes et de sapins, la Volga à la Moskova. Des berges du canal sont très prisées des Moscovites qui, dès les premiers rayons de soleil, viennent s'y faire bronzer. Dans la banlieue de Moscou, la façade d'un immeuble décorée d'un cow-boy estampillé Marlboro préfigure la débâcle publicitaire qui a envahi la capitale. Rien ne semble devoir résister à cette vague, pas même les wagons du fastueux métro moscovite, balafrés d'affichettes à la gloire de McDonald's. Un phénomène qui laisse perplexes l'étudiant qui nous sert de guide : « Maintenant, nous avons des embouteillages, des publicités et des banques dans toutes les rues. C'est bien ? »

Philippe Baverel

## Carnet de bord

■ **REPÈRES.** La vie à bord du *Michail-Lomonosov* n'est pas très conviviale : mis à part un spectacle indigent le dernier soir, aucune activité culturelle n'est prévue. Dieu sait pourtant que les longues heures de croisière seraient un moment privilégié pour (re)découvrir le cinéma soviétique. Ne partez pas sans quelques bons ouvrages de littérature russe. Bars sans ambiance, à tous les niveaux, offrant de vastes panoramas. Bureau de change à bord. Des cabines aux lits étroits pour un confort standard. Très abrupts, les escaliers ne sont guère adaptés à la clientèle, âgée, des croisières. Côté table, les gourmets seront déçus : on regrette de ne pas goûter à la gastronomie russe, grande fierté du voyage. Au menu, une cuisine internationale simple et pas très variée, pauvre en légumes et fruits frais. La bouteille d'eau minérale de 33 cl est facturée 12 F, alors qu'il n'y a pas d'eau potable à bord. Ne comptez pas vous reposer sur le

bateau : réveil en fanfare à 7 heures du matin, même les jours sans excursion, sur des airs de french-can-can et autres musiques enlaidies, avec annonce du programme de la journée en plusieurs langues. De quoi surmonter sur sa couche, en se demandant si on n'a pas embarqué pour une croisière orwellienne coraqué par Big Brother. Cela dit, les paysages russes sont très beaux à l'heure du matin.

■ **VOYAGISTES.** Cette croisière est vendue par Athenaeum (tél. : (1) 42-56-55-00), Intour France (2, rue Meyerbeer, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-47-40), Kuoni (tél. : (1) 42-65-29-09) et dans les agences de voyages. Compter de 8 650 à 12 670 F pour 11 jours, tout compris (vois Aeroflight Paris-Saint-Petersbourg et Moscou-Paris, pension complète et forfait excursions) selon la date et le type de cabine. Supplément de 1 500 F par vol Air France. Une règle d'or : préférez les bateaux de petite capacité. Des croisières similaires mais à bord d'autres bateaux sont proposées par Clio (tél. : (1) 52-68-82-82), qui

embarque sur la *Constantin-Péline* ou le *Matkovski* (12 jours, 9 450 F), Galic Croisières (tél. : (1) 45-53-20-50) sur le *Dostoevski*, entièrement « français » (8 jours, 4 730 F), Navy Club (tél. : (1) 48-04-76-20) sur le *Leonid-Sobolev* (12 jours, 7 850 F), Nouvelles Frontières (tél. : 36-33-33-33) sur le *Boichol*, 26 cabines (12 jours, 6 000 F), la Procure Terre Entière (tél. : (1) 44-39-03-03) sur le *Leonid-Sobolev* pour un circuit très complet (15 jours, à partir de 12 000 F), Scandicours (agence) sur le *Nicolaï-Tchernichovski* (12 jours, 10 250 F, 15 jours, 11 320 F), Transours (agences de voyages) sur le *Nijni-Novgorod* (12 jours, 7 850 F) et Voyageurs en Russie (tél. : (1) 42-86-17-90) sur le *Siebiel-Nochi* (12 jours, 7 850 F), tous ces tarifs s'entendant par personne, en cabine double. La boutique des croisières (76, rue Talbot, 75009 Paris, tél. : (1) 40-16-99-98) est à même de renseigner sur l'ensemble de ces propositions.

■ **LECTURES.** Les Guides Bleu Saint-Petersbourg et Moscou (Hachette). A Moscou et à Saint-Petersbourg (Visa, Ha-

chette). Profitez de cette navigation pour découvrir des œuvres russes capitivantes et peut-être moins connues : *Récits de P. Petersbourg*, de Nicolas Gogol ; *Des hommes intéressants*, de Nicolas Leskov ; *Les Récits de Bielkine* et *Le Cavalier de bronze*, de Nicolas Pouchkine ainsi que *Enfance, Adolescence, Jeunesse*, trilogie autobiographique de Léon Tolstoï (Ombres).

■ **MUSIQUE.** Se laisser pénétrer par le subconscient de l'âme russe en écoutant *La Vie pour le tsar*, de Mikhaïl Ivanovitch Glinka, direction Igor Markevitch (EMI) ; la symphonie n° 7 *Leningrad*, de Dimitri Chostakovitch, avec le Concertgebouw d'Amsterdam dirigé par Bernard Haitink (Decca) et le *Concerto pour piano n° 3*, de Serge Rachmaninov interprété par Martha Argerich au piano, orchestre radio-symphonique de Berlin, direction Claudio Chailly (Philips).

■ **RENSEIGNEMENTS.** Consulats de Russie (40, boulevard Lannes, 75116 Paris, tél. : (1) 45-04-05-01) pour la délivrance du visa (une semaine, 275 F).

## ESCALES

■ **LE RHIN.** Compagnie-phare, la KD (Köln Düsseldorf), représentée en France par Croisrhin. A noter, la remise en service, le 28 août, au départ de Cologne, du *Goethe*, un très beau navire à aubes de 1913, entièrement rénové. Parmi les grands classiques, un itinéraire de Rotterdam à Strasbourg, à bord du *MS-Austria* : autour de 2 400 F de port à port pour 5 jours/nuits. En version haut de gamme, une croisière de Cologne à Bâle, à bord du *Deutschland* : à partir de 3 900 F, port-port, 5 jours/4 nuits. Propositions originales et tarifs séduisants chez Alsace-Croisières qui, de mai à octobre, programme des week-ends sur le Rhin (départ de Strasbourg, escales à Rudesheim et Coblenz) à partir de 1 395 F. Enfin, chez Europe Cruise Line (Navy Club), plusieurs itinéraires à bord du confortable *Rhine-Princess* : 6 jours, à partir de 4 470 F. A signaler également des circuits combinés tels que celui des « Quatre fleuves » (chez Navy Club) qui, pour la première fois, associe le Neckar, le Rhin, la Moselle et la Sarre : une semaine de Bad Wimpfen à Dillingen, à partir de 5 850 F, port-port.

■ **L'ELBE.** On y programme, d'avril à octobre, de belles croisières entre Lihomerice (Prague) et Lauenburg

(Hambourg). Au menu, séjour à Prague et visite de Dresde, Meissen, Wittenberg, Berlin et Potsdam : environ 5 900 F pour un circuit de 7 jours/6 nuits, à bord du *MS-Clara-Schumann* de la KD.

■ **LE DANUBE.** Plusieurs compagnies y programment des croisières, de mars à octobre. Mentionnons l'arrivée du *Wilhelm-Tell* (de la KD), qui offre un excellent rapport qualité/prix : 7 jours/6 nuits, de Nuremberg à Vienne, à partir de 5 855 F, port à port. Chez Alsace-Croisières, le produit vedette est baptisé « A la rencontre de Sissi » : 6 jours pour 4 550 F avec départ de Strasbourg pour Passau et escales à Vienne et Budapest, retour en avion. Confort et tarifs abordables également à bord des *MS-Rousse*, *Deftstar* et *Volga* (Peter Deilmann/Navy Club) : compter de 5 000 F à 6 000 F par semaine, de port à port, au départ de Passau. Les adeptes du haut de gamme opteront, chez les mêmes prestataires, pour le *Donauprincessin* (une semaine à partir de 6 375 F de port à port) ou le superbe *M/V-Mozart*, le plus grand navire fluvial mis en service à ce jour et qui propose 8 jours de croisière à partir de 7 215 F auxquels s'ajoute un forfait avion Paris/Paris à 2 290 F.

■ **LES COMBINÉS.** Signalons l'itinéraire que Navy Club propose, à bord du nouveau et très confortable *Blue-Danube*, entre Berchling (au sud de Nuremberg) et Budapest. Mais la seule grande croisière trans-européenne via le canal Main-Danube est programmée par Alsace Croisières, de Strasbourg à Budapest : 13 jours, 8 000 F, vol Budapest/Strasbourg inclus.

■ **ADRESSES.** Toutes ces croisières sont en vente en France, dans les agences de voyages. Les prix indiqués s'entendent par personne, en cabine double extérieure la plus abordable, pension complète, taxes et assurances incluses. Parmi les compagnies et voyagistes, citons Athenaeum (Danube et Volga, tél. : (1) 42-56-55-00), Croisrhin/KD (Rhin, Elbe, Danube et Volga, tél. : 42-61-30-20), Galic Croisières (Rhin, Danube et Volga, tél. : (1) 45-53-20-50), Le Temps Retrouvé (Rhin, Danube et Volga, tél. : (1) 40-16-46-32), MSR (Danube, tél. : (1) 43-27-61-57), Navy Club (Rhin, Danube et Volga, tél. : (1) 48-04-76-20) et Terrien (Rhin, tél. : (1) 46-13-55-55). Pour les croisières sur la Volga, se reporter au carnet de bord du reportage publié ci-dessus.

Michèle Valandina

**Le voyage culturel a un nom, un seul... Clio**

15 000 voyageurs ont fait confiance à notre agence en 1995.

Profitez des exceptionnelles expositions Guya à Madrid, Valaion à Martigny, le Trésor de Priam à Moscou, les peuples d'Ethiopie à Terracene, l'harmonie des origines à Nantes pour rejoindre, vous aussi, l'univers de Clio.

Les villes-musées européennes où abondent de véritables trésors sont proches par la distance, mais peuvent cependant rester inaccessibles à bien des égards si vous n'êtes pas accompagnés dans ce foisonnement culturel par un conférencier pétri d'art et d'histoire.

Nous avons conçu pour vous des programmes de visites très complets, à Prague, Vienne, Saint-Petersbourg, Florence, Sienne, Rome, Venise, Naples, Madrid, Tolède, Bruges...

**Demandez notre catalogue de circuits 1996**

34 rue du Hameau - 75015 PARIS  
Tél : (1) 53 68 82 82 - Fax : (1) 53 68 82 60.  
12 rue Bossuet - 69006 LYON Tél : 79 52 61 42  
45 rue de la Par - 13001 MARSEILLE Tél : 91 54 02 13



سكنى من الامل

ÉCLUSES

V

# La Suède au fil des champs

De la mer du Nord à la Baltique, à bord d'un vénérable steamer blanc

**STOCKHOLM**  
de notre envoyé spécial  
Le Göta Kanal découpe, dans sa largeur, une Suède bucolique où se succèdent champs de colza et de tournesol, allées de chênes, forêts de bouleaux et lacs piquetés d'îles. Un décor sur mesure pour le *Wilhem-Tham*, un charmant steamer blanc qui, en dépit de son âge vénérable (il a été lancé en 1912), se porte comme un charme. A l'image du *Diana* et du *Junö*, les deux autres bateaux à vapeur de la compagnie du Göta Kanal, amoureusement bichonnés par Britmar Brax, un petit bout de femme énergique qui, en 1986, a succédé à son père et refusé de céder le contrôle de la société familiale, créée en 1869, à des capitaux étrangers.



Entre deux écluses, le Wilhem-Tham reprend son souffle

A chaque départ de Göteborg, c'est elle qui veille à la bonne marche des opérations, offrant des fleurs aux passagers et sachant, par leurs péronnes, chacun des membres de l'équipage. A trois reprises, sa petite flotte a failli être désarmée. D'abord au moment de la deuxième guerre mondiale, en 1939, ensuite en raison d'une gestion approximative, en 1957, enfin au début des années 80, quand la clientèle se mit à bouder les navires sans piscine ni télévision. La chance du *Wilhem-Tham*, du *Diana* et du *Junö* aura été de naître suédois. Aucun peuple européen, en effet, à l'exception des Anglais, ne paraît aussi rétif aux caprices de la mode. Et si les trois steamers ont accepté de faire quelques concessions au progrès (notamment dans le domaine des télécommunications), ils sont restés, contre vents et marées, fidèles à un style de croisière et à un certain art de vivre. Une fidélité appréciée de la population, à l'image de ce villageois de Borenberg qui, pour sauver le *Wilhem-Tham*, sort sur le pas de sa porte avec son violon. Une tradition qui se perpétue depuis 1894. A l'époque, les bateaux à aubes s'y arrêtaient pour la nuit et les habitants du village les gratifiaient d'un concert donné sur le chemin de halage. Ainsi, la croisière programmée aujourd'hui est-elle anacronique, en tous points, à celles organisées voici près d'un siècle.

Le deuxième jour, se profile en pleine campagne le manoir blanc de Halmatorp où Balzar von Platen, le père du Göta Kanal, devait établir son quartier général. Un peu plus tard dans la journée, près d'un château rouge aux allures de forteresse, le *Wilhem-Tham* jette l'ancre au milieu d'antiques voiliers, le long des quais de Vadstena. Une cité médiévale de 5 000 habitants qui, elle non plus, n'a guère changé au fil des siècles avec ses ruelles pavées bariolées par les fantômes de Gustav Vasa (il fit de ce lieu le centre de la Réforme en Suède) et de sainte Brigitte, fondatrice de l'ordre du Saint-Sauveur. Non loin de cet ancien fief royal, on peut voir, à Rök, le plus ancien

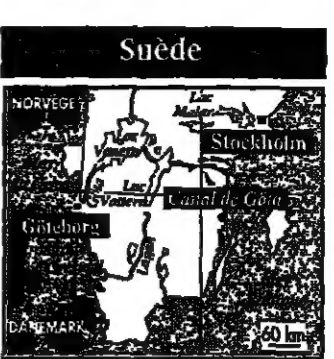
vestige littéraire du pays, une pierre runique datant du IX<sup>e</sup> siècle. La journée s'achève avec la découverte, sur les bords du lac Vättern, de Motalla dont Platen imagina l'original tracé en éventail et dont la position stratégique explique la croissance et la prospérité. Son nom, qui signifie « lieu de sacrifices à la croisée des chemins », rappelle la présence des Vikings, à l'ère païenne. L'été, quand le soleil refuse de se coucher, on peut marcher jusqu'à la tombe de Platen, un simple monolithe de granit dressé, ainsi que le relevait le poète suédois Esaias Tegner, « près des vagues qu'il a lui-même créées, sur la rive qu'il a lui-même construite ».

Le lendemain matin, le canal file au milieu des roseaux, entre des rangées de platanes. Des paysages apparemment silencieux sauf pour les Suédois dont l'amour de la nature est plus qu'un mode de vie, une véritable religion. Peut-être convertis en alexandrins avec les plantes, à la manière de Carl von Linné, l'une des gloires nationales. Re tour aux sources. A cette communion spirituelle avec les éléments naturels qui, jadis, expliquaient le monde à leurs ancêtres. Une nature qui, pour leurs descendants, semble toujours habitée par une présence divine. En Suède, le paysage reflète les états d'âme. On appelle cela le *såmning*.

Si une croisière fluviale vaut par la quantité et la qualité des écluses qu'elle doit franchir, celle du Göta Kanal en est, assurément, la quintessence. Avec ses 65 ouvrages répartis tout au long de ses 190 kilomètres (92 mètres de dénivellation), elle n'est pas, en effet, avare de sensations. Même le capitaine Göran Olsson, ancien capitaine, autrefois aux commandes de pétroliers géants, prend un évident plaisir à caser son navire dans leurs limites

étroites. Et lorsque le steamer se hisse lentement jusqu'au niveau de la maison de l'éclusier (qui, accompagné par son chat noir, se rend d'écluse en écluse au volant d'une grosse Mercedes), une véritable jubilation s'empare de l'assistance. Une fois la porte ouverte, l'équipage détache les

amarres et le *Wilhem-Tham* poursuit sa route jusqu'au prochain obstacle. Si, aujourd'hui, des installations hydrauliques actionnent l'ouverture et la fermeture des lourdes portes des écluses, celles de Borenberg et de Tatorp sont toujours actionnées à la main. Le troisième jour,



une quinzaine d'écluses, situées entre Borenberg et Berg, permettent de relier le lac Vättern à celui de Roxen, sanctuaire ornithologique réputé. Une véritable course d'obstacles qui exigera une demi-journée de labeur. A Borenberg, les passagers auront le temps de visiter le musée local du jouet et d'apprécier le charme d'un pittoresque établissement, le Göta Hotel. A l'écluse de Hedan, le navire continue seul sa route, invitant ses passagers à une agréable promenade le long du canal, jusqu'à l'église de Vreta et aux ruines du plus ancien monastère suédois. Retour à bord pour, à Berg, amorcer la descente vers le Roxen, véritable escalier d'écluses dont les quinze sas datent du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Assurément, l'attraction majeure de la croisière. A la belle saison, la foule se presse pour observer steamers et voiliers descendre de 57 mètres en un peu plus d'une heure.

L'arrivée à Mem marque l'entrée sur la Baltique que le *Wilhem-Tham* traversera pendant la nuit. A l'aube du quatrième jour, on franchit le canal de Södertäl qui relie la Baltique au lac Mälaren à Stockholm. A l'approche de la capitale, le lac, soudain, s'anime. On longe l'île de Birka où les Vikings devaient ériger la première ville du pays. L'arrivée est proche. Baigné de soleil, le campanile de l'hôtel de ville paraît sortir d'un tableau de Turner. L'élégant édifice, qui monte la garde à l'entrée de la ville, évoque un Stockholm édifié au XIII<sup>e</sup> siècle.

Le *Wilhem-Tham* s'amarre à l'île de Riddarholmen, à côté de l'ancien yacht de Barbara Hutton transformé, aujourd'hui, en hôtel flottant. Après trois jours et demi sur un petit nuage, les passagers semblent peu pressés de quitter le navire. Grande est alors la tentation d'embarquer de nouveau. Pour revivre, dans l'autre sens, les plaisirs de cette croisière pas comme les autres.

Jonathan Farren

## Que diriez-vous de passer votre prochain week-end en compagnie de fins gastronomes?



A trois petites heures de Paris, retrouvez ces foyers conviviaux qui illustrent depuis des siècles, l'éternelle joie de vivre d'un pays incomparable : la Flandre Belge. De Bruges à Gand, d'Anvers à Bruxelles, découvrez ces Villes d'Art magnifiques et chaleureuses où tout exalte la fête. Savoureuse cuisine pour bonnes fourchettes dans les brasseries typiques peintes jadis par Jordaens.



Bruegel... Fines dentelles et gourmandes traditions gastronomiques, mais aussi appétit culturel devant l'abondance des expositions, des spectacles, des festivals... Pour découvrir ce pays heureux de vivre qui fête en 1996 le Centenaire de la Bande Dessinée, demandez nos brochures gratuites. Vous y trouverez des idées de week-ends à des prix très alléchants.

### LA FLANDRE BELGE

Si différente et si proche



Retournez ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessous. Vous recevrez gratuitement le guide "Le Pays Flamand de vos vacances" et la brochure "Villes d'Art de Flandre", tous sauront tout sur une incroyable palette de week-ends culturels, festifs, gastronomiques, de détente... à savourer en amoureux, en famille, entre amis.

Demandez les 2 guides gratuits et très complets.

Office Belge de Tourisme - 21, boulevard des Capucines - 75002 Paris - 3615 BELGIQUE (+23 F mci)

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_

### Carnet de bord

■ VOLS. SAS (tel. : 01 53-43-25-25 à Paris) : 4 vols quotidiens Paris-Stockholm et un vol quotidien direct Paris-Göteborg, l'un et l'autre à partir de 1790 F. AIR France (tel. : 01 44-08-24-24) : 3 vols quotidiens directs Paris-Stockholm et un vol quotidien direct Paris-Göteborg à partir de 1790 F. Taxi à l'aéroport de Stockholm : 450 F ; à Göteborg, 300 F. Bus : respectivement 40 F et 30 F.

■ CROISIÈRES. Du 15 mai au 12 septembre, trois authentiques steamers - le *Junö* (1874), le *Wilhem-Tham* (1912) et le *Diana* (1891) - embarquant soixante passagers pour des croisières de 4 jours (au départ de la Suède, à partir de 4700 F) de Göteborg à Stockholm ou vice-versa. Chaque cabine, de la taille d'un appartement de wagon-lit, avec lavabo et lits superposés ; douches et toilettes sur le pont principal et supérieur. Après de Scandnavor (tel. : 01 45-61-65-00) et Bennett Voyages (tel. : 01 48-01-67-77). A partir de 6 670 F (cabine à 3 lits) ou 7 570 F (2 lits).

■ HOTELS. Stockholm. Le Melandrottningen, un ancien paquebot de la millénaire américaine Barbara Hutton (550 F). Tre Sma Rum, délicieux 8 à 8 de 5 chambres (300 F). Au cœur de la vieille ville, le Lord Nelson (800 F), le Lady Hamilton (850 F) et le Victory (1 000 F), trois établissements de charme. Göteborg. Le Novotel, dans une ancienne brasserie, vue superbe sur le port

(500 F) ; le Eggers, un des plus vieux hôtels de Suède, en face de la gare, ambiance rétro (500 F) ; le Viking, magnifique trois-mâts de 1907 ancré devant l'Opéra, aux cabines art nouveau (450 F).

■ VOIR. Stockholm. Le Musée Vasa abrite le plus puissant navire de guerre jamais construit en Scandinavie. Le Musée maritime possède le seul bateau viking découvert en Suède, belle collection de maquettes des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Jolies excursions pour Birka, la grande ville viking située sur une île, et pour l'archipel et Sandhamn. De vieux steamers, à bord desquels on dîne, naviguent vers de vieux manoirs pour des concerts de musique classique (juin à mi-oct.). Göteborg. Le Centre maritime : treize valsesaux dont un sous-marin, un bateau-pompe, un bateau-phare et un quatre-mâts ; le Musée maritime ; Hagä, le quartier des matelots créé, au XVIII<sup>e</sup>, par la reine Christine.

■ RENDEZ-VOUS. Stockholm. Le 5 juin, Archipelago Boat Day, les navettes fluviales se rendent dans la charmante ville de Västholm pour une série de festivités. Le 30 juin, départ, à Sandhamn, de la Gotland Run, la plus grande régate de la Baltique. Du 5 au 8 juillet, Jazz & Blues Festival, sur une île et au bord de Peau. Göteborg : le 19 août, régates dans l'archipel.

■ LECTURES. Guide Suède (Encyclopédie du voyage, Gallimard). En Suède (Vita Hachette) et Suède (Le Petit Futé).

■ SYNFORMEL. Office suédois du tourisme : 11, rue Payenne, 75003 Paris (tel. : 01 42-72-58-77).



# Mon cottage en Angleterre

## Quand le patrimoine se montre hospitalier

**DEVON**  
*de notre envoyée spéciale*

Rien de plus anglais qu'un vieux cottage au toit pentu, blotti sous une houpelande de chaume et caché derrière sa haie. Avec un rosier grimpant sur la façade et, au-dessus de la cheminée, un panache de fumée. Ceux que loue le National Trust sont, le plus souvent, situés au cœur d'un des grands domaines privés par cette originale association. Protégée, voilà la protection des moments historiques et des sites naturels d'Angleterre, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord. Partir à la découverte de ce patrimoine, c'est évoluer dans des décors intemporels, dignes des *Vestiges du jour ou de Raison et Sentiments*.

Encore faut-il, pour accéder aux locations proposées, suivre scrupuleusement les indications que l'on vous a, opportunément, communiquées. Pour Combe Cottage, par exemple, dans le Devon, on ira, avant 18 heures, retirer les clés au garage de Homs Cross. Puis on tournera à droite, derrière l'auberge du Red Lion. Après quoi, on veillera à refermer soigneusement les barrières derrière soi afin d'éviter que vaches et moutons ne s'égarant dans la nature. Un chemin si serpente entre les arbres, une clairière, un panneau de bois indiquant la bonne direction, un petit mur couvert de lierre, une grille ouverte et voilà la maison, posée sur une terrasse étroite, dans la pente boisée. Dehors, les odeurs de terre humide se mêlent aux senteurs iodées venues de la mer voisine. A l'intérieur, l'Angleterre se au rendez-vous avec le gros poêle de fonte noir, le salon très cosy, les deux confortables fauteuils encadrant la cheminée et, trônant dans la cuisine, l'incantable bouilloire électrique. Sans oublier, dans le frigo, un petit pot de *clotted cream* dont on tartinera les toasts.

Egalement dans le Devon, Arlington Court, une *Grand House*

**Bow Cottage**, situé sur le domaine Holnicote, dans le Somerset

érigée au début du XIX<sup>e</sup> siècle et laissée au Trust par Miss Rosalie Chichester. On peut y loger mais aussi s'y initier aux subtilités de la conduite d'un atelage, en compagnie de Michael Laar, expert dans l'art de manier le fouet sans se servir de son ponce. Sans oublier, au terme de la balade, de bouchonner *Bramble*, le cheval favori du maître des lieux. Au sud de la Cor-nouailles, au bord de la rivière Helford, Quay Cottage est une austère maison de pierre grise situê dans le hameau de Durgan (une quinzaine de maisons), au bout d'une vallée transformée, au siècle dernier, en un superbe jardin. Outre ses magnolias, ses rhododendrons, ses fougères et ses mousses, Glendurgan est surtout réputé pour son étonnant labyrinthe de lauriers, planté en 1820 par une famille quaker qui avait décidé de faire de cet endroit béni par le Gulf Stream, un paradis sur terre. En 1962, Philip Fox, son dernier propriétaire, devait léguer le jardin au Trust, la famille conservant toutefois le droit d'habiter les lieux.


Sur l'Isle of Purbeck, s'étendant l'une des vastes propriétés du Trust (prairies à perte de vue où paissent des poneys) qui, dans la région, veille également sur Studland Beach et sur les somptueuses falaises blanches de Old Harry Rocks. Dans le Dorset, Isolation Cottage, près du château de Corfe, est un pavillon utilité jadis pour la quarantaine. Sa façade est recouverte de bois noir par l'eau et par le temps tandis que l'intérieur a été décoré, presque tout, par Laura Ashley. Ici, comme dans chaque cottage, ouvrages et guides sur la région occupent les étagères. Dans l'entrée, un livre d'or attend les commentaires des visiteurs de passage. Dans le village, un *tea-room*, également géré par le National Trust, régale les gourmands d'un irrésistible *clotted cream tea* accompagné de *muffins*.

**Elisabeth Schreier**

# INVITATION AU VOYAGE

**SUPER EVASION RÔME EN TRAIN**  
Départ jeudi, retour dimanche  
Hôtel 2\*\* à partir de 1 410 F  
*Nos prix comprennent : train A/R 2<sup>ème</sup> classe,  
couchette A/R, logt 2 nuits chambre double petit déjeuner inclus.*

**SUPER EVASION FLORENCE EN TRAIN**  
Départ jeudl, retour dimanche  
Hôtel 2\*\* à partir de 1 440 F  
*Nos prix comprennent : train A/R 3<sup>ème</sup> classe, couchette A/R,  
logt 2 nuits chambre double petit déjeuner inclus.*

 **cit**  
Maison d'Accueil Service

Tél : 44 51 39 27  
Minitel 3615 : Cit Evasion

100% TOUT PAYS

**ICELANDAIR**

**NEW-YORK - WASHINGTON**  
à partir de **2395 F**

**BOSTON - HALIFAX**  
à partir de **2020 F**

TEL. 55 51 40 51 90

**VOIES INFORMATION 1-800-361-5 ICEAIR**

© 1997 Icelandair Ltd. Reykjavik, Islande

**★ A LOUER ★**  
**POUR CROISIÈRES FLUVIALES**  
Péniche de luxe avec son équipage  
Séjours à la carte.  
Prix très raisonnables  
**Appelez le 69.52.26.39.**

**Vivez un été...  
juste vêtu de soleil**  
**VACANCES NATURISTES**  
**Tél : (1) 48.24.74.74**  
**Voyages UTA NATUNION**

**HOTEL ASTORIA**  
**A-6080 IGLS-Innsbruck**  
 Chambres confortables avec Sat-TV,  
 balcon-sud, bain/wc, piscine-couverte.  
**DEMI-PENSION 300 à 350 F**  
 de début mars au fin d'octobre  
 ☎ 1943.512.377481  
 Fax: 1943.512.37748144

**LOUEZ UN BATEAU**  
360 kms de rivières  
(sans permis de conduire)  
3 - 4 - 7 - 10 - 14 jours  
DEMANDER NOTRE  
DOCUMENTATION  
**EN AVRIL**  
**20% DE REMISE**  
VETUS RENTABOAT - La capitainerie  
71350 VERDUN SUR LE DOUBS  
TÉL. : 85.91.97.97 - FAX : 85.91.98.00

**VOYAGEZ JUSQU'A -50%  
TOUTES DESTINATIONS**

**VOLS - SÉJOURS - CIRCUITS - GROUPEMENTS**

Ex: 1 semaine croisière Égypte, Val A/R +  
Bateau 55 pers. comp. = visites 2 990 F  
Ex: Los Angeles 1 semaine = 4 600 F

Ex: 1 semaine Cameroun : val A/R + Hôtel 3\*  
+ transfert Aéroport = 2 150 F

Ex: 1 semaine Sicile : val A/R + Hôtel 3\*  
+ transfert Aéroport = 2 150 F

Infos 7/7 34-2424 3617 **MAXIPROUD**

Consultez nos prospectus de dernière minute  
de 1 à 15 jours du départ sur 3617 UMEDIA

**PROMOTIONS SKI :**  
sur Hivada, location, skibus, appartements

**STATIONS ALPES :** 04 38-73-74-04-05

**3617 PROMOSKI**  
Pensilven 04 38-73-74-04-05

**ICELANDAIR** 

**ISLANDE**

VOL RÉGULIER A/R  
à partir de

**2 650 F**

WEEK-ENDS 3 150 F  
Fly Drive 3 720 F  
ISLANDE DU SUD 5 150 F

Tél. 44 51 60 51  
ou

**3615 ICEAIR**

248 Fax: 44 0332

**AUBERGE  
LA CLÉ DES CHAMPS**  
ANN LOGIS DE FRANCE  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD  
Tél : 53.29.95.94 - Fax : 53.28.42.96

**36  
17 VAC 2000**  
**VOLS DÉGRIFES A/R**

✱ Londres	560 F	✱ Antilles	1800 F
✱ Malaga	790 F	✱ Dakar	2190 F
✱ Vaise	1080 F	✱ Rimouski	2990 F
✱ New York	1690 F	✱ Bangkok	2810 F
✱ Montréal	1750 F	✱ Pékin	4120 F

**SEJOURS & LOCATIONS**

**Directours.**

**EXCEPTIONNEL  
VACANCES PÂQUES**

Depart 122, retour 29 matin

- **NEW YORK : 2 950 F**  
Vol + 6 nuits hôtel\*\*\* Manhattan  
base 4. Base 2 = + 400 F. Base 2 = + 1000 F.
- **NEW YORK + NIAGARA  
+ PAYS AMISH : 2 990 F**  
Vol + hôtels\*\*\*/+\*\* voiture Hertz  
km illim., assurance incl. Base 4.  
Base 3 = + 250 F. Base 2 = + 750 F.
- **NEW YORK + WASHINGTON  
+ PHILADELPHIE : 2 790 F**  
Vol + 3n. New-York + 2n. Wash.  
+ 1n. Phil. hôtels\*\*\*/+\*\* voiture Hertz  
km illim., assurance incl. Base 4.  
Base 3 = + 350 F. Base 2 = + 950 F.

**Autres dispos : MALTE,  
CRETE, GRECE, TUNISIE.**

ROCHURE SUR DEMANDE  
SU 1 45 25 25 25 ET A LYON 76 45 90 40  
DIRECTEURS :  
90, av. des Champs Elysées  
3615 DIRECTOURS (1/27/m) Audiotel 36

**DÉGRIFTOUR**  
**Thaïlande**  
 Circuit Triangle d'Or  
 8 Nuits en Hôtels 3\* et 3+ sup. Pension  
 complète (sauf Bangkok). Départ de Paris.  
 5050 F 7210 F  
**Grand Comore**  
 7 Nuits en Hôtel 4\* - 1/2 pension.  
 Départ de Paris ou Nice  
 7120 F 10650 F  
 Paris/Singapour  
 Vols réguliers A/R  
 3850 F 5500 F

**ANY WAY**  
V O Y A G E S

**VOLS SECS**

- New-York: 1 980 F\*
- Montréal: 1 780 F\*
- Los Angeles: 2 890 F\*
- Miami: 2 690 F\*
- Antilles: 2 110 F\*
- Jakarta: 3 950 F\*

**SÉJOUR**

- Hôtel 4\*\*\* & Ball - Indonésie  
6 900 F/10 jours, vols compris

\* À PARTIR DE ...

Tél.: 40 28 00 74

**3 6 1 5 ANYWAY**

*Pour revivre  
la simplicité des choses*

**Vous voyagez ? ...votre banque voyage avec vous !**

**3617**

**AFB1**

Toutes les implantations des banques françaises dans le monde, plus de 1000 adresses dans 120 pays...

**Rubrique 4**

**«Banques françaises dans le monde»**

**AFB diffusion**

**18, rue La Fayette 75009 Paris**

**Notre prochain rendez-vous «LE MONDE VOYAGES» :**  
**Terres d'Autriche, le vendredi 10 daté 11 mai**  
**et Terres d'Amérique, le vendredi 31 mai daté 1<sup>er</sup> juin.**  
**Contactez Guillaume Drouillet : 44.43.77.36**



# La cité de la soif

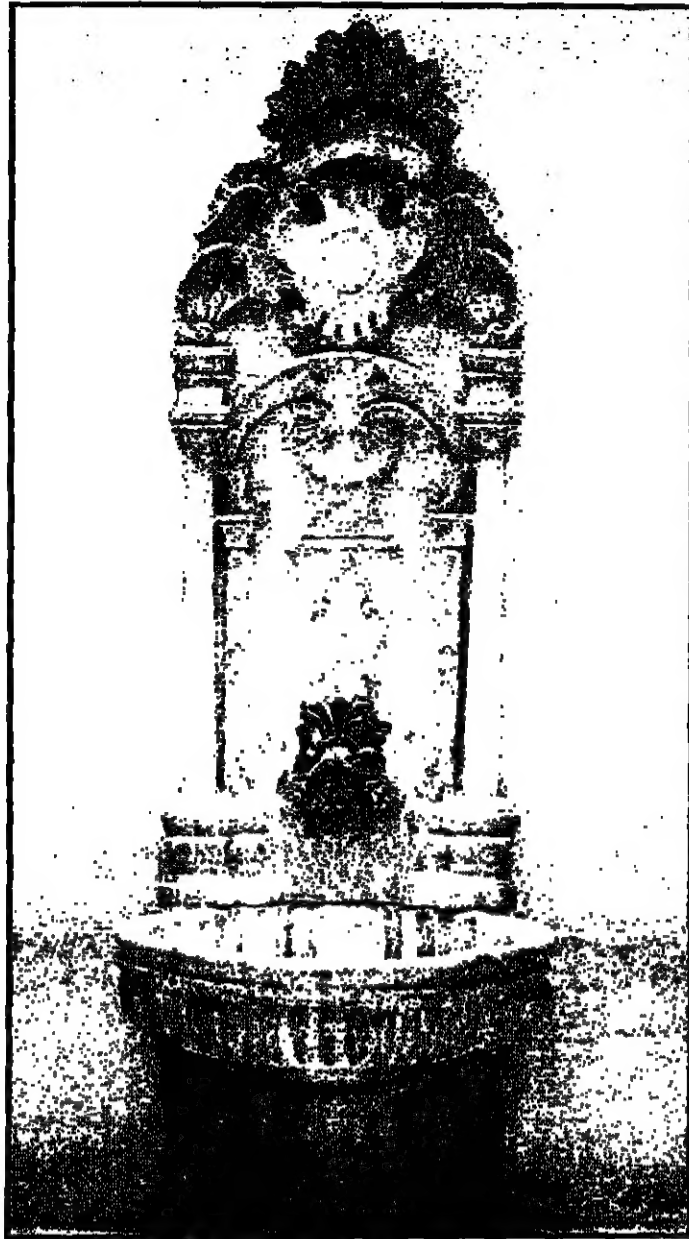
Depuis seize siècles, Istanbul, ville sans eau, s'ingénie à remédier à cette carence

## ISTANBUL

de notre envoyée spéciale.  
 Jour de pluie à Istanbul. L'averse-déluge gifle avec fureur les crépis élimés, dégringole en cascades le long des rues, s'engouffre en torrents impétueux dans les bouches d'égouts vite engorgées, se heurte à la bordure d'un trottoir, s'arrondit en flaque, en mare, en lac infranchissable. « Qui pourrait croire que cette ville manque d'eau », lance, hilare, un homme qui patiente sous un auvent en attendant que le ciel se vide de son trop-plein. Surprenant, mais vrai.

Istanbul, bâtie sur une péninsule aride balayée par les vents, est comme le désert. Sans eau. Il y a bien le Bosphore, mais il est salé et ne la désaltère pas. Quant aux sources, elles naissent loin, dans la forêt de Belgrade, à l'intérieur des terres, en amont de la Corne d'or. Grave préoccupation à laquelle, il y a déjà bien des siècles, les Byzantins ont été les premiers à être confrontés. En 330, l'Empire romain d'Occident est déjà si mal en point que Constantin, tournant son regard vers l'Orient, décide de transférer sa capitale à Byzance. Avec une impériale modestie, il la rebaptisera Constantinople. A peine installé, il fait procéder à de grands travaux, envoyant ses ingénieurs capter l'eau dans la forêt de Belgrade. A Rome, rien d'impossible. D'autant qu'en matière d'hydraulique leur savoir-faire n'était plus à prouver. Aqueducs et canalisations transporteront donc le précieux liquide jusqu'à la ville pour le distribuer dans de grandes citernes souterraines.

Mais la pénurie d'eau restera toujours sa faiblesse. Ainsi, lors des multiples sièges que lui imposèrent des vagues successives d'invasisseurs barbares, ce n'est pas la faim qu'elle craindra mais la rupture de ses aqueducs. Aux grandes citernes communales souterraines, et à celles que chaque demeure, chaque palais, chaque couvent était tenu d'entretenir dans ses fondations afin d'y recueillir les eaux de pluie, les empereurs byzantins ajoutèrent de grands réservoirs à ciel ouvert. De quoi stocker 1 million de mètres cubes d'eau ! Finalement, la capitale byzantine ne sera pas vaincue par la soif, mais par la force. Le 29 mai 1453, le sultan



PHOTOS ELIZABETH LEMNAIR

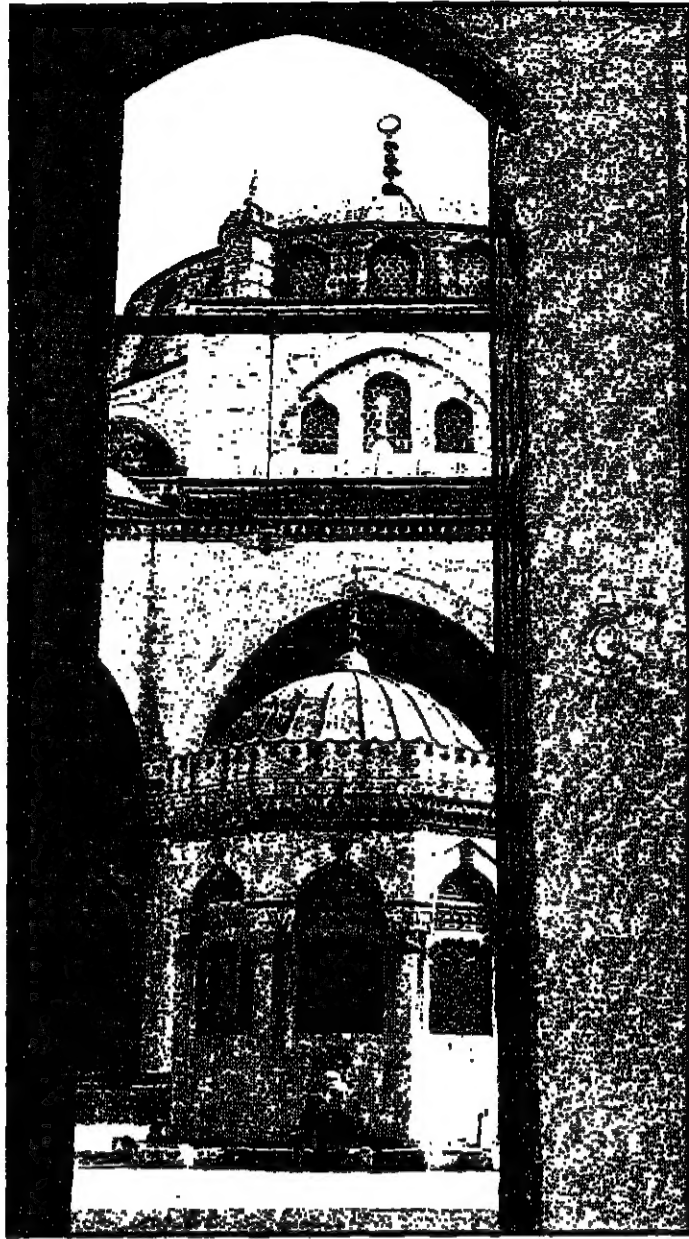
Les fontaines de marbre blanc, filigranes d'arabesques, de rinceaux et de fleurs sculptées en relief

Mehmet II s'empare de la cité. Un empire meurt, un autre naît. Si les Ottomans transforment les églises en mosquées, ils adoptent, en revanche, la sage gestion des eaux de leurs prédécesseurs. Mieux encore, le système de captation et de distribution sera restauré, développé et perfectionné par les générations de sultans qui se succéderont à la tête de la cité. A l'époque byzantine, il existait quatre de ces

énormes réservoirs, protégés par d'indétructibles murailles de près de 10 mètres de haut. Dans une ville où l'espace vaut de l'or, leur gigantisme aurait pu leur être fatal.

Pourtant ils sont toujours là. Mais vides. Le plus vaste, celui d'Aspar, dans le quartier de Karagümrük, loge confortablement un stade de football de 10 000 places. Les trois autres, Bonus, Moclus et Fildami, ont des allures de prairies envahies d'herbes folles. Grandeur et décadence. Quant aux milliers de citernes creusées dans les sous-sols de la seconde Rome, la plupart ont disparu, englouties sous des siècles d'urbanisme. Seules une vingtaine ont été exhumées à ce jour. On reste saisi par la splendeur architecturale de ces salles catacombares destinées à être noyées. On croirait des cryptes romanes. Yerebatan Saray, plus connue sous le nom de « citerne Basilique », pouvait emmagasiner 80 000 mètres cubes d'eau. Construite sous le règne de l'empereur Justinien (VI<sup>e</sup> siècle), ses proportions sont vertigineuses : 140 mètres de long, 70 de large, 8 de haut. Un déploiement grandiose de douze rangées de vingt-huit colonnes. Faites le compte, cela en fait 336 ! Une véritable forêt minérale. A la fin du siècle dernier, un marchand stambouliote s'y est découpé un entrepôt, retranchant d'un seul coup dix-huit colonnes à ce majestueux ensemble. Un acte iconoclaste qui n'a fait frémir personne.

Deux noms dominent le XVI<sup>e</sup> siècle, ceux de Soliman le Magnifique et de son ingénieur

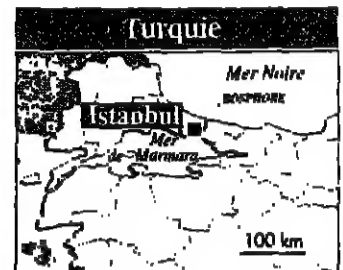


militaire et génial architecte, Mi'mar Sinan. C'est lui qui a bâti la Süleymaniye. Lui aussi que le sultan chargea de construire, en forêt de Belgrade, de nouveaux aqueducs qui, longtemps après sa mort, alimentèrent les innombrables fontaines et hammams que les sultans ottomans, amoureux de l'eau, se firent ensuite édifier dans toute la ville. Une dizaine d'entre eux sont encore debout, enjambant les vallons boisés, déroulant, tels de grands serpents, leur double ou triple ordonnance d'arches superposées. Chacun est une œuvre d'art. Si l'Unzunkemer et l'Egrikemer sont dus au talent de Sinan le Magnifique, le plus ancien, l'aqueduc de l'empereur Valens, remonte à l'an 364. Jadis long de 1 kilomètre, il ne mesure plus, aujourd'hui, que 625 mètres. La ville l'a en effet grignoté avant de l'emprisonner dans ses tentacules, voire de le coloniser, par endroit, en accrochant des masures à ses parois.

La forêt de Belgrade, en amont de la Corne d'or, est l'oasis d'Istanbul. C'est Soliman qui lui a donné ce nom, en souvenir de la conquête de la capitale serbe, en 1521. Plusieurs centaines d'hec-

tares de bois vierges, plantés de chênes centenaires sous lesquels serpentent des sentiers sauvages. Comme le faisaient jadis leurs ancêtres ottomans, les Stambouliotes aiment y venir pique-niquer le dimanche tout en s'emplantant les poumons de chlorophylle. Dans le feuillage végétal, apparaît soudain un barrage. Pas une de ces sèches structures en béton des temps modernes, mais un ouvrage élégant, avec une plate-forme-promenade en marbre blanc de Marmara, bordée d'un parapet sculpté et agrémenté de kiosques et de rotondes posées,

en balcon, au-dessus de la retenue d'eau. Une vision que décrivait déjà Charles Reynaud, jeune dandy-voyageur du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un carnet de route consacré aux eaux douces d'Europe : « Au milieu d'une vallée, on rencontre tout à coup un mur de 50 ou 60 pieds de haut. Derrière ce mur, un ruisseau, arrêté par l'obstacle, a formé un lac charmant couronné d'arbres dont les branches trempent dans l'eau. » Il existe dans la forêt sept de ces bédels. Le dernier a été achevé sous Mahmut II, en 1829. Si étonnant que cela puisse paraître, ces lieux solitaires ont peu changé depuis la venue de Charles Reynaud.



Su : l'eau en turc. Un mot doux, chuintant comme le jet qui jaillit des fontaines de marbre blanc d'Istanbul, filigranes d'arabesques, de rinceaux et de fleurs sculptées en relief. Un mot à ne pas prononcer à la légère dans cette cité surpeuplée qui compte aujourd'hui 15 millions d'habitants. Soit douze fois plus qu'en 1960 ! Les barrages ne suffisent plus à l'alimenter. De plus, la vétusté du réseau de canalisation et leurs conduits poreux expliquent que près de 40 % du précieux liquide s'évapore au cours du transfert. Il faudrait à Istanbul 2,5 millions de tonnes d'eau par jour. Actuellement, on n'en distribue que la moitié. Toute la ville est affectée. Même les quartiers riches.

Pourtant, des pyramides de bidons en plastique s'entassent dans les entrées d'appartements. Autant de « citernes » privées destinées à parer aux innombrables coupures d'eau. Une fatalité que chacun, ici, accepte avec philosophie. Devant une pompe à essence trois femmes patientent, un bidon à la main. En fait, il s'agit d'une pompe à eau. Tarif : 2 francs les 10 litres. A Istanbul, l'or blanc se paie-t-il, un jour, au prix de l'or noir ?

Marie-Noëlle Hervé

## La course aux fantasmes

DANS L'IMAGINAIRE DU VOYAGEUR se mêlent, au chapitre Istanbul, soupçons de harem, vapeurs de hammam, trafics louches et débauches si récurrentes. Ainsi, à l'ombre des murs imposants d'un sérail qui a vu tomber tant de têtes et gémit tant de beautés, un des ressorts, plus ou moins avoués, d'une escapade stambouliote se révèle être le fantasme – et la recherche – de l'enclos secret et sulfureux.

Ne reste plus, alors, qu'à jouer le jeu du « rôdeur incognito », à la façon d'un Pierre Loti plein de sensualisme onirique. Poussons d'emblée la porte d'un de ces gazino crapoteux de Beyoglu, néo-cabaret, dancing et bouge qui aurait fait un stage à Pigalle revisité par un Toulouse-Lautrec en petite forme. Voilà un des spectacles les plus kitsch d'Istanbul by night avec décor d'un mauvais goût consternant, portiers sortis d'une B. D., gueules introuvables, entraînées sans scrupules et flots de raki. Des maîtres d'hôtel sans âge, arborant un nœud papillon si fatigué qu'ils n'en voudraient même pas pour essuyer les tables suintantes, jouent les affaires.

Sur scène défilent des chanteuses platinées, illuminées comme des citrouilles de Halloween, un magicien qui s'emmêle les colombes et une danseuse du ventre aux trémoussements sans âme. Un maître d'hôtel vous glisse alors d'un air filou : « Pour la meilleure danse du ventre, voyez les bohémiennes des remparts. » En attendant, brève incursion à Karaköy, dans la « rue close », rue de l'amour vénal, cadenassée par deux guérites de policiers. Les marchands officient avec force gestes comme des marchands de cravates dans un parapluie, les porteurs de café hurlent et bousculent les gogos voyeurs avec jubilation tandis que de vieilles tapineuses, poupées ratatinées, guettent des libidos de passage en dévoilant une poitrine qui se crase comme une lame. Dans le hall d'une des maisons de passe, un groupe de prostituées fait songer au tableau d'Ingres, Le Bain turc – peinture de femmes au hammam – qui aurait subi le sinistre sort du Portrait de Dorian Gray. Pour les hommes insuffisamment motivés, un café bondé diffuse des films pornos. Non loin de là, une beauté arrogante semble s'être échappée d'une Maison Tillier à l'orientale. Elle a l'air d'un paon pris au piège dans une cage de dindons.

La pensée du dindon nous ouvre l'appétit, occasion de se rendre à Kumkapi où pullulent les restaurants de poissons. L'ambiance triomphe ici de la

gastronomie avec violoneux et marchands de tout et de rien qui proposent aux dîneurs cigares, moules farcies ou des amandes comme de la sole, sans oublier le joueur de loto pour gagner des bouteilles de whisky. La promenade digestive nous ramène près de la place Taksim, hantée par des mouettes à l'essor mélancolique. Au hasard d'une ruelle au calme provincial, une femme à sa fenêtre, surgie de Fantaisie de Nerval, nous fait discrètement signe de monter. « My name is Sarah. » Sa main douce comme un flocon de neige, cheville d'argile, poignet de verre filé, poitrine menue, grain de voix comme du cristal qui se brise. D'autres femmes se joignent à nous, des travestis. Sarah est d'une ambiguïté absolue. Reste à fuir, à adopter une stratégie de rupture. L'heure des Bohémiennes a sonné.

Nous fonçons vers les remparts, « murailles rous-sâtres encombrées de la végétation des ruines qui s'écroulent lentement dans la solitude » (Théophile Gautier). Des gitanes s'abattent sur notre voiture comme un nuage de sauterelles. Tandis qu'une vieille femme entame les négociations, deux jouvencelles dévoilent, tentatrices, un bout de décolleté comme une fraise nouvelle. Résultat des transactions : une séance privée de danse du ventre dans une des maisons jouxtant la muraille. Le prix fixé est certifié immuable pour deux heures de spectacle. On se retrouve alors dans un petit salon crasseux, une bière chaude à la main. Trois musiciens, fixés comme des pantins de cire, attaquent un air doucereux. Une petite gitane esquisse un embryon de danse du ventre avec des mouvements cruellement vains, désespérément mollassons.

Au bout de quelques trémoussements, elle s'assoit brutalement sur vos genoux pour réclamer des sous afin de poursuivre sa danse – c'est-à-dire la commencer vraiment. On reste de marbre et elle s'en va en invectivant la terre entière. On est bien loin de Loti et de ses « petites bohémiennes qui venaient de l'eau de rose et qui dansaient ».

On quitte les lieux, partagés entre la rage de l'arnaque et la satisfaction d'avoir déniché un petit bout de cet « enclos secret ». Pour se remettre de ce trop plein d'émotions, on se réfugie au hammam le plus proche où on observe, avec jalousie, quelque vieux sage qui, sorti des églises, s'étend sur des coussins, rayonnant de je ne sais quelle volupté interne ».

Jacques Tiano

## Carnet de route

■ Y ALLER. Pacha Tours (auprès des agences de voyages ou 3615 Pacha) propose plusieurs formules de séjours à Istanbul, comprenant le vol AFR, l'hébergement en hôtel 3 ou 4 étoiles avec petit déjeuner et un tour d'orientation dans la ville : week-ends de 3 nuits (du jeudi au dimanche), de 1 790 F à 1 990 F (selon l'hôtel) et séjours de 4 nuits (dimanche-jeudi), de 1 790 F à 1 990 F, ou de 7 nuits (du jeudi au jeudi ou du dimanche au dimanche), de 2 190 F à 2 690 F. Forfaits comparables chez Marmara (agences ou 3615 Marmara), autre grand spécialiste de la destination. Consulter également : Turquie Numéros 1 (agences de voyages), ou encore Orléans (tel : (1) 46-34-29-00) ; de même, certains généralistes, comme Nouvelles Frontières (tel : 36-33-33-33, ou Minitel 3615 NF), ou Clio (tel : (1) 53-68-82-82) pour une visite historique guidée.

■ NAVIGUER. Pour circuler sur le Bosphore, emprunter les « vapurs », les « vaporettes » stambouliotes. Ils parcourent presque de bout en bout le détroit ainsi que la Corne d'Or et desservent les deux rives.

■ DORMIR. Le Bosphorus-Swiss Hotel (n° vert : 05-11-83-80) surplombe le

Bosphore et le palais de Dolmabahçe ; confort et luxe contemporains avec vue sur la colline de Topkapı ; forfait week-end, 2 nuits en chambre double, 1 515 F.

Le Pera Palas (tel : (212) 251-45-60) le plus célèbre hôtel Belle Époque d'Istanbul, à deux pas de la gare-terminus de l'Orient-Express, autour de 900 F en chambre double (éviter certaines chambres très bruyantes, il est prudent de visiter avant de s'installer). Et l'hôtel Yesil Ev, la Maison verte, (tel : (212) 513-67-85), installé dans une splendide yalı (belle demeure en bois), à deux pas de Sainte-Sophie, chambre double, 600 F.

■ VOIR. La citerne Basilique, aménagée pour la visite ; celle des 100 colonnes, à l'abandon (pour y pénétrer discuter avec le gardien), et celle du Myrelaion avec ses 75 colonnes, transformée en galerie commerciale. Les grands réservoirs à ciel ouvert : citerne d'Aspar dans le quartier de Karagümrük, Bonus, au pied de la mosquée de Sélim, Moclus dans le secteur de Cukurbozanti, et Fildami près de l'hippodrome.

Le musée du tapis, loge dans le somptueux hammam de Rovelane construit par Sinan au XVI<sup>e</sup> siècle. Enfin le musée de la Marine et son extraordinaire collection de caïques, embarcations d'apparat des sultans ottomans. Le plus grand mesure 40 mètres de long.

■ SE RESTAURER. Sur la rive européenne, le Samir (tel : 512-42-91) installé dans une citerne byzantine en contrebas de Sainte-Sophie, un spectacle pour l'œil, et Hacı (tel : 230-14-84), dans le quartier de Nispetiye, réputé pour ses hors-d'œuvre froids et chauds et ses grillades. Sur la rive asiatique, le second Hacı (tel : 0216-322-29-01) avec jardin sur la colline de Beykoz, et Inci (tel : 0216-271-19-72) face au Bosphore et à la Corne d'Or, l'un des meilleurs restaurants de poissons de la ville.

■ SE DÉLASSER. Dans les vieux hammams de l'époque ottomane (XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles) : Galatasaray, Galatasaray, Gedik Paşa (1475, le plus ancien d'Istanbul) et Kiliç Ali.

■ LIRE. Le Guide Gallimard Istanbul consacre un chapitre, avec carte de situation, aux barrages et aqueducs. Également, le Guide Bleu Istanbul, le guide du Rouzard et le tout frais guide Vira (Hachette) ainsi que le guide Arthaud. Pour le plaisir du texte et de l'illustration : Splendeur des sultans. Les dynasties musulmanes de 1869 à 1852, de Philip Mansel (Balland) et Istanbul, visite privée, texte de Stéphane Verasimos, photographies de Lawrence Perquis (éditions du Chêne).

■ SE RENSEIGNER. Office du tourisme de Turquie, 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tel : (1) 45-62-78-66.



## Sur les traces de Dracula

Alléché par la légende du vampire inventée par Bram Stoker, on découvre Vlad l'Empereur, un personnage tout aussi effrayant

**ROUMANIE**  
de notre correspondant  
Austère et mystérieuse, la silhouette du château fort de Bran se découpe dans le ciel de cette nuit de pleine lune. Sur les flancs de la colline escarpée sur laquelle ils trônent, les sapins, droits comme des flèches, s'entourent d'une écharpe de brume. On devine en bas la route qui quitte le plateau de Transylvanie pour serpenter entre les montagnes des Carpates du Sud. C'est l'heure où l'on croit entendre hurler les loups... Les ours, c'est sûr, ne sont pas loin. Dracula aurait apprécié ! On l'imagine sans peine, enveloppé de sa cape noire et rouge, sorti des brouillards du château. Les paysans du coin affirment d'ailleurs qu'il est réellement passé par là. Confusion. Il ne s'agit pas du plus célèbre des vampires mais de l'autre Dracula, « héros national » du XV<sup>e</sup> siècle, prince de Valachie (une région du nord de la Roumanie), connu sous le nom de Vlad l'Empereur Dracula. Ce défenseur de la foi chrétienne gagna dans les chroniques de l'époque son surnom d'« Empereur » pour avoir soumis au supplice nombre de brigands et encore plus d'« infidèles » ottomans de la Sibirie. Plus tard, après avoir conquis Constantinople.

Pertir sur les traces de Dracula, c'est parcourir la Roumanie, du sud

au nord, des riches plaines de Monténégro aux montagnes de Bucovine. C'est surtout suivre une double piste sur laquelle le mythe le dispute à la réalité. La légende de Dracula est née de l'imagination d'un obscur fonctionnaire irlandais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Bram Stoker, qui passa définitivement à la postérité littéraire grâce à ce seul roman. L'écrivain a utilisé le nom du personnage historique à la cruauté légendaire : Dracula - littéralement le « fils du dragon », patronyme hérité de son père Vlad Dracula, chevalier de l'ordre des dragons. Il n'y aurait cependant pas confusion entre les personnes si, en roumain, Dracula ne se traduisait pas également par « fils du Diable ». On se rapproche de l'univers des ombres de Stoker. La légende est en marche. Peu importe que le « fils du Dragon » ait vécu à une autre époque et très loin des lieux décrits dans le roman. Les historiens se demandent encore si Vlad l'Empereur s'est réellement arrêté au château de Bran ; débat de techniciens ! Les visiteurs, eux, cherchent le cercueil du vampire...

Sous le communisme déjà, les tour-opérateurs roumains, alléchés par l'odeur des devises, proposaient un détour par Bran, le château de Dracula. Les agences privées, apparues depuis la chute de Ceausescu, ont repris le flambeau. Le mystère qui entoure la vie de l'Empereur et



Portrait de Vlad Tepes, « l'Empereur »

sa réputation sanguinaire l'apparentent au personnage du roman et servent la confusion des genres. Ainsi, les conditions et la date exacte de sa mort, estimée aux alentours de 1475, sont inconnues. Mais les rumeurs affirment que le corps décapité du prince aurait été enterré, par quelques-uns de ses partisans, sous une dalle du monastère orthodoxe construit au XIV<sup>e</sup> siècle sur la presqu'île du lac de Snagov, à une vingtaine de kilomètres de Bucarest. Habité aujourd'hui par de bien pacifiques moines dans leur longue robe noire, le monastère fut, à une autre époque, une prison où des boyards récalcitrants étaient exécutés. Vlad l'Empereur n'aurait pas fait mieux. Dracula, qui fuyait les croix, n'aurait pas supporté le côté religieux. Une chose semble certaine : la vie de Vlad a commencé à 300 kilomètres au nord, dans la ville de Sighisoara, « la perle de Transylvanie ».

Cette petite cité médiévale, située dans le département de Mures, est sans doute l'une des plus pittoresques du pays avec ses rues étroites, escarpées, bordées de maisons colorées, marquées par leur origine allemande et l'influence austro-hongroise. Chaque année en juillet, la ville renoue avec son passé en organisant un festival international des arts médiévaux. Les rues appartiennent alors aux jongleurs. Des habitants en costumes traditionnels se transforment en acteurs le temps de quelques représentations pendant lesquelles ils retracent le procès d'une sorcière, au pied de la tour de l'horloge. Ambiance comparable à Tirgoviste, capitale de la Valachie pendant le règne du prince Dracula, ainsi qu'à Ares, où subsistent les ruines d'une forteresse de la même époque. Dans ce pays de folklore, de mythes et de superstitions, Dracula est partout. Partout et nulle part. « Si dans les montagnes, il existe encore des habitations protégées des mauvais esprits par des guirlandes d'ail, les superstitions autour du vampirisme sont plus développées en Bulgarie et en Serbie, rappelle Radu Simescu, professeur d'histoire à l'université de Boston et auteur d'un livre de référence sur Dracula. Stoker n'est jamais venu en Roumanie ». L'auteur irlandais a fait confiance à son imagination et aux récits d'un de ses amis historiens. Ainsi, le restaurant La Couronne d'or à Bistrita - celui où, dans le roman, descend Jonathan Harker, le clerc de notaire envoyé en Transylvanie traiter avec le comte Dracula

l'achat d'un terrain en Grande-Bretagne - a été ouvert dans les années 70, dans un quartier neuf de la ville. L'hôtel Dracula, situé comme dans le roman à Tihuta, dans les gorges Borgo, à quelques kilomètres de Bistrita, a été inauguré en 1984.

Les professionnels du tourisme, servis par un cadre naturel propice, tentent de surfer sur la légende. « C'est un nom magique, porteur d'un potentiel touristique énorme pour la Roumanie », soutient le ministre du tourisme, Matei Dan. Une association, la société Dracula de Transyl-

### L'histoire se rebiffe

La découverte de Radu Simescu n'a pas fait plaisir aux historiens. Lui-même historien à l'université de Boston, il fut le premier, au début des années 70, à établir un lien entre le vampire et le personnage historique roumain, et à situer l'action du roman de Bram Stoker en Roumanie, dans son livre *A la recherche de Dracula*, coécrit avec l'Américain Raymond MacNally.

Le directeur du château de Bran a été accusé par la presse et certains fonctionnaires du ministère de la culture de « ternir l'image de l'histoire de la Roumanie ». Il a dû mettre un terme à son spectacle *Dracula*, apprécié par les quelque trois mille touristes qui, durant la belle saison, visitent quotidiennement le lieu. Les recettes tirées des spectacles auraient pourtant permis de restaurer cette bâtisse sérieusement endommagée.

Enfin, et le tour-opérateur Bravo Groupe organise des bals masqués à Tihuta, intronisent des « barons dans l'ordre de Dracula », et quelques produits mythiques, comme la vodka Dracula, teintée en rouge, sont en vente. Mais on est loin d'un « Dracula Land » pouvant attirer des dizaines de milliers d'amateurs de films ou tout simplement de curieux. Mis en scène plus de cent cinquante fois au cinéma (davantage que Jésus-Christ et juste derrière Sherlock Holmes), apparaissant au travers d'une centaine de romans, Dracula est davantage connu dans le reste du monde qu'en Roumanie. Il ne tient qu'à ce pays de rappeler qu'il est l'histoire du personnage légendaire.

Christophe Chatelot



**Aventure:  
Etes-vous  
Terres ou Esprit ?**

### terres d'aventure LE VOYAGE A PIED

Avec Terres d'Aventure, la marche vous révèle la beauté de la terre ! Montagnes de France et du monde entier, sahara et grands déserts. Haute montagne et ski d'aventure avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.

#### 300 Marches de rêve.

Catalogue gratuit en renvoyant ce bon à découper à Terres d'Aventure, 6 rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. 33 73 77 77 ou 9 rue des Remparts d'Almay, 69002 Lyon, tél. (06) 78 42 99 94. Minitel 3615 TERDAV (2,33 F la minute).



Num. prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Ville .....  
Code Postal .....  
Profession .....  
Tél. .... Age .....

### ESPRIT D'AVENTURE

Dépayement absolu, retour aux sources du voyage. Découverte de la beauté originelle du monde. Instants magiques où la rencontre de l'autre efface les siècles et les distances. Où l'émerveillement, la jubilation l'emportent sur l'effort physique. Esprit d'Aventure : 60 voyages dont vous reviendrez différents.

#### 60 Retours aux sources.

Catalogue gratuit en renvoyant ce bon à découper à Esprit d'Aventure, 6 rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. 33 73 77 77 ou 9 rue des Remparts d'Almay, 69002 Lyon, tél. (06) 78 42 99 94. Minitel 3615 ESPRITDAV (2,33 F la minute).



Num. prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Ville .....  
Code Postal ..... Profession .....  
Tél. .... Age .....

### Carnet de route

■ **REPÈRES** : La Roumanie voudrait profiter du tourisme pour relancer son économie. Elle dispose d'atouts pour cela, notamment de très nombreuses stations thermales, de plages sur la mer Noire, de montagnes encore sauvages et surtout d'un folklore très présent. Malheureusement, le pays a hérité de l'ancien système communiste d'infrastructures vétustes (route, rail...) et d'une hôtellerie vieillissante aux services souvent très approximatifs. Le tour a cependant le mérite d'exister et permet de découvrir le pays avec un confort minimal assuré.

■ **AVIONS** : Vol Paris-Bucarest sur Air France (à partir de 2 390 F) ou Tarom qui assure une liaison quotidienne. Des voyageurs programment également cette destination, tel Nouvelles Frontières qui dispose d'une filiale en Roumanie et propose un vol charter hebdomadaire (à partir de 1 425 F ; également location de voiture : une semaine à partir de 1 470 F, tél. : 36-33-33-33). Ou Voyages UTA, spécialiste de la Roumanie, qui commercialise des vols réguliers à tarifs réduits (sur Tarom à partir de 1 995 F, mais aussi location de voiture 490 F par jour, hôtel

3 étoiles environ 300 F par personne en chambre double, tél. : (1) 43-24-73-22). Visa obligatoire délivré sur place à l'aéroport.

■ **VOYAGE** : Le meilleur moyen pour suivre les traces de Dracula, tout en découvrant, chemin faisant, d'autres sites (comme le merveilleux monastère orthodoxe de Bukovine), est de circuler en voiture individuelle, malgré le très mauvais état des routes. Les sociétés Hertz et Avis ont ouvert à l'aéroport de Bucarest des bureaux reliés à leur réseau international. Sur place, le voyageur ONT Carpati (7, bd Magheru, secteur 1, Bucarest ; tél. : 401 312 25 86, fax : 401 312 25 84) ainsi que la société Dracula de Transylvanie associée au tour-opérateur Bravo (47, bd Primaverii, secteur 1, Bucarest ; tél. : 401 666 61 95, fax : 401 312 30 56) proposent des circuits en autobus de quatre à onze jours. Un circuit guidé baptisé « Pays de Dracula » est programmé par Trans Tours (8 jours, 4-150 F, départs en mai, juin, juillet, août et septembre, agences de voyage). Des itinéraires guidés sont également annoncés par Nouvelles Frontières et Voyages UTA.

■ **RENSEIGNEMENTS** : Office du tourisme de Roumanie, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : (1) 40 20 93 33.

